

LOUIS XIII ET LE DUC DE LUYNES

Le lendemain de la mort de Concini, les courtisans, soucieux de savoir à qui ils devraient s'adresser dorénavant pour obtenir du roi grâces et faveurs, hésitèrent. Vitry paraissait très en vue¹; mais c'était un médiocre personnage, « doué de peu de sens », vaniteux, violent². M. de Luynes, ami particulier de Louis XIII depuis nombre d'années, semblait avoir plus de chance d'être « le favori »³; tout le monde alla le voir⁴. Louis XIII manifesta d'abord quelque impatience, déclarant publiquement qu'il fallait s'adresser à lui-même et non à un autre⁵ : le sort en était décidé. C'est « l'opinion » qui a commencé l'importance de M. de Luynes.

1. Voir notre article, *le Coup d'État du 24 avril 1617*, dans la *Rev. hist.*, t. XCVII, 1908, p. 278.

2. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 121 : l'ambassadeur vénitien, dépêche du 29 juin 1617 (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 227); *Mém. du cardinal de Retz*, éd. A. Feillet, Paris, Hachette, in-8°, t. I, p. 160; *les Contre-vérités de la cour, 1620*, dans E. Fournier, *Variétés hist. et litt.*, t. IV, p. 342. Voir les actes de brutalité auxquels Vitry se livre dans *Lettre envoyée et présentée au roi de la part du comte de Chasteau-Villain*, Douai, 1624, in-12; Héroard, *Journal* (Bibl. nat., ms. fr. 4027, fol. 30 r°).

3. Sur l'hésitation qu'il y eut au début à choisir entre Vitry et Luynes, voir la longue dépêche du nonce de mai 1617 (Bentivoglio, *Lettere*, Florence, 1863, t. I, p. 223-224. Cf. V. Siri, *Memorie recondite*, éd. de 1677, t. IV, p. 64). — Naturellement, Vitry et Luynes se battirent froid (dépêche de l'ambassadeur espagnol Monteleone du 20 août 1617; Arch. nat., K 1473, n° 85). De Blois, Marie de Médicis faisait des vœux pour Luynes contre Vitry; retenons ce détail (lettre de Richelieu à Déageant, dans Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. VII, p. 384; le chiffre 159 désigne Vitry). Luynes en voulut à ceux qui se prononcèrent pour Vitry (*Mém. de Beauvais-Nangis*, éd. Monmerqué, p. 157). Vitry dut même ensuite quitter la cour (*Ibid.*, p. 156); il ne se reconcilia avec Luynes qu'en 1619 (dépêche de l'ambassadeur vénitien du 10 avril 1619; Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 82).

4. *Ibid.*, 1771, p. 119, dépêche du 23 mai 1617; Montpoullan, *Mém.*, dans *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. IV, p. 39.

5. « Il re medesimo a detto in pubblico che le genti si dirizzino a S. M. e non a Luynes » (Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 260).

Sur le moment, personne ne trouva à redire. La passion politique, ensuite, accablera Luynes de calomnies; on le dira d'une naissance médiocre, douteuse, petit-fils d'un chanoine¹. En réalité, il appartenait à une bonne famille provençale, modeste, mais honorable, de « gentilshommes de nom et d'armes de six générations, la sienne comprise »². Le père, brave soldat, ancien capitaine au régiment de Sarlabous, s'était battu vaillamment à Moncontour, avait été fait chevalier de Saint-Michel, colonel des bandes françaises en Languedoc, maître de l'artillerie, conseiller et chambellan du duc d'Anjou, gouverneur de diverses places; le grand-père, non moins brave soldat, capitaine d'une compagnie de gens de pied, avait été tué en combattant à Cérisoles; le premier avait épousé la petite-fille d'un Villeneuve-Trans, le second une Ségur; ils étaient alliés à des d'Angennes, des Montmorency, des Pontevez, des Saluces³. Leur petite gentilhommière de Mornas, dans le Comtat-Venaissin, pouvait être

1. Tallemant des Réaux, rapportant le fait, n'ose pas l'affirmer : « Voilà ce qu'on disoit de son temps », écrit-il (*Historiettes*, éd. P. Paris, t. I, p. 398). Quelques pamphlets contemporains font allusion à cet on-dit. Richelieu l'affirme avec assurance (*Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 74). Nous n'avons pas trouvé d'indice de preuve de cette histoire. « On a vomi contre lui (Luynes) des accusations si éloignées d'apparence et de raison que jamais on n'a su trouver moyen d'en prouver aucune » (*Apologie ou réponse à la « Chronique des favoris »*, 1622, in-12, p. 5). « Comme si votre bonheur étoit leur misère », écrivait Malherbe à Luynes, « ils disent et écrivent des mensonges les plus effrontés et des absurdités les plus ridicules qui puissent jamais être dites ni écrites » (lettre de Malherbe à Luynes, dans *Œuvres de Malherbe*, éd. Lalanne, t. I, p. 391).

2. Par lettres de commission du 27 septembre 1617, Louis XIII chargea les officiers de l'ordre de Saint-Michel, MM. de Liancourt et Claude de Harville, d'examiner les papiers et les titres de famille de Luynes. Nous avons l'analyse des documents produits (Bibl. nat., Cabinet des titres, Doss. bleus, 8; Bibl. de l'Arsenal, ms. 5260; Bibl. de Carpentras, ms. 1847, fol. 26 r°, 187 r°). Les officiers conclurent à l'authenticité des filiations par acte du 25 novembre 1618 (Bibl. nat., Doss. bleus, 8, fol. 116 r°). — Le P. Anselme (*Hist. généalogique*, t. IV, p. 263) et Duchesne (*Hist. des chanceliers*, 1699, p. 731) n'ont pas émis de doute.

3. Renseignements fournis par les documents que produisit Luynes et que nous venons d'indiquer. Une série de textes originaux, lettres, quittances, conservés à la Bibliothèque nationale (Cabinet des titres, Pièces orig., t. XXI) et aux Archives du château de Dampierre (lettres de Catherine de Médicis de 1569 et 1574, du duc d'Alençon de 1582, 1583, d'Henri IV de 1588, 1590) confirment les renseignements en question. Nous tenons à remercier ici vivement M. le duc de Luynes de l'aimable courtoisie avec laquelle il a bien voulu nous permettre de consulter ses belles archives de Dampierre.

fruste d'apparence, car ils n'avaient pas grande fortune¹, mais le sang était bon². De Charles d'Albert de Luynes, la carrière, jusque-là, avait été celle d'un courtisan quelconque : page du roi³, gentilhomme de la chambre, en 1615, à trente-sept ans; grand fauconnier de France en 1616⁴; il ne s'imposait peut-être pas pour une prépondérance exceptionnelle à la cour. C'est l'affection du roi qui a causé sa grandeur, cette affection a été extraordinaire.

Louis XIII, dont la conduite morale a été irréprochable, semble avoir compensé les passions dont il se privait par des amitiés masculines vives. Tallement des Réaux énumère complaisamment parmi ceux que le roi a distingués un cocher, un valet de chiens, Montpoullan, Luynes, d'Esplan, Nogent, Bautru⁵. L'amitié du prince pour Baradas, en 1625, fut extrême⁶. Louis XIII avouait à sa mère « qu'il n'avoit jamais aimé M. de Luynes, approchant de cela »⁷. Après, vint Toiras et d'autres⁸. On sait ce qu'a été Cinq-Mars. Louis XIII a eu en lui la racine d'une tendance qui, se développant d'une certaine manière, devient morbide et, dépassant certaines bornes, coupable. Ni ses

1. « La cour, revenant d'Avignon l'année suivante (1622), vit dans Mornas, qui en est proche, la maison de son père (de Luynes) qui ne portoit marque que d'une très médiocre noblesse » (C. Bernard, *Hist. de Louis XIII*, 1646, t. I, p. 300).

2. Voir un mémoire dans ce sens à la Bibliothèque nationale (ms. Dupuy 662, fol. 36 r°).

3. Son père vint le conduire à la cour, pour être page, en 1592 (Luynes avait treize ans) et mourut à Melun en revenant. Son testament est du 6 février 1592 (Bibl. nat., Doss. bleus, 8, fol. 112 v°). Il avait quatre garçons et quatre filles. L'aîné, François, mourut jeune; le futur connétable était le second (le P. Anselme, t. IV, p. 266).

4. Bibl. nat., Cabinet des titres, Doss. bleus, 8, fol. 57 r°.

5. Tallement des Réaux, *Historiettes*, éd. P. Paris, t. II, p. 235. — Désageant cite un page de la petite écurie (*Mém.*, éd. de Grenoble, 1668, p. 146).

6. *Journal* d'Arnauld d'Andilly (Bibl. de l'Arsenal, ms. 5181, fol. 93 v°), et *Journal* du même, année 1625, éd. Halphen, 1903, p. 15.

7. Lettre de M. de Bréval au duc de Lorraine du 12 avril 1625 (Bibl. nat., nouv. acq. fr. 3145, fol. 233 r°).

8. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 282; dépêche de l'ambassadeur vénitien Morosini du 3 octobre 1624 (Bibl. nat., ms. ital. 1783, p. 192); Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 162. Nous n'aurons pas l'occasion de citer la nouvelle édition des *Mémoires* de Richelieu publiée par la Société de l'histoire de France, ce qui a paru n'allant pas jusqu'à l'époque qui nous occupe. D'ailleurs on pourra continuer à faire état du texte de Michaud, la nouvelle édition ne présentant pas de différence appréciable avec la précédente.

confesseurs ni le cardinal de Richelieu ni sa famille ou ses entours n'ont soupçonné dans ces amitiés le moindre danger de scandale. Leur point de départ n'en était pas moins un instinct déformé, pour ne pas dire pervers. C'est à un sentiment de cette nature qu'appartient la passion qu'a éprouvée Louis XIII pour M. de Luynes¹.

Il l'avait connu étant petit et l'avait toujours trouvé près de lui tendre et dévoué. A dix ans, il l'appelait en rêvant². Luynes et ses deux frères, — Charles avait fait venir près de lui ses deux cadets, Cadenet et Brante, — étaient « tous trois beaux garçons », très élégants³. Malgré un nez disgracieux, que Malherbe appelait « un nez de barbet »⁴, le futur connétable avait une mine charmante : front haut et dégagé, yeux ouverts, bouche aimable, souriant facilement, moustache relevée et barbiche en pointe, figure pleine, il était séduisant⁵. Tout le monde le trouvait courtois et affable, accueillant, plein d'amabilités⁶ : « Il avoit un visage qui lui aidait beaucoup à la première rencontre à gagner la bonne grâce de chacun, parlant, en manière de dire,

1. Tallemant insinue contre Louis XIII des accusations précises (t. II, p. 242, 252). Elles ne sont confirmées par aucun contemporain. Il les tenait de sa cousine de Rambouillet, qui, dit-il lui-même (t. II, p. 504), ne pouvait souffrir le roi. Les conversations du P. Arnoux, le confesseur, avec le nonce sur l'état de conscience en général de Louis XIII et de Luynes ne permettent pas d'accepter ces suppositions. Nous évitons d'employer le mot technique médical d'« homosexualité » qui caractérise en réalité le cas de Louis XIII, cette expression comportant encore pour le commun des esprits une certaine brutalité de faits qui ne sont, dans l'espèce, ni vérifiés ni vraisemblables.

2. *Journal d'Héroard*, éd. Soulié et Barthélemy, t. II, p. 91.

3. Tallemant, *Historiettes*, éd. P. Paris, t. I, p. 399; *Pasquil de la cour*, dans E. Fournier, *Variétés hist. et litt.*, t. III, p. 269.

4. Malherbe, *Œuvres*, éd. Lalanne, t. I, p. 250.

5. Il sera un peu replet à quarante ans (Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 164). Le meilleur portrait que nous connaissons de lui est une médaille anonyme datée de 1621 et gravée à l'occasion de sa connétablie (F. Mazerolle, *Les Médailleurs français du XV^e au milieu du XVII^e siècle*, Paris, 1902, in-4°, t. II, p. 170, n° 840).

6. Les contemporains sont d'accord sur ce point (*Lettre de Cléophon à Poléandre*, 1618, in-4°, p. 12; de Bellemaure, *le Portrait du roi*, 1618, in-12, p. 119; B. Legrain, *Décade commençant le règne de Louis XIII*, 1619, in-fol., p. 429; lettre de Malherbe à Luynes, dans *Œuvres*, éd. Lalanne, t. I, p. 391 et 396; *Discours en forme d'apologie envoyé à Monseigneur le duc d'Épernon*, Paris, 1619, in-12, p. 11; « Remontrance à M. d'Épernon » (Bibl. nat., ms. fr. 20742, fol. 49 r° et 122 v°). — Richelieu lui-même accorde que Luynes était « d'esprit assez humain » (*Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 253).

avant sa voix, car il avoit je ne sais quoi de douceur agréable »¹. Respectueux à l'égard du roi, déferent pour les grands, « une nature suave »², avouait le nonce, il était bon, constamment disposé à rendre service et toujours très doux³. Cette douceur a plu infiniment à Louis XIII; elle faisait de Luynes un homme opposé à toute espèce de violence⁴; on l'avait vu lors de la préparation de la chute de Concini, on le verra dans la suite; il ne demandait qu'à être bien avec chacun, à être dévoué⁵; il avait des démonstrations affectueuses pour tous et ses lettres étaient pleines de formules de tendresse⁶. Au fond, il était timide⁷, par là il plaisait encore à Louis XIII, timide aussi, comme il lui plaisait surtout par ses sentiments religieux, car Luynes était très pieux; le roi et lui avaient le même confesseur, le P. jésuite Arnoux⁸.

Les apologistes de Luynes cherchant dans les polémiques du temps à justifier la faveur de leur héros, expliquaient qu'après tout le roi, isolé dans sa majesté, avait besoin de quelque « confident serviteur afin de goûter par l'intervalle d'une heure prise à la dérobée l'agréable liberté d'une vie privée »⁹. Louis XIII,

1. *La conjuration de Conchine*, Paris, 1618, p. 291-292.

2. « Di buona e soave natura » (Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 198).

3. De Bellemaure, *le Portrait du roi*, 1618, p. 113-114; *Lettre du roi à Monseigneur le prince*, Paris, 1619, p. 7; *Apologie pour Monseigneur de Luynes*, 1619, p. 13. — « Luynes est bon de sa nature », avoue encore Richelieu (dans un mémoire de 1621; Avenel, *Lettres* t. VII, p. 514). Cf. aussi R. de Romany, *le Tourment de l'envie courtoise*, Paris, 1619, in-12, p. 12.

4. « E di buona natura, veramente, ed aliena dalle violenze » (lettre du nonce du 22 novembre 1617; Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 84).

5. On le voit par ses lettres (par exemple lettre de Luynes au duc de Bouillon du 27 juin 1619; Arch. du château de Dampierre).

6. Dépêche de l'ambassadeur vénitien Contarini du 22 août 1620 (Bibl. nat., ms. ital. 1774, p. 208). « Je suis », écrivait-il à M. de Montbazou, « de toute la force de mon cœur, votre très humble fils » (Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 197 r°). « Aimez-moi toujours; vous le devez, puisque je le désire » (lettre à M. de Villette, sans date; Arch. du château de Dampierre).

7. « Luynes e timido naturalmente » (lettre du nonce du 27 février 1619; Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 218).

8. De Bellemaure, *le Portrait du roi*, 1618, p. 111; dépêche du nonce Corsini, du 4 octobre 1621, dans B. Zeller, *le Connétable de Luynes*, Paris, Didier, 1879, in-8°, p. 285; Bentivoglio, *Lettere*, 1870, t. IV, p. 477; lettre de Luynes au P. Séguiran du 27 novembre 1621 (Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 199 r°).

9. *Seconde partie et réponse à la « Chronique des favoris »*, 1622, in-12, p. 3 et 4.

causant plus tard avec l'ambassadeur vénitien Pesaro, le lendemain de la mort de Luynes, lui avouait de son favori : « Je l'ai aimé parce qu'il m'aimait »¹, et il disait à sa mère : « Je ne puis me voir aimé que je n'aime encore davantage². » Pour Bassompierre, la faveur de M. de Luynes était « cousue d'inclination »³. L'inclination du roi pour M. de Luynes a été telle qu'il serait difficile d'en trouver une pareille sous aucun des anciens rois Bourbons.

Au lieu d'attendre les visites de son ami, Louis XIII montait dans la chambre de M. de Luynes, située au Louvre, au-dessus de la sienne. Il dînait et soupaît fréquemment chez lui, y passant des après-midi entières⁴. Le protocole royal voulait que le roi se rendît tous les jours chez la reine sa femme, dans son appartement, une fois le matin et une fois le soir. A lire le journal d'Héroard, les visites à M. de Luynes sont aussi inéluctables et plus fréquentes que les visites à Anne d'Autriche⁵. Si le prince part en voyage, il laissera sa femme, mais il emmènera M. de Luynes⁶. Deux personnes paraissent remplir sa vie : la reine et Luynes⁷. Le terme : « Va chez M. de Luynes », se répétant

1. « L'ho amato perche mi amava » (dépêche de l'ambassadeur vénitien Pesaro du 24 décembre 1621; Bibl. nat., ms. ital. 1777, p. 193).

2. Lettre de Louis XIII à Marie de Médicis de 1619 (Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 98, p. 150). Le roi écrivait à sa sœur la princesse d'Espagne : « Je sais aimer qui je dois et ne me faut point d'autre conseil ni d'autre persuasion que ma seule inclination » (Bibl. nat., ms. fr. 3722, fol. 26 v°).

3. Bassompierre, *Journal de ma vie*, éd. Chantérac, t. II, p. 220.

4. D'après le *Journal d'Héroard*. On pourrait faire le relevé exact pendant quatre ans des visites de Louis XIII à Luynes grâce à cette source. Luynes donne quelquefois de grands dîners au roi (Héroard; Bibl. nat., ms. fr. 4026, fol. 12 v°, 4 février 1618) ou de simples « collations » (Ibid., fol. 4 v°). Le roi dîne chez son favori le dimanche pendant des séries (Ibid., fol. 24 v°, 29 r°, 38 v°, 43 v°, 57 r°, etc.). Le favori fait jouer chez lui la comédie (Ibid., fol. 63 v°, 100 v°, 105 r°, 121 v°) ou fait danser un ballet (Ibid., fol. 264 r°). Louis XIII monte surtout chez Luynes pour répéter son ballet du carnaval (Ibid., fol. 261 r°, 263 v°).

5. La formule d'Héroard est : « Va chez la reine et chez M. de Luynes » (Ibid., fol. 320 r°).

6. En voyage ou en campagne, Luynes peut être logé loin du roi; celui-ci ne laisse pas tout de même d'aller chez son favori deux et trois fois par jour (Ibid., fol. 353 v°). Louis XIII va souvent à Lésigny chez Luynes (Ibid., fol. 296 r°; Arnauld d'Andilly, *Journal de 1620*, éd. Halphen, 1898, p. 9; *Mercure françois*, 1617, t. II, p. 97).

7. Même lorsque Louis XIII se sera décidé à consommer son mariage et que le médecin mettra de temps en temps en marge de son journal le petit signe

deux et trois fois par jour, dans le journal d'Héroard, pendant des semaines, des mois, des années, — jusqu'à la mort du comte, — finit par devenir d'une fatalité étrange. De retour de campagne, Louis XIII rentrera au Louvre, retrouvant la reine mère et Anne d'Autriche qu'il n'a pas vues depuis longtemps; il les quittera brusquement pour aller déjeuner dans l'appartement de M. de Luynes, seul avec lui¹. A Poitiers, en septembre 1620, Marie de Médicis vient voir son fils, fait une entrée solennelle; Louis XIII la reçoit, demeure quelques instants avec elle, puis s'empresse d'aller retrouver Luynes, qui est souffrant. Le public est un peu surpris².

Cette passion a été inimaginable. L'ambassadeur vénitien la traitait de « grand amour à l'égard d'un favori adoré »³. Il répétait : « C'est une affection extrême », un « amour extraordinaire »⁴. Luynes est « les délices de l'âme du roi »⁵, qui l'aime par-dessus tout, qui trouve tout parfait en lui⁶ : « Il n'y a rien de bien fait que ce qu'il fait »⁷, et ce qu'il fait est grand. « M. Servin », écrira Louis XIII au procureur général du Parlement, le 22 août 1619, pour faire vérifier les lettres patentes d'érection en duché-pairie de Luynes de la terre de Maillé, « puisque les services que le sieur de Luynes m'a rendus sont d'une éternelle mémoire, je veux aussi que les récompenses soient durables à la postérité »⁸; et au premier président de Verdun il disait : « Les grands et signalés services très importants à cet état que le sieur

conventionnel destiné à fournir des dates précises à ceux qu'intéressent la succession royale, le roi continuera à voir autant son ami. Cf., par exemple, Héroard (Bibl. nat., ms. fr. 4026, fol. 347 v°).

1. Dépêche de l'ambassadeur vénitien Contarini du 10 novembre 1620 (Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 90).

2. Dépêche du même du 11 septembre 1620 (ibid., 1777, p. 248) : « Visita, certo, che fece stuppir tutti. » Marie de Médicis est réduite à venir voir son fils lorsque celui-ci est couché (Héroard; Bibl. nat., ms. fr. 4026, fol. 342 r°).

3. « Il grand amore che porta a questo prediletto favorito e il piu adorato » (dépêche de l'ambassadeur Pesaro du 5 décembre 1621; Bibl. nat., ms. ital. 1777, p. 162; cf. 1771, p. 617).

4. « L'amore straordinario che il re gli porta... » (S. Contarini, *Dispacci, dans Relazioni degli Stati Europei*, Venise, 1859, série II, Francia, t. II, p. 101).

5. « Il signor duca di Luynes e la delitia anzi l'anima del re » (dépêche de Priuli du 20 janvier 1621; Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 237).

6. Ibid., 1772, p. 268; 1775, p. 189.

7. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 83.

8. Bibl. nat., ms. fr. 3722, fol. 116 v°.

de Luynes m'a rendus sont si fort considérables que je les ai voulu reconnoître par quelque titre d'honneur afin que par là la postérité connoisse le mérite de ses services¹. » Cette passion est si ardente qu'on finira dans l'entourage et dans le public par s'en irriter : on la reprochera à Louis XIII; on écrira avec impertinence à Luynes : « Si Sa Majesté, tant elle est charmée de vos discours, pouvoit vous faire son frère, elle le feroit². » Après avoir commencé par traiter cette affection de « passion de jeunesse », due à l'extrême bonté du prince³, Marie de Médicis, agacée, fera écrire que « ce démon qui obsède le roi le rend sourd, aveugle et muet »⁴, puis elle dira exaspérée : *Se il re ha gusto di lui che se lo tenghi*, « si le roi a du goût pour lui, qu'il le garde⁵! » Au fond des provinces on répétera que Luynes est « le mignon du roi »⁶, « une idole »⁷, et des pamphlets allégoriques parleront de « flambeaux de Cupidon », « d'amours » et « d'hy-ménée »⁸.

Cette affection vive d'un tout jeune homme souverain absolu, auquel personne n'osait apprendre les limites que le tact devait mettre à des démonstrations de ce genre, ne se manifesta pas moins par des libéralités substantielles. Luynes fut fait successivement gouverneur d'Amboise, capitaine des Tuileries, conseiller d'État, le premier et commandant les gentilshommes ordinaires, toutes charges à prébendes⁹. Après la chute de Concini, les titres affluèrent : premier gentilhomme de la chambre, capitaine de la Bastille, capitaine de cent hommes d'armes. Les biens meubles et immeubles du maréchal d'Ancre lui furent octroyés¹⁰,

1. Bibl. nat., ms. fr. 3722, fol. 101 v°. Voir aussi la lettre au garde des sceaux du Vair dans le même sens, fol. 100 v°.

2. *Advis à Monsieur de Luynes sur les libelles diffamatoires qui courent*, 1620, in-12, p. 4.

3. *Harangue faite au roi par la reine mère*, 1622, in-12, p. 8 et 15.

4. « Oraisons jaculatoires du P. Arnoul », manuscrit composé à Blois (Arch. des Affaires étrangères, France 772, fol. 48 r°).

5. Dépêche de l'ambassadeur vénitien Contarini du 1^{er} juillet 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 189). L'expression est plus forte en italien qu'en français.

6. Jean Pussot, *Journalier ou Mémoires*, Reims, 1858, in-8°, p. 209.

7. Lettre de Malherbe à Bassompierre, de 1622, dans *Œuvres*, éd. Lalanne, t. IV, p. 87.

8. *Factum sur la mort de Monsieur le connétable*, 1622, in-12.

9. Bibl. nat., Cabinet des titres, Doss. bleus, 8. Les Pièces originales (t. XXI) présentent des quittances de Luynes pour les appointements de ces charges.

10. Arch. nat., E 59 B, fol. 205 r°. Cf. la dépêche de l'ambassadeur Monteleone

entre autres le marquisat d'Ancre, dont le nom fut changé en celui d'Albert¹, et le château de Lésigny-en-Brie, que Luynes aimera beaucoup². Louis XIII eût voulu marier son favori avec une de ses sœurs naturelles, M^{lle} de Vendôme; celle-ci refusa, sous prétexte de mésalliance³. Luynes, du reste, avait jeté son dévolu sur la fille de M. de Montbazou, la célèbre future duchesse de Chevreuse⁴. Le mariage fut célébré le 13 septembre 1617 dans l'appartement d'Anne d'Autriche, devant la famille royale⁵. Au premier fils qui naîtra, en décembre 1620, Louis XIII, se trouvant à Calais, fera tirer le canon du château; pour le baptême, il donnera 80,000 francs, afin qu'il y ait banquet, comédie, ballet; il sera parrain, Marie de Médicis marraine, et les cérémonies seront les mêmes que s'il s'agissait d'un dauphin de France⁶.

Luynes accepta tout. Il trouvait Louis XIII « homme d'esprit et très fidèle »⁷; il lui baisait les mains⁸ et, expliquant à Bas-

au roi d'Espagne du 29 août 1617 (Arch. nat., K 1473, n° 93) et le *Mercurius gallicus* (1617, t. V, p. 97).

1. Par lettres patentes datées d'août 1617 et du 7 septembre 1620 (Arch. nat., X¹ 8649, fol. 277 v°).

2. Lettres patentes également d'août 1617 (Bibl. nat., Cabinet des titres, pièces orig., 21, fol. 87 r°). Le garde des sceaux du Vair refusa quelque temps de sceller le don des biens de Concini (S. Dupleix, *Histoire de Louis le Juste*, 1643, in-fol., p. 108); le Parlement fit aussi opposition (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 343), et le Conseil d'État, ensuite, seconda mal le favori (Arch. nat., E 59 B, fol. 205 r°).

3. Ce projet occupa beaucoup la cour. Voir Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 220, 244, 346; la dépêche de l'ambassadeur vénitien du 30 mai 1617 (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 155-156); celle de l'envoyé florentin du 6 mai 1617 (dans Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 43); les *Mémoires* de Fontenay-Mareuil, éd. Michaud, p. 125.

4. Elle avait 400,000 francs de dot et la forteresse d'Amiens (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 275). Luynes fit faire la demande par le comte de la Roche-Guyon (*Seconde partie et réponse à la « Chronique des favoris »*, p. 15). Nous rappelons sur M^{me} de Chevreuse le livre de Victor Cousin, *Madame de Chevreuse*, Paris, Didier, 1862, in-16.

5. Héroard (Bibl. nat., ms. fr. 4025, fol. 440 r° et v°); dépêche de l'ambassadeur vénitien du 12 septembre 1617 (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 415); dépêche de l'ambassadeur d'Espagne Monteleone du 19 septembre 1617 (Arch. nat., K 1473, n° 121).

6. Dépêche de Priuli des 3 janvier et 16 février 1621 (Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 226 et 267).

7. Lettre de Luynes à Richelieu de 1620 (Arch. des Affaires étrangères, France 773, fol. 240 v°).

8. D'après également une lettre de lui à Richelieu de 1621 (Ibid., France 775, fol. 1 r°).

sompierre, soupçonné de vouloir lui prendre sa place, qu'il ne pouvait accepter qu'on cherchât à le supplanter, il osait lui dire avec plus d'apparence de vérité que de goût « qu'il estoit comme un homme qui craignoit d'être cocu, lequel n'aimoit pas voir un honnête homme courtiser sa femme »¹. Malheureusement, M. de Luynes ne manquait pas seulement que de goût. Qu'était-il et que valait-il? Sa personnalité a été de son temps très attaquée; de nos jours on l'a représenté comme un politique de valeur, voire même de « génie », ayant préparé le ministère de Richelieu, tout au moins comme un politicien adroit. Il y a lieu de rechercher ce qui en a été.

Sous ses apparences charmantes, Luynes, disaient ses ennemis, cachait six défauts : il était incapable, fort ambitieux, très près regardant, pour ne pas dire avare, ne songeait qu'à ses intérêts personnels, manquait de gratitude, n'avait ni foi ni parole ni courage². Il y avait un peu de tout cela en lui et bien autre chose. En réalité, M. de Luynes, nature instable, changeante et troublée, en même temps craintif et médiocre, était aussi peu propre aux grandes pensées que de taille à soutenir un rôle voulu de personnage au caractère entier. Ce sont les éléments confus de sa personnalité contradictoire qui ont permis les pires anathèmes des contemporains et les essais d'éloges de nos jours.

Ce qui a frappé le plus ceux qui l'ont approché, c'est son insuffisance. Après Bentivoglio, qui, en 1617, le jugeait inapte aux affaires gouvernementales³, le nonce Corsini, en 1621, l'estimait incapable de connaître les choses d'État, n'ayant aucune prudence, étant superficiel, inconsistant, occupé seulement de sa propre fortune et de son argent⁴. L'ambassadeur vénitien le jugeait peu intelligent⁵. L'ambassadeur d'Angleterre, Herbert de

1. Bassompierre, *Journal de ma vie*, éd. Chanterac, t. II, p. 225.

2. *Seconde partie et réponse à la « Chronique des favoris »*, 1622, in-12; *le Comte de Luynes*, 1620, in-12, p. 6.

3. Bentivoglio, *Lettere*, 1663, t. I, p. 199 : « Del maneggio del regno egli non sarebbe neanche in alcun modo capace » (lettre du 26 avril 1617).

4. Dépêche du nonce Corsini du 4 octobre 1621, dans Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 284.

5. « Il poco spirito et l'avaritia molta di Luynes » (dépêche de Contarini du 16 avril 1619; Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 93). « Il avoit un esprit fort médiocre » (Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 164). Richelieu répète

Cherbury, était frappé de son ignorance¹. Tous voyaient bien qu'il n'était pas homme à soutenir le poids de la direction des affaires². Dans la mesure où le style de l'homme est l'homme même, les lettres de M. de Luynes, désordonnées, dépourvues de syntaxes, avec des phrases sans suite, des termes impropres, un laisser aller, un abandon de la pensée et des expressions, révèlent cette nature brouillée et ordinaire qu'il était³ : « Vous avez le fond de mon sac », écrivait-il un jour à Richelieu, « et que le diable emporte ceux ou celui qui ne fera ses efforts à cette affaire⁴ ! » Il n'y avait de compliqué chez M. de Luynes que les contradictions spontanées dues à son instabilité mentale.

Cette instabilité, cette mobilité étaient extrêmes : « Il est fort facile à préoccuper et détourner de ses premières pensées », disait Richelieu⁵ ; « il embrasse mille choses à la fois et il n'en étirent aucune », déclarait le prince de Condé⁶ ; « d'un jour à l'autre », appuyait le nonce, « il ne sait pas se tenir à une idée »⁷. Le duc de Rohan gémissait de l'irrésolution de son esprit⁸, irrésolution que les uns attribuaient à la timidité, les autres à la défiance⁹, ce qui était presque lui faire comme un compliment, car, au contraire, on le trouvait ingénu et naïf¹⁰. Il était plein de désordre ; il perdait ses papiers¹¹. « Quant à M. de Luynes », écrivait le P. Joseph

cette affirmation à maintes reprises dans ses *Mémoires* (par exemple t. I, p. 247, 251).

1. Herbert de Cherbury, *Mém.*, trad. Baillon, 1863, p. 136. Luynes demandait si la Bohême « était un pays situé dans l'intérieur des terres ou sur le bord de la mer ».

2. « Egli non e tenuto per uomo da sostenere sì gran peso » (Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 84).

3. Voir, par exemple, ses lettres à Pontchartrain (Bibl. nat., ms. Clairambault 377, fol. 147 r°).

4. Avenel, *Lettres de Richelieu*, t. VII, p. 483.

5. *Ibid.*, p. 514.

6. Propos de Condé à Priuli (dépêche de celui-ci du 2 février 1621 ; Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 199).

7. « Da un giorno all' altro, non si sta in un proposito » (Bentivoglio, *Lettere*, 1870, t. IV, p. 536).

8. Rohan, *Mém.*, éd. Michaud, p. 528.

9. Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 218 ; Richelieu, *Mém.*, t. I, p. 238.

10. « Essendo egli d'una singolarissima ingenuità » (dépêche de Contarini du 24 juin 1619 ; Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 188).

11. Relation de l'archevêque d'Embrun dans Déageant (*Mém.*, éd. de 1668, p. 390) ; dépêche du nonce Corsini du 9 février 1622 (Arch. nat., L 397, fol. 342 v°).

le 24 janvier 1621, « il a tant d'aveuglement d'inconstance et de désordre en tout que l'on ne sait qu'espérer »¹. Il parlait étourdiment. Il arriva à Louis XIII impatienté de dire qu'il ne pouvait lui confier de secret². On l'accusait de manquer de parole³; il oubliait. Il promettait par disposition bienveillante et il ne tenait pas : on appelait ses promesses des « planches pourries »⁴. On lui reprocha son ingratitude envers ceux qui lui avaient fait le plus de bien parce qu'il n'avait plus pensé à eux⁵. On parla des « trahisons et déloyautés de son âme basse »⁶. Alors, décontenancé, Luynes, ne sachant que dire, se taisait, confus, et on l'accusait d'être peureux⁷.

L'accusation de lâcheté est une de celles qui sont venues le plus souvent sous la plume des pamphlétaires du temps. Le fait n'est pas douteux. M. de Luynes n'allait jamais au feu; il n'aimait pas la guerre; il a toujours voulu empêcher Louis XIII d'affronter des dangers. « Sachez que je ne cours aucun hasard », écrivait naïvement pendant le siège de Montauban le chirurgien de M. de Luynes à sa femme, « Monseigneur le connétable me faisant l'honneur de m'affectionner et de me tenir toujours auprès de sa personne »⁸. L'inaptitude de M. de Luynes aux exercices physiques, son manque d'entraînement au maniement de l'épée devaient compter peut-être parmi les raisons qui lui faisaient redouter d'affronter les batailles ou les affaires d'honneur⁹.

En raison de cette intelligence insuffisante, de cette nature instable, de ce caractère inconsciemment égoïste, M. de Luynes n'avait donc pas ce qu'il fallait pour attirer et conserver l'affection des courtisans. Après le premier moment fugitif de sympathie causée par ses manières aimables, au moment où il devint

1. Lettre du P. Joseph à la prieure de Lencloître, du 24 janvier 1621, citée par Fagniez, *le P. Joseph et Richelieu*, t. I, p. 88.

2. Déageant, *Mém.*, 1668, p. 186.

3. Lettre de Malherbe du 10 février 1621, dans *Œuvres*, éd. Lalanne, t. IV, p. 59.

4. *Seconde partie et réponse à la « Chronique des favoris »*, p. 26 et 28.

5. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 121.

6. Rohan, *Mém.*, éd. Michaud, p. 524.

7. « Ce gentilhomme poltron au possible » (*l'Horoscope du connétable*, 1622, in-12, p. 28).

8. Cité dans les *Mém.* du duc de la Force, éd. La Grange, t. IV, p. 205, note.

9. Dépêche de l'ambassadeur vénitien Contarini du 26 mai 1620; Bibl. nat., ms. ital. 1774, p. 90.

le favori en vue, il ne tarda pas à être l'objet de l'antipathie commune. Des libelles hostiles parurent¹. Le sentiment le plus général qui se manifesta fut celui de la jalousie. Vraiment, étant donné ses moyens, sa fortune était bien rapide. Lui et ses deux frères ressemblaient à « trois potirons venus en une nuit »². « Le voir passer ainsi du vol de la crécerelle au gouvernement d'une si puissante monarchie » était bien étrange³; cela ne pouvait provoquer « qu'indignation et envie »⁴. Écho des sentiments de son père, Saint-Simon, plus tard, n'en revenait pas : « Trente-neuf ans taupe », disait-il de Luynes, « il n'a été aigle que quatre, et voilà le monde et les plus inouïes fortunes⁵ ! » Les amis de Luynes répondaient qu'il y avait bien dans l'histoire des fortunes aussi rapides; ils attribuaient cette animosité à des jalousies indignes : « Vous êtes haï universellement », disait le duc de Rohan au favori, « parce que vous possédez seul ce que chacun désire »⁶; d'autres mettaient ces dispositions sur le compte de l'esprit frondeur des gens de perpétuelle opposition ou bien s'indignaient de ce qu'on osât discuter ce qui était, en définitive, la volonté du roi, laquelle ne pouvait être contrôlée des sujets sans scandale⁷. « Les affections des rois ne sont pas moins sacrées que leur personne », écrivait Malherbe⁸, et Louis XIII, fâché, ordonnait de saisir les libelles, d'en rechercher et punir les auteurs⁹. Mais, tout en défendant M. de Luynes, ses amis lui donnaient des conseils prudents de réserve et de modération. « Ren-

1. On en trouvera la liste dans le *Catalogue de l'histoire de France*, de la Bibliothèque nationale (t. I, p. 494 et suiv.). Dans le présent travail, nous n'avons cité de ces libelles que ceux qui nous renseignaient sur l'état de l'opinion ou qui, émanant visiblement de quelqu'un de la cour, contenaient des indications de première main, ou, enfin, qui étaient inspirés et dictés par les personnages mis en cause.

2. Bassompierre, *Journal de ma vie*, éd. Chantérac, t. II, p. 174.

3. *Harangue faite au roi par la reine mère*, 1622, in-12, p. 10.

4. S. Dupleix, *Hist. de Louis le Juste*, 1643, in-fol., p. 3.

5. Saint-Simon, *Écrits inédits*, Paris, Hachette, 1893, in-8°, t. VIII, p. 269.

6. *Mém. de Rohan*, éd. de 1756, in-12, t. I, p. 150. Cf. *Cérémonies observées à la réception de Monseigneur de Luynes en qualité de duc et pair*, Paris, S. Moreau, 1619, in-12, p. 5.

7. *Apologie pour Monseigneur de Luynes*, s. l., 1619, in-12, p. 1 et 11; *AVIS sur l'état et les affaires de ce temps*, s. l., 1620, in-12, p. 31; *Apologie en faveur du roi adressée à la France*, Paris, 1622, in-8°, p. 60.

8. Lettre à Luynes, dans *Œuvres*, éd. Lalanne, t. I, p. 392.

9. S. Contarini, *Dispacci*, dans Alberi, *Relazione degli Stati Europei*, série II, Francia II, Venise, 1859, p. 102; du 26 février 1618.

dez-vous digne de votre bonheur », lui disait-on, « et ne donnez point sujet, par vos déportements, à Dieu de vous abandonner et au roi de se servir contre vous-même des conseils qu'il a reçus pour rabattre l'insolence du maréchal d'Ancre ». « On vous a donné avis de ne vous mêler que le moins que vous pourriez des affaires d'État et faire couler votre fortune doucement : ce conseil doit être suivi¹. » Ces conseils, M. de Luynes ne les a pas suivis ; cette modération, cette réserve qu'on lui recommandait, il ne les a pas observées. Il a voulu se mêler de tout. Il a été grisé par sa grandeur. Comment cet homme timide a-t-il pu prendre une telle hardiesse et quel est celui qui lui a appris à exploiter sa faveur, à en abuser ? C'est Déageant.

Devenu, après la mort de Concini, le point de mire des courtisans, M. de Luynes, un peu troublé, chercha près de lui des conseillers pour l'aider dans son nouveau rôle. Les anciens membres du petit conseil qui, autour du roi, avait préparé la chute du maréchal d'Ancre étaient tout indiqués : Déageant, Modène, Marsillac, Tronson. Tronson fut écarté, on ne sait pourquoi, et remplacé occasionnellement par le colonel des Corses d'Ornano². Ce fut cette « camarilla » qui mena M. de Luynes. Le public de la cour fut assez vite informé³ ; il appela le petit groupe « le cabinet »⁴, les « favoris »⁵, « ceux de la faveur »⁶, « Messieurs de la faveur ». Richelieu dira : « Eux ? ! » De tous, Déageant était le plus fort.

C'était vraiment un homme actif et intelligent, ferme, à l'esprit politique⁸. Plus tard, après ses disgrâces, trahit-il peut-être dans ses *Mémoires*, écrits en prison, quelques côtés mesquins de

1. *Discours à M. de Luynes par le sieur Dryon, gentilhomme, serviteur du roi*, Paris, 1617, in-12, p. 18, 58, 59.

2. *Extrait des raisons et plaintes que la royne mère du roy fait au roy son fils*, Paris, 1619, in-12, p. 8. — Marie de Médicis y dénonce nommément chacun d'eux.

3. Voir Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 120 ; Rohan, *Mém.*, éd. Michaud, p. 512 ; Bentivoglio, *Lettres*, 1865, t. II, p. 127.

4. *Ibid.*, p. 236 ; C. Bernard, *Hist. de Louis XIII*, t. I, p. 201.

5. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 191.

6. N. Pasquier, *Lettres*, Paris, 1623, in-8°, p. 734.

7. Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 205 et 245.

8. « Deageant, vilmente nato, ma di grandissimo et acutissimo ingegno dotato » (dépêche de l'ambassadeur vénitien Contarini du 9 janvier 1619 ; Bibl. nat., ms. ital. 1772, p. 274). « E uomo di molto buon senso e molto capace »

sa nature. Sa modestie était certaine; malgré la situation privilégiée qu'il a occupée, il ne s'est pas enrichi, ce qui est à son honneur¹. Habile et souple, il se lia étroitement avec M. de Luynes, fut son ami, son confident, et il eut, par suite, l'oreille du roi. Il négocia nombre de petites affaires; peu à peu on devina qu'il était *l'alter ego* pensant de M. de Luynes. Toutes les fois qu'on eut à entretenir M. de Luynes, on ne manqua pas d'aller le trouver. L'expression « parler à Luynes et à Déageant » fut la formule consacrée². S'il ne couchait pas au Louvre, — le protocole le lui interdisait, — Déageant y passait ses journées entières et n'en sortait qu'à minuit³.

Son influence, ainsi occulte, fut considérable. Il se trouva mêlé indirectement « au maniement des principales affaires »; il fut du Conseil du roi, où sa parole eut du poids; il prit les occasions d'écrire aux ministres, de la part du roi, attribution grave! Pour certaines affaires de pure faveur, par exemple des candidatures au cardinalat, on savait que tout dépendait du « cabinet » par suite de Luynes, surtout de Déageant. Son action fut prépondérante⁴. « J'ai vu M. Déageant », écrivait Tantucci à Richelieu, « MM. de Richelieu et du Pont (de Courlay) m'ont dit qu'il le faut flatter, car il se fait tout-puissant. Je le visiterai, car ils me disent qu'il nous peut faire du mal⁵. » Les ambassadeurs étrangers allaient le voir. L'ambassadeur d'Espagne mandait au roi Philippe III qu'il était vraiment très influent⁶. De grands seigneurs, le duc de Bouillon, ayant à se défendre près du roi d'accusations portées

(Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 185). Voir ses lettres à Pontchartrain, par exemple (Bibl. nat., ms. Clairambault 377, fol. 122 v°).

1. Cf. la préface mise par A. Roux de Morges, son petit-fils, en tête de ses *Mémoires*, éd. de 1668, p. 4.

2. Les témoignages pour ces détails abondent : dépêches de l'ambassadeur vénitien Contarini (Bibl. nat., ms. ital. 1772, p. 40, 122, 130); Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 114, 286, 347, 383, 410; t. III, 1867, p. 11, 56. Cf. *Mém.* de Déageant, éd. de 1668, p. 3, 78, 79, 82, 91-95, 98, 138, 189. Voir aussi Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 129 r°.

3. Déageant, *Mém.*, éd. de 1668, p. 87.

4. Les sources qui viennent d'être citées, plus Arnauld d'Andilly, *Mém.*, éd. Michand, p. 427; Pontchartrain, *Mém.*, éd. Michand, p. 398.

5. Lettre de Tantucci à Richelieu du 13 juillet 1617 (Arch. des Affaires étrangères, France 771, fol. 158 r°).

6. « Un ministro de los de aqui muy valido, llamado Mos de Duagian, etc... » (dépêche de Monteleone au roi Philippe III du 1^{er} juillet 1617; Arch. nat., K 1473, n° 35).

contre eux, lui écrivaient¹. Il fut question de le nommer secrétaire d'État. Il était intendant des finances : on parla en octobre 1617 de créer un cinquième poste de secrétaire d'État en sa faveur. Des cinq, il eût été le principal. L'affaire n'eut pas de suite². En avril 1618, ce fut même à la surintendance des finances qu'on songea à l'appeler. L'idée ne devait pas aboutir³. Il a manqué de peu un rôle historique et une renommée plus retentissante.

Or Déageant était plus qu'énergique, il était dur. Il a entraîné M. de Luynes, il lui a enseigné à mépriser les oppositions, à imposer ses désirs. Le nonce le répétait : « Déageant, porté aux conseils violents, a gâté Luynes, qui, de lui-même, est tenu pour une bonne nature⁴. » M. de Luynes s'aperceva, mais trop tard, des erreurs de conduite que le tempérament de son confident lui fera commettre⁵. Nombre de gens connaissaient cette violence. Déageant était détesté. Marie de Médicis écrivait vivement à Louis XIII : « Le crédit quasi-absolu et la dureté de ceux qui ont usurpé votre autorité est devenue aujourd'hui insupportable à tout le monde⁶. » Les ministres, surtout, ne pouvaient pas le souffrir, en raison de son influence dissimulée. On crut remarquer que Déageant se mettait finalement à traiter des affaires à l'insu même de M. de Luynes, et la famille de celui-ci, les Modène, les Montbazou, à leur tour inquiets, protestèrent. Il y eut des querelles, des mots vifs entre Luynes et Déageant. On assiégea Luynes. Un incident avec la Savoie à propos d'une erreur commise, dont on attribua la responsabilité à Déageant, fut la dernière goutte qui fit déborder le vase. Luynes expliqua à son confident, en décembre 1618, que

1. Lettre du duc de Bouillon à Déageant du 29 mai 1618 (Arch. des Affaires étrangères, France 373, fol. 125 r°; Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 97 r°).

2. Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 29, 91.

3. *Ibid.*, p. 330.

4. « Luynes a piu che mai appresso di se quel Deajeant, ch' e portato a consigli violenti e che guasta Luynes che per se stesso e tenuto di buona natura » (*Ibid.*, 1867, t. III, p. 198, du 13 février 1619). « Deageant tira al severo piu degli altri ... inclini alla violenza » (*Ibid.*, t. II, p. 563). « Deageant, veniva creduto original principio et autore di tutti i peggiori consigli » (V. Siri, *Memorie recondite*, 1679, t. V, p. 43).

5. Il s'en plaint à M. de Béthune; lettre à celui-ci de mars 1619 (Bibl. nat. Cinq-Cents Colbert 97, fol. 102 r°).

6. Lettre de Marie de Médicis à Louis XIII du 1^{er} mars 1619 (*Ibid.*, fol. 17 r°).

« les ministres d'État et tous les principaux de sa maison, de sa parenté et de son alliance avoient conçu une extrême jalousie contre lui, qu'ils le menaçoient de l'abandonner s'il ne l'abandonnoit » ; il priaît Déageant de s'abstenir de paraître au Conseil durant quinze jours, « pendant lesquels il feroit ses efforts pour lever ces jalousies ». Que pouvait Déageant, qui ne tenait que grâce à Luynes ? Il proposa de s'en aller définitivement. Luynes lui demanda de continuer à l'aider de ses conseils. Plusieurs mois encore, Déageant allait jouer son rôle. Mais ses ennemis, le sachant dans la coulisse, ne désarmaient pas. Ils parvinrent enfin à le faire exécuter au début d'août 1619. On accusa Déageant d'entretenir une correspondance secrète avec Richelieu, confident de la reine mère, et d'être l'auteur des conseils qui empêchaient Marie de Médicis de revenir à la cour¹. La chute fut douce. Le roi nomma Déageant premier président de la Chambre des comptes de Dauphiné, lui accorda la continuation jusqu'à sa mort de ses appointements² et colora le départ en chargeant Déageant d'une mission de confiance auprès du gouverneur du Dauphiné, le protestant Lesdiguières, et l'autre disparut discrètement³.

A côté de Déageant, Modène a été plus effacé. Cousin germain de M. de Luynes, gentilhomme du Dauphiné, méridional porté à l'exagération et de jugement pas très sûr, il avait grand crédit auprès de Luynes et de Louis XIII, mais il ne sera admis au Conseil du roi qu'en 1620⁴. Après Déageant et Modène, reste-

1. Sur toute cette disgrâce de Déageant, que nous résumons brièvement, voir les dépêches de l'ambassadeur vénitien (Bibl. nat., ms. ital. 1772, p. 185, 262, 267-268, 274 ; 1773, p. 88, 219) ; du nonce (Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 140, 416, 422, 435) ; les *Mémoires* de Déageant (éd. de 1668, p. 133 et 135) ; d'Arnauld d'Andilly (éd. Michaud, p. 432-433) ; de Pontchartrain (éd. Michaud, p. 402) ; de Richelieu (éd. Michaud, t. I, p. 202). — Richelieu signalait à Déageant Vitry comme un de ses plus acharnés ennemis (Arch. des Affaires étrangères, France 771, fol. 294 r°).

2. Arch. nat., E 62 B, fol. 169 r°. Par brevet du 13 août 1619, Louis XIII accordait à Déageant, outre les 1,200 l. de gages de sa charge de premier président, la continuation en viager de ses appointements précédents, qui étaient de 14,000 l., sans compter les 1,000 l. de ses gages de secrétaire des finances. Un arrêt du Conseil du 22 août 1619 fixait le mode de paiement de ces sommes. Déageant avait été nommé, le 12 janvier 1619, « contrôleur triennal du domaine de S. M. en Dauphiné » (Dufayard, *le Connétable de Lesdiguières*, p. 442).

3. Déageant, *Mém.*, éd. de 1668, p. 224 ; lettre de lui à Pontchartrain du 13 août 1620 (Bibl. nat., ms. Clairambault 377, p. 121).

4. Sur la famille de Modène, il y a tout un dossier dans les papiers de Pei-REV. HISTOR. CII. 2^e FASC.

rait d'Esplan, Esprit Alart, seigneur d'Esplan, marquis de Grimault, comtadin de naissance obscure, que Louis XIII aimait beaucoup pour des qualités gracieuses analogues à celles de M. de Luynes, qu'il chargea de missions de confiance et dont la faveur fut telle qu'un moment, après la mort du connétable, on parla de lui pour remplacer le favori disparu¹.

C'est guidé et poussé par ces confidents que Luynes parut prendre dans l'État une place chaque jour grandissante. Les contemporains l'ont cru maître du gouvernement; ils l'ont rendu responsable de tout ce qui s'est fait. Il aurait été « le chef du gouvernement », un « premier ministre », il aurait « pris en main la direction des affaires », et nous disons couramment aujourd'hui « le ministère de M. de Luynes »². Il faut examiner de près ces affirmations.

Le royaume de France n'a pas à cette époque de constitution écrite, mais des règlements traditionnels, des usages aussi forts que des lois, ce qu'on appelle « les maximes du gouvernement ». La première de ces maximes est que l'État est mené par « le roi et son Conseil ». Avec Henri IV, prince personnel et volontaire, la pensée du roi a souvent dominé celle du Conseil. Sous Louis XIII, vers 1618, roi tout jeune, nouveau dans le gouvernement, peu expérimenté, le Conseil a une importance prépondérante. Il délibère sur toutes les affaires³. Louis XIII ne prend pas sur lui de

resc (Bibl. de Carpentras, ms. 869-872). Voir aussi J.-L. Prompsault, *Hist. de Modène*, Carpentras, 1883, in-8°; comte de Modène, *Hist. des révolutions de Naples*, Paris, 1655, in-12, épître; puis Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 120; Bassompierre, *op. cit.*, t. II, p. 334; Arnauld d'Andilly, *Journal de 1620*, éd. Halphen, 1898, p. 5. Modène fut fait grand prévôt de l'hôtel et grand prévôt de France le 24 mars 1621 (Arch. nat., E 79 A, fol. 161 r°). Le roi lui fit des dons de revenus (Ibid., 63 A, fol. 44 r°; 64 A, fol. 16 r°; Bibl. nat., ms. Dupuy 92, fol. 113 v°).

1. « M. d'Esplan, un criado del condestable » (dépêche de l'ambassadeur d'Espagne Mirabel du 30 septembre 1621; Arch. nat., K 1478, n° 146). « Le roi l'aime fort et se fie à lui » (lettre de M. de Luynes au comte de Tillières de 1621; Arch. des d'Harcourt; copie aux Archives du château de Dampierre). Voir sur ce personnage les dépêches de l'ambassadeur vénitien (Bibl. nat., ms. ital. 1777, p. 176; 1778, p. 252, 294; 1779, p. 70) et le *Placet au roi contre un nommé Alard Desplans qui avoit enfreint les édits contre les duels* (s. l. n. d., in-12).

2. B. Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 17, 157, 170. Voir aussi comte de Modène, *Hist. des révolutions de Naples*, 1655, in-12, épître, p. 7.

3. On voit que les affaires sont « mises en délibération » (Pontchartrain, *Mém.*, éd. Michaud, p. 398, 402).

décider une question importante sans que le Conseil l'ait examinée¹. De province, les agents écrivent au roi pour informer « Sa Majesté et son Conseil »². Les ambassadeurs étrangers traitent et discutent « avec le roi et son Conseil ». Ils parlent au roi et ensuite à ses ministres. Lorsqu'un ministre étranger a longuement entretenu Sa Majesté d'une affaire diplomatique, Sa Majesté lui dit : « Tout ce que vous venez de me dire, allez le représenter à mon Conseil, de manière à ce qu'il voie et prenne une résolution en connaissance de cause. » Et le ministre va rendre visite à chacun des membres de ce Conseil afin de lui exposer l'affaire dont il s'agit³. Pour les questions de politique extérieure, qui ont été si importantes à ce moment, il est un des personnages du gouvernement qui a le plus particulièrement la spécialité de les traiter : c'est celui des quatre secrétaires d'État qui concentre de plus en plus dans ses mains, à cette époque, les affaires étrangères, et qui est M. de Puisieux, le fils du chancelier Brulart de Sillery. C'est à lui que Louis XIII renvoie spécialement : « Parlez à Puisieux », « voyez Puisieux ». La phrase revient perpétuellement à la fin de toute audience. A-t-il même expliqué sa pensée et ses intentions que Louis XIII ne laisse pas d'achever : « Pour le reste, causez avec Puisieux. » C'est Puisieux seul qui rédige les dépêches, lui seul qui dresse et envoie les documents diplomatiques au nom du gouvernement ; sa signature seule a un caractère officiel et ses déclarations définitives sont le dernier mot du roi⁴. Avec Puisieux, les autres membres du Conseil sont : le chancelier de France, le garde des sceaux du Vair, le surintendant des finances Jeannin, le premier des secrétaires d'État Villeroy, les autres secrétaires d'État ; puis différents personnages, en petit nombre, auxquels, nominativement, le roi a donné accès dans son Conseil pour entendre

1. « Le roi agit dans son Conseil » (*Remonstrance aux malcontents*, 1620, in-12, p. 5).

2. Lettre de M. de Béthune à Pontchartrain de mars 1619 (*Négociation commencée avec la reine mère Marie de Médicis*, 1673, in-fol., p. 111).

3. Voir, par exemple, la dépêche de l'ambassadeur vénitien du 29 juin 1617 (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 205), du 14 juillet 1618 (1772, p. 135), du 14 juin 1619 (1773, p. 152), du 3 octobre 1621 (1777, p. 53), celle du nonce (Bentivoglio, *Lettres*, éd. de 1680, in-12, p. 333).

4. Voir également les dépêches de l'ambassadeur vénitien (Bibl. nat., ms. ital. 1772, p. 77-78, 113, 128, 153; 1773, p. 197; 1774, p. 26, 206, 239; 1775, p. 216, etc.). Sur l'attribution des secrétaires d'État, consulter Fauvelet du Toc, *Hist. des secrétaires d'État*, Paris, 1668, in-4°, p. 44 et suiv. Le règlement du 29 avril 1619 tend de plus en plus à centraliser les Affaires étrangères et la Guerre entre les mains de deux des secrétaires.

leurs avis; ces derniers conseillers, sortes de « ministres sans portefeuilles », ayant le droit ou n'ayant pas le droit, suivant les personnes, de recevoir la visite des ministres étrangers, ne dirigent aucune administration et ne possèdent d'autre action gouvernementale que celle qu'ils exercent dans les délibérations par l'autorité de leur parole ou de leur jugement¹.

Tous les membres du Conseil répondent aux ministres étrangers venant les voir pour causer d'affaires qu'ils en délibéreront et feront du mieux qu'ils pourront². Le nonce Corsini reconnaît qu'ils sont en général prudents et n'osent pas s'avancer³. Le plus considérable d'entre eux, le chancelier, est très discret⁴. Il n'y en a qu'un qui parle, c'est celui qui connaît le mieux les négociations en cours et auquel renvoie le roi, M. de Puisieux. C'est avec lui surtout qu'ils discutent⁵. Quand ils ne le trouvent pas, ils s'adressent à son « premier commis », un homme fort entendu, intelligent et prudent, M. Barat. M. Barat dit qu'il en référerait à Puisieux : Puisieux répond qu'il en parlera au roi et au Conseil⁶.

Ce Conseil du roi a un chef effectif, le chancelier Brulart de Sillery. Contarini écrit le 24 juin 1619 : « Le chancelier est celui qui, après le roi, gouverne tout, de qui les autres ministres dépendent. » Quand le roi quitte Paris, le garde des sceaux le suit, et le vieux Brulart demeure à Paris⁷. Ce Conseil a aussi un chef nominal honorifique : c'est le cardinal de Retz, évêque

1. Le règlement-type du Conseil fixant les traditions, et que l'on suit, est celui de 1585 (dans Cimber et Danjou, *Archives curieuses*, t. X, p. 333 et suiv.). Pour le détail de l'application, les dépêches des ambassadeurs abondent en renseignements. C'est en nommant un conseiller « sans portefeuille » que le roi spécifie s'il pourra ou non recevoir des visites. En appelant Richelieu au Conseil, en 1624, Louis XIII ne l'autorisera pas à recevoir les ambassadeurs.

2. Dépêche de Z. Pesaro du 12 avril 1623 (Bibl. nat., ms. ital. 1780, p. 170).

3. Dépêche de Corsini du 4 octobre 1621, dans B. Zeller, *le Connétable de Luynes*, p. 283.

4. « E riservato, prudente, grave » (dépêche de Priuli du 6 septembre 1621; Bibl. nat., ms. ital. 1777, p. 9).

5. Dépêches de Contarini du 19 mars 1618 (Ibid., 1772, p. 15, 18), de Priuli du 18 novembre 1621 (Ibid., 1777, p. 98), de Monteleone du 9 février 1618 (Arch. nat., K 1474, n° 30), du 22 novembre 1618 (Ibid., 1475, n° 128).

6. Ce « premier commis », Barat, a joué un rôle assez important. Voir ce qu'en disent Priuli (Bibl. nat., ms. ital. 1776, p. 159), Pesaro (Ibid., 1779, p. 86, 195, 220; 1780, p. 64, 160, 188, 192, 223 et suiv.). C'est en 1623 que son action semble la plus précise.

7. Ibid., 1773, p. 187. Cf. Duchesne, *Hist. des chancelliers*, 1699, in-fol., p. 705.

de Paris, personnage incolore, sans grande autorité réelle¹.

Or, M. de Luynes, pendant quatre ans, — sur quatre ans et huit mois qu'a duré sa « prépondérance », — n'a été qu'un simple membre du Conseil « sans portefeuille », appelé seulement à donner son avis dans les délibérations. Officiellement, il n'a donc dans le mécanisme du gouvernement du royaume qu'une place restreinte. Il ne dirige rien; il ne commande à personne. En écrivant à M. de Béthune, le 16 avril 1619 : « Toutes les affaires se résolvent dans le Conseil », il faut s'en remettre « aux dépêches des secrétaires d'État », il définit la procédure de l'action gouvernementale²; et le secrétaire d'État Pontchartrain, faisant allusion à ses propres fonctions passives par rapport aux décisions du Conseil, lorsqu'il écrit au même Béthune : « Vous savez, Monsieur, que je suis obligé de faire ce que l'on me dit et ordonne »³, confirme cet état de fait. Le roi, le Conseil et les secrétaires d'État pour signifier les volontés du roi en son Conseil, tels sont les rouages du gouvernement. Il n'est que de parcourir la correspondance administrative de tel de ces secrétaires, comme M. de Pontchartrain, pour se rendre compte que le premier gentilhomme de la chambre qu'est M. de Luynes n'a pas place dans ces rouages⁴. A partir du mois d'avril 1621, époque à laquelle M. de Luynes sera fait connétable, c'est-à-dire pourvu d'une fonction officielle comportant commandement, attributions administratives, direction de service, on le verra davantage intervenir⁵. Il n'a été connétable que huit mois et demi avant sa mort⁶.

1. Fontenay-Mareuil, *Mém.*, éd. Michaud, p. 129.

2. *Négociation commencée avec la reine mère Marie de Médicis*, 1673, in-fol., p. 180.

3. Le 7 avril 1619 (Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 97, fol. 184 r°).

4. Bibl. nat., ms. Clairambault 376, par exemple, pour 1620.

5. Ainsi, voir à la Bibl. nat., ms. Clairambault 377, fol. 715 r°, une lettre de M. de Vignoles de juin 1621; au fol. 807 v°, une lettre de Saint-Chamond à Pontchartrain du 7 juillet 1621.

6. Il ne fut même pas nommé membre du Conseil immédiatement après la disparition de Concini. A l'instigation de Déageant, il chercha à se faire renseigner sur ce qui s'y décidait par quelque secrétaire d'État et pria Brienne de lui écrire « un journal de ce qui seroit résolu et arrêté dans le Conseil, afin de le lui remettre entre les mains ». Brienne refusa. « Je me trouvais si offensé de cette proposition », dit Brienne, « que je lui répondis qu'il feroit mieux de se rendre lui-même chef du Conseil que d'exiger une pareille chose de ceux qui y avoient séance » (Brienne, *Mém.*, éd. Petitot, t. I, p. 330). Luynes s'adressa à des créatures plus dociles. Déageant faisait par elles soutenir les

A défaut d'autre situation plus officielle, M. de Luynes s'est-il alors imposé dans le Conseil du roi, comme le fera plus tard Richelieu, par l'autorité de ses interventions et l'ascendant de son intelligence? Ce que nous savons de cette intelligence rend le fait peu probable; la réalité confirme les prévisions.

M. de Luynes parle peu au Conseil. Quand il parle, ses jugements ne paraissent pas heureux : on n'en fait pas grand cas; souvent ils impatientent. Louis XIII, qui a beaucoup de bon sens, arrive à lui manifester son mécontentement¹. Une fois même, irrité, il s'échappera à lui dire : « Taisez-vous, vous ne savez ce que vous dites² ! » On décide sans Luynes, à son insu. Il l'avouera un jour au prince de Piémont, beau-frère de Louis XIII, lorsque le prince, s'imaginant, comme tout le monde, que le favori est le maître, lui reprochera de n'avoir pas obtenu du gouvernement du roi, pour lui, une série d'avantages politiques et personnels qu'il sollicitait. Luynes lui répondra qu'il ignore une partie des décisions dont il s'agit et ajoutera qu'il n'a pas l'autorité qu'on croit, parce que le Conseil prend des résolutions auxquelles il lui est impossible de s'opposer³. Il le fera même publier, afin de dégager sa responsabilité à l'égard des reproches dont on l'accable. L'idée que M. de Luynes est le maître, fera-t-il dire, « a pénétré si avant dans le corps de l'État que beaucoup de grands de ce royaume se sont laissés aller à cette vaine créance jusques à se persuader que lui seul est cause mouvante des ressorts du

résolutions qu'il désirait voir prendre. Le cardinal de Retz, au dire de Rohan, se serait fait ainsi « le commis de Déageant » (Rohan, *Mém.*, éd. Michaud, p. 514) : « Luynes faisoit proposer dans le Conseil par ses affidés » (Richelieu, *Mém.*, éd. Michaud, t. I, p. 237). En octobre 1617, Luynes n'a pour titres officiels que ceux de « grand fauconnier de France et premier des gentilshommes ordinaires de S. M. » (arrêt du Conseil du 24 octobre 1617; Bibl. nat., ms. fr. 18192, fol. 21 r°).

1. « M. de Luynes, qui avoit opiné auparavant..., répliqua. Et le roi le trouva fort mauvais » (Arnauld d'Andilly, *Journal*, 1621, éd. Halphen, 1891, p. 11).

2. Dépêche de l'ambassadeur d'Angleterre Herbert de Cherbury à Naunton, du 15 février 1620, dans *Mém.* du même, trad. Baillon, p. 188. Au cours d'une lettre à M. de la Force, Luynes parle des reproches que le roi lui fait (lettre publiée par E. de Barthélemy dans le *Bull. de la Soc. des sciences de Pau*, 1879-1880, 2^e série, t. VIII, p. 71).

3. « Luynes udite tutte queste lamentationi (du prince de Piémont)... dicesse non saper queste deliberationi, et in fine che si excusasse con dire in molte cose non haver quell' autorità che si crede, perche il consiglio le risolve cui non vi puo tal volta opporsi et contradire » (dépêche de Contarini du 30 avril 1619; Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 112).

Conseil et empêche le roi d'agir avec les officiers d'État et de sa couronne »¹. Il n'en est pas ainsi, et il répétera au duc de Rohan, faisant sur ce point allusion aux volontés fermes du roi : « Si ma faveur étoit telle qu'elle pût rompre les desseins du roi et prévenir ses entreprises, certes, je vous assurerais hardiment de ce que vous requérez avec tant d'instance ; mais, vous le savez, le roi est tellement absolu en ses résolutions qu'il est bien malaisé de le détourner de ses volontés². » M. de Luynes sait l'importance des ministres ; il dit « ces Messieurs » en parlant d'eux³. Quand il leur écrit, il est plein de déférence : « Je vous supplie de baiser les mains de ma part à Messieurs les chancelier et garde des sceaux, président Jeannin et autres, que je suis leur serviteur, et le vôtre, très humble⁴. » Il cherche à leur faire plaisir en approuvant, après coup, leurs décisions, ce qui doit, sans doute, leur être indifférent : « J'ai vu et examiné la résolution de Messieurs les ministres ; il me semble qu'elle est très bonne. Le roi, m'ayant fait l'honneur de me demander mon avis, m'a commandé de vous le donner ainsi⁵. » Aussi les ministres ne se gênent-ils pas à certaines heures avec lui : ils résistent aux désirs que pourra avoir Luynes ; le garde des sceaux du Vair s'élèvera avec véhémence contre un don de 200,000 livres qui est sollicité pour M^{me} de Luynes et de 100,000 livres pour Cadenet. Luynes n'osera rien répondre⁶.

Mais, cependant, M. de Luynes est l'ami et le confident intime du souverain, lequel, en dernière analyse, décide et peut chasser un ministre d'un signe. M. de Luynes a l'oreille du roi ; il est en mesure de persuader à la longue le prince de prendre telle décision. Il est certain que Louis XIII n'a pas de secrets pour son « grand ami », qu'il lui « confie toutes choses », lui lit sa correspondance, l'écoute⁷. M. de Luynes se vante de le

1. *Requête présentée au roi par Monsieur de Luynes*, Tours, 1619, in-12, p. 4.

2. Lettre à M. de Rohan du 20 mai 1621, dans la *Lettre de Monsieur le duc de Rohan à Monsieur d'Orillac, ensemble la réponse dudit sieur d'Orillac*, a. 1., 1621, in-12, p. 12.

3. Bassompierre, *Journal de ma vie*, éd. Chantérac, t. II, p. 135.

4. Lettre de Luynes à Pontchartrain du 25 février 1620 (Bibl. nat., ms. Clairambault 377, fol. 147 r°).

5. Ibid., 377, fol. 147 r°.

6. Dépêche de l'ambassadeur vénitien de mai 1617 (Bibl. nat., ms. ital. 1771, p. 151 ; 1776, p. 40) ; *Mém. du duc de la Force*, éd. La Grange, t. II, p. 509.

7. On disait que « Luynes era di grande autorita, che poteva assai appresso il re, ch'era suo grande amico » (dépêche de G. Priuli du 10 décembre 1620 ;

conseiller sur toutes affaires¹. Lorsqu'on veut faire au roi seul quelque communication importante, c'est à M. de Luynes qu'on s'adresse : « J'ai communiqué au roi seul », écrit M. de Luynes à M. de Béthune, « ce que vous m'avez mandé dans la confiance et le secret »². On se sert naturellement de son intermédiaire pour solliciter des grâces, pour transmettre au roi directement quelque information, pour le prier de défendre quelque personnage menacé³. Si les grandes affaires sont toutes traitées au Conseil, de petites se solutionnent par l'office du favori⁴. Et alors les ministres, malgré tout, sont obligés de ménager M. de Luynes, à l'occasion, même, se servent de lui pour suggérer une idée au roi ou le pressentir⁵. Ne dit-on pas qu'il a eu grande part à l'entrée au Conseil des cardinaux de Retz et de Gondî? C'est cette situation trouble, contradictoire, qui, ajoutée à tant d'autres éléments, a rendu incertain le véritable rôle de M. de Luynes.

Louis BATIFFOL.

(Sera continué.)

Bibl. nat., ms. ital. 1775, p. 154). M. de Béthune disait à Marie de Médicis que Luynes était « la personne la plus confidente auprès du roi » (lettre de Béthune à Luynes du 21 mars 1619; Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 97, fol. 98 v°). « M. de Luynes, à qui S. M. confie toutes choses » (lettre de Pontchartrain à Béthune de mars 1619; Ibid., fol. 59 r°). « Quant à vous, Monseigneur, que chacun sait avoir la plus secrète communication de ses pensées (du roi)... » (lettre de Malherbe à Luynes, dans *Œuvres*, éd. Lalanne, t. I, p. 395). « Luynes, qui sait les secrets de mon cœur... » (lettre de Louis XIII à Condé; *Mercur françois*, 1619, p. 334).

1. Lettre de M. d'Estrades à Pontchartrain de 1620 (Bibl. nat., ms. Clairambault 377, fol. 265 r°); lettres du nonce des 19 décembre 1617, 2 février 1618 (Bentivoglio, *Lettere*, 1865, t. II, p. 117, 228); lettre de Luynes au duc de Bouillon du 24 septembre 1621 (Bibl. de Carpentras, ms. 1800, fol. 78).

2. Lettre du 25 mars 1619 (Bibl. nat., Cinq-Cents Colbert 97, fol. 121 r°); *Négociations commencées avec la reine Marie de Médicis*, 1673, in-fol., p. 91.

3. Ibid., p. 179.

4. « Luynes lascia gli affari grandi al consiglio e nel resto mette le mani con maniera piacevoli » (Bentivoglio, *Lettere*, 1863, t. I, p. 377).

5. Dépêche de l'ambassadeur vénitien du 14 mai 1619 (Bibl. nat., ms. ital. 1773, p. 133), du 12 mai 1620 (Ibid., 1774, p. 82).

6. Bentivoglio, *Lettere*, 1867, t. III, p. 21.

LA CAPITULATION DE LAON

(9 SEPTEMBRE 1870).

(Suite et fin¹.)

L'armement de la garde nationale de l'Aisne s'opère très lentement. Le 1^{er} septembre, le ministre de l'Intérieur télégraphie aux préfets de ce département et de la Somme : « Envoyez un délégué prendre à la direction de Bayonne 2,500 fusils rayés pour votre garde nationale². » On juge du temps que ces armes mettront pour arriver de la frontière espagnole. Quant aux gardes mobiles, ils n'ont encore que des blouses et des képis à la date du 2 septembre; ils ne recevront que le 10 des ceinturons et des cartouches; les vareuses ne leur parviendront que le 25³.

Mais la situation s'aggrave subitement. Le 13^e corps n'est pas encore concentré à Mézières que, dans la journée du 1^{er} septembre, les nouvelles les plus inquiétantes lui viennent du champ de bataille de Sedan. Informé, le ministre de la Guerre télégraphie au général Vinoy dès 5 heures 40 du soir : « Dans les circonstances actuelles, je vous laisse maître de vos mouvements en ce qui concerne le 13^e corps d'armée. Faites évacuer les fuyards sur Laon; je compte que Mézières saura tenir...⁴. » Vinoy prend aussitôt son parti : les milliers de fuyards accourus du champ de bataille vont se retirer sur Avesnes, d'où ils gagneront Laon sous

1. Voir ci-dessus, p. 17-34.

2. Dép. télégr., 6 heures 10 du soir (G. Dupont, p. 144). Un télégramme pressant du sous-préfet de Soissons au préfet (2 septembre, 10 heures 25 du matin) réclame des armes : « Depuis quatre jours, il ne reste plus un fusil. » Le 3, le préfet renouvelle ses instances (dép. télégr. à l'Intérieur et Guerre). Le ministre de l'Intérieur lui répond : « Pas un fusil à envoyer. Nous n'en avons pas. La Guerre en promet... » (3 septembre, G. Dupont, p. 154).

3. État reproduit par la *Revue d'histoire*, 1907, t. II, p. 384. Ce document porte à 1,175 hommes l'effectif du 2^e bataillon (Laon). En quelques jours, il sera réduit à 700 hommes par la désertion.

4. Général Vinoy, *Siège de Paris*, p. 56 et 431.

la protection des fractions du 13^e corps réunies à Mézières. Celles-ci suivront la route directe de Paris, par Rethel, Neufchâtel et Laon¹. Ces mouvements commencent la nuit même du 1^{er} au 2. L'intendant et le commandant du génie du corps d'armée prennent les devants sur Laon, ce dernier avec une compagnie du génie et du matériel. Tous deux devront pourvoir aux moyens de défense les plus urgents et au ravitaillement. De même, le chef de la gare de Mézières doit faire rebrousser tous les trains sur Laon, avec la faculté de sauver son matériel par l'intérieur du pays ou par la Belgique. La division Maud'huy, qui n'a pas encore débarqué, regagnera cette ville sans quitter ses wagons et y attendra la division Blanchard venant de Mézières à marches forcées².

Cependant de faux bruits continuent de courir à Laon. Le *Public*, arrivé le 3 septembre, mentionne encore un immense succès remporté par Mac-Mahon le 31 août : il y aurait 20,000 Prussiens tués ou blessés, 10,000 prisonniers. Mais les détails abondent déjà sur une défaite du 5^e corps au 30 août, et ils ne sont que trop exacts. En même temps, les journaux apportent des détails effrayants sur les excès commis par l'ennemi dans les Ardennes. Loin d'y trouver un encouragement à la résistance, la population y puise les motifs d'une prochaine panique, malgré un communiqué de la préfecture concernant l'attitude résolue des cantons de l'Aisne qui bordent les Ardennes. D'ailleurs, des bruits sérieux commencent à se répandre concernant une défaite à Sedan, et la division Maud'huy débarque à la gare dans l'après-midi du 2^e.

Cette opération s'accomplit dans un grand désordre, qui ne contribue pas à rassurer les habitants. Le général Thérémim d'Hame, le capitaine du génie Vauthier, l'ingénieur des ponts et chaussées, l'agent voyer en chef sont en permanence à la préfec-

1. Général Vinoy, *Siège de Paris*, p. 60.

2. Général Vinoy, *Ibid.*, p. 61.

3. É. Fleury, *op. cit.*, p. 3; *Journal de l'Aisne*, n° du 18 mars 1871. Le *Courrier de l'Aisne* (n° du 9 au 18 septembre 1870) décrit tout autrement la situation : « ... La ville de Laon, sentant grandir son patriotisme avec le danger, n'eut qu'un cri, et ce cri fut pour la résistance. C'est alors que tout citoyen qui n'avait pas encore d'armes s'empressa d'aller en réclamer à l'hôtel de ville. Jamais peut-être citée, même sérieusement préparée, ne fut agitée d'un pareil frisson... » On verra bientôt ce qu'il faut penser de ces phrases.

ture¹. D'après les nouvelles reçues, la retraite du 13^e corps s'effectue « dans les meilleures conditions »². Mais il est permis de concevoir des doutes à cet égard. Enfin, vers onze heures du soir, survient le télégramme suivant, envoyé par le sous-préfet de Vervins : « Le général de La Mortière arrive. Corps de MacMahon défait sous Sedan. Maréchal blessé grièvement. L'empereur peut-être prisonnier³. » Bientôt après, on apprend qu'un parti ennemi de 300 chevaux a paru dans le canton de Rozoy-sur-Serre, vers les Ardennes⁴. En même temps, le ministre de la Guerre, craignant de voir Vinoy manquer de munitions dans une retraite qu'il croit encore plus difficile qu'elle n'est en réalité, s'efforce de lui faire savoir que son parc de réserve est arrivé à Laon⁵.

L'impression produite sur les populations par le retour de la division Maud'huy est accrue par l'arrivée de bandes de fuyards. Elles ne tardent pas à se montrer sur les routes conduisant vers le nord ou à Paris, et leur triste défilé dure trois jours. Les premières appartenaient au 5^e corps, lors de la surprise de Beaumont. Elles ne parlent du général de Faily, leur chef, qu'avec colère ; « les officiers sont unanimes à déplorer son incapacité ; quant aux soldats, personne n'aurait pu leur ôter de l'esprit l'idée qu'ils avaient été trahis »⁶.

Sous cette influence, l'affolement gagne jusqu'aux fonctionnaires qui devraient payer d'exemple. Le sous-préfet de Vervins, par exemple, demande au préfet ce qu'il doit faire des

1. Préfet à Intérieur et Guerre, dép. télégr., 2 septembre, 1 heure 10 du soir (G. Dupont, p. 145) : « J'attends colonel du génie du 13^e corps de minute en minute. Je me tiens prêt à prendre toutes les mesures voulues pour aider à l'approvisionnement du 13^e corps et faire le vide et résistance après lui. Général, capitaine du génie, ingénieur et agent voyer en chef sont en permanence dans mon cabinet. »

2. Préfet à Intérieur et Guerre, dép. télégr., 2 septembre, 6 heures 20 du soir (G. Dupont, p. 145).

3. Sous-préfet de Vervins à préfet, dép. télégr., 10 heures 40 du soir (G. Dupont, p. 145). Le général de La Mortière commandait la 2^e brigade de la division de cavalerie du 5^e corps.

4. Préfet à Intérieur et Guerre, dép. télégr., 11 heures 45 du soir (G. Dupont, p. 147).

5. Guerre à commandant supérieur de Mézières et préfet Laon, dép. télégr. chiffrée, 10 heures 30 du soir ; le même à préfet de Laon, dép. télégr., 2 heures 20 du matin (*Revue d'histoire*, 1907, t. I, p. 604).

6. Ernest Lavisse, *op. cit.*, p. 14.

« papiers de la sous-préfecture ». Faut-il qu'il se laisse constituer prisonnier ou qu'il se retire à Laon? « Le général de La Mortière pense qu'un détachement de cavalerie ennemie peut être ici demain ou après et que toute résistance serait folle¹. » M. Ferrand répond justement : « Dans les circonstances actuelles, il faut que chacun fasse pour le mieux, selon les inspirations du devoir et du moment... Pour la revision, pour votre conduite personnelle, vous aviserez selon les instructions que vous avez reçues comme moi du ministère; selon l'honneur, selon l'intérêt public..., maintenez le plus possible calme, fermeté, énergie². »

Le commandant du génie du 13^e corps, colonel Dupouët, arrivé dans la soirée du 2 septembre à Laon, prescrit quelques travaux de défense pour le cas où le général Vinoy viendrait y chercher un point d'appui³. Mais son départ et celui de la division Maud'huy, qui a lieu peu après, empêche la réalisation de ces projets, non sans donner lieu à de nouvelles récriminations contre l'autorité militaire⁴. D'autre part, l'intendant s'occupe de l'alimentation de nos troupes. Des renseignements fournis par le maire, il résulte qu'elle n'offrirait pas de difficulté⁵.

Touchant l'ennemi, on n'a d'abord que les renseignements confus et exagérés venant du général de La Mortière ou des autres officiers échappés de Sedan. A 8 heures 10, le préfet télégraphie : « Rien de nouveau ce matin. Nous ignorons encore où se trouve le général Vinoy⁶. »

1. Dép. télégr., 3 septembre, onze heures du matin (G. Dupont, p. 151).

2. Dép. télégr., 3 septembre, une heure du soir (G. Dupont, p. 152). Il faut ajouter que Vervins ne paraît avoir été occupé par l'ennemi qu'après la bataille de Saint-Quentin (19 janvier 1871).

3. Le préfet de l'Aisne à ministres Intérieur et Guerre, 2 septembre, 6 heures 20 du soir (G. Dupont, p. 146).

4. En vertu d'une réquisition du 2, le maire de Laon conduit le matin du 3 une cinquantaine de travailleurs à la citadelle, avec des outils achetés par la ville, bien que les magasins du génie renferment 600 pelles neuves. Aucun ordre n'ayant été donné pour leur emploi, ces travailleurs se retirent sans avoir rien fait (E. Fleury, p. 3). D'après M. G. Dupont (*op. cit.*, p. 52), la réquisition aurait lieu le 4 septembre seulement pour le 5. Cette dernière version paraît plus vraisemblable. D'ailleurs, une lettre inédite de M. Ferrand à M^{me} Thérémis d'Hame, en date du 6 décembre 1871, la confirme entièrement.

5. Note sur l'alimentation de la ville, 3 septembre (G. Dupont, p. 150).

6. Dép. télégr. aux ministres de la Guerre et de l'Intérieur (*Revue d'histoire*, 1907, t. I, p. 604).

Peu après, des renseignements importants surviennent, dont M. Ferrand fait part aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre :

Un officier de mobiles, que j'ai envoyé cette nuit dans la direction de Rozoy-sur-Serre, m'informe qu'un corps de 10,000 Prussiens environ, campés actuellement à Écly, aurait occupé Rethel. — Un corps de cavalerie française aurait été vu à Any. Un autre corps français se repliait sur Hirson... Rien de positif encore au sujet du général Vinoy...¹.

C'est dans la soirée seulement que parvient un télégramme du préfet des Ardennes. Il est chiffré en partie et, chose bizarre, le chiffre ne peut être retrouvé, en sorte qu'il est impossible d'en tirer aucun renseignement². Mais, presque aussitôt, survient un télégramme du juge de paix d'Hirson :

Le général de Bernis arrive; déclare que le général Vinoy a dû prendre la direction de Laon. Les troupes d'infanterie et de cavalerie arrivent continuellement à Hirson; 25,000 environ se sont déjà arrêtés dans le bourg; ils sont suivis encore par de nombreux trainards échelonnés sur la route³.

Un peu plus tard, le même correspondant signale la marche de Vinoy sur Reims, « à la tête de très peu de troupes »⁴. En même

1. Le préfet de l'Aisne à ministres Intérieur et Guerre, 3 septembre, 10 heures 6 du matin (G. Dupont, p. 151). Le texte reproduit par la *Revue d'histoire*, 1907, t. I, p. 605, est incomplet. Le soir du 2 septembre, il n'y avait à Écly que cinq bataillons, quatre batteries, une compagnie de pionniers de la 12^e division d'infanterie. Le reste était à Château-Porcien, Rethel et Novy. La 6^e division de cavalerie était aux environs de Poix; la 5^e à Faux, Amagne, Auboncourt, Vauzelle, Saulces-aux-Bois. — Une lettre signée Saren et datée de Saint-Germainmont le 3 septembre confirme les renseignements précédents en ce qui concerne « une division de l'armée prussienne, environ 10,000 hommes », qui aurait occupé le 2 au matin Rethel et en serait partie le soir pour Écly et Château-Porcien avec l'intention de marcher vers Rozoy par la route impériale (G. Dupont, p. 154, lettre adressée au préfet).

2. Dép. télégr. à préfet à Laon, 3 septembre, 5 heures 45 du soir : « Le général Vinoy parti de Mézières à une heure du matin, allant sur..., voulant aller de là, à ce qu'il m'a dit, vers...; mais des circonstances que j'ignore ont pu modifier ses instructions » (G. Dupont, p. 155).

3. Dép. télégr., 5 heures 19 du soir, à préfet à Laon (G. Dupont, p. 155). Le général de Bernis commandait la 1^{re} brigade de la division de cavalerie du 5^e corps.

4. Dép. télégr., sans heure, à préfet à Laon (G. Dupont, p. 156). Ces deux télégrammes sont transmis immédiatement aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre.

temps, le maire de Gomont annonce la présence (?) de la division prussienne qui a occupé successivement Rethel, Ecl'y et Château-Porcien¹. On voit que les fonctionnaires des divers ordres, ainsi que les émissaires envoyés par le préfet de l'Aisne, le tiennent assez bien au courant des mouvements du général Vinoy et de l'ennemi.

De Paris, les ministres de l'Intérieur et de la Guerre s'attachent vainement à surexciter l'énergie des fonctionnaires, en vue de la résistance. Le général de Palikao écrit au général de Liniers, qui commande la 4^e division militaire à Reims :

Je ne trouve pas que l'action des préfets, des sous-préfets et des maires soit assez énergique pour entraîner la population à la défense du territoire. Prévenez tous les fonctionnaires sous vos ordres que je n'hésiterai pas à faire traduire devant un conseil de guerre ceux d'entre eux, à quelque degré de la hiérarchie qu'ils appartiennent, qui montreront de la faiblesse dans l'exécution des ordres que j'ai donnés ; il y va du salut du pays².

De même, le ministre de l'Intérieur, Léon Chevreau, approuve les deux communiqués que le préfet de l'Aisne a fait publier les 31 août et 1^{er} septembre, « afin de stimuler et de généraliser le mouvement de résistance patriotique »³. Puis, quand les nouvelles de Sedan se précisent, le même ministre essaie de susciter des foyers de résistance : « Notre armée a subi un grand revers, mais les peuples qui s'abandonnent méritent le mépris de l'histoire. Soyons plus forts que le mauvais destin. Je compte sur votre patriotisme et votre dévouement⁴. » Un peu plus tard, il engage les préfets de la zone frontière à gagner l'ennemi de vitesse dans sa marche sur Paris, en coupant les routes, les ponts, en détruisant les écluses⁵. Mais ces recommandations sont mal venues sous la plume des auteurs de la situation où se débat le pays.

1. Ce renseignement parvient par l'intermédiaire d'un capitaine de mobiles détaché à Guignicourt (dép. télégr., 6 heures 35 du soir, à préfet et à général, à Laon, G. Dupont, p. 156).

2. Lettre au préfet de l'Aisne et proclamation du général de Liniers, 2 septembre (G. Dupont, p. 147-149).

3. Lettre du 3 septembre (G. Dupont, p. 149).

4. Dép. télégr., Intérieur à préfets, 3 septembre, 6 heures 45 du soir (G. Dupont, p. 157).

5. Dép. télégr., sept heures du soir (G. Dupont, p. 157).

Quelle autorité possède le gouvernement impérial au lendemain de la catastrophe du 1^{er} septembre? Pour que la guerre, politique jusqu'alors, devienne nationale, pour que la résistance prenne un caractère populaire qu'elle n'a jamais eu¹, il faut tout un changement de régime, de personnel gouvernant, c'est-à-dire une révolution.

Dans ce moment terrible, entre la capitulation de Sedan et la chute du régime impérial, notre incorrigible facilité d'illusion persiste encore, malgré tant d'épreuves. Le maire de Coucy transmet au préfet de l'Aisne l'avis suivant du maire de Montigny-la-Cour : « Huit mille Prussiens sont rejetés sur l'Aisne, sans cartouches, sans munitions; ils sont près de Neufchâtel. Envoyez immédiatement faire main basse sur ces troupes qui jettent l'effroi dans la campagne². » De même, le général de Palikao télégraphie à Maud'huy, pour faire remettre au général Vinoy dès qu'il se pourra : « Savez-vous quelles sont les forces qui vous poursuivent? Avez-vous combattu? Voilà le général d'Exéa qui se dirige sur Soissons³. Ne vous serait-il pas possible de faire front et de bousculer la tête des colonnes de l'ennemi⁴? » En réalité, Vinoy a grand'peine à éviter un contact qui amènerait sûrement la destruction de sa colonne. C'est à force de décision et d'habileté qu'il réussit à se dérober vers l'ouest, sauvant ainsi l'un des éléments essentiels de la défense de Paris.

Mais, dans ces conditions, il se peut que le 13^e corps soit appelé à stationner quelques jours sous Laon. Il se peut aussi qu'il continue sa retraite sans désespérer et, dans la soirée du 3 septembre, les généraux de Maud'huy et Thérémind'Hame, le colonel du génie Dupouët, le préfet de l'Aisne, l'ingénieur des ponts et chaussées, l'agent voyer en chef arrêtent les mesures à prendre pour entraver la marche de l'ennemi après la retraite de

1. Toutefois, les Allemands signalent un changement d'attitude des habitants dès qu'ils pénètrent (III^e armée) dans la Haute-Marne vers le milieu d'août. Voir la relation de l'État-major prussien.

2. Dép. télégr., 3 septembre, sept heures du soir. Le préfet juge nécessaire de télégraphier au capitaine de mobiles Bouxin, à Guignicourt, pour vérifier ce bruit (dép. télégr., sans heure, 3 septembre, G. Dupont, p. 158). Il s'agit sans doute de la 12^e division d'infanterie, qui n'a pas encore combattu sérieusement depuis la mobilisation. — Au lieu de *Coucy*, il faut lire *Coucy-les-Eppes*.

3. Avec la division du 13^e corps stationnée depuis peu à Reims.

4. Général Vinoy, *Siège de Paris*, p. 432. Ce télégramme parvint à Vinoy le 4 septembre, à 9 heures 40 du matin.

nos colonnes. Ils n'ont encore aucun renseignement précis sur le général Vinoy¹, bien qu'il soit à Montcornet, à trente-trois kilomètres de Laon seulement. Un capitaine de mobiles envoyé par le préfet dans cette direction, sous un déguisement, parvient à l'y rencontrer dans la journée du 3 et rentre à Laon la nuit suivante, rapportant cette fois des nouvelles sûres². A neuf heures du matin, le 4, le préfet peut télégraphier aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre que Vinoy quitte Montcornet pour se diriger sur Marle et Laon avec une division d'infanterie, une « artillerie considérable »³, un régiment de cavalerie, « le tout très fatigué, mais intact »⁴.

Le contact est donc rétabli entre Vinoy et Maud'huy. Dès 9 heures 35 du matin, ce dernier télégraphie au commandant du 13^e corps : « Général Exéa m'informe qu'il a opéré sa retraite sur Soissons; dois-je, pour ne pas encombrer la voie ferrée, faire commencer le mouvement de retraite de ma division par chemin de fer⁵? » La question paraît singulière, car il serait plus naturel que la division Maud'huy couvrit à Laon l'embarquement de la colonne Vinoy. Toutefois, le commandant du 13^e corps en juge autrement et Maud'huy commencera bientôt son mouvement rétrograde.

En attendant, il envoie à Vinoy un convoi de vivres et des voitures destinées aux éclopés⁶. Puis il fait connaître la capitulation de Sedan, la capture de l'empereur, annonçant la concentration de nouvelles forces à Paris et sur la Loire; il ajoute que le général d'Exéa réclame des ordres⁷.

La proclamation des ministres annonçant la catastrophe du 1^{er} septembre a, en effet, été affichée dès six heures du matin à Laon, soulevant une émotion indicible. En quelques instants, la ville est envahie par quantité de voitures, de chariots, de charrettes apportant des grains, des gerbes, du mobilier que les gens

1. Dép. télégr., préfet à Intérieur et Guerre, 3 septembre, onze heures du soir (G. Dupont, p. 160).

2. Général Vinoy, p. 82; G. Dupont, p. 51.

3. L'artillerie de réserve du 13^e corps et l'artillerie de la division Blanchard.

4. Dép. télégr., neuf heures du matin (G. Dupont, p. 160). Si le capitaine de mobiles en question est réellement rentré à Laon dans la nuit, on ne s'explique pas que ce télégramme soit parti seulement à neuf heures du matin.

5. Général Vinoy, *op. cit.*, p. 432.

6. Lettre au général Vinoy (général Vinoy, *op. cit.*, p. 432).

7. Dép. télégr., 10 heures 55 du matin (général Vinoy, *op. cit.*, p. 433).

des campagnes cherchent à sauver, s'efforçant de les abriter, même dans les caves. Le bruit court que l'ennemi est à Berry-au-Bac, Guignicourt, Bertricourt et Loivre¹. Des voyageurs arrivant de Paris font prévoir une révolution².

Dans la soirée, ces prévisions se vérifient. Une circulaire signée Léon Gambetta, le nouveau ministre de l'Intérieur, annonce la déchéance de Napoléon III, la proclamation de la République et l'avènement d'un gouvernement de défense nationale, « ratifié par l'acclamation populaire »³. Le préfet de l'Aisne fait aussitôt copier, imprimer et afficher ce document; puis, sans même quitter le bureau télégraphique, alors installé dans l'un des bâtiments de la préfecture, il adresse très dignement sa démission à Gambetta. Ne pouvant « continuer ses fonctions avec honneur », il va confier le service au secrétaire général, tout en s'unissant « à la municipalité et aux habitants de Laon pour la défense du pays et le maintien de l'ordre »⁴.

Sur les entrefaites, le général Vinoy reçoit à Marle un télégramme destiné à lever toute incertitude au sujet du 13^e corps : « La révolution vient de s'accomplir à Paris. Revenez avec votre corps d'armée pour vous mettre à la disposition du gouvernement qui s'établit⁵. »

1. É. Fleury, *op. cit.*, p. 4. En effet, dans l'après-midi du 4, un escadron du 13^e uhlands déloge de Loivre un poste de mobiles de l'Aisne en lui faisant cinq prisonniers, puis détruit près de là un pont de la ligne de Reims à Laon (*Revue d'histoire*, 1908, t. I, p. 534).

2. G. Dupont, *op. cit.*, p. 52.

3. Dép. télégr., 6 heures 47 du soir, aux préfets, sous-préfets, généraux, gouverneur de l'Algérie et à toutes les stations télégraphiques de France (G. Dupont, p. 161). Il est à noter que, d'après cette circulaire, « le général Trochu est à la fois maintenu dans ses pouvoirs de gouverneur de Paris et nommé ministre de la Guerre ». En réalité, Trochu est nommé président du gouvernement, tout en conservant les fonctions de gouverneur. C'est le général Le Flô qui remplace Palikao comme ministre.

4. Dép. télégr., neuf heures du soir (G. Dupont, p. 53 et 162). A minuit, le préfet communique cette décision aux sous-préfets de l'Aisne (*Ibid.*, p. 162).

5. Général Vinoy, *Siège de Paris*, p. 433. D'après Ch. Yriarte, *la Retraite de Mézières*, p. 56, un autre télégramme serait arrivé le 4 septembre, à une heure non précisée : « Ne pas s'occuper de défendre Laon et regagner Paris avec le corps d'armée. » Il se peut que ce dernier document soit simplement la déformation de l'autre. On ne s'explique pas, d'ailleurs, que celui-ci ait pu être envoyé à 5 heures 20 du soir; à cette heure, le ministère de la Guerre n'avait pas encore de titulaire.

Dans la nuit¹, le général arrive à Laon précédant de quelques heures ses troupes. Elles ne sont tout entières concentrées aux abords de la gare que le 5, vers quatre heures du soir. L'aspect en est attristant. Chez les soldats surtout, on perçoit « un air de fatigue, de découragement, de prostration » qui n'est pas « le résultat exclusif d'une marche longue et précipitée ». Un observateur note que beaucoup ne se lèvent pas, ne s'écartent pas devant le général Vinoy; d'autres ne le saluent pas. De nombreux actes de maraude sont signalés dans les faubourgs; un peu plus tard, un convoi de grains et de denrées sera livré au pillage².

A Laon, Vinoy ne tarde pas à se rendre compte des avantages de la position défensive constituée par cette place, mais aussi de son défaut de vivres, de munitions, de matériel d'artillerie³. Il la croit, en cas d'investissement, hors d'état d'opposer une bien longue résistance. Jusqu'alors, le général de Maud'huy s'est borné à garnir de troupes les crêtes supérieures de la « montagne de Laon », en laissant « plusieurs bataillons » à la gare, située dans la plaine. Quant aux projets de travaux défensifs établis par le colonel Dupouët, ils n'ont pas même reçu un commencement d'exécution. On conçoit que, dans ces conditions, la tâche du général Théremin d'Hame ait paru peu enviable à Vinoy.

Il a remarqué l'énergie et l'allant du préfet de l'Aisne, sa liberté d'esprit au milieu de la terreur générale, son initiative dans un temps où elle manque trop souvent⁴. D'accord avec lui et avec le général Théremin d'Hame, il arrête les dispositions suivantes :

1° Des cartouches seront sur-le-champ délivrées à la garde nationale sédentaire, à la garde mobile, aux sapeurs-pompiers, à tous les citoyens

1. A onze heures en gare de Laon (général Vinoy, p. 89); À deux heures du matin (G. Dupont, p. 54).

2. G. Dupont, *op. cit.*, p. 56. D'après É. Fleury (*op. cit.*, p. 4), la gare est pillée le 6 par des trainards auxquels se joignent des gens sans aveu. La cave d'un marchand de vins en gros a été précédemment mise à sac. « ... Les habitants de Laon ne pouvaient se défendre des plus tristes pensées, en regardant du haut de leurs promenades les vignes arrachées, les échelas brisés, des bouteilles anoncelées à la porte du marchand de vins dévalisé et, sur la voie ferrée, des sacs de sucre, de tabac, de café éventrés et jetés au hasard à la suite du pillage d'un train » (Ernest Lavisse, *op. cit.*, p. 15).

3. Général Vinoy, *op. cit.*, p. 91. On s'aperçut au dernier moment que les étoupilles manquaient. Il fallut en faire chercher d'urgence à La Fère.

4. Général Vinoy, *op. cit.*, p. 91; Ch. Yriarte, *la Retraite de Mézières*, p. 58.

de bonne volonté. — 2° En cas d'une approche de uhlands, le rappel sera immédiatement battu. La garde nationale et la garde mobile se réuniront d'urgence sur la place de l'Hôtel-de-Ville et prendront position; 3° les fonctionnaires se déclareront en permanence à l'Hôtel-de-Ville; 4° s'il y a lieu, le général s'enfermera dans la citadelle avec les forces sous ses ordres...¹.

Cet ordre indique une médiocre confiance dans le résultat d'une défense problématique. En effet, pendant la journée du 5, Vinoy cherche « à exciter le courage des habitants et à leur inspirer la volonté de se défendre »; mais ses efforts échouent, non moins que ceux de Ferrand et de Thérémind'Hame, « devant la terreur et l'inertie générales : c'est à peine si cette population effrayée consentit à ne pas ouvrir ses portes au premier uhlan qui se présenterait devant elles! On put cependant lui faire comprendre qu'elle ne devait se rendre qu'à un ennemi assez considérable pour que sa capitulation ne fût pas déshonorante... »².

Un historien local s'inscrit en faux contre la dureté de ce jugement, assurant que, peut-être, Vinoy « ne fut en rapport direct qu'avec une certaine fraction de la population »³. Mais son récit même montre assez qu'il n'y a là aucune exagération.

D'ailleurs, l'essentiel pour le commandant du 13^e corps est d'assurer la retraite de ses troupes sur Paris. La division Maud'huy a reçu dès la nuit du 4 au 5 l'ordre de quitter Laon. Le matin du 5, le chemin de fer doit fournir le matériel nécessaire. Les services administratifs, le génie, le parc d'artillerie partent avec cette division, laissant seulement quelques caissons de cartouches à la disposition du général Blanchard. Les derniers éléments de Maud'huy sont embarqués dans la nuit du 5 au 6.

La gare de Laon, alors inachevée, est petite; ses quais peu étendus. L'embarquement de l'artillerie y serait difficile. Le général Vinoy prescrit donc à ses batteries de réserve et à l'artillerie de Maud'huy de se porter sur La Fère en une étape, sous l'escorte du 6^e hussards. Elles doivent atteindre Paris le 9 par Noyon, Pont-Sainte-Maxence et Luzarches.

Quant à la division Blanchard, arrivée le 5 sous Laon par Marle et Crécy-sur-Serre, elle y bivouaque la nuit du 5 au 6. Le lendemain, elle ne peut s'embarquer, faute de matériel, la com-

1. En date du 5 septembre, signé Vinoy (G. Dupont, p. 165).

2. Général Vinoy, *op. cit.*, p. 97.

3. G. Dupont, *op. cit.*, p. 57.

pagnie du Nord ayant jugé à propos de ne plus en envoyer et même de faire évacuer la gare, ainsi que les stations entre Laon et Soissons. Ces mesures prématurées obligent Vinoy à porter la division Blanchard par étape sur Tergnier, où elle s'embarquera pour Paris. Elle y sera tout entière dans la nuit du 6 au 7¹.

Tous ces mouvements, les opérations du tirage au sort et de la revision qui commencent le 5 à Laon pour le canton de Rozoy-sur-Serre entretiennent une vive émotion parmi les habitants. Le Conseil municipal juge à propos de se déclarer en permanence, mais non en vue de préparer la défense. Le départ du 13^e corps lui sert de prétexte pour en démontrer l'impossibilité et une violente discussion survient entre lui et le préfet².

En partant le matin du 6 par le dernier train formé à Laon, le général Vinoy informe ce fonctionnaire qu'il est obligé de faire évacuer la gare et détruire une partie de la voie. Il l'engage à examiner s'il ne doit pas quitter la ville, que les Allemands vont, selon toute probabilité, occuper à très bref délai. « M. Ferrand répondit qu'il resterait à la préfecture jusqu'à l'arrivée de son successeur, que la citadelle et la ville pouvaient, d'un instant à l'autre, être attaquées; que beaucoup d'habitants redoutaient les plus grands dangers, que l'intérêt public autant que sa propre considération exigeaient qu'il demeurât avec eux, même au milieu des Prussiens, et que, ce dernier cas se réalisant, il enverrait sa famille prendre asile à l'Hôtel-Dieu. Le général comprit et approuva cette résolution³. »

Sur les entrefaites, des éclaireurs allemands ont été vus dans la direction de Reims, à Loivre et à Guignicourt. On dit qu'ils se sont arrêtés au pont du chemin de fer, près de ce dernier village, où ils ont eu un petit engagement avec des gardes mobiles⁴. M. Ferrand en rend compte aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre. Il ajoute :

L'ennemi ayant pénétré dans le département, je crois de mon hon-

1. Général Vinoy, *op. cit.*, p. 95-98.

2. É. Fleury, *op. cit.*, p. 4.

3. G. Dupont, *op. cit.*, p. 59. Cette résolution est confirmée par un télégramme du préfet aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre en date du 6, 10 heures 35 du soir (G. Dupont, p. 169).

4. *Ibid.*, p. 58. Ces gardes mobiles font partie de la 7^e compagnie détachée de Laon à Guignicourt pour y remplacer des francs-tireurs partis pour le sud du département.

neur de continuer de faire tout le possible pour la résistance; mais il est de mon honneur aussi qu'il n'existe dans le pays aucun doute sur ma démission; la transmission des ordres du gouvernement et le service administratif sont donc remis à M. le secrétaire général¹.

Ces sentiments font trop d'honneur à ce préfet de l'Empire pour que nous les passions sous silence, dans un récit où les défaillances ne sont malheureusement pas rares.

Un peu plus tard, il signale l'arrivée de uhlans aux environs de Laon², en même temps que le départ de la division Maud'huy. Le soir, il mentionne au contraire l'absence de toute nouvelle se rattachant aux mouvements de l'ennemi dans l'Aisne. « Tout paraît indiquer qu'il prend la direction de Reims. A Laon, les dispositions en vue de se mettre à l'abri d'un coup de main se complètent. Les opérations du tirage et de la revision sont commencées dans chacun des arrondissements...³. »

Le 6, à 8 heures 40 du matin, nouveau télégramme :

Le général Vinoy, les troupes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie sous ses ordres viennent de quitter Laon, se dirigeant par étapes sur La Fère, Tergnier et Paris. Le matériel pour les transports n'est pas arrivé. Le général espère en trouver à La Fère et à Tergnier. D'après avis du commandant de place de Soissons, les communications de cette ville seraient menacées. Rien de nouveau à Laon ni dans les environs immédiats⁴.

Le départ du général Vinoy et de toutes les troupes de l'armée active, y compris le seul officier restant à Laon en dehors du général Thérémín d'Hame, le capitaine du génie Vauthier, n'est pas sans provoquer une très vive émotion, encore accrue par certaines circonstances⁵. L'employé du télégraphe annonce « que

1. Dép. télégr., sans heure, 5 septembre (G. Dupont, p. 163). A la même date, M. Ferrand recommande instamment aux sous-préfets « de continuer à remplir les devoirs contre l'ennemi et pour le pays » (*Ibid.*, p. 164).

2. Dép. télégr., sans heure, 5 septembre, à ministres de l'Intérieur et de la Guerre (G. Dupont, p. 164). D'après E. Fleury (*op. cit.*, p. 4), trente uhlans seraient arrivés à six heures du soir à Coucy-les-Eppes.

3. Dép. télégr., 5 septembre, 10 heures 15 du soir (G. Dupont, p. 165).

4. Dép. télégr. aux ministres Intérieur et Guerre, 8 heures 40 du matin (G. Dupont, p. 166). Cette dépêche se croise avec une autre du ministre de l'Intérieur au préfet (8 heures 59 du matin) : « Nous venons de charger le ministre des Travaux publics d'envoyer matériel à Laon » (G. Dupont, p. 167).

5. D'après E. Fleury (*op. cit.*, p. 4), un « immense convoi » de munitions,

l'ennemi arrive à Laon » et Vinoy télégraphie au préfet pour s'en assurer¹.

Cet émoi gagne le bataillon de mobiles, où règne déjà un grand désarroi. Le voisinage d'une population apeurée, l'absence de cadres sérieux expliquent assez ce résultat. Les choses vont si loin que le préfet télégraphie :

Une partie de la garde mobile de Laon, encore peu disciplinée, refuse d'entrer à la citadelle (et) prétend qu'elle veut aller à Paris; (elle) devient ainsi un sujet de complication et de démoralisation dans la ville, où nous n'avons plus aucune troupe, aucune gendarmerie. Je crois, dans les circonstances actuelles, que l'intérêt public serait de garder à la citadelle les mobiles de résolution, de laisser les autres partir pour Paris. Je n'aperçois aucune autre solution. Je répète que Laon ne possède aucune force. Je ne saurais trop appeler aussi l'attention immédiate sur les bataillons de mobiles qui sont à La Fère, à Guise, à Villers-Cotterets. Il semble que, sous tous les rapports, il serait préférable de les appeler à Paris. Nulle part on ne les maintiendrait plus difficilement que près de leurs propres familles, que beaucoup considèrent comme en danger².

Cette clairvoyance et cette décision font honneur au préfet de l'Aisne. L'avenir prouvera, en effet, la justesse de ses prévisions et aussi l'imprudence commise en laissant à portée de leurs foyers des gardes mobiles que trop de liens y tiennent attachés. Il en est à peu près de même pour les recrues de la classe 1870; des

de bestiaux, de grains fut abandonné à la gare et pillé par des trainards auxquels se joignirent des gens sans aveu. Le maire de Laon fit monter à la citadelle des avoines et des caissons de munitions; quatre-vingt-dix bœufs restèrent dans un champ, où l'ennemi les trouva bientôt.

1. « Tout mon monde est-il parti? L'employé du télégraphe perd la tête et nous annonce que l'ennemi arrive à Laon. Cela n'est pas possible. Dites-moi ce que vous en pensez. J'attends la réponse au télégraphe » (dép. télégr., sans heure, G. Dupont, p. 167). On pourrait déduire d'un télégramme du préfet aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre, daté de 10 heures 35 du soir et portant réception du télégramme du général Vinoy, que ce document serait arrivé dans la soirée. Mais, de la comparaison des divers télégrammes partis de Laon le 6 jusqu'à la démonstration d'un peloton prussien dont nous allons parler, il résulte que l'heure du télégramme de 10 heures 35 du soir est fautive et qu'il convient de la reporter avant quatre heures. A 1 heure 15 du soir, d'après un télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur, il n'y a « rien de nouveau sur l'approche de l'ennemi, ni à Laon ni dans les arrondissements » (dép. télégr., G. Dupont, p. 167-168).

2. Dép. télégr., sans heure, aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre (G. Dupont, p. 168).

formalités administratives ne permettront de les lever qu'en présence de l'ennemi, au prix de grandes difficultés¹.

Du Conseil municipal, non seulement le général et le préfet ne tirent aucun secours, mais ils trouvent en lui une résistance opiniâtre à toute idée de défense. Après s'être déclaré en permanence, il redouble ses protestations contre les dangers que court la ville et en arrive à voir des ennemis dans les représentants du gouvernement. Il leur signifie que, « la France abandonnant Laon, Laon n'a plus qu'un devoir, celui de pourvoir, selon ses moyens, à sa propre sécurité »². Il décide même qu'un manifeste conforme à cette résolution sera publié et affiché.

Une pareille décision est évidemment injustifiable. Si le général Thérémín d'Hame n'était dépourvu de tout moyen d'action, elle exposerait le Conseil municipal à une sévère répression. Pour en arrêter l'effet, le préfet est réduit à insister de la façon la plus pressante auprès du Conseil. Il est enfin écouté et peut en informer le gouvernement³.

De son côté, le général a mis au courant de la situation le ministre de la Guerre, en réclamant ses ordres. Enfin le rédacteur du *Courrier de l'Aisne* a écrit à Gambetta une lettre particulière dans le même but⁴. Par une série de télégrammes, le ministre de l'Intérieur précise le rôle du préfet. Le premier, daté d'une heure du soir, l'invite à tenir jusqu'au dernier moment à Laon et à se replier dès qu'il craindra d'être pris. Le second, de 6 heures 41 du soir, est ainsi conçu : « Restez à votre poste. Vous avez toute notre confiance. Le gouvernement vous est reconnaissant de votre noble attitude devant l'ennemi⁵. » Ces

1. Dép. télégr., 6 septembre, 5 heures 15 du soir, le préfet à ministres Intérieur et Guerre (G. Dupont, p. 169).

2. *Courrier de l'Aisne*, n° du 9 au 18 septembre 1870; É. Fleury, *op. cit.*, p. 5. Le même jour, le Conseil décide que les postes fournis par la garde mobile et la garde nationale aux portes de la ville seront supprimés. L'approche d'un peloton de uhlands ayant été signalée, une grande partie du poste de la porte de Vaux s'enfuit; il n'y reste que cinq hommes (dép. télégr. du général commandant la 4^e division militaire au ministre, cinq heures du soir, *Revue d'histoire*, 1908, t. II, p. 154).

3. Dép. télégr., le préfet à ministres Intérieur et Guerre, 6 septembre, sans heure : « J'apprends communication adressée par le général. Sur observations de moi, le Conseil municipal de Laon a expressément informé et annulé ce qu'il avait un instant précipitamment décidé. Il n'y a eu aucune publication » (G. Dupont, p. 171).

4. G. Dupont, p. 62; *Courrier de l'Aisne*, *loc. cit.*

5. G. Dupont, *op. cit.*, p. 172.

quelques mots font autant d'honneur à Gambetta qu'à M. Ferrand. Enfin, dans le troisième télégramme, de 9 heures 13 du soir, le ministre de l'Intérieur l'invite à exécuter les instructions que va lui envoyer son collègue de la Guerre¹. Nous verrons plus tard à quoi correspond cette recommandation.

Jusqu'alors, les nouvelles de l'ennemi sont très peu précises. « On annonce un parti de cavalerie... à quelques kilomètres de Laon, qui serait suivi du corps prussien signalé depuis quelques jours dans les environs de Château-Porcien et de Neufchâtel. » Mais le préfet croit, « pour le moment, à de la crainte plutôt qu'à de la réalité ». Il fait et fera jusqu'au dernier moment tout ce qui est en son pouvoir pour l'honneur et pour le pays. « Lorsque les Prussiens seront à Laon », écrit-il, « ma femme se retirera à l'Hôtel-Dieu. Quant à moi, je resterai tant que je pourrai... Je serai en mesure, alors encore, de remplir des devoirs »². Cette dépêche est à peine envoyée que l'ennemi est signalé aux portes mêmes de Laon.

*
*
*

Les III^e et IV^e armées allemandes ont en effet commencé leur mouvement sur Paris. Le 4 septembre, la 6^e division de cavalerie cantonnait à Château-Porcien, le 6^e corps sur la Suipe, plus en arrière. Le lendemain, tandis que ce corps d'armée atteignait Reims et la 5^e division de cavalerie Neufchâtel, la 6^e division demeurait à Château-Porcien. Dès le 4, elle avait jeté vers Laon un peloton du 16^e hussards, chargé, d'après un ordre du grand quartier général, de ramener prisonnier le préfet, accusé d'exciter les populations à la résistance. Mais ces cavaliers ne purent dépasser Eppes, occupé par la compagnie de mobiles revenue de Guincourt, et rentrèrent le matin du 5 à Château-Porcien, rendant compte que, d'après les habitants, un camp français est dressé au pied de la montagne de Laon.

Malgré cette circonstance, la 6^e division se bornait à détacher vers Laon un nouveau peloton, celui-ci du 15^e uhlans. Le 5, dans la soirée, il trouvait Eppes évacué et y bivouaquait. Le 6 au matin, il se rapprochait de Laon et rencontrait une ambu-

1. G. Dupont, *op. cit.*, p. 170.

2. *Ibid.*, p. 169, dép. télégr. datée par erreur de 10 heures 35 du soir, mais d'une heure moins avancée.

lance volontaire qui se rendait sur le champ de bataille de Sedan. Son chef lui déclarait que, selon toute apparence, le commandant de place se rendrait sans combattre. La citadelle n'était armée que de vingt pièces et les mobiles avaient ordre de ne pas tirer¹.

Vers quatre heures du soir, le peloton se montre en vue de la ville, s'engage de son pas le plus tranquille dans le faubourg de Vaux, le traverse, puis, arrivé au bas de la rampe qui conduit à la porte de ce nom, la gravit au trot et pénètre dans la ville. Mais aussitôt quelques-uns des mobiles du poste essaient de fermer la porte; d'autres tirent sur les hardis cavaliers. Ceux-ci parviennent néanmoins à se faire jour, laissant trois hommes entre les mains des mobiles. L'un de ceux-ci est blessé par une balle perdue, venant sans doute d'un camarade².

Pendant que le reste du peloton redescend la rampe de Vaux au galop de charge, les trois cavaliers sont conduits à l'hôtel de ville. Ces prisonniers se croient déjà perdus; le moins qu'ils craignent est d'être fusillés. « L'un d'eux se lamentait et faisait entendre qu'il était du duché de Holstein, marié et père de trois enfants. » On se hâte de les rassurer; ils n'ont pas reçu la moindre blessure³.

Interrogés, ils répondent qu'ils appartiennent à un corps d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie qui s'est arrêté à une certaine distance du côté de Sissonne, fait d'ailleurs inexact. On apprend ensuite que la reconnaissance s'est repliée à huit kilomètres dans cette direction⁴.

Jusqu'alors, le ministre de l'Intérieur n'a rien répondu à l'offre de démission formulée par le préfet. Le 6, sans doute après avoir reçu avis de l'apparition des Allemands sous Laon, Gambetta lui télégraphie de rester à son poste, ajoutant qu'il a toute la confiance du gouvernement⁵. Le lendemain, tout en remerciant le grand orateur de son « bienveillant télégramme », M. Ferrand

1. *Revue d'histoire*, 1908, t. II, p. 156, d'après l'historique du 15^e uhlans.

2. *État-major prussien*, t. III, p. 24; G. Dupont, *op. cit.*, p. 64.

3. L'État-major prussien porte qu'ils étaient blessés, sans doute pour embellir cet incident, mais le fait est inexact (voir un télégramme du préfet aux ministres de l'Intérieur et de la Guerre, 6 septembre, quatre heures du soir, G. Dupont, p. 171).

4. G. Dupont, *op. cit.*, p. 65; dép. télégr. citée; dép. télégr., le préfet à ministre de l'Intérieur, 7 septembre, 10 heures 55 du matin (G. Dupont, p. 173).

5. Dép. télégr., 6 septembre, 6 heures 41 du soir (G. Dupont, p. 172). Voir *supra*, p. 279.

maintient sa décision dans les termes les plus dignes : « ... Aucun gouvernement n'a avantage à avoir des fonctionnaires, des préfets surtout, ne se préoccupant que de leur place. Je perdrais l'estime des honnêtes gens, la vôtre, toute autorité morale, s'il n'était constaté que j'ai donné ma démission et que je reste en fonctions pour remplir les devoirs qu'imposent les circonstances¹. »

Il est à supposer que le ministre de l'Intérieur a donné l'ordre de faire entrer la garde mobile de l'Aisne dans les places de Laon, La Fère et Guise², de façon à empêcher sa désorganisation et à « créer » la discipline. C'est du moins ce qu'il est permis de conclure d'un télégramme qu'envoie le préfet à 10 heures 55 du matin. Mais il est déjà bien tard pour enlever ces mobiles au contact néfaste de la population. Dans celle-ci, le sentiment dominant est une extrême anxiété au sujet de l'invasion. Surtout dans les campagnes, il y a plus d'abattement que de ressort, mais la tranquillité est complète, sans l'ombre d'enthousiasme pour le nouvel ordre de choses aussi bien que pour la défense du pays. A Saint-Quentin seulement, le Conseil municipal a voté une adresse d'adhésion au gouvernement du 4 septembre. Dans les autres chefs-lieux, l'attitude est expectante³.

La crainte de l'invasion est telle qu'elle conduit aux actes les moins raisonnés. Une forte agglomération de gens de campagne se produit dans la forêt de Villers-Cotterets, où ils gardent, dit-on, « 30,000 bœufs et plus de 15,000 moutons », non pour les abriter sous Paris, ce qui se concevrait, mais pour échapper ainsi aux réquisitions de l'ennemi, ce qui ne sera pas. Gambetta en avise les préfets de l'Aisne et de l'Oise, les invitant à prendre « les mesures qui leur paraîtront les plus convenables »⁴, recommandation un tant soit peu naïve, de nature à fort les embarrasser. Il confirme à M. Ferrand « l'entière confiance qu'inspire au gouvernement de la Défense nationale sa noble attitude devant l'ennemi ». Il ajoute : « Vous avez un poste de combat, vous

1. Dép. télégr., 7 septembre, 7 heures 45 du matin (G. Dupont, p. 172).

2. Elle est alors répartie entre Laon, La Fère, Crépy, Guise et Vervins (dép. télégr., 7 septembre, 10 heures 55 du matin, G. Dupont, p. 173).

3. Dép. télégr., le préfet au ministre de l'Intérieur, 7 septembre, 12 heures 30 du soir (G. Dupont, p. 173).

4. Dép. télégr., 7 septembre, 5 heures 40 du soir (G. Dupont, p. 174).

n'êtes pas homme à l'abandonner pour des considérations d'ordre politique¹. »

Sur les entrefaites, le *Moniteur universel*, jadis journal officiel, actuellement organe conservateur indépendant, apporte à Laon un prétendu télégramme du préfet, dans lequel il aurait annoncé que la ville « est en complet état de défense et que la République est acclamée dans tout le département avec enthousiasme ». Bien que, de par son origine, cette dépêche ne puisse, semble-t-il, être imputée au gouvernement, le préfet de l'Aisne s'en montre vivement ému. Craignant d'avoir perdu ainsi « toute autorité morale », il insiste de toutes ses forces pour qu'une rectification expresse soit insérée au *Journal officiel* et pour que sa démission soit acceptée le jour même. Il répète que la prolongation de son séjour à Laon tient uniquement à l'approche de l'ennemi². Le gouvernement ne peut faire autrement que de s'incliner devant cette demande³. D'ailleurs, l'arrivée des Allemands va clore brusquement cet échange de correspondances dans lesquelles un commun sentiment de patriotisme ne dissimule qu'incomplètement de profondes divergences politiques.

On a vu la lenteur des mouvements de la 6^e division de cavalerie depuis le 5 septembre, combien sa manière de faire semble illogique dans un pays qui ne présente aucune difficulté spéciale et en l'absence de toute cavalerie adverse. Pourtant les reconnaissances prussiennes produisent sur les populations un effet d'intimidation dont il est intéressant de noter les résultats d'après les témoins⁴. Dans ces impressions, on doit évidemment faire la part des exagérations dues aux circonstances. Il en reste néanmoins que la vue des cavaliers ennemis, loin de surexciter les sentiments patriotiques de la population, lui inspire une terreur

1. Dép. télégr., ministre de l'Intérieur à préfet à Laon, 8 septembre, 3 heures 31 du soir (G. Dupont, p. 174). M. Dupont ajoute, en note, que plusieurs dépêches de ce jour n'ont pu être retrouvées. Il manque, en outre, la série à peu près complète des télégrammes échangés entre le général Thérémín d'Hame et le ministre de la Guerre, télégrammes qui aideraient puissamment à comprendre la situation.

2. Dép. télégr., préfet démissionnaire à ministre de l'Intérieur, 8 septembre, huit heures du soir (G. Dupont, p. 175).

3. Dép. télégr., ministre de l'Intérieur à préfet de l'Aisne, 8 septembre, 8 heures 40 du soir (G. Dupont, p. 175).

4. Ernest Lavisse, *L'invasion dans l'Aisne*, p. 15-17.

peu mesurée. La défense de Laon va en être singulièrement abrégée.

A plusieurs reprises, le général Thérémin d'Hame a signalé sa triste situation au ministre de la Guerre, lui demandant soit un renfort de deux mille hommes de troupes régulières, soit l'autorisation de gagner Soissons¹. Le 7, à une heure de l'après-midi, la réponse suivante lui parvient : « Si vous ne croyez pas pouvoir tenir, retirez-vous sur Soissons. » En même temps, le préfet reçoit du ministre de l'Intérieur le télégramme ci-après : « Concertez-vous avec l'autorité militaire du département pour la destination à donner à la garde mobile de Laon, La Fère, Guise et Villers-Cotterets². »

« Depuis deux jours », le général est convaincu qu'il ne peut tenir. Il sait « l'arrivée du duc de Mecklembourg et de son corps d'armée (la 6^e division de cavalerie) dans les environs » ; on lui annonce « le corps du prince de Saxe » (la IV^e armée?). Il fait donc rapidement ses préparatifs de départ pour se retirer sur Soissons, lorsqu'un parlementaire lui est annoncé vers quatre heures du soir³. Il s'agit d'un lieutenant, qui demande, au nom du roi de Prusse, la reddition de la citadelle et de la ville. Interrogé sur les conditions qu'il propose, il répond qu'il n'en acceptera aucune. Comme le préfet, présent à l'entretien « et sentant l'humiliation et la colère le serrer à la gorge », lui fait observer qu'il ne paraît pas porteur de pouvoirs réguliers, il répartit avec hauteur qu'un officier prussien n'en a nul besoin et qu'il doit être cru sur parole. Le général, pour clore l'entretien, se borne à renvoyer sa réponse au lendemain à la même heure⁴. Mais il déduit à tort de cet incident l'impossibilité d'effectuer la retraite qu'il

1. Lettre de M^{me} Le Levreur, 17 septembre 1907.

2. Notes inédites du général Thérémin d'Hame. D'après la lettre citée de M^{me} Le Levreur, le premier de ces télégrammes aurait été intercepté, dit-on, par le préfet pendant vingt-quatre heures, afin qu'il ne restât pas seul à Laon si le général se retirait sur Soissons. Cette hypothèse ne paraît pas justifiée. D'après E. Fleury (*op. cit.*, p. 5), le préfet aurait donné lecture au maire, en présence de plusieurs conseillers, de la dépêche du ministre de la Guerre au général.

3. Notes inédites du général Thérémin d'Hame. Le lieutenant Rohr, du 15^e uhlans, avec son peloton, est parti de Château-Porcien dans la nuit du 6 au 7 avec ordre de sommer Laon. La 6^e division a quitté Château-Porcien dans la matinée du 7 pour se porter vers Saint-Quentin et Sérgny, à l'est de Laon.

4. G. Dupont, *op. cit.*, p. 69.

projetait : « Dès lors, je ne pouvais plus partir, la ville était entourée¹. » Il est d'ailleurs probable qu'une autre considération l'empêcha de suivre sa première idée.

En effet, après le départ du parlementaire, il discute avec M. Ferrand la conduite à tenir, en lui donnant connaissance, alors seulement, de la dépêche l'autorisant à se retirer sur Soissons. Le préfet l'engage, dit-on, très vivement à effectuer cette retraite sans délai. Mais le général croit devoir, au préalable, prendre les ordres du ministre de la Guerre en rendant compte de la sommation qu'il vient de recevoir². Deux heures après, la réponse parvient à la préfecture et M. Ferrand la porte lui-même à la citadelle : « Je ne comprends pas votre télégramme; vous devez tenir jusqu'à votre dernier biscuit, votre dernier boulet, votre dernier soldat³. » Entre ce document et le précédent, la contradiction est manifeste. Il paraît impossible que tous deux proviennent du même auteur. En outre, on doit dire que, s'adressant au commandant de la citadelle de Laon, dans les conditions que l'on sait, sans aucun moyen sérieux de défense, une pareille injonction est purement absurde. En la formulant, le ministre a cédé au besoin de phraséologie alors si répandu et qui conduisait au même instant Jules Favre à lancer son fameux : *pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses*, engagement solennel que lui-même devait violer moins de cinq mois après. Mais les phrases n'ont jamais tenu place des faits. En présence de la réponse du ministre, le général Thérémín d'Hame ne peut que s'incliner. Il va donc essayer de se défendre.

En rentrant dans la citadelle, le général a prescrit quelques mesures de défense qui donnent l'éveil aux mobiles. Par suite d'indiscrétions coupables, ils connaissent les termes de la dernière dépêche du ministre et s'empressent, dès le matin du 8, de les répandre dans la ville. Un certain nombre gagnent même la campagne; d'autres, restés dans la citadelle, y ont « une attitude de moins en moins en rapport avec le rôle » que le gouvernement voudrait leur imposer.

Dans une grande partie de la population, l'ordre venu de Paris provoque « une explosion de terreur indignée, un véritable affo-

1. Notes inédites du général Thérémín d'Hame.

2. G. Dupont, *op. cit.*, p. 70.

3. G. Dupont, *op. cit.*, p. 70. M. Dupont ne reproduit pas le télégramme en question aux pièces justificatives de sa plaquette.

lement »¹. On fait courir les bruits les plus exagérés sur les forces de l'ennemi². On signale préfet et général comme les auteurs responsables des dangers suspendus au-dessus de la ville. Le Conseil municipal³, suivi d'un certain nombre de citoyens, se rend à la préfecture. A la tête de cette députation figure un conseiller qui, depuis le début de ces événements, s'est donné la mission de représenter les intérêts de la ville. Sur un ton que les circonstances ne sauraient excuser, il s'adresse au préfet, lui reprochant en termes peu mesurés de n'avoir cessé de faire « du mystère et de la confiance » ; d'avoir, par sa circulaire du 28 août, dont les Allemands vont bientôt lui faire un crime, eux aussi, en annonçant que Laon était prêt et qu'il donnerait l'exemple, induit en erreur le gouvernement et provoqué les ordres de la veille.

Avec un calme méritoire, M. Ferrand répond que personne n'a pu prévoir la marche des derniers événements ; sa circulaire du 28 août n'avait en vue uniquement qu'un parti de cavalerie ou des coureurs à repousser, ainsi que cela s'est fait le 7 septembre. Quant aux communications adressées au gouvernement, elles ont été absolument complètes, ne laissant dans l'ombre aucun point de la situation. Néanmoins, malgré l'état de la citadelle et de la ville, le pouvoir central a exigé, sans doute pour des motifs d'ordre supérieur, que la citadelle résistât, et le général n'a pu que s'incliner. M. Ferrand ajoute que, bien que démissionnaire, il ne quittera pas la préfecture tant que sa présence y sera utile et possible. Au surplus, il va informer le ministre de la démarche faite auprès de lui et attendra ses ordres définitifs. Le Conseil municipal a d'ailleurs toute latitude pour faire parvenir également à Paris ses appréciations et ses vœux⁴.

En arrivant, les assistants ont cru voir dans la cour des pré-

1. G. Dupont, *op. cit.*, p. 72. M. Dupont ne mentionne que « les quelques personnes déjà péniblement impressionnées », mais il ressort des faits qui suivent que ces sentiments furent ceux d'une forte proportion, sinon de la majorité de la population.

2. Un télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur, 8 septembre, dix heures du soir, mentionne trois divisions parties de Rethel, de Château-Porcien et de Reims, avec une avant-garde aux environs de Sissonne (G. Dupont, p. 176).

3. E. Fleury, *op. cit.*, p. 5. G. Dupont écrit (*op. cit.*, p. 72) « quelques conseillers municipaux ». Mais tout indique que ces conseillers représentent le Conseil.

4. G. Dupont, *op. cit.*, p. 74.

paratifs de départ. Une voiture est attelée; on dit qu'une autre est commandée chez un loueur. Il n'en faut pas plus. On commente ardemment cette fuite prochaine et l'on s'écrie qu'il faut empêcher le préfet de quitter la ville après l'avoir exposée aux pires dangers. Le bruit court bientôt qu'on l'a arrêté à la porte Saint-Martin et ramené comme un criminel à l'hôtel préfectoral¹. Ces menus faits donnent la mesure de l'union qui existe entre l'administration et la population du chef-lieu dans un moment où elle serait indispensable.

Quant au préfet, après avoir rédigé une dépêche mettant le gouvernement au courant de la situation², il se rend, accompagné d'un conseiller de préfecture, à l'hôtel de ville, où le Conseil municipal est assemblé, et lui donne lecture de son télégramme. Il ajoute que, ne voulant point passer aux yeux de ses anciens administrés pour s'être livré à de l'exagération et tenant, au contraire, à ce qu'ils soient bien convaincus qu'il s'est borné à se conformer aux instructions du gouvernement, il leur communique la circulaire du 2 septembre menaçant les fonctionnaires du Conseil de guerre s'ils montraient de la faiblesse dans l'exécution de leur tâche³. A ce mot de Conseil de guerre, on feint de ne pas comprendre à qui s'adresse la menace du ministre. Le conseiller qui s'est fait le porte-paroles des intérêts menacés interrompt brusquement la lecture, s'écriant que le préfet veut le traduire devant la justice militaire, mais qu'elle ne l'épouvante pas et qu'il est prêt à comparaître devant elle. D'autres joignent leurs protestations aux siennes, déclarant qu'ils ne veulent pas abandonner leur collègue et qu'ils se sacrifieront comme lui, en holocauste, au bien de la cité. Toute cette scène est des plus violentes⁴. Après l'avoir subie, M. Ferrand regagne la préfecture avec la conviction qu'il s'est créé des inimitiés profondes dans

1. E. Fleury, *op. cit.*, p. 5; G. Dupont, *op. cit.*, p. 74. En réalité, la calèche vue dans la cour contenait des paquets de linge et une caisse d'argenterie destinés à être transportés à l'Hôtel-Dieu, où M^{me} Ferrand se proposait de prendre asile à l'arrivée de l'ennemi (dép. télégr. du 6 septembre, 10 heures 35 du soir, aux ministres Intérieur et Guerre, dans G. Dupont, *op. cit.*, p. 169).

2. D'après G. Dupont, *op. cit.*, p. 75, ce télégramme serait celui que nous reproduirons plus loin et qui paraît de la nuit du 8 au 9. Mais ce document est évidemment rédigé après la venue du second parlementaire dont nous allons parler.

3. G. Dupont, *op. cit.*, p. 75.

4. G. Dupont, *op. cit.*, p. 76; E. Fleury, *op. cit.*, p. 5.

certaines couches de la population. Il faut ajouter que toutes ne pensent pas ainsi. Sur la place de l'hôtel de ville, le préfet impérial doit traverser des groupes compacts d'ouvriers, avec lesquels il échange quelques mots. Il peut constater parmi eux « un désintéressement, une dignité naturelle et une énergie » qui font complètement défaut aux bourgeois du Conseil municipal¹.

Celui-ci se hâte de télégraphier à Paris et d'y envoyer trois délégués chargés de solliciter le retrait du dernier ordre envoyé au général Thérémoin d'Hame. Ses démarches restent tout d'abord sans succès, et, à plusieurs reprises, le ministre de l'Intérieur manifeste une approbation entière du rôle de M. Ferrand².

Sur les entrefaites, une brigade de cavalerie, la 15^e, et une batterie à cheval ont été portées de Saint-Quentin sur Athies³, et leur apparition achève le désarroi des prétendus défenseurs de Laon. On exagère complaisamment leurs forces : « ... On apercevait des remparts », écrit un témoin, « une grande agglomération de troupes à quelques kilomètres de la ville, dans la direction d'Athies ; on distinguait ses lignes, ses tentes (?), ses avant-postes... »⁴.

Dans l'après-midi, un nouveau parlementaire se présente à la porte de Vaux : c'est le colonel von Alvensleben, du 15^e uhlans. Conduit à la citadelle, il remet au général Thérémoin d'Hame une sommation signée du duc de Mecklembourg. Elle porte que, dans un délai de dix-huit heures, la ville de Laon devra se rendre et livrer ses vivres, ses munitions, son matériel. Le général, les officiers et les troupes régulières seront prisonniers de guerre ; les mobiles remettront leurs armes, ainsi que la garde nationale, et seront « lâchés ». Le délai expiré, si la reddition n'est pas accomplie, la ville sera brûlée⁵.

On prend cette menace au sérieux, bien qu'elle soit ridicule de la part de troupes où figure une seule batterie à cheval. Le général Thérémoin d'Hame fait entendre une protestation énergique, rappelant que la ville est ouverte, que l'ennemi peut y pénétrer sans être exposé au feu de la citadelle et même sans en être aperçu. Le parlementaire répond « poliment et froidement » qu'il n'a pas

1. G. Dupont, *op. cit.*, p. 76.

2. Dép. télégr. du 8 septembre, 3 heures 31 et 8 heures 40 du soir (G. Dupont, p. 174-176).

3. Le matin du 8 (*État-major prussien*, t. III, p. 24).

4. G. Dupont, *op. cit.*, p. 77.

5. G. Dupont, *op. cit.*, p. 78.

à discuter les ordres de ses chefs et que ces ordres seront rigoureusement exécutés¹. Ce naïf procédé d'intimidation va réussir, grâce à la faiblesse d'une partie de la population et à l'indiscipline des mobiles.

En quittant la citadelle, Alvensleben est prié de se rendre à l'hôtel de ville, démarche incorrecte au plus haut point, mais qu'il fait volontiers puisqu'elle aidera au succès de sa mission. Le Conseil municipal lui demande instamment de séparer le sort de la ville de celui de la citadelle. L'officier prussien répond naturellement par une fin absolue de non-recevoir. Il n'a pas à négocier avec une municipalité, mais avec le général qui commande à Laon. C'est au Conseil municipal d'agir sur le gouvernement ou sur son représentant.

A la suite de cet entretien, le maire, M. Vinchon, envoie au ministre de la Guerre une nouvelle dépêche encore plus affolée : « L'armée (*sic*) du grand-duc (*sic*) de Mecklembourg entoure Laon et somme la place de se rendre. Si la reddition n'est pas effectuée demain avant dix heures du matin, Laon subira le sort de Strasbourg². »

Ce document indique assez l'état des esprits. La désertion continue de plus belle parmi les mobiles. La garde nationale rend ses armes à l'hôtel de ville, sur l'ordre du maire. Quant à la population, elle est en proie à l'épouvante et à la colère. Les têtes se montent si bien qu'on projette de mettre le général Thérémín d'Hame dans l'impuissance de résister. Vers cinq heures, le bruit se répand qu'il est allé prendre son repas à l'hôtel du Chevreuil. Il y est aussitôt cerné et menacé de séquestration s'il persiste à vouloir se défendre. Pendant plus d'une heure, cette scène inqualifiable se prolonge et il faut plusieurs compagnies de mobiles pour le dégager³.

1. G. Dupont, *op. cit.*, p. 78. D'après l'*État-major prussien* (t. III, p. 24), le général demande encore un répit de vingt-quatre heures pour avoir le temps de réclamer des ordres à Paris.

2. E. Fleury, *op. cit.*, p. 6. D'après la *Revue d'histoire*, 1908, t. II, p. 159, ce télégramme est adressé à 7 heures 20 au général Trochu.

3. Les écrivains locaux, M. G. Dupont (*op. cit.*, p. 80) et M. E. Fleury (*op. cit.*, p. 6), s'attachent à réduire l'importance de cette émeute. Voici le compte-rendu inédit du général. Il s'éloigne sensiblement de leur version :

« Rapport au ministre de la Guerre.

« Laon, le 9 septembre 1870.

« Mon général, hier, après le départ du plénipotentiaire chargé de demander

Il est à peine rentré dans la citadelle que les mêmes mobiles s'attroupent sous les fenêtres de son pavillon, criant qu'ils ne veulent pas se défendre, qu'ils ne monteront plus sur les remparts. Ils veulent qu'on leur ouvre les portes pour qu'ils puissent rentrer chez eux. Deux cents à peu près, logés dans les casemates, parviennent à ouvrir une poterne et gagnent les champs. Il y en aurait bien davantage si le pont-levis n'était levé en permanence¹. Cet incident, joint au précédent, ne peut laisser aucune illusion au malheureux général.

Vers deux heures du matin seulement, il reçoit ce télégramme du ministre de la Guerre : « Agissez devant la sommation selon

une capitulation, je suis sorti de la citadelle afin de me rendre à l'hôtel de la subdivision. Quelques instants après, la rue était envahie, la maison entourée par une foule énorme qui criait qu'il fallait enlever le général, ce qui se disait du reste depuis quelques jours, pour le confiner à la mairie, afin de le forcer à rendre la citadelle. Pendant plus d'une heure, je n'ai pu sortir, et ce n'est qu'après que quelques officiers de la mobile arrivèrent avec leurs compagnies que j'ai pu rentrer à la citadelle.

« A peine y étais-je arrivé que cette même garde mobile, après avoir remis ses armes dans les chambres, vint se rassembler sous les fenêtres de mon pavillon, criant qu'ils ne voulaient pas se défendre, qu'ils ne monteraient plus sur les remparts, qu'ils voulaient qu'on leur ouvrit les portes et s'en aller chez eux. Pendant ce temps, deux cents gardes mobiles à peu près, logés dans les casemates, avaient ouvert une poterne et sont partis dans la campagne, retournant dans leurs familles. Il y en aurait eu bien plus si le pont-levis n'était pas levé en permanence.

« Le bataillon de garde mobile caserné à la citadelle est celui de l'arrondissement de Laon, les hommes sont travaillés par les bourgeois et par les parents et amis de leur village qui viennent en ce moment tirer au sort et passer la revision et par l'affolement de la population qu'ils avaient vue en venant me chercher à l'hôtel où j'étais confiné.

« La démoralisation de cette troupe et la diminution de son effectif ne me permettent pas de faire une défense convenable devant un nombreux corps d'armée que je ne peux pas empêcher d'occuper la ville, où il ne peut être exposé au feu de la citadelle.

« Dans cette situation et en vue d'une catastrophe aussi horrible que la destruction d'une ville chef-lieu de département, où la population est actuellement très agglomérée, j'ai dû me soumettre aux dures conditions de la capitulation qui m'a été proposée.

« Je suis, etc. »

Un télégramme du préfet au ministre de l'Intérieur, neuf heures du soir, 8 septembre, fait allusion à cet incident : « Le général, auprès duquel je n'ai cessé de rester, est rentré à la citadelle entouré de ses officiers » (G. Dupont, p. 176).

1. Rapport inédit du général Thérémín d'Hame au ministre, 9 septembre.

les nécessités de la situation¹. » Il a donc toute latitude de céder aux circonstances. D'accord avec le préfet, il rédige un projet de capitulation. Il est convenu que cet acte sera porté le lendemain, à 10 heures du matin, par le chef de bataillon de Chézelles au duc de Mecklembourg², alors à Eppes.

*
* *

Le 9 septembre, à sept heures du matin, le préfet réunit les chefs de service et les informe que la ville, ainsi que la citadelle, sera occupée à onze heures par l'ennemi. Il les invite donc à se retirer sur Saint-Quentin, où il les rejoindra dès que sa présence ne sera plus utile à Laon. D'ailleurs, son successeur a déjà paru à Soissons. Il est rentré depuis à Paris, mais reviendra sans nul doute prochainement se faire installer officiellement. M. de Chézelles est prié d'informer le duc de Mecklembourg du départ de ces fonctionnaires et de lui demander de n'y mettre aucun obstacle³.

Sur les entrefaites, un bataillon de chasseurs prussien, le 4^e, a été transporté à Eppes en voitures pour servir de repli à la 15^e brigade de cavalerie; une nouvelle batterie, la 2^e à cheval du 4^e régiment, s'est portée à Saint-Quentin. Le 9, à onze heures, la 6^e division ainsi renforcée est rassemblée à Eppes. Après la venue de M. de Chézelles, le duc de Mecklembourg se dirige sur Laon, sous une pluie battante, avec le 4^e bataillon de chasseurs. La 4^e compagnie s'arrête dans le faubourg de Vaux; la 14^e brigade de cavalerie se forme devant ce centre d'habitations, la 15^e

1. Dép. télégr. du ministre au général et au Conseil municipal, 8 septembre, 10 heures 45 du soir (*Revue d'histoire*, 1908, t. II, p. 159).

2. G. Dupont, *op. cit.*, p. 82; E. Fleury, *op. cit.*, p. 6. D'après une lettre inédite du général Thérémim d'Hame à sa femme (21 septembre 1870), il ne restait plus le 8 que 700 mobiles environ. Les 900 gardes nationaux avaient été licenciés et désarmés par le maire. Il n'y avait pas 15 mobiles sur lesquels on pût compter (notes inédites du général). D'après le même document, la manifestation des mobiles se renouvela deux fois le soir du 8 et la nuit suivante. — Le commandant de Chézelles mérite une mention. Marie-Charles-Henry Le Scellier, vicomte de Chézelles, était un ancien officier des Guides; il commandait en 1870 le 2^e bataillon des mobiles de l'Aisne. Après la guerre, il eut un équipage de chasse à courre bien connu des officiers de la garnison de Compiègne. Il mourut de maladie, ainsi que sa femme, née d'Estreux de Maingoval, dans la nuit du 16 au 17 mars 1899.

3. G. Dupont, *op. cit.*, p. 83.

aux issues de la ville. Les 2^e et 3^e compagnies de chasseurs se portent sur la place du marché et, de là, font occuper les portes. La 1^{re} relève nos mobiles à l'entrée de la citadelle et pénètre dans la cour, où la garnison rend aussitôt ses armes¹. Officiers et gardes mobiles doivent être relâchés, sous la promesse de ne plus servir contre l'Allemagne pendant la durée de la guerre. Le désarmement est achevé; le duc de Mecklembourg et le général Thérémín d'Hame causent près d'une table sur laquelle ils s'apprêtent à signer la capitulation; le général vient même de rendre son épée, que le duc lui a aussitôt restituée; les dernières files des mobiles vont franchir le pont-levis, quand deux formidables explosions retentissent coup sur coup. Un épais nuage de fumée et de poussière couvre la citadelle et le quartier avoisinant; la poudrière est anéantie, la caserne éventrée, un partie de Laon et du faubourg de Vaux sont en ruines. La majeure partie des assistants gisent tués ou blessés; de certaines victimes on ne retrouvera pas le moindre vestige.

Nos pertes sont beaucoup plus fortes que celles des Allemands; outre le général Thérémín d'Hame, grièvement blessé à la tête, 10 officiers de mobiles sont morts sur place et 9 blessés, dont un mortellement. Plus de 200 mobiles sont tués ou disparus, 150 blessés. Plusieurs personnes ont été atteintes dans la ville et une écrasée dans le faubourg de Vaux². On retrouve des débris sanglants jusque sur les toits. Quant aux Allemands, le duc de Mecklembourg est blessé ainsi que 11 officiers et 60 hommes; 3 officiers et 39 hommes ont été tués sur le coup³.

La stupeur des témoins est d'abord extrême. Puis la vue de leurs camarades sanglants et mutilés provoque chez les Allemands une fureur soudaine. Ils fusillent les mobiles survivants, les poursuivent dans les rues et jusque dans les maisons. Le poste de l'hôtel de ville prend les armes, entoure le maire et les conseillers municipaux en les menaçant de ses baïonnettes. A ce

1. *L'État-major prussien*, t. III, p. 25, mentionne à ce sujet 2,000 gardes mobiles et une demi-compagnie du 55^e de ligne. Dans sa correspondance inédite, le général Thérémín d'Hame affirme à plusieurs reprises qu'il n'avait pas un officier, pas un soldat de l'armée active à sa disposition. Il évalue ses mobiles à 700 hommes environ.

2. E. Fleury, *op. cit.*, p. 7; G. Dupont, *op. cit.*, p. 83; E. Lavissee, *op. cit.*, p. 25. Les chiffres de M. G. Dupont sont : 11 officiers et 200 mobiles tués ou disparus; 10 officiers et 150 mobiles blessés.

3. *État-major prussien*, t. III, p. 25.

moment survient le duc de Mecklembourg, encore couvert d'une boue liquide. Sa fureur, vraie ou fausse, est extrême. Il menace Laon d'une vengeance « dont on se souviendra dans mille ans ». Le maire, M. Vinchon, s'efforce de le calmer sans y parvenir. Le préfet se présente peu après, sur l'ordre du duc, qui lui déclare rudement qu'il est son prisonnier, qu'il y a eu trahison et qu'elle sera réprimée. Il a déjà fait conduire le général, sous escorte, à l'Hôtel-Dieu.

Les protestations de MM. Ferrand et Vinchon, auxquels se joint le colonel von Alvensleben, parviennent enfin à calmer le duc. Il finit par se rendre à l'évidence et se contente de prendre dix otages parmi les principaux fonctionnaires et les notables de la ville. Ils répondront, sur leur tête, de la sécurité des troupes allemandes. Le préfet et le maire s'offrent spontanément, et cet exemple, qui rappelle d'un peu loin le souvenir héroïque d'Eustache de Saint-Pierre et de ses compagnons, est bientôt suivi par le président du tribunal civil, M. Combiér, par le directeur des contributions indirectes, M. Lemaire, et par M. de Sars. Le préfet, seul, est d'abord retenu prisonnier, puis relaxé, mais pour peu de temps¹.

L'auteur de l'explosion paraît être le garde d'artillerie Henriot, mais on conçoit qu'il n'ait pas été possible d'en acquérir la preuve. D'après l'état-major prussien, « l'enquête sur cet accident montra comme vraisemblable que le garde d'artillerie Henriot, chargé de l'administration du matériel, s'était fait sauter avec le magasin à poudre. Il n'y eut aucune preuve de complicité contre le général Thérémín d'Hame...². » Aucune trace d'Henriot ne fut

1. G. Dupont, *op. cit.*, p. 88 ; lettre inédite de M. Ferrand à M^{me} Thérémín d'Hame, 6 décembre 1871.

2. *État-major prussien*, t. III, p. 25. Une correspondance adressée de Versailles au journal officiel le *Staats-Anzeiger* le 27 octobre 1870 se montre plus équitable à l'égard du commandant de la subdivision de l'Aisne : « C'est aussitôt après l'explosion de la poudrière, pendant la capitulation de Laon, que l'on a exprimé la supposition que le commandant d'alors, le général Thérémín d'Hame, avait eu connaissance de cet acte de trahison, même qu'il y avait pris part, et même une partie de la presse française n'a pas eu honte de louer cet acte de trahison comme un acte d'héroïsme. Mais l'enquête très approfondie qui a été faite à la suite de cet événement a démontré la pleine innocence du général Thérémín d'Hame, et il peut être regardé comme certain que le garde d'artillerie auquel on avait confié les clefs de la poudrière et qui a disparu depuis ce moment a été l'auteur de cet acte. Le général Thérémín d'Hame est mort le 4 octobre, à la suite des blessures causées par l'explosion. Il est d'au-

trouvée après l'explosion, ce qui donna créance à certains bruits¹, d'ailleurs dénués de vraisemblance.

Son acte est un crime héroïque, s'il est permis d'accoupler ces deux mots. On ne saurait douter qu'il soit contraire aux lois de la guerre, puisqu'il se produit après la signature d'une capitulation, vis-à-vis d'un ennemi sans défiance. Dans ces conditions, on ne peut plaider que les circonstances atténuantes à l'égard d'Henriot, en constatant que les historiens locaux l'ont généralement traité avec une excessive sévérité². La couardise étalée sans vergogne par les mobiles et par une grande partie de la population constitue la principale circonstance permettant de comprendre, sinon d'excuser, l'acte d'Henriot. Il fut écoeuré de tant de faiblesse, au point d'arrêter une résolution désespérée dont il devait être la première victime. On ne peut juger froidement une décision de ce genre. Pour s'en expliquer la genèse, il faut se reporter à ces premiers jours de septembre 1870, où les événements calamiteux se succèdent constamment, où l'avenir apparaît si sombre au travers des ruines du passé. Dès lors, on comprend que certains aient vu dans la catastrophe de Laon le prélude d'une nouvelle guerre, la *Volkskrieg*, la guerre du peuple, suivant la forte expression de Fritz Hoenig. Derrière l'Empire, derrière les armées régulières qui s'effondraient dans les hontes de Sedan, apparaissaient brusquement les masses populaires décidées à ne pas mourir ou, du moins, à entraîner l'ennemi dans leur chute. En somme, l'explosion de Laon marque le début de la Défense nationale. A ce titre, l'acte du soldat obscur que fut Henriot revêt un caractère de sauvage grandeur³.

tant plus de notre devoir de publier l'état des choses et de rendre justice à l'ennemi loyal, même au delà de la tombe. » — On trouva dans la citadelle 25 canons et 200 fusils seulement, avec d'importantes quantités de poudre.

1. Une lettre de M^{me} Le Levreur, en date du 17 septembre 1907, porte ce qui suit : « Je sais qu'en 1896 il n'était pas mort et que le registre de l'état civil de Laon ne contient pas son acte de décès. » Une notice sur un officier de mobiles, G. de Romance, tué dans l'explosion, s'exprime ainsi : « C'était un vieux soldat buveur d'absinthe et souvent ivre... Lui-même, croit-on, escalada les remparts et put s'enfuir. » Un employé de l'hôtel de ville de Laon aurait correspondu avec lui il y a quelques années.

2. E. Lavissee, *op. cit.*, p. 27 ; G. Dupont, *loc. cit.* ; E. Fleury, *op. cit.*, p. 10. M. Fleury ajoute que les Allemands auraient découvert dans les décombres les débris du corps ou au moins des vêtements d'Henriot. Des habitants, au contraire, prétendent l'avoir vu s'enfuir un peu avant la catastrophe.

3. Une plaque de marbre, dans la citadelle de Laon, porte l'inscription suivante : « A la mémoire de Henriot Dieudonné, garde d'artillerie, qui s'est

A Laon, il demeure entièrement isolé. La population, terrifiée par l'apparition de l'ennemi, par la catastrophe du 9 septembre, s'exagère grandement les forces de nos adversaires et même leur prête des qualités dont ils sont dépourvus. Ainsi M. Édouard Fleury mentionne, dans l'après-midi du 9, l'arrivée « d'un premier corps d'au moins vingt mille hommes de cavalerie, hussards, dragons, lanciers ». Il s'agit de la 6^e division, c'est-à-dire de seize escadrons. Le même historien célèbre « la douceur de caractère » des Allemands, « la discipline la plus sévère » qui les anime, non moins que « leur admirable organisation ». « Les soldats, chez eux, sont silencieux, jamais agressifs, rarement exigeants. » Il est vrai qu'un correctif apparaît presque aussitôt : « Cependant on se plaint çà et là de violences, de pillages, d'exigences très dures », et que toute la dernière partie des *Éphémérides de l'Aisne* est pleine du récit d'excès de toutes sortes commis par ces soldats si doux de caractère et si disciplinés.

Le 10 septembre, M. Ferrand se disposait à aller visiter les blessés, quand il fut arrêté par ordre des autorités militaires allemandes et conduit devant le prince royal de Saxe, venu du

enseveli sous les ruines du magasin à poudre de Laon en 1870. » — Le 6 novembre 1871, le Conseil d'enquête sur les capitulations émettait l'avis ci-après :

« Considérant que le général Thérémín d'Hame étant mort des suites d'une blessure produite par l'explosion du magasin à poudre qui a eu lieu après la capitulation de la place, il lui paraît superflu d'exprimer son opinion sur le blâme ou l'éloge qu'aurait mérité cet officier général, puisqu'il n'en pourra être tiré de conséquence, croit toutefois devoir dire qu'il a été placé dans une position difficile, qu'il n'avait sous ses ordres qu'un bataillon et une batterie d'artillerie de la garde nationale mobile non instruits, non disciplinés et plus disposés à la désertion qu'à la résistance ;

« Que la population, épouvantée des menaces de bombardement et connaissant la ferme résolution du général de résister, avait voulu l'arrêter et le livrer à l'ennemi ;

« Considérant qu'en capitulant le général n'a cédé qu'à l'autorisation implicitement exprimée dans la dépêche ministérielle du 8 septembre, à dix heures du soir, ainsi conçue : « Agissez devant la sommation suivant la nécessité de la situation » ;

« Est d'avis, toutefois, qu'il est regrettable qu'avant de rendre la place le général n'ait pas fait enclouer les canons, détruire les deux millions de cartouches et les 40,000 kilos de poudre renfermés dans les magasins. »

L'explosion de la citadelle eut pour effet de rendre les Allemands beaucoup plus prudents. Le 12 septembre, le roi Guillaume écrivait de Reims à la reine Augusta : « ... Wie vorsichtig man überall und einst in Paris sein muss, beweiset die Schändlichkeit in Laon... » (Oncken, *Unser Heldenkaiser*, p. 215).

château du prince de Monaco à Marchais¹. Le commandant de la IV^e armée ne dit pas un mot au préfet ni de l'explosion de la citadelle ni des autres motifs qui pouvaient avoir provoqué son arrestation. Il fit savoir simplement que M. Ferrand allait être dirigé sur le grand quartier général à Reims et se répandit en amères récriminations contre la France et son gouvernement². Un communiqué de l'autorité allemande au *Courrier de l'Aisne* faisait bientôt connaître les motifs de cette arrestation : le préfet était considéré comme ayant contrevenu à la proclamation royale supprimant la conscription dans les départements occupés et aussi comme complice de divers attentats commis dans l'Aisne contre les soldats allemands³. La vraie raison était la circulaire du 28 août, par laquelle M. Ferrand essayait de galvaniser les résistances locales, conformément aux instructions du gouvernement.

Transféré à Reims, le 13 septembre, le préfet était introduit aussitôt dans le cabinet de travail de M. de Bismarck :

J'y étais à peine qu'une des portes s'est ouverte avec fracas et que j'ai vu apparaître, dans tous les signes d'une vive colère, un officier de cinquante à cinquante-cinq ans, grand, fort, à l'œil audacieux, à la physionomie puissante. M. de Bismarck, sans s'asseoir, m'a dit d'une voix très élevée « qu'il avait lu à Varennes ma proclamation du 28 août et qu'il avait proposé immédiatement au roi d'ordonner mon

1. Emplacements de la IV^e armée du 9 au 11 septembre inclus (*État-major prussien*, t. III, Annexes, p. 15) : 9 septembre, quartier général, Seraincourt; Garde, Sévigny; 4^e corps, Montcornet; 12^e corps, Château-Porcien; 5^e division de cavalerie, Beaurieux; 6^e division, Laon. — 10 septembre, quartier général, Marchais; Garde, Sissonne; 4^e corps, Notre-Dame-de-Liesse; 12^e corps, Neufchâtel; 5^e division, Braisne; 6^e division, Laon. — 11 septembre, quartier général, Marchais; Garde, Craonne; 4^e corps, Laon; 12^e corps, Cormicy; 5^e division, Braisne; 6^e division, Coucy-le-Château.

2. G. Dupont, *op. cit.*, p. 91.

3. *Courrier de l'Aisne*, n° du 9 au 18 septembre 1870 : le *Courrier de Champagne* a reçu de l'autorité prussienne le communiqué suivant : « Le préfet de Laon, arrêté en vertu de la proclamation royale qui supprime la conscription dans les départements occupés par les troupes allemandes, va être transporté à Coblenz, où, en même temps, il aura à rendre compte à un tribunal militaire de sa qualité d'auteur ou de complice de différents attentats commis, dans le département de l'Aisne, contre des soldats allemands par des individus qui n'appartiennent pas à l'armée française » (suit la copie littérale de la circulaire du 28 août). — D'après M. G. Dupont (*op. cit.*, p. 93), l'arrestation de M. Ferrand aurait été décidée à Varennes, au grand quartier général, dès la réception de la circulaire du 28 août (voir également, dans ce sens, les notes de M. Ferrand, *Ibid.*, p. 101).

arrestation; qu'il n'admettait pas que les préfets s'occupassent de la guerre; que la résistance civile était criminelle; qu'il saurait l'étouffer; que j'allais être conduit à la forteresse d'Ehrenbreitstein et que j'y répondrais devant une cour martiale des sévices exercés par les habitants non militaires contre les armées allemandes ».

J'ai répondu que j'avais simplement rempli mon devoir; que, l'armée étant prisonnière en Allemagne ou bloquée dans Metz, il ne restait plus à la France que le patriotisme de ses habitants et qu'il incombait surtout aux préfets de faire appel à cette dernière ressource; que jamais, ni lors des invasions du premier Empire ni antérieurement, à ma connaissance, on n'avait arrêté et déferé à une cour martiale un administrateur pour un acte analogue à celui qu'il indiquait; qu'en voulant me rendre responsable de prétendus sévices exercés par les habitants contre les armées allemandes, il me semblait se mettre en dehors de la justice, de la vérité et des usages.

M. de Bismarck a répliqué, du même ton impérieux, « que la cour martiale m'entendrait et en déciderait; que j'avais, en outre, continué à Laon et dans les autres arrondissements les opérations du recrutement, malgré l'arrêté royal qui ordonnait, dans les départements envahis et sous peine de mort, qu'elles fussent immédiatement interrompues ». Et sur ces dernières paroles il est sorti en fermant bruyamment la porte¹.

En traitant avec cette brutalité un fonctionnaire dont le tort unique était de s'être conformé aux ordres de son gouvernement, le « Chancelier de fer » oubliait apparemment qu'en 1813 la Prusse et l'Allemagne avaient sanctionné sinon provoqué des procédés de guerre identiques à ceux qu'il jugeait si sévèrement chez nous : contraste coutumier chez le vainqueur et qui ne saurait surprendre de la part de M. de Bismarck.

Conduit à Coblenz et enfermé à Ehrenbreitstein, suivant les indications du Chancelier, M. Ferrand y resta jusqu'au 31 janvier 1871, date à laquelle il fut libéré après la signature de l'armistice.

Quant au malheureux général Thérémin d'Hame, malgré la gravité de sa blessure et le danger personnel qu'il courait, il n'avait, après l'explosion, songé qu'à la ville et aux représailles dont elle pouvait être victime². Dès son entrée à l'Hôtel-Dieu, il adressait à M^{me} Thérémin d'Hame le billet suivant :

Ma chère amie, j'espère te faire parvenir ce mot pour te rassurer. Je suis blessé légèrement et soigné par Guipon; donc, nulle crainte de

1. Notes de M. Ferrand (G. Dupont, *op. cit.*, p. 102).

2. Lettre inédite de M. Ferrand à M^{me} Thérémin d'Hame, 6 décembre 1871.

ce côté. Mes mobiles ont déserté en grand nombre la veille et le reste s'est mutiné pendant la nuit, refusant de se battre et se réfugiant dans les casemates. J'ai dû alors laisser entrer l'ennemi dans la citadelle; pendant qu'il y était, la poudrière a sauté; beaucoup de tués et de blessés. A bientôt, j'espère te revoir, mais ne bouge pas, on ne peut arriver ici.

Bonnes caresses à Gabrielle et à toi.

Je suis à l'hôpital au secret et gardé. Cela ne m'inquiète pas¹.

Le 14, après avoir résumé la douloureuse histoire de son commandement dans une lettre que l'ennemi lui permettait d'adresser à sa femme, il écrivait :

... Tous les renseignements s'accordent à dire que le feu a été mis par le garde d'artillerie. Il est seul responsable de ce honteux guet-apens, mais, pour moi, je conserverai toute ma vie le chagrin qu'un crime aussi horrible ait pu avoir lieu sous mon commandement...².

Le 21 septembre, il écrivait encore :

Ma chère amie, j'ai eu communication de ta lettre, où je vois que tu es tout à fait privée de renseignements sur ce qui m'est arrivé. Je suis bien fatigué et ne puis te donner des détails si longs; mais je t'engage à te procurer le *Figaro* d'hier ou d'aujourd'hui, dans lequel a dû paraître un article envoyé par Houssaye...³.

Je suis toujours ici prisonnier, gardé par une sentinelle, je ne sais quand on prendra un parti sur mon compte; mais j'ai lieu de croire qu'on a admis que je n'ai en rien participé à l'explosion de la citadelle. C'est déjà assez qu'un acte de déloyauté et si contraire au droit des gens ait pu avoir lieu sous mon commandement. Ce sera un chagrin pour le reste de ma vie.

Ma blessure suit une marche régulière...⁴.

Néanmoins, le général laissait entrevoir la gravité de son mal et l'étendue des souffrances qu'il lui causait. Des complications survinrent et provoquèrent son transfert à la préfecture, loin de l'air empesté de l'Hôtel-Dieu. Mais il était trop tard. Le 4 octobre, le général succombait, et ses obsèques avaient lieu le 6 à Bruyères, au pied même de la montagne de Laon qui avait vu si

1. Billet inédit.

2. Lettre inédite.

3. Sans doute M. Henry Houssaye, le futur académicien, auteur de *Waterloo*, dont le père avait une propriété à Bruyères, si nos souvenirs sont exacts.

4. Lettre inédite du général Théremin d'Hame, 21 septembre 1870.

tragiquement se clore sa carrière de soldat. Très dignement, M^{me} Thérémoin d'Hame refusait pour sa dépouille les honneurs militaires qu'offrait l'autorité allemande¹. Celle-ci reconnaissait ainsi, tardivement, que le général n'avait pris aucune part à la catastrophe qui venait d'ensanglanter la citadelle de Laon, en modifiant du tout au tout le caractère de la guerre franco-allemande.

Ce que nous avons dit de l'attitude des habitants et du Conseil municipal montre assez qu'ils prirent une part purement négative à la défense de la ville. Leur excuse est dans l'insuffisance notoire des moyens mis à la disposition du général Thérémoin. Mais il convient d'ajouter que les circonstances exigeaient plus que jamais le sacrifice des intérêts particuliers au bien général. On était à la veille de l'investissement de Paris, et il n'était pas du tout indifférent que la marche des Allemands fût retardée, même d'un jour seulement. Il eût donc fallu que Laon attendît pour capituler une attaque sérieuse et ne se rendit pas devant une simple sommation. Le 8 octobre 1870, Saint-Quentin, ville ouverte, sans aucune garnison, allait opposer à l'envahisseur une résistance plus sérieuse. Il est permis de regretter que Laon n'ait pas donné le même exemple que la cité voisine et rivale.

Pierre LEHAUTCOURT.

1. E. Fleury, *op. cit.*, p. 20.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

L'« ORPHEUS » DE M. S. REINACH.

I.

L'*Orpheus* de M. Salomon Reinach¹ est le premier essai qui ait été tenté d'une histoire générale des religions, et d'une histoire qui n'est pas un simple manuel de faits, de dates et d'indications bibliographiques, mais un livre où l'histoire des religions nous est présentée sous une forme vivante, attrayante, mêlée à l'histoire même de l'humanité, et où les faits sont reliés les uns aux autres, groupés, expliqués, vivifiés par des idées générales, d'un caractère philosophique et scientifique à la fois, qui rattachent tout le développement des croyances et des cultes aux conceptions primitives où M. Reinach voit non seulement l'origine, mais la substance même de toutes les religions, les tabous, l'animisme, le totémisme et la magie.

Après avoir accompli dans *Apollo* le tour de force de résumer d'une manière intéressante, en 335 pages, toute l'histoire des beaux-arts, depuis les premiers linéaments tracés par les hommes des cavernes jusqu'aux œuvres de Millet et de Rodin, M. Reinach a tenté le tour de force plus difficile encore de retracer en 600 pages, avec clarté et avec charme, toute l'histoire des religions, depuis les premiers effrois et les premières superstitions inspirés aux hommes primitifs par les forces de la nature jusqu'aux efforts du protestantisme libéral et du modernisme catholique pour concilier la pensée libre et la libre critique avec l'essence morale et religieuse de la tradition chrétienne.

Quelles que soient les réserves et les critiques que tous les lecteurs d'*Orpheus*, à des points de vue très divers, pourront adresser à M. Reinach, ils devront reconnaître qu'il a réussi dans sa tentative, pourvu qu'on accepte le point de vue auquel il s'est placé, qui était

1. Salomon Reinach. *Orpheus. Histoire générale des religions*; 7^e éd. revue. Paris, Alceide Picard, 1909, in-12, xxi-625 p. Prix : 6 fr.

d'écrire une histoire des doctrines et des cultes plutôt qu'une histoire des idées et des sentiments religieux. Non seulement on lira son livre avec un intérêt qui ne languit jamais et qui est sans cesse ravivé par la variété, parfois paradoxale, des points de vue et par la passion polémique non dissimulée que l'auteur apporte dans l'exposé de l'histoire de l'Église chrétienne, mais on y trouvera un profit infini; on sera émerveillé des ressources de l'esprit de M. Reinach, de l'étendue et de l'exactitude de ses connaissances, de la conscience avec laquelle il corrige, à mesure que les éditions de son livre se succèdent, les erreurs assez nombreuses qui se sont glissées dans l'immense complexité des faits, de la sûreté et de la méthode avec laquelle il a dressé la bibliographie qui accompagne chaque chapitre et qui permet au lecteur de compléter et de contrôler ce qu'il lui a appris.

On s'est étonné des proportions données par M. Reinach aux diverses parties de son œuvre. Après une introduction de 38 pages sur l'origine des religions, 28 pages sont consacrées aux religions de l'Égypte, de l'Assyrie et de la Phénicie, 44 à celles de l'Inde et de la Perse, 50 à celles de la Grèce et de Rome, 55 à celles des Celtes, des Germains et des Slaves, 48 à celles des Mongols, Chinois, Japonais, Finnois, Africains, Océaniens, Américains, 43 à l'islamisme, 67 à la religion juive et 282 à la religion chrétienne. Je ne puis me scandaliser beaucoup de cette disproportion et encore moins de la large place faite aux origines chrétiennes jusqu'à Justinien. M. Reinach avait sur cette question des opinions personnelles qui, vraies ou fausses, méritaient d'être exposées et avaient une portée considérable pour toute l'histoire de l'Église chrétienne. De plus, non seulement cette histoire est celle dont la connaissance intéresse le plus la masse des lecteurs d'*Orpheus*, mais il est permis de penser que le christianisme est de beaucoup la plus importante des religions, celle qui occupe la première place dans l'évolution religieuse et morale de l'humanité. Il aurait été facile à M. Reinach de développer beaucoup plus qu'il ne l'a fait les excellents chapitres qu'il a consacrés aux Grecs et aux Romains, aux Celtes et aux Germains, chapitres traités avec la compétence d'un homme qui connaît de première main ce dont il parle; mais il n'a pas jugé que les cultes de ces peuples eussent à beaucoup près l'importance de la religion juive et chrétienne dans l'histoire générale des religions. Tout au plus pourrait-on le blâmer d'avoir réduit à si peu de pages l'islamisme, la plus répandue des religions après le christianisme, et de l'avoir placé avant le judaïsme, dont il dérive pourtant. Mais les doctrines de l'Islam sont trop indigentes pour mériter de longs développements. Le tort de M. Reinach est plutôt, alors qu'il donne tant de place à l'histoire

politique du catholicisme, de n'avoir pas mieux marqué le rôle historique et politique de l'islamisme et de n'avoir presque rien dit de l'action si considérable des confréries musulmanes. D'ailleurs, M. Reinach peut répondre que ceux qui veulent se renseigner plus en détail sur l'ensemble des religions non chrétiennes n'ont qu'à s'adresser à l'ouvrage de M. Chantepie de la Saussaie, qui, lui, a laissé de côté le christianisme.

Je serais plutôt disposé à reprocher à M. Reinach d'avoir, dans ses chapitres sur l'histoire du christianisme après Justinien, traité plutôt de l'histoire ecclésiastique que de l'histoire religieuse et fait entrer trop d'histoire politique dans l'histoire de la religion. M. Reinach a pressenti l'objection et fait observer dans sa préface que « ce n'est pas de sa faute si l'histoire du christianisme se confond un peu, depuis 2,000 ans, avec l'histoire universelle ». Il est parfaitement vrai qu'un des caractères spéciaux du christianisme est d'avoir tendu à gouverner la vie entière de l'humanité et à diriger la société comme les consciences et d'avoir même réussi pendant le moyen âge à réaliser assez complètement cet idéal pour que l'histoire politique et sociale soit alors dans une large mesure de l'histoire ecclésiastique et religieuse. Toutefois, il ne faudrait pas que ce côté temporel de l'histoire de la religion en fit négliger le côté spirituel. Et M. Reinach ne nous paraît pas avoir évité cet écueil.

Nous touchons là au point essentiel sur lequel le livre de M. Reinach décevra la curiosité d'un grand nombre de ses lecteurs. On ne se douterait guère en lisant son livre que l'évolution des religions est en relations étroites avec l'évolution philosophique et morale de l'humanité, qu'elle est une des expressions les plus caractéristiques, tantôt une des plus grossières, tantôt une des plus élevées, de ses sentiments, de ses aspirations, de ses besoins. M. Reinach nous dira, et il nous dit, en effet, dans l'avertissement de sa sixième édition, que ce serait une tâche trop compliquée, — et sans doute aussi trop subjective, — que de vouloir exposer l'évolution du sentiment religieux à travers les âges. Il s'est restreint à exposer les faits concrets de l'histoire des églises, les transformations des doctrines et de l'organisation ecclésiastique, tout ce qui est objet de constatation et non d'appréciation. Fort bien, mais alors nous n'avons plus qu'une *histoire externe*, non une *histoire générale* des religions. Nous avons quelque peine à comprendre que les noms du stoïcisme et de Marc-Aurèle soient absents d'une histoire des religions et que le mouvement mystique du moyen âge, qui a joué un rôle si considérable dans les origines de la Réforme, soit à peine indiqué et le soit dans des termes bien étranges. M. Reinach nous dit (p. 436) « que les écrits des plus grands mystiques sont aujourd'hui délaissés ». Cela

nous est bien égal qu'ils soient aujourd'hui délaissés, s'ils ont remué les âmes et bouleversé le monde au xv^e et au xvi^e siècle.

D'ailleurs, le subjectivisme ne perd jamais ses droits, et M. Reinach n'a pas caché les sentiments que lui inspire l'histoire qu'il raconte. La forme même qu'il lui donne la fait apparaître comme la longue histoire des erreurs et des superstitions de l'esprit humain et de tous les crimes, de tous les maux qu'elles ont causés. M. Reinach, dans son avertissement, semble dire que les sentiments religieux et mystiques ne sont que des superfétations philosophiques et littéraires qui dissimulent à nos yeux le vrai fond des religions : animisme, scrupules et magie. Mais quand même ce serait là le point de départ de l'évolution religieuse, ce point de départ est loin de la contenir et de l'expliquer toute, pas plus qu'on ne trouverait dans l'analyse du protoplasma et dans la physiologie de l'anthropothèque l'explication de l'histoire politique, sociale et morale de l'humanité. S'il est vrai que la définition donnée de la religion par M. Reinach, « un ensemble de scrupules qui s'oppose au libre exercice de nos facultés », s'applique à ces humbles origines de la religion, elle ne s'applique plus du tout à la religion d'un Pascal, d'un Newmann ou d'un Vinet. Les superfétations que M. Reinach écarte sont devenues avec les siècles l'essentiel de la religion, et l'on risque avec son système de constituer une histoire des religions où une seule chose serait absente, à savoir la religion, cette religion dont Renan disait : « Les religions passent, la religion est éternelle. » M. Reinach le laisse bien entendre, lui aussi (p. 36), mais il ne voit dans cette persistance que « les illusions de l'animisme ancestral ».

On a reproché à M. Reinach de s'être placé pour écrire son histoire à un point de vue étroitement rationaliste et de s'être fait le disciple et le continuateur de Voltaire, qu'il cite presque à chaque page des chapitres x et xi (54 fois au moins en 442 p.). Je ne regrette pas ces citations, qui ne sont pas seulement pleines de bon sens et d'esprit, mais qui sont empreintes dans le jugement des choses du passé d'un esprit de sympathie et d'équité dont un véritable historien était seul capable¹. M. Reinach a bien fait de remettre en lumière tout ce qu'il y a de haute raison, de science solide et souvent de profondeur dans l'*Essai sur les mœurs*. Mais lui-même n'a pas toujours apporté dans ses jugements la même pondération et la même équité. Il y a

1. Il ne faut pourtant pas accepter trop docilement les jugements de Voltaire, même quand ils contiennent une part de vérité. Voltaire a écrit : « La religion de Zwingli s'appela depuis le calvinisme. Calvin lui donna son nom comme Améric Vespuce donna le sien au monde nouveau découvert par Colomb. » Observation profonde qui n'a pas été assez remarquée, mais qui n'est qu'en partie vraie. Le calvinisme n'est pas le zwinglianisme.

un peu trop de polémique dans son livre. Il reproche aux philosophes du XVIII^e siècle d'avoir conçu les origines de la religion d'après leurs préjugés et leurs passions. Lui-même juge trop souvent les événements de l'histoire religieuse ou les conceptions religieuses du passé, non pas en se plaçant à l'époque qui les a vus se produire, non pas même à la lumière de ses propres théories sur les religions primitives, mais d'après nos idées morales d'aujourd'hui, et cela l'expose à déformer l'histoire. Je n'en citerai qu'un exemple, sur le célibat ecclésiastique : « Le mariage des prêtres parut intolérable à Grégoire VII, qui essaya de le faire interdire par le pouvoir séculier. Malgré les efforts de l'Eglise, la discipline du célibat ecclésiastique ne triompha qu'au XIII^e siècle. Le célibat ne rendit pas les prêtres meilleurs, mais les exposa à des railleries souvent justifiées et diminua leur autorité sur le peuple. » On ne se douterait guère, d'après ce passage, que le célibat fut imposé aux prêtres dès le IV^e siècle et que, bien que souvent mal observé, il a été pour le clergé catholique une des sources principales de son influence et de sa puissance. Si nous suivions pas à pas M. Reinach, nous aurions souvent, dans la partie de son livre relative au christianisme, à relever des passages où il nous semble qu'un certain parti pris l'a amené à déformer les faits en l'empêchant de les apprécier à la mesure du temps où ils se sont produits, tant il est vrai que même lorsqu'elle croit se tenir sur le pur terrain des faits, l'histoire n'échappe pas au subjectivisme. M. Reinach est d'ailleurs un esprit trop puissant, trop créateur, trop original pour ne pas mettre son empreinte sur tout ce qu'il touche et pour ne pas susciter à chaque pas les contradictions. Son livre ne sera pas seulement très lu, il sera très discuté, et par cela même il sera très utile.

Gabriel Monod.

II.

Le livre de M. Reinach a déjà reçu de la critique tous les éloges qu'il mérite. Nous voyons les éditions s'enlever avec une rapidité qui tient du prodige. La parfaite correction du style, peut-être aussi le piquant de l'exposition sont pour quelque chose dans ce succès. Ajoutons-y l'intérêt que l'on porte encore chez nous aux questions d'histoire religieuse quand elles sont sérieusement traitées.

Dans l'avertissement de la sixième édition, l'auteur a voulu répondre à certains qui ont regretté de ne point trouver dans son livre « une suite d'études sur l'évolution du sentiment religieux ». Ou je me trompe fort, ou ce n'est pas « une suite d'études » que l'on demandait, mais un peu plus d'attention aux différences que pré-

sentent les religions, aux transformations et au progrès que l'historien y peut constater, sans entrer pour cela en des particularités qui ne seraient pas à leur place dans une histoire générale. Ce n'était assurément pas le lieu d' « exposer la religion complexe de Platon, celle de Spinoza, de Pascal et de Lamennais ». Ces religions personnelles sont des philosophies religieuses; mais l'on pouvait, on aurait dû même, à ce qu'il semble, marquer un peu mieux la distance qui sépare des cultes primitifs les religions supérieures. Comme le fait observer M. Monod, dans les pages où il vient d'exposer le caractère général de l'œuvre de M. Reinach, celui-ci voit cette distance très en raccourci. « Il me semble », écrit-il dans l'avertissement déjà cité, « que tout sentiment religieux, tout mysticisme, quoi qu'y ajoutent la philosophie et la littérature, révèle, à l'analyse, la présence des trois facteurs que j'ai mis en lumière dans l'introduction : l'animisme, les scrupules et la magie ». Avec une telle philosophie générale, *Orpheus*, — le choix de ce titre est déjà un indice, — ne pouvait être qu'un froid exposé de doctrines toutes également déraisonnables, une critique des religions considérées dans leurs défauts plutôt que dans leur vie intime et dans la contribution qu'elles ont fournie au progrès de l'humanité, principalement dans l'ordre moral.

M. Monod indique plus haut la part faite par M. Reinach aux diverses religions et les raisons pour lesquelles il a cru devoir attribuer à la religion chrétienne, laissée jusqu'ici de côté par les auteurs de manuels d'histoire des religions, la moitié de son volume, proportion qu'on peut juger excessive, car on trouve dans cette partie de l'ouvrage des discussions, des rapprochements qui n'étaient pas nécessaires et une sorte de réfutation perpétuelle qui n'était pas non plus indispensable. Néanmoins, nous comprenons que M. Reinach ait cru juste de donner au judaïsme et au christianisme la première place dans son livre, et c'est aussi sur cette partie, la plus importante d'*Orpheus*, que nous ferons porter principalement nos observations et nos critiques.

Quelques inexactitudes de détail étaient inévitables. Les dernières éditions en corrigent un certain nombre. Il en subsiste encore. On lit, p. 29 : « Le maigre des chrétiens n'est, en réalité, pas autre chose que la coutume religieuse de manger du poisson le vendredi. » Ce n'est jamais ainsi qu'on l'a compris dans l'Église. Il y a défense de manger certaines viandes et graisses, mais nulle obligation ni coutume régulière de manger du poisson; on fait très bien maigre avec des légumes. — P. 52. Le « dieu des morts, Allatu », dans la mythologie babylonienne, est une déesse; son empire, autant

qu'on en peut juger, n'est pas « quelque part au nord » (p. 33), mais sous la terre, comme le *sheol* hébreu. — P. 98. Un rapport est établi fort gratuitement entre la coutume avestique de verser le *haôma* dans la bouche et les oreilles des moribonds et l'extrême-onction, qui, dit-on, proviendrait peut-être de ce rite. Pour administrer l'extrême-onction, l'on ne verse rien dans la bouche ni dans les oreilles, mais on fait seulement une onction d'huile sur les lèvres et les oreilles, comme on en fait une sur les yeux, les pieds et les mains. On rencontre de telles onctions dans bien d'autres cultes; mais cela est autre chose que la cérémonie dont parle M. Reinach. — P. 252. « Les traducteurs grecs ont fait des contresens sur les passages difficiles du texte hébreu, et saint Jérôme en a fait bien plus encore dans la *Vulgate*. » Ce serait à voir. La vérité doit être que les différentes parties de la version grecque dite des Septante sont de valeur inégale; il en est qui peuvent n'être pas inférieures à la *Vulgate*, d'autres qui le sont; et saint Jérôme a fortement subi l'influence du rabbinisme de son temps. — De ce que l'influence du Deutéronome est manifeste dans la littérature hébraïque « après Jérémie », il est parfaitement arbitraire de supposer « que le Deutéronome serait l'œuvre de Jérémie lui-même, par conséquent une fraude pieuse » (p. 275, 283). Le caractère fictif de l'attribution à Moïse n'est pas douteux; mais la participation de Jérémie à la rédaction est une conjecture gratuite, en contradiction avec l'attitude de ce prophète à l'égard de la loi écrite. — P. 286. « Isate fut réduit au silence par le bourreau. » C'est ce que dit la légende, mais une légende bien tardive et dont l'Ancien Testament ne contient aucune trace. Il n'est même pas probable qu'Isate, dont le ministère prophétique a commencé l'année de la mort du roi Ozias, ait vécu jusqu'au temps de Manassé. — P. 344, note. « La descente (du Christ) aux enfers fait partie du dogme chrétien depuis le concile de Nicée. » Je ne vois pas bien la portée de cette assertion, car le concile de Nicée n'a rien statué là-dessus et la croyance remonte aux premiers temps du christianisme. — P. 354. « En 1806, seulement, on démontra que ces versets (le verset des trois témoins célestes dans la première Épître de saint Jean) étaient interpolés. » Richard Simon, dans sa version du Nouveau Testament, avait annoté le passage comme il suit : « Certains critiques de Rome, sous le pape Urbain VIII, quoiqu'ils ne trouvassent dans aucuns manuscrits grecs toutes ces paroles, ont jugé qu'il les fallait conserver. » Et la question était déjà claire pour Érasme. — P. 366. « Quant à Pierre..., il est probable qu'il mourut de mort violente en Palestine et non à Rome. » Est-ce tellement probable? D'où vient que Rome est seule à revendiquer son tombeau? Est-il vraiment possible qu'on ait pu se persuader, « avant la fin du

1^{er} siècle », que Pierre avait été à Rome, « en se fondant sur une lettre apocryphe (la 1^{re} de Pierre) qui fut mise en circulation vers 90 » ? D'après M. Reinach, cette Épître aurait été écrite à Babylone, en Égypte; on aurait ensuite identifié Babylone à Rome et inféré de là que Pierre y était venu. Le tout en moins de dix ans, quand il y avait encore à Rome des chrétiens qui avaient connu Paul et qui savaient très pertinemment si Pierre était venu chez eux ou non ! — P. 384. « Cyrille fit déposer Nestorius, et celui-ci fonda en Perse l'église nestorienne, qui subsiste encore. » Nestorius est étranger à la fondation des communautés qui ont perpétué sa doctrine. — Même page. « Justinien... fit déposer le pape Vigile qui lui résistait. » Vigile céda et ne fut pas déposé. — P. 433. « L'énorme *Somme théologique* de saint Thomas d'Aquin. » Je la possède en huit volumes in-8°, de grosseur moyenne, y compris un demi-volume de tables. Ce n'est pas « énorme » pour un manuel complet de théologie dogmatique et morale. — P. 505. « Comme on venait de condamner Molinos à Rome, il fallait bien qu'on y condamnât aussi Fénelon. » Rome ne pensait pas ainsi; car Fénelon ne fut condamné que sur les instances très pressantes de Louis XIV, stimulé par Bossuet. On avait eu quelque peine à trouver des propositions censurables dans les *Maximes des saints*, et la doctrine de Fénelon était très différente de celle de Molinos. Puisque j'en suis à défendre ce pauvre Fénelon, je dirai qu'il est injuste de le qualifier d'esprit chimérique, toujours d'après Louis XIV, à cause du *Télémaque*. Ce livre n'est pas un traité de politique, mais un roman pastiché de l'antique avec une morale moderne; si l'on veut avoir les vues politiques de Fénelon, il faut les chercher là où il les a voulu mettre, dans les plans de gouvernement qu'il a rédigés pour le duc de Bourgogne, et qui ne sont pas d'un rêveur. — Est-ce l'infailibilité papale que Lacordaire a appelée « la plus grande insolence qui se soit encore autorisée du nom de Jésus-Christ » ? Lacordaire, qui est mort bien avant le concile du Vatican, qualifiait ainsi l'ultramontanisme de l'*Univers*. Ce n'est pas la même chose. — P. 562. Le « sacré cœur de Marie ». Cela ne se dit jamais. — P. 581. « Le *modernisme*, suivant une estimation digne de foi, compte au moins 45,000 adhérents dans le clergé français. » Je n'en donnerais pas 4,500. Et quand on voit ce qui se passe actuellement dans le catholicisme romain, on n'a pas du tout l'impression d'un « mouvement irrésistible, parce qu'il se fonde sur la science catholique ». A-t-on jamais fondé sur la science un mouvement religieux ? Tout ce à quoi les modernistes pouvaient prétendre, c'est que l'Église les supportât et que l'orthodoxie voulût bien se départir de son intransigeance en leur faveur. On sait ce que l'Église a répondu. N'étant ni prophète ni fils de prophète, je me garderai de

préjuger ce que deviendra le *modernisme* ; ce que je crois voir pour le moment est qu'il est en pleine déroute et ne semble même pas difficile à anéantir. Depuis que Tyrrell est mort, il n'y a plus personne dans le clergé qui se prétende catholique en refusant obéissance au pape.

Mais ce sont là des vétilles, inadvertances ou jugements un peu bâtifs. Ce que M. Reinach a écrit touchant les Évangiles et la carrière de Jésus (p. 326-344) me paraît beaucoup plus critiquable. Il commence par déclarer que le fond commun des trois premiers Évangiles « dérive de deux sources perdues dont rien ne nous garantit l'autorité » ; d'où il suit que « les Évangiles sont des documents inutilisables pour la vie réelle de Jésus ». — C'est ainsi qu'une certaine critique, dont M. Reinach rejette les conclusions en ce qui regarde l'histoire de la religion israélite, réduit à rien l'autorité historique de l'Ancien Testament. Or, s'il n'est pas légitime de contester les éléments préexiliens de la Bible hébraïque pour le seul motif que les livres hébreux n'ont acquis leur forme définitive qu'après la captivité, il ne l'est pas davantage de refuser toute valeur historique au fond primitif de Marc et à la source commune de Matthieu et de Luc, parce que ces documents ne nous ont pas été conservés ailleurs que dans les compilations des Synoptiques. M. Reinach sait fort bien qu'il n'est pas impossible de reconstituer avec une probabilité suffisante le contenu général et même le texte des morceaux didactiques incorporés dans Matthieu et dans Luc. Cela forme un ensemble assez bien lié, qui n'a pas du tout subi l'influence de Paul, et pour une bonne raison : la rédaction des discours de Jésus est contemporaine de la prédication de Paul et antérieure à la diffusion de ses Épitres. M. Reinach n'ignore pas davantage que le fond de ces discours est tout sémitique ; on n'a pas le moindre motif de contester qu'ils représentent ce que les compagnons de Jésus avaient retenu de son enseignement et de soupçonner qu'ils pourraient être, dans la tradition des premières communautés, une infiltration étrangère à la prédication apostolique. La rédaction n'est postérieure que de vingt ou trente ans à la passion. Par conséquent, l'on a toute chance de posséder dans ce recueil les éléments principaux de la prédication de Jésus. L'on peut faire les mêmes observations à propos de la source de Marc, qui était aussi indépendante de Paul, et qui se trouve confirmée par lui sur certains points importants, notamment sur le genre de mort qu'a subi le Christ.

Ayant écarté d'un tour de main les témoignages essentiels, M. Reinach (p. 332-344) a ensuite accumulé toute une série de petites raisons, prises du dehors, pour montrer qu'on ne savait rien de certain sur la personne, la vie et la mort de Jésus.

1° Le silence de Josèphe. La notice des *Antiquités* (13, 3, 3) est

jugée tout entière apocryphe. « Josphé étant juif... devait, ou ne rien dire de Jésus, ou tenir sur lui des propos hostiles que les copistes n'auraient pas laissé subsister. » — Donc, il n'y a rien à tirer de Josphé pour ou contre la tradition évangélique.

2° Le silence de Juste de Tibériade. — Même cas que le précédent.

3° Le silence de Philon d'Alexandrie. — Philon a-t-il vécu assez longtemps pour se rendre compte de l'importance du mouvement religieux dont Jésus avait été l'initiateur? Trouve-t-on dans ses écrits tant de renseignements particuliers sur les choses palestiniennes?

4° Le Talmud raconte que « R. Joshua ben Perahiah s'enfuit à Alexandrie, avec son élève Jésus, pour échapper aux persécutions du roi juif Jannée (163-76 av. J.-C.); à son retour, Jésus fonda une secte de Juifs apostats ». Et M. Reinach de s'écrier : « Il aurait donc existé des disciples de Jésus près d'un siècle avant l'ère chrétienne! » — Qu'est-ce que cela peut bien faire à la tradition de l'Évangile que des rabbins, plusieurs siècles après la fondation de l'Église, aient ignoré l'époque où Jésus avait vécu et, n'ayant sans doute jamais lu les livres chrétiens, se soient amusés à lui bâtir cette légende?

5° La mention de *Chrestus* dans Suétone, pour le temps de Claude, « ne nous apprend rien ». — Admettons qu'elle ne nous apprend rien.

6° Tacite (*Annales*, 15, 44) dit que le Christ a été crucifié sous Tibère par le procureur Ponce-Pilate. Il écrivait cela après l'an 100. Il « a eu connaissance d'une tradition sur la mort de Jésus; on ne peut pas dire que son témoignage la confirme ». — Tacite a eu bien tort de ne pas donner ses références. Il me semble pourtant que son information, qui n'est pas puisée directement dans les Évangiles, reflète une opinion admise dans le monde officiel romain vers l'an 100, et que cette opinion n'était pas née subitement à Rome en l'an 99. Elle pourrait bien remonter, chez ce monde-là, au temps de la persécution de Néron, à propos de laquelle Tacite l'a exprimée. En tout cas, si elle ne « confirme » pas absolument la tradition évangélique, elle lui prête tout de même un certain appui.

7° Tibère était un souverain très soupçonneux, et Pilate n'aurait pu se dispenser de lui faire un rapport sur la mort de Jésus. « La preuve que ce rapport resta introuvable, c'est que les chrétiens, dès le début du 1^{er} siècle, en ont fabriqué un, et que les patens, au 1^{er} siècle, en firent circuler un autre. » — Admettons que ce rapport ait dû exister : l'aurait-on conservé, aurait-il subsisté jusqu'au 1^{er} siècle ou même jusqu'à la fin du 1^{er}? Aurait-il été à la disposition des chrétiens? Ya-t-il exemple d'une pièce semblable, gardée dans les archives de Tibère et que les historiens de l'empire auraient consultée?

8° La plus grande incertitude règne sur la date de la naissance, de l'activité et de la mort de Jésus. D'après Matthieu, il serait né sous

Hérode, qui est mort en l'an 4 avant l'ère chrétienne; d'après Luc, il serait né à l'époque d'un recensement qui eut lieu en l'an 6. — M. Reinach sait fort bien que Luc fait naître aussi Jésus sous Hérode et que le rapport avec le recensement du Quirinius est une bétise de l'hagiographe.

D'après Luc, Jésus aurait eu environ trente ans en l'an 45 de Tibère, 29 de notre ère, quand il fut baptisé par Jean. Mais « il semble que Luc a tiré cette date d'un passage de Josèphe (qui parle de la mort de saint Jean à propos d'un événement de l'an 36), en admettant un intervalle de sept ans entre la prédication du Baptiste et l'incident en question ». — Le passage de Josèphe aurait plutôt invité Luc à rapprocher de l'an 36 la mort du Baptiste et celle de Jésus. « Il semble » donc que son indication chronologique vienne d'ailleurs. Si l'on n'est pas décidé à rejeter, coûte que coûte, le témoignage de Paul et de la génération apostolique touchant la prédication et la mort du Christ, on trouvera assez naturel que ce témoignage ait contenu un renseignement sur la date de ces événements; et c'est, en réalité, le ministère de Jésus qui est daté de l'an 29 par Luc, sans égard à la mort de Jean, qu'il ne raconte pas.

« Luc fait durer un an et demi le ministère de Jésus, pour lequel Jean réclame trois ans et demi. » — Luc ne donne aucune indication précise sur la durée de ce ministère; Jean non plus; mais Jean suppose plusieurs années de prédication. L'Évangile de Jean étant un livre de doctrine et non d'histoire, on a parfaitement le droit de choisir entre les deux traditions et de regarder comme artificielle la combinaison johannique.

Luc « raconte seul une épisode de l'enfance de Jésus (la controverse avec les docteurs), alors que les autres Évangiles ne savent rien sur cette période de sa vie ». — Qu'est-ce que cela prouve contre le corps de la tradition synoptique? Ce n'est qu'une anecdote légendaire ajoutée aux récits de l'enfance, qui sont légendaires aussi.

« Jean fait dire par les Juifs à Jésus qu'il n'a pas encore cinquante ans, ce dont la primitive Église a conclu qu'il en avait quarante-neuf. » — L'autorité de Jean est nulle en matière de fait. Dans le cas en question, « la primitive Église » est le bon saint Irénée, qui a pris Jean à la lettre sur ce point, chose que l'Église des premiers siècles n'a point voulu faire. — « Mais alors », continue M. Reinach, « s'il (Jésus) est né en 4, il serait mort en 45, non pas sous Tibère, mais sous Claude, et, en effet, le faux rapport de Pilate, fabriqué par les chrétiens, est adressé à Claude ». — Mais quelle est l'autorité d'un pareil document? Si le faussaire a réellement fait adresser le rapport de Pilate à Claude, il n'en résulte pas le moindre doute sur la condamnation de Jésus par Pilate; il en résulte simplement que le faus-

saire était un ignorant de première catégorie. — « Si, d'autre part, Jésus est né en l'année du recensement, en 6, et qu'il ait vécu quarante-neuf ans, il est mort en 55 sous Néron, et telle a été l'opinion de plusieurs chrétiens de Jérusalem, qui l'ont maintenue avec insistance. » — Ici non plus il ne s'agit pas d'une tradition. On se trouve en présence d'une combinaison chronologique dont nous venons de voir que les bases sont erronées. Noter que, dans cette combinaison, Jésus aurait survécu à la fondation de l'Église, pendant que déjà Paul et les apôtres prêchaient sa mort, suivie de résurrection. — « Enfin Eusèbe mentionne un autre faux rapport de Pilate, défavorable à Jésus, qui le faisait mourir en 24... Donc le fait même de la condamnation de Jésus *sous Pilate* n'était pas avéré. » — L'autorité de ce document faux et très tardif est absolument nulle. S'il ressort de ces paperasses apocryphes une conclusion évidente, c'est que la mort de Jésus et le nom de Ponce-Pilate ont toujours été associés dans la tradition. Les combinaisons chronologiques échafaudées sur cette donnée par des demi-érudits qui n'étaient pas qu'à moitié inintelligents ne méritaient pas la considération qu'*Orpheus* leur a si généreusement accordée. — « En somme, moins d'un siècle après l'ère chrétienne, que l'on place conventionnellement quatre ans après la naissance de Jésus, personne ne savait au juste ni quand il était né, ni quand il avait enseigné, ni quand il était mort. » — L'assertion est vraie pour ce qui est de la date précise de la naissance, mais, pour l'enseignement et la mort, *tout le monde* savait qu'on les devait mettre au temps où Ponce-Pilate était procureur de Judée.

9° « Savait-on au moins comment Jésus était mort ? » Ici, M. Reinach insiste sur le caractère tendancieux des récits, qui chargent les Juifs pour décharger Pilate, sur l'incertitude du jour de la passion, sur les soupçons qu'éveille l'épisode de Barabbas. — La nature des récits explique ces tendances, ces flottements, même l'intrusion d'éléments fictifs. Mais cela n'atteint pas la substance du fait, point de départ de la foi apostolique et de la prédication chrétienne.

10° « Une secte chrétienne très ancienne, celle des docètes..., prétendait que Jésus n'avait été qu'un simulacre, qu'il n'avait pris qu'une apparence de corps... Une lettre attribuée à saint Jean... est dirigée contre eux, ainsi que... le passage sur l'incrédulité de saint Thomas dans le quatrième Évangile... La critique moderne s'inspire volontiers de saint Thomas. » — M. Reinach compromet la critique moderne. Les docètes étaient des gens qui ne contestaient pas les *phénomènes* de l'histoire évangélique, non plus que leur date; mais, voyant dans Jésus un être céleste, ils prétendaient qu'il avait pris seulement l'apparence de l'humanité, que sa passion et sa mort, jugées peu dignes d'un Dieu, n'avaient été qu'une vision de ceux qui

avaient pensé y assister. Ces fantaisies de rêveurs mystiques *supposent* la tradition de l'Évangile; elles ne prouvent rien contre. Quant à l'incident de saint Thomas, il n'a aucun rapport avec le docétisme. Il s'agit de montrer que le corps de Jésus *ressuscité* n'était pas un fantôme.

41° D'après un passage des *Actes* (18, 25) concernant Apollos, « plusieurs années après la mort de Jésus, il se trouvait un homme instruit qui prêchait sa doctrine..., sans avoir entendu parler de son supplice et sachant seulement que Jean avait baptisé ». — Le texte dit qu'Apollos « enseignait soigneusement ce qui concernait Jésus, bien qu'il connût seulement le baptême de Jean ». En suivant l'exégèse de M. Reinach, cela ne prouverait pas seulement qu'Apollos ignorât la passion; il aurait ignoré que Jésus avait prêché. Mais « le baptême de Jean », dans ce récit comme dans le suivant (*Actes*, 19, 4-7), s'entend par opposition au baptême d'esprit, au baptême chrétien. Apollos prêchait Jésus, en donnant le baptême à la manière de Jean; on l'instruit à baptiser pour donner l'Esprit-Saint. Ces récits laissent seulement entrevoir que le rite de l'initiation chrétienne n'a pas été dès l'abord uniformément fixé. Cela n'a rien de surprenant.

42° « Saint Paul connaît seulement « Jésus crucifié ». Il a pu s'entretenir avec ceux qui avaient vécu près de lui, comme saint Pierre et saint Jacques; mais, dans ses Épitres..., il n'a jamais éprouvé le besoin d'entrer dans des détails sur la vie terrestre de Jésus. » — Cette réserve, d'ailleurs toute relative, s'explique sans difficulté par l'objet que Paul donne à son enseignement et par le fait qu'il n'a pas été personnellement disciple de Jésus. Mais si l'on accepte le témoignage des Épitres, il faut dire que Paul s'est entretenu avec Pierre et Jacques, et non seulement qu'il a « pu s'entretenir » avec eux. Et quand Paul appelle Jacques « frère du Seigneur », il n'est pas permis de traduire : « *Cru* frère du Seigneur », comme pour insinuer que Paul a pu se tromper sur ce point. Même sans les Épitres de Paul, il y aurait « paradoxe à révoquer en doute la réalité historique de Jésus ». Mais, avec les Épitres de Paul, il y a paradoxe, et plus que paradoxe, à suspecter l'authenticité substantielle de la tradition synoptique, Paul ayant connu les frères et disciples immédiats de Jésus, s'étant converti peu après la mort du Christ, attestant le crucifiement, etc.

43° « Beaucoup d'événements de la vie de Jésus sont racontés dans les Évangiles avec la remarque que c'étaient les accomplissements de prophéties. » Ainsi la conception virginale, la qualité de Nazaréen, la naissance à Bethléem, le voyage en Égypte, le partage des vêtements sur le Calvaire. Le crucifiement pourrait être dans ce cas, puisque le psaume 22 dit : « Ils m'ont percé aux mains et aux pieds. » « Que

reste-t-il alors de toute l'histoire évangélique, depuis l'étable de Bethléem jusqu'au Golgotha? » — On a depuis longtemps fait la distinction des textes d'où ont été tirés des récits fictifs et de ceux d'où ont été tirés seulement des sens fictifs, pour les accommoder aux faits accomplis. Le caractère artificiel et légendaire des récits de l'enfance dans Matthieu et dans Luc ne fait pas doute; mais ces récits se détachent très nettement du corps synoptique. La prophétie du « Nazaréen » est tellement bizarre qu'on ne peut pas la présupposer au fait : elle a été imaginée pour expliquer la désignation commune du Christ sous le nom de « Jésus de Nazareth ». Le psaume 22 a été appliqué de très bonne heure à la passion, à raison de son contenu. C'est pour cela que les récits évangéliques mentionnent le partage des vêtements. Mais aucun Évangile ne marque le rapport du crucifiement avec le verset qui, seulement dans la version grecque, parle des pieds et des mains percés. J'avoue ne pas comprendre le raisonnement de M. Reinach : « Si l'on ne veut pas user de deux poids et de deux mesures, il faut reconnaître que le verset du psaume *peut* être l'origine de la tradition qui fait crucifier Jésus. » Si le crucifiement de Jésus n'était pas attesté par des contemporains, mais seulement par des textes de beaucoup postérieurs à l'événement, le psaume *pourrait* être l'origine de la tradition dont il s'agit. Mais, dans l'état des témoignages, il est oiseux de soulever cette hypothèse. Autant vaudrait nier en bloc l'authenticité des paraboles évangéliques, parce qu'il a plu à Matthieu (XIII, 35) de voir dans l'enseignement parabolique l'accomplissement du psaume LXXVIII, 2.

Il ne m'aurait pas paru nécessaire ni même utile de discuter ainsi pied à pied l'argumentation de M. Reinach si le respect qui est dû à sa personne, l'admiration que j'ai pour sa science et pour son talent ne m'en avaient fait un devoir. Je ne crois pas pouvoir non plus me dispenser de dire qu'un livre classique qu'on voudrait destiner aux élèves de nos lycées et collèges et même aux jeunes filles réclamerait une méthode un peu différente. Un manuel d'histoire des religions, destiné à la jeunesse des écoles, exigerait surtout une critique plus prudente, moins abondante en théories et en conjectures toutes personnelles¹.

Alfred LOISY.

1. On trouvera dans la *Correspondance de l'Union pour la vérité*, n° 10 de l'année 1908-1909 et n° 1 de 1909-1910, une discussion entre MM. Reinach, Wagner et Desjardins sur la définition de la religion et un article de M. Loisy sur l'*Orpheus* de M. Reinach.

NAPOLÉON ET L'ABBÉ HANON

SUPÉRIEUR DES MISSIONS ÉTRANGÈRES ET DES SŒURS
DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL.

(Suite et fin¹.)

II.

Le décret du 8 novembre 1809, qui supprimait aux Filles de la Charité leur supérieur général, ne fut pas accepté par toutes les sœurs. On avait mis dans la tête d'un certain nombre d'entre elles qu'au moyen de la bulle du pape (relative à Hanon et d'ailleurs non enregistrée) les liens spirituels de leur congrégation n'étaient pas rompus avec Hanon². Sur 1,653 sœurs, 560 protestaient individuellement ou par groupes contre la modification apportée à leurs statuts, et 93 maisons sur 274 avaient rompu toutes relations avec la nouvelle supérieure générale³.

Le 13 février 1811, l'empereur demandait au ministre des Cultes un rapport « sur toutes ces querelles des sœurs de la Charité »⁴. Le 15, il donnait l'ordre d'arrêter Hanon et de le détenir « jusqu'à ce que ces affaires soient arrangées ». « Je n'entends pas, disait-il, que le sieur Hanon, par la seule raison qu'il a un bref du pape, se mêle de rien⁵. »

C'est pour ce malheureux bref, qui lui donne, — Hanon le prétend du moins et le gouvernement le conteste, — l'investiture spirituelle sur les sœurs que, pendant trois ans, il subira un emprisonnement plutôt dur, sans vouloir démordre de ses prétentions.

L'ordre d'arrestation, donné le 15 février, fut exécuté le 28 mars. La lettre de l'empereur portait qu'Hanon était à Amiens⁶. C'est là qu'on le chercha d'abord. Le commissaire de police de cette ville répondait par une note du 20 février qu'Hanon était passé à Amiens

1. Voir ci-dessus, p. 88-99.

2. Lettre de Bigot à Savary, 6 avril 1811.

3. AF IV 1048. Rapport de Bigot à l'empereur.

4. L. de Brotonne, *Dernières lettres inédites*.

5. Lecestre, *Lettres inédites*.

6. *Ibid.*

en revenant de Paris il y avait environ quinze mois, et que, depuis, il n'y avait plus reparu. Une autre note, sans date, fit connaître que le suspect était en surveillance à Saint-Pol. Ordre fut donné de le saisir et de le faire venir à Paris. En conséquence de quoi, L.-Joseph Dumortier, maréchal des logis de la gendarmerie de la brigade d'Arras, se transporta à Saint-Pol pour procéder, à jour levé, conjointement avec deux gendarmes, à l'arrestation du dit. Elle manqua d'allure. Hanon, surpris par cette visite matinale, n'avait pas eu le temps de fuir. Mais, averti de la présence des gendarmes, il se cacha sous trois bottes de paille, en un petit grenier. C'est là, dans cette retraite étroite, qu'au bout de deux heures de recherches, le maréchal des logis, avec le flair coutumier des gens de police, parvint à le découvrir, et, « en conséquence, le saisit et l'arrêta, au nom de Sa Majesté l'empereur »¹. Le prisonnier fut conduit à Paris de brigade en brigade. Le 5 avril, la police informait de la prise le ministre des Cultes. Le 6, le ministre des Cultes, peut-être d'après les instructions de l'empereur, dictait lui-même les questions à poser à Hanon; l'interrogatoire se fit d'après ces questions le 9 avril.

* * *

Ces questions portent sur trois ordres de faits : 1° ses rapports depuis sa première comparution devant la police avec les Filles de la Charité récalcitrantes; 2° les droits spirituels qu'il a exercés ou qu'il croit pouvoir exercer sur elles; 3° la résidence ou les fonctions qu'il compte choisir dorénavant si on lui laisse la liberté. Sur chaque ordre de faits, les questions sont précises et minutieuses; précises en général les réponses.

1. Procès-verbal d'arrestation (28 mars 1811) : « Étant arrivé vers les 4 heures du matin, nous fûmes informé que le sieur Hanon se réfugiait habituellement chez M^{lle} Debuillemant, rentière au dit Saint-Pol, nous commençâmes, conjointement avec deux gendarmes de la brigade de Saint-Pol, par cerner la demeure de ladite demoiselle. Étant parvenu à la chambre du sieur Hanon, nous nous aperçûmes qu'il était disparu tout récemment et qu'il avait pris la fuite à notre approche. Alors nous fouillâmes complètement cette demeure, et ce ne fut qu'après une recherche au moins de deux heures que nous parvîmes à le découvrir caché sous trois bottes de paille, dans un petit grenier, au-dessus d'un (hangard) inhabité. Nous l'avons en conséquence saisi et arrêté au nom de S. M. l'empereur et nous fîmes une visite scrupuleuse de ses papiers, que nous avons saisis et mis sous scellés dans un sac de toile grise en présence de M. l'adjoint de ladite commune. » Suit le signalement d'Hanon : fils de feu François et d'Albertine Prévot, taille de 1^m760, cheveux et sourcils châtain, front haut, yeux bruns, nez moyen, bouche moyenne, menton rond, visage plein et coloré.

1° *Rapports avec les sœurs de la Charité.* — Entre sa sortie de la maison chef-lieu, rue du Vieux-Colombier, et sa sortie de Paris pour se rendre à Saint-Pol, a-t-il été en relations avec quelques-unes des sœurs de la Charité? A-t-il eu dans ce temps des rapports, notamment avec la sœur Beaudouin, supérieure aux Invalides, avec la supérieure de Saint-Roch, celle de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, ou autres, de Paris? — Oui, il a eu des relations, verbales surtout, avec quelques sœurs de la rue du Vieux-Colombier, — des relations pour affaires; quelques billets ont été échangés, mais sans importance; ils sont d'ailleurs brûlés.

A-t-il eu quelque part à la correspondance tenue par la sœur Beaudouin avec les établissements dans les départements, notamment avec les sœurs...? (Suivent dans la lettre du ministre des Cultes les noms et résidences de onze sœurs de province.) — Il est possible que sœur Beaudouin lui ait parlé de cette correspondance, — il n'en a plus qu'une idée très confuse; — il ne peut rien dire de positif à cet égard.

Depuis qu'il est sorti de Paris, a-t-il eu quelque correspondance, sous quelque prétexte que ce soit, avec les mêmes sœurs, ou avec celles reconnues comme opposantes dans les départements? — Il avait résolu de cesser toute correspondance, mais il n'a pu se dispenser de répondre aux lettres qui lui témoignaient de l'intérêt, lui demandaient des conseils, des consolations. Il reconnaît avoir correspondu d'une façon assez suivie avec la maison du Vieux-Colombier, à propos d'un projet de rapprochement, de réunion entre les sœurs en désaccord, mais ses correspondantes se disaient ou se supposaient autorisées à lui faire ces ouvertures de la part de S. É. le ministre des Cultes ou de S. A. E. le cardinal Fesch et de S. É. Monsieur le cardinal Maury. « Et, de fait, ce dernier », ajoute Hanon, « m'écrivit lui-même que S. É. le ministre de la Police générale allait me rappeler à Paris afin que S. É. et moi nous puissions travailler ensemble à la réunion des sœurs. »

2° *Ses pouvoirs spirituels sur les sœurs de la Charité.* — A-t-il dit ou fait dire à ces sœurs que, d'après les bulles du pape, on devait toujours le regarder au spirituel comme supérieur général des sœurs de la Charité?

J'ai toujours pensé, en effet, que les pouvoirs, — quant au spirituel que je tenais du pape pour le gouvernement des deux compagnies, et existantes non seulement en France, mais dans les pays étrangers, — étaient restés entièrement entre mes mains, n'ayant été ni révoqués ni suspendus par l'autorité ecclésiastique qui me les avait confiés. J'ai pu le dire dans quelques lettres ou de vive voix, mais je ne me per-

mettrai pas pour cela aucune note de gouvernement relatif aux deux Compagnies.

— Vous pensez donc que la bulle qui vous a institué supérieur de la Mission de Saint-Lazare vous donne encore des droits spirituels à la direction des sœurs de la Charité¹?

— Je le pense en thèse générale, et spécialement pour les établissements des Filles de Saint-Vincent, qui existent encore dans les pays étrangers; mais quant à l'établissement actuellement existant en France, et dont le chef-lieu est rue du Vieux-Colombier, je pense que l'organisation nouvelle qu'il a reçue par les décrets impériaux l'a rendu étranger à l'institution de Saint-Vincent-de-Paul, par conséquent aux pouvoirs spirituels qui m'ont été confiés par le pape.

— Est-ce dans ce sens que vous avez répondu aux sœurs de la Charité qui vous ont consulté et vous regardent-elles encore comme leur supérieur?

— J'ai répondu d'une manière conforme aux principes que je viens d'exposer. Quant aux sœurs, celles qui sont liées au nouvel établissement, elles ne peuvent plus me regarder comme leur supérieur; celles qui ne voudraient pas s'y lier ou qui entendent y rester sans engagement, et en attendant la fin des malheureuses discussions qui existent, elles ne peuvent non plus me regarder comme supérieur d'une Compagnie qu'elles et moi nous regardons comme étrangère à la juridiction qui m'avait été confiée, et je ne sais quel supérieur elles peuvent reconnaître.

On lui fait remarquer que cette bulle n'a jamais été enregistrée; qu'en France aucune bulle ne peut recevoir son exécution qu'autant qu'elle a été reconnue et approuvée par le souverain; qu'enfin cette bulle ne mentionne pas sa supériorité sur les Filles de la Charité.

Il répond en substance, sur les deux premiers points, qu'il a été présenté par ses confrères de Paris et pays des environs au pape par l'intermédiaire du légat, avec l'autorisation de Portalès, ministre des Cultes, et de Fesch, directeur général des Missions étrangères; que le bref concernant ses pouvoirs spirituels a été adressé de Rome au légat; que ses confrères lui ont toujours assuré que le légat avait transmis ce bref au ministre des Cultes, celui-ci au Conseil d'État; que c'est après vérification faite dudit bref au Conseil d'État que l'empereur, par décret, l'a confirmé comme supérieur de la dite congrégation, ce qui, observe-t-il, « m'a persuadé que le bref a été reconnu par le souverain »; qu'enfin, il a exercé ces pouvoirs spirituels, publiquement, pendant deux ans, sans contestation. Sur le

1. Les instructions de Bigot portaient au sujet de cette question : « Lui observer que s'il ne fait pas à cet égard une déclaration expresse, son silence sera considéré comme une persévérance dans ses prétentions. »

troisième point, à savoir que la dite bulle ne fait pas mention de ses pouvoirs sur les sœurs de la Charité, il répond que là-dessus ses souvenirs manquent de précision; qu'au surplus, la vérification est facile; qu'en fait, sa « supériorité » sur les Filles de la Charité est une conséquence de sa nomination à la supériorité de la congrégation de Saint-Lazare; qu'elle y a toujours été rattachée en droit depuis saint Vincent; que ses deux prédécesseurs immédiats l'ont exercée après nomination pareille à la sienne; qu'enfin les sœurs les ont toujours reconnus pour supérieurs sur leur simple nomination de supérieurs des Lazaristes.

3° *Sa résidence et ses fonctions éventuelles.* — Si on le laissait libre de fixer sa résidence, il préférerait aller demeurer chez M. Leturgé, curé de Montreuil, ou bien à Amiens ou dans un lieu dépendant de ce diocèse, où il a été autrefois incorporé, et, toute réflexion faite, c'est Amiens qu'il préfère, par la seule raison qu'il se trouvera éloigné de Paris et du centre de toutes les discussions. Quant à ses fonctions, l'état de santé et les travaux de cabinet auxquels il est accoutumé depuis longtemps ne lui permettent guère de remplir le ministère ecclésiastique proprement dit; il fera tout ce qui dépendra de lui pour répondre à la confiance dont l'évêque d'Amiens voudra bien l'honorer.

Telles sont, textuelles ou résumées, les explications d'Hanon. Ayant répondu de la sorte, il fut réintégré à la prison de la Grande-Force, d'où le lendemain il avait la naïveté d'écrire au ministre de la Police pour demander l'autorisation de rester quelques jours à Paris¹. Peut-être considérait-il les questions relatives à sa résidence et à ses fonctions éventuelles comme une quasi-promesse de rapide mise en liberté. Pauvre Hanon! Il ignorait que l'empereur avait donné l'ordre de le détenir jusqu'à la fin des affaires des sœurs de la Charité; il ignorait que le sous-préfet de Saint-Pol, en fonctionnaire affligé de n'avoir pas le premier dénoncé au maître de l'avancement les actes de ce suspect et sans doute désireux de pallier cette négligence, envoyait contre lui un rapport sévère². D'autre part, pouvait-il ne pas supposer que ses réponses avaient aggravé son cas et rendu son élargissement pour de longs mois impossible! En ces

1. Prison de la Grande-Force, 10 avril 1811 : « ... Je dois, on me doit... J'ai des comptes particuliers à régler avec plusieurs; j'ai des dépôts... à remettre. » Il promet en terminant de se rendre à Amiens.

2. Le sous-préfet de Saint-Pol au ministre des Cultes, le 11 avril 1811. Il attribue à Hanon, à ses insinuations le départ récent de deux sœurs de la Charité (postérieur à l'arrestation d'Hanon) et le départ imminent des deux sœurs qui restent encore.

temps de lutte entre l'empereur et le pape, se réclamer du pape pour légitimer ses pouvoirs spirituels sur la congrégation des Lazaristes supprimée par l'empereur; oser dire que la congrégation des Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul n'existait plus en France, en suite de la suppression par décret impérial du supérieur général, cela pouvait être courageux; mais s'imaginer qu'après de telles prétentions et de tels propos, il s'en irait tranquillement à Amiens, c'était peut-être de la naïveté. On le lui fit bien voir : le 49 avril, l'empereur prenait cette décision : « Le ministre de la Police le fera enfermer à Fenestrelle et l'y retiendra jusqu'à nouvel ordre. »

* * *

La prison de Fenestrelle était alors comme un séminaire de force, une sorte de maison de méditation et de correction pour les ecclésiastiques suspects ou récalcitrants. De simples abbés, des moines, des chanoines, voire même des cardinaux furent les hôtes contraints de la grande forteresse alpestre, tandis qu'à une centaine de kilomètres, dans la préfecture de Savone, subissait aussi une étroite surveillance celui que l'empereur appelait « une sainte-nitouche, un vieillard atrabilaire et ignorant, un fou furieux »¹, et dont ils étaient les conseillers tenaces et subtils ou les partisans obstinés².

Pour Hanon, les précautions prises et les ordres donnés prouvent qu'on ne le regardait pas comme un prisonnier ordinaire.

Le ministre de la Police s'adressa à l'inspecteur général de gendarmerie Moncey, duc de Conegliano, pour le transfert du prisonnier à Fenestrelle, transfert direct, et non de brigade en brigade, pour éviter les indiscretions ou les possibilités d'évasion. Le 24 avril, l'inspecteur général répondait :

Je donne l'ordre au maréchal des logis Tiran et au brigadier Mille, de la compagnie des Alpes-Maritimes, présents à Paris, d'extraire de la prison de la Force le sieur Hanon, prêtre, et de le transférer directement à Turin pour être remis entre les mains de M. le directeur général de la Police des départements au delà des Alpes.

1. Lecestre, *Lettres inédites*, notamment celle du 6 janvier 1811.

2. A Fenestrelle avaient précédé Hanon : le cardinal Pacca (Lecestre, *Lettres inédites*, 28 juillet et 6 août 1809); le curé Desjardins, coupable d'indiscretions à l'Angleterre (Id., *Ibid.*, 18 octobre 1810); le vicaire général Dani et les trois chanoines Curione, Cavalleri et Barberi, coupables de menées contre la sûreté de l'empire (Id., *Ibid.*, 31 décembre 1811); deux ecclésiastiques de Florence, coupables de n'avoir pas voulu reconnaître le nouvel archevêque de Florence,

Entre le brigadier Mille et le maréchal des logis Tiran, Hanon fit donc route vers Turin, en diligence et à ses frais¹. Il y arriva le 4 mai. Des instructions du ministre de la Police de Paris à son subordonné de Turin l'avaient précédé. « Il convient que vous fassiez surveiller avec exactitude sa correspondance, et particulièrement celle relative aux sœurs de la Charité, et que vous rendiez compte de cette surveillance². »

Ces instructions furent, le 5 mai, transmises avec le prisonnier au commandant de Fenestrelle. Elles furent suivies : Hanon avait écrit à un sieur *Voiturier*, relieur de livres à Amiens, rue du Brave-Puits. Averti, le ministre de la Police s'adresse au préfet de la Somme pour avoir des renseignements sur ce personnage ; quoique la lettre d'Hanon « ne paraisse rien contenir de suspect, cependant il serait possible que, sous le titre d'affaires de famille, il traite d'objets relatifs aux sœurs de la Charité, dont il prétend toujours être le supérieur »³.

D'autre part, le hasard, aidé par l'indiscrétion d'un jeune fonctionnaire, donna la preuve qu'Hanon avait conservé parmi ses anciens subordonnés d'ardentes sympathies et qu'il pouvait ainsi, si l'on n'y prenait garde, communiquer avec l'extérieur : un vieil ecclésiastique, le Père Laurent, avait rencontré en voyage un M. de Fumeron, secrétaire particulier de l'intendant général de S. A. I. Le vieil ecclésiastique tombe malade à Nîmes et y meurt le 27 juillet. Avant de mourir, il confie à M. de Fumeron que l'objet de son voyage était de se rendre à Fenestrelle porter des consolations et des secours à son ancien supérieur et ami Hanon ; il remet à M. de Fumeron tout son argent et quelques effets en lui faisant promettre de les donner à Hanon, qu'il constitue son seul héritier. Voilà le hasard ; on devine l'indiscrétion. M. de Fumeron, à peine arrivé à Turin, fait part de l'incident au directeur de la police, qui lui-même en écrit à Paris⁴.

Quelle suite fut donnée à ce testament purement verbal du Père

et les chanoines Mozzi, Gentili et Berto, qui s'associaient à ce refus (Id., *Ibid.*, 2 janvier 1811). D'autres devaient l'y rejoindre, notamment le prêtre Ergat de Grenoble, suspect des mêmes oppositions (de Brotonne, *Dernières lettres inédites*, 22 avril et 14 mai 1811).

1. Le duc de Conegliano, dans sa lettre à Savary, réclame le paiement de 289 francs, montant des dépenses nécessitées par les frais de diligence et de nourriture pour le prisonnier. Le ministre de la Police met en note : le détenu paiera les frais qui le concerne.

2. 27 avril 1811.

3. 1^{er} août 1811.

4. 29 août 1811.

Laurent? Je ne sais. La note de police porte simplement : « S'assurer s'il ne convient pas de donner l'argent et les effets du vieux prêtre Laurent à ses héritiers directs. » Mais, en tous cas, la police put conclure de l'incident que le Père Laurent était peut-être chargé de prendre des instructions d'Hanon, qu'on cherchait du dehors à communiquer avec le prisonnier. Et cela ne pouvait que rendre sa surveillance plus minutieuse.

* *

Cependant, le régime de la cellule d'État ne modifiait en rien la mentalité d'Hanon. Ses lettres, datées de Fenestrelle, affirment essentiellement ses droits spirituels comme indépendants du pouvoir impérial et ne relevant que du pape, et, secondairement, son désir et son droit d'être remis en liberté, ou tout au moins d'obtenir pour raison de santé un changement de résidence. Entre cette prétention à l'indépendance spirituelle et ce désir de la liberté corporelle, il y avait alors incompatibilité. Hanon aurait pu le comprendre. Peut-être le comprenait-il. Mais il n'était pas de ceux qui achètent la liberté par l'abdication d'un droit. Et il semble même trouver un plaisir intime, délicat et bien humain à irriter, lui détenu, les ministres et l'empereur. Ses lettres, toujours de forme irréprochablement respectueuse, sont souvent aussi comme bourdonnantes d'une ironie à dessein voilée, mais encore bien perceptible, et qui dut fortement agacer les oreilles impériales, très sensibles à ce genre de musique.

Napoléon lui avait fourni d'ailleurs une belle occasion de chanter son antienne favorite : après les séances du Conseil privé du 49 avril et du 3 mai 1842, il décida de lui faire demander la démission de sa place. Démarche imprudente! Elle pouvait, comme l'observe le ministre des Cultes Bigot de Préameneu, lui donner l'idée qu'on le regardait comme ayant un droit réel au titre de supérieur général des sœurs de la Charité. Mais Hanon n'avait pas besoin d'être confirmé dans l'opinion qu'il avait de ses droits. Comme tout autoritaire, il avait sur ce point spécial une solide conviction et la certitude intégrale. Seulement, cette démarche lui donne la joie intense de constater qu'il est quelqu'un; le gouvernement compte avec lui, les ministres essaient d'obtenir sa démission! Quelle occasion pour Hanon d'exposer son système, quelle jolie leçon à donner à ces tristes serviteurs d'un maître gallican! Comme il va leur montrer qu'ils n'entendent rien aux matières spirituelles et sont en ces affaires, non de grands clercs, comme ils s'imaginent, mais de bien

petits garçons. Il en est vraiment presque insolent, d'une insolence tranquille, apostolique et comme bénite.

Il répond à Savary¹ :

Votre Excellence me fait demander la démission de ma place de supérieur de mes deux familles religieuses... Je me conforme aux intentions du gouvernement; mais j'ai l'honneur en même temps d'observer à Votre Excellence que mes pouvoirs sont en partie ecclésiastiques... Sa Sainteté seule est compétente pour m'en décharger duement et valablement.

Il prie donc Savary de faire parvenir cette démission au Très Saint-Père Pie VII; dès que celui-ci l'aura acceptée, Hanon promet de se soumettre « sans restriction et sans retour ». Une seconde lettre est même encore plus explicite; c'est une véritable consultation de droit canon, écrite par un spécialiste. Il donne volontiers sa démission; il en a même dressé trois formules qu'il joint à sa lettre. Mais c'est au ministre de la Police ou au ministre des Cultes qu'il appartient de la transmettre au Saint-Père et d'obtenir que cette démission soit acceptée :

Je ne peux plus me dépouiller moi seul de l'autorité qui m'est confiée sur les deux familles; je ne peux pas plus m'en dépouiller moi seul que je n'aurais pu m'en revêtir moi seul... Toute démission n'est effective ou réelle qu'autant qu'elle est reçue et acceptée par l'autorité compétente... Or il est aisé de sentir que cette autorité seule compétente pour recevoir et consommer ma démission est le Souverain Pontife, de qui je tiens tous les pouvoirs spirituels de supérieur général sur les congrégations de la Mission et des Filles de la Charité... Comment, au reste, un évêque ou un archevêque quelconque, restreint, par la nature de son titre même, à un diocèse particulier, peut-il prétendre à une juridiction générale sur les Filles de la Charité, dont l'institution s'étend à la fois sur un grand nombre de diocèses au dedans et au dehors de l'empire? Comment aurait-il pu nous la donner, cette juridiction, s'il ne l'avait pas? Et par une conséquence inévitable (ou enviable), mais également palpable, comment aurait-il pu ou pourrait-il m'en dépouiller? Supposons même que j'y consente, que ce soit moi-même qui offre à chacun d'eux (évêques) cette démission, qui doit trancher tous mes rapports avec les dignes et vénérables Filles de Saint-Vincent, quel est celui d'entre eux qui se croirait la compétence de l'accepter et le pouvoir de me délier envers elles toutes, comme toutes envers moi?...

Il n'y a donc que le pape qui ait pu me donner les pouvoirs ecclésiastiques ou spirituels pour le gouvernement général des Lazaristes et

des Filles de la Charité instituées par saint Vincent; par conséquent aussi, il n'y a que le pape qui puisse encore me les ôter, soit en me destituant et me donnant un successeur, soit en ratifiant et acceptant ma démission. Je prie, en terminant, les ministres de faire parvenir cette démission au pape et conclus : de quelque manière que Vos Excellences me l'obtiennent de Sa Sainteté, Elles peuvent s'assurer que je m'y soumettrai dès l'instant qu'elle (l'acceptation de sa démission par le pape) me sera connue, et au besoin je porterai tous les autres à s'y soumettre.

La lettre a belle allure et sa conclusion est d'une impertinence subtile et savoureuse¹. Mais celle qu'il écrivait au pape par le canal des ministres est encore mieux. La voici :

Très Saint-Père,

D'après le vœu de mes confrères réunis à Paris au mois d'octobre 1807, Votre Sainteté daigna me nommer supérieur des deux congrégations instituées par saint Vincent de Paul, sçavoir : de la congrégation de la Mission et des Filles de la Charité ; Elle daigna m'investir de tous les pouvoirs ecclésiastiques et spirituels qui m'étaient nécessaires pour le gouvernement qu'elle confiait à mes soins.

Par un enchaînement de circonstances malheureuses dont il serait inconvenant de faire le détail à Sa Sainteté, je me trouve éloigné de ces deux familles; je ne peux plus les gouverner ni exercer à leur égard les pouvoirs que je tiens de Votre Sainteté; et les obstacles qui s'y opposent sont de nature à ne pouvoir jamais être levés par moi.

Dans cet état de choses, Très Saint-Père, je prends la confiance de supplier Votre Sainteté d'étendre sur moi et les enfants qu'elle m'avait donnés sa bienveillance paternelle en acceptant et confirmant de son autorité sacrée la démission que je lui fais en ce moment tant de la charge que des pouvoirs dont elle m'avait honoré; par là, Votre Sainteté décharge ma conscience d'un fardeau trop pénible, trop accablant pour sa faiblesse; elle acquerra de nouveaux titres à la vénération, à la reconnaissance éternelle de tous les enfants de saint Vincent de Paul, qui, prosternés, en esprit, aux pieds de Votre Sainteté, lui demandent avec les plus humbles instances la bénédiction apostolique.

De Votre Sainteté, Très Saint-Père, le plus obéissant, le plus humble et le plus dévoué de vos serviteurs.

HANON,
Prêtre.

Fenestrelle, le 28 mai 1812.

1. Il est bon de remarquer son insistance à distinguer ses pouvoirs spirituels des temporels : « Les pouvoirs civils et temporels qui me venaient de S. M. ont d'abord été restreints par plusieurs décrets, puis tout à fait anéantis par la suppression en France; on n'a jamais éprouvé aucune opposition,

Il n'y a pas à dire, c'est de l'ultramontanisme, d'un tissu serré, de riche et franche couleur, sans pli, déchirure ni reprise.

Que ce langage et ces principes soient d'un autre âge, d'accord ! Que, dans l'espèce même, Hanon ait canoniquement tort, il semble bien que oui, puisque saint Vincent de Paul reconnaît « que la supériorité de cette congrégation était entièrement aux archevêques de Paris »¹ ; mais, vraiment, que, sous les verrous, en pleine querelle du sacerdoce et de l'empire, il ait déroulé et hautement arboré pour ainsi dire au nez et à la barbe des ministres et de l'empereur gallicans le drapeau papal et romain, ce n'est pas un geste banal ni une ordinaire manifestation de courage ou peut-être d'entêtement et de rancune.

* * *

Lorsque Savary eut reçu ce paquet de subtilités et d'impertinences théologiques, il en écrivit à son collègue des Cultes, tout de même plus compétent que lui en matières spirituelles. Bigot ne fut pas étonné de l'algarade. Il répondit à Savary :

Avec la connaissance que j'ai de son caractère obstiné, je ne suis pas surpris qu'il n'ait pas voulu se prêter à ce qu'on lui demandait. Quant à ses prétentions, elles n'ont aucun fondement ; si les supérieurs de Saint-Lazare ont été supérieurs des Filles de la Charité, ç'a toujours été sous l'autorité de l'archevêque, qui pouvait nommer un autre supérieur. Alléguer un bref du pape, qu'il n'a jamais présenté à la vérification, ce qui eût été d'autant plus nécessaire que le pape n'avait point à intervenir pour la nomination du supérieur de Saint-Lazare, un bref où il n'est pas dit un seul mot des sœurs de Saint-Vincent, c'est de sa part de l'impudence. Proposer aux ministres de faire accepter sa démission au pape, en supposant qu'il tient de lui ses pouvoirs, c'est de la mauvaise foi.

De la mauvaise foi², non, je ne le crois pas, mais de la rancune, amassée depuis deux ans ; une sollicitude bien picarde et théologique

ni entendu de moi aucune plainte ou murmure à cet égard. Mes pouvoirs ecclésiastiques ou spirituels qui me viennent du pape n'ont été jusqu'ici ni entamés ni révoqués que je sache ; ils restent donc dans leur entier. »

1. Voir en appendice un résumé de l'argumentation d'Hanon et des réponses de Bigot.

2. Après lecture des textes que nous analysons en appendice, on pourrait le suspecter de mauvaise foi, car il devait connaître la lettre d'érection et les lettres patentes qui affirment l'autorité de l'archevêque sur la confrérie de la Charité. Je le crois pourtant sincère ; comme tous les passionnés, il oublie et supprime naturellement les raisonnements et les faits contraires à sa passion. Ou bien il les élude par d'habiles distinguo. Par exemple : « Quoique les deux

pour les causes obscures ; un entêtement de plaideur, une éducation et un tempérament ultramontains ; une hostilité naturelle contre le pouvoir temporel, surexcitée encore par les circonstances ; une frénésie de discipline et de hiérarchie qui le ruait aux pieds du pape ; et peut-être aussi une sorte de point d'honneur qui l'aiguillonnait à bien marquer sa fidélité quasi-serve de féal, sa soumission d'homme lige au suzerain, — alors dans le malheur, — des consciences catholiques. Tout de même, peut-être l'aurait-on embarrassé un peu (les avocats et les théologiens ne l'étant jamais beaucoup) si on lui eût observé : le bref papal qui vous a confié, dites-vous, le gouvernement spirituel de la Mission et des Filles de la Charité date du 14 octobre 1807 ; cependant, vous n'avez jamais songé à exercer cette fonction avant le décret impérial, postérieur de trois mois. Mais ni le ministre des Cultes ni celui de la Police ne lui firent cette objection.

Savary, après avoir reçu l'avis de Bigot, et n'osant prendre sur lui de décider en cette affaire, envoie le dossier, accompagné d'un rapport¹, à Napoléon, en route pour Moscou.

Ce rapport, sorte de longue fiche sur Hanon, sans lui être défavorable de parti pris (il reconnaît qu'on n'a pas trouvé en 1811 de traces d'intrigues nouvelles dans ses papiers), rappelle qu'Hanon se regardait toujours comme chef spirituel des deux congrégations et ne relevant à cet égard que du pape ; que l'empereur a exigé qu'il se démette et qu'il a refusé ou du moins qu'il a écrit au pape un mémoire le priant d'accepter sa démission. N'était-ce pas suffisant pour mécontenter l'empereur ?

Comme mesure à prendre, le ministre de la Police, après quelques lignes de protestations contre les idées subversives d'Hanon, propose qu'on lui demande une simple déclaration portant qu'il reconnaît n'avoir aucun droit sur les sœurs de la Charité et qu'il s'engage à ne plus s'immiscer à l'avenir dans les affaires de cette congréga-

« familles de saint Vincent de Paul aient toujours été par leurs règlements sous la dépendance des évêques en ce qui concernait la condition générale des fidèles, elles avaient néanmoins un régime intérieur spécial... : en conséquence de ce régime, le seul supérieur général de la congrégation de la Mission les gouvernait d'après leurs conditions particulières » (lettre à Savary, 28 mai 1812). Soumises aux évêques en tant que fidèles, soumises à leur seul supérieur général en tant que religieuses, voilà la thèse d'Hanon sur les sœurs de la Charité. La lettre d'érection du cardinal de Retz répond : « Soumises à perpétuité à l'autorité et à la dépendance de l'archevêque de Paris, en tant que membres d'une confrérie religieuse ; et simplement dirigées à un supérieur général, sous l'autorité et juridiction dudit archevêque. »

1. Arch. nat., F⁷ 7935 (4 août 1812).

tion. Après quoi, s'il y eût consenti, on l'aurait sans doute mis en liberté.

Napoléon prit connaissance de ces histoires à Smolensk. Si son humeur en fut affectée fortement, je ne sais; mais sa décision, écrite et signée de sa main, n'indique pas de grands sentiments de bienveillance : « Le laisser à Fenestrelle et ne pas lui parler de démission » (quartier général de Smolensk, le 24 août 1812). Elle prolongeait *sine die* l'emprisonnement d'Hanon.

* * *

Le rapport de Savary, parti le 4 août pour la Russie, était de retour à Paris le 17 septembre avec la sèche annotation du Maitre. Cependant Hanon, dans sa cellule de Fenestrelle, attend avec impatience son élargissement, avec quelque inquiétude aussi. Ses lettres au ministère ont baissé de ton : toujours pressantes, mais tout accent de défi, de bravade ou d'ironie comme étouffé; parfois émouvantes, mais toujours fondées (même quand elles font appel au sentiment d'humanité) sur des motifs juridiques, elles vont à la limite des concessions de forme possibles, sans pourtant abdiquer sur le fonds, et rendent jusque dans leurs plaintes un son appréciable de dignité triste et hautaine.

En voici la substance : puisqu'il a envoyé au pape sa démission, sans restriction, et que celui-ci est à Fontainebleau, il lui semble que rien ne doit plus retarder sa démission, « il le désire bien sincèrement »; mais si quelque obstacle s'y trouve encore, puisqu'il a fait tout ce qui est de sa compétence et de son pouvoir, les ministres de la Police et des Cultes « sont trop justes pour lui imputer ce qui ne peut dépendre de lui et pour l'en punir »¹.

Si on ne le met pas en liberté, qu'on lui accorde du moins un changement de résidence; qu'on l'enferme dans une maison de santé. Il est ruiné, et il ne sait pas s'il lui restera, à sa sortie, du pain et un asile; le climat de Fenestrelle lui a valu des rhumatismes violents et douloureux²; chaque hiver, ils reviennent; le commandant de Fenestrelle peut le certifier et le certifie³.

Ce désir de liberté l'assouplit, mais sans le courber en une posture d'humiliation ou de renoncement.

1. Arch. nat., F⁷ 7935, lettre à Savary, 29 novembre 1812.

2. Id., Ibid. Il donne même des explications médicales : la transpiration fait la base de sa santé, « sa suppression absolue fait refluer les humeurs dans le sang ».

3. Id., Ibid., lettres du commandant de Fenestrelle à Savary, 24 janvier-3 février 1813.

On lui demande¹, et ce n'est vraiment pas un beau geste, la justification de l'emploi des 15,000 francs mis chaque année à la disposition des Lazaristes depuis le 1^{er} vendémiaire an XIV jusqu'à la suppression des Missions. Il répond qu'il n'a pas à Fenestrelle les pièces justificatives, mais qu'il s'occupera de suite « à satisfaire de lui-même et autant que sa position pourrait le lui permettre à ce qu'exige de lui Son Excellence le ministre des Cultes »². C'est une preuve de bonne volonté; mais il garde vis-à-vis du commandant de la forteresse, au risque de diminuer, en lui déplaisant, ses chances de liberté, une attitude indépendante. Il lui remet cachetée sa correspondance officielle, en lui disant que tout prisonnier doit avoir le droit d'écrire au ministre sans que ses lettres puissent être lues de personne.

Dans cette correspondance officielle, il se dit respectueusement soumis à toute autorité, et généralement à celle du gouvernement actuel, éloigné de toute intrigue et de toute opposition à ses vues; déclare que, s'il a correspondu avec les religieuses depuis 1809, c'est qu'il croyait cette correspondance autorisée et qu'il avait pour but d'arriver à mettre un terme aux divisions des sœurs; donne sa parole de s'interdire toute correspondance « avec les Filles de la Charité du Vieux-Colombier » et promet, s'il rentre à Paris, de ne s'y occuper que de « ses affaires et obligations personnelles ». De la part d'un tel obstiné, c'est de la condescendance; ce n'est pas de la soumission telle que l'entendait l'empereur. Sans prétendre qu'il y ait derrière telles de ses phrases des restrictions mentales ou de subtils distinguo, lorsqu'il promet de cesser toute correspondance « avec les Filles de la Charité du Vieux-Colombier », n'est-ce point seulement parce que celles-ci, adhérentes au décret de 1809, ne font plus partie, à ses yeux, de la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul? Lorsqu'il promet de ne plus s'occuper que de ses affaires et obligations personnelles, ne compte-t-il point parmi ces obligations son devoir et son droit de direction spirituelle? Il n'est pas impossible que oui; en tous cas, jamais il ne se prononce nettement sur le fond, jamais il ne reconnaît que ses prétentions sont injustes; il reste toujours le dépendant spirituel du pape; il est romain et ultramontain jusqu'au bout.

Les ministres ne s'y trompent pas. D'ailleurs, l'ordre impérial qui le concerne est trop formel pour qu'on le transfère en une prison

1. Arch. nat., F⁷ 7935, note du 15 janvier 1813. On avouera qu'il était difficile à Hanon, dans sa prison, d'indiquer sans ses papiers et registres de comptabilité l'emploi de ses fonds. C'était peut-être une façon de lui faire trouver le temps moins long... ou de l'inquiéter.

2. Id., Ibid. Cf. lettres du commandant de Fenestrelle, 24 janvier-22 mai 1813.

moins dure. Une de ses dernières lettres¹ à Savary est pourtant bien pitoyable : le climat de Fenestrelle est meurtrier pour lui; chaque hiver, il y fait une maladie mortelle; la dernière lui a duré près de cinq mois, dont presque quatre au lit; il a par intervalle des maux de tête très douloureux, ses genoux sont toujours enflés. — Savary met simplement en note : « Sa Majesté, sur le compte qui lui a été rendu des conditions que ce prêtre a mises à sa démission de supérieur des Missions, a ordonné de le laisser à Fenestrelle; on ne peut, en conséquence, accueillir sa demande². »

Un peu plus tard, Napoléon devait à son tour souffrir et se plaindre d'un autre climat meurtrier.

Cependant, Hanon touchait au terme de ses misères. Comme les alliés s'approchaient des frontières, l'ordre fut donné de le transporter de Fenestrelle à Bourges³. (C'est aussi le moment où l'on promène le pape dans l'intérieur de la France.) Il y devait rester jusqu'à la première abdication de Napoléon.

Il revint à Paris en même temps que les Bourbons; il retourna dans les bureaux du ministère de la Police non plus en suspect, mais triomphant, et, le 44 juin, il écrivait le récépissé suivant :

Je reconnais avoir reçu de M. de Chevalerie les papiers qui ont été saisis chez moi lors de ma première arrestation à Paris.

Signé : HANON,
Supérieur général de Saint-Lazare.

Ses lettres de Fenestrelle portent simplement : Hanon, prêtre.

Pour qu'il reprit son titre de chef (on peut croire qu'il en eut quelque joie), il avait fallu de bien dramatiques événements. Mais il ne devait pas remplir longtemps ses anciennes fonctions. « Après les Cent Jours, il venait d'obtenir de S. M. une maison destinée à servir de chef-lieu et de séminaire interne à ses missionnaires, il exerçait en fait ses doubles pouvoirs spirituels, auxquels il n'avait jamais renoncé, quand une fluxion de poitrine le fit passer à une meilleure vie, le 24 avril 1846⁴. »

Il n'avait que cinquante-cinq ans. Il n'est pas impossible que son séjour à Fenestrelle soit pour un peu dans cette fin, en somme, hâtive et engage à cet égard la responsabilité de Napoléon.

1. Arch. nat., F7 7935, 10 octobre 1813 : « Une expérience de trente mois appuie le témoignage qu'en ont rendu en divers temps MM. les commandants et le médecin... Je ne jouis de quelque santé que durant les chaleurs. »

2. Id., Ibid., sans date.

3. Je n'ai trouvé ni à Bourges ni aux Arch. nationales la date de son transfert ni aucun détail sur son séjour à Bourges.

4. *Ami de la religion*, t. VI, p. 368 (1^{er} mai 1816).

Cette dureté de l'empereur s'explique un peu par son propre tempérament autoritaire, un peu par la personnalité têtue de son contradicteur, mais surtout par les circonstances. C'est le moment où, dans le clergé séculier et dans ce qui reste du clergé régulier, se manifestent une sourde opposition et, de-ci de-là, de véritables protestations à propos des affaires de Rome. Napoléon frappe sans pitié les protestataires, abbés, cardinaux ou moines¹.

Hanon fut une de ces victimes de la raison d'État; du moins, il ne s'était pas soumis, alors que le pape lui-même, son seigneur, avait un moment fléchi. Qu'il ait trouvé, pour résister, appui dans sa foi ou dans son orgueil humain, c'est bien quelque chose d'avoir opposé à l'arbitraire impérial un irréductible *non possumus*, d'avoir, en face de la force, dressé son idée, — si étrangère qu'elle nous puisse être, — et d'avoir souffert pour elle une dure captivité. Certes, il ne faut rien exagérer. Nature de théologien et de juriste plus que d'apôtre et de martyr, son arrestation n'a rien d'héroïque. Il ne court pas au-devant des persécutions; il les subit sans allégresse; il ne chante pas des alléluias dans sa prison; il réclame, proteste, récrimine à perdre haleine. Mais n'eût-il été que ce que les administrateurs et les gens de police appellent coutumièrement dans leurs notes secrètes un obstiné, un esprit subversif et dangereux, bref, un mauvais coucheur, comme il le fut sous Napoléon et contre lui, son histoire, m'a-t-il semblé, valait d'être contée.

G. CANTON.

APPENDICE.

On a vu plus haut qu'Hanon, requis par Bigot, ministre des Cultes, de donner sa démission, s'était retranché derrière l'autorité pontificale, dont il tenait, disait-il, ses pouvoirs spirituels en vertu d'un bref de l'année 1807. Voici face à face et en substance l'argumentation d'Hanon et les réponses de Bigot.

Sur la question du bref, Hanon dit : le pape m'a nommé en octobre 1807 supérieur des Lazaristes et des sœurs de la Charité. — On lui répond avec raison : c'est inexact. Le bref ne fait pas mention des sœurs de la Charité. — Oui, mais il me confirme dans toutes les prérogatives de supérieur des Lazaristes, et c'en est une constante que la supériorité des Filles de la Charité. — Réponse : votre bref est sans

1. Le couvent de la Cervara fut occupé militairement, son supérieur traduit en conseil de guerre, l'ordre des Trappistes supprimé pour les mêmes raisons. Cf. aussi J. Destrem, *Déportations de prêtres sous le premier Empire*, dans la *Revue historique*, t. XI (1879), p. 331-388.

valeur, parce qu'il n'a pas été procédé à sa vérification, parce que le pape n'a pas à intervenir dans l'institution du supérieur des Lazaristes. Quant à la supériorité des Filles de la Charité, les supérieurs des Lazaristes ne l'ont exercée que sous l'autorité des archevêques de Paris, qui pouvaient à chaque instant leur ôter leurs pouvoirs relatifs à cette congrégation.

Lequel des deux a raison dans cette question du bref? Administrativement, c'est évidemment Bigot. Canoniquement, c'est peut-être encore lui. — Assurément, pour un ultramontain comme Hanon, un bref tire toute sa valeur d'investiture spirituelle de son origine papale et non de sa vérification temporelle. Mais ce bref ne l'investissait pas du tout d'une façon spéciale de la supériorité des Filles de Saint-Vincent; et, d'autre part, jamais, avant 1806, le pape n'était intervenu pour l'institution du supérieur des Lazaristes. Hanon le dit lui-même dans sa lettre à Savary, 28 mai 1812 : « Aucun évêque ni archevêque ni le pape même n'intervenait dans son institution. » Et quand Vincent de Paul demanda qu'on acceptât sa démission de supérieur général de la Mission, c'est à l'assemblée générale de la congrégation qu'il s'adressa.

Sur les rapports des supérieurs des Lazaristes avec les Filles de la Charité, ces supérieurs ont-ils exercé la supériorité sur les dites Filles d'une façon constante, indépendamment de l'autorité et du contrôle de l'archevêque, ou sous cette autorité et ce contrôle?

Hanon dit :

Le supérieur général des Lazaristes était investi par le fait même de sa nomination de la supériorité des Filles de la Charité. Aucun évêque français ou étranger n'a jamais pensé lui ôter ses pouvoirs ou les contester. Les seuls vicaires généraux de Paris, *sede vacante*, l'avaient tenté, mais le Conseil d'État, devant lequel leurs prétentions ont été discutées en mai ou juin 1809, les a déclarées nouvelles et sans fondement, et le décret même du 8 novembre de la même année les a également déboutés. Comment, enfin, un évêque ou archevêque, restreint à un diocèse particulier, peut-il prétendre à une juridiction générale sur les Filles de la Charité, qui comptent des établissements dans un grand nombre de diocèses au dedans et au dehors de l'Empire?

On répond :

Il est prouvé par les actes d'établissements des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul que la supériorité de cette congrégation était entièrement aux archevêques de Paris. Saint Vincent de Paul le reconnut lui-même. Si les supérieurs de Saint-Lazare ont été depuis supérieurs des Filles, ça toujours été sous l'autorité de l'archevêque, qui pouvait nommer un autre supérieur. La seule qualité de supérieur de Saint-Lazare ne lui donnait donc aucun droit.

Il y a plus :

La congrégation de Saint-Lazare n'a point été rétablie comme mission à l'intérieur, mais seulement comme mission à l'étranger au terme du décret du 7 prairial an XII. Or, c'était comme missionnaires de l'intérieur et pour pro-

payer plus facilement les établissements des Filles de Saint-Vincent que les archevêques de Paris continuaient aux Lazaristes la supériorité de cette congrégation. Ainsi, le motif pour lequel les Lazaristes avaient été supérieurs de la dite congrégation de Saint-Vincent n'existait plus depuis la Révolution. (Lettre de Bigot à Savary, 23 juillet 1812.)

Qui a raison dans ce débat ? Il me paraît bien que c'est encore le ministre des Cultes. Je n'ai pas trouvé l'arrêt du Conseil d'État de mai ou juin 1812 auquel Hanon fait allusion ; mais le décret du 8 novembre 1809 qu'il invoque en sa faveur, comme déboutant les vicaires généraux de leurs prétentions, mentionne simplement la suppression du supérieur général et met les religieuses sous l'autorité épiscopale. D'autre part, si les lettres patentes, les lettres d'érection et le règlement concernant les Filles de la Charité ne disent pas expressément que l'archevêque de Paris peut ôter à tout moment au supérieur des Lazaristes ses pouvoirs relatifs aux sœurs de la Charité, on y trouve cependant des textes suffisamment précis pour justifier l'argumentation de Bigot.

Il est exact, comme le dit Bigot, qu'« une des principales fonctions des prêtres de la dite congrégation était d'établir la confrérie de la Charité aux lieux où ils vont faire la Mission ». La lettre d'érection du cardinal de Retz (18 janvier 1655) constate que Vincent de Paul a demandé à l'archevêque de Paris de lui donner pouvoir

... et à ses successeurs généraux de la dite congrégation de la Mission de diriger ladite confrérie (de la Charité) sous notre autorité et juridiction et de nos successeurs archevêques de Paris.

Nous avons donc, derechef, érigé et érigeons par ces présentes tout de nouveau l'assemblée des dites filles et veuves dans notre diocèse en confrérie ou société particulière..., à la charge que ladite confrérie ou société sera et demeurera à perpétuité sous notre autorité et dépendance et de nos successeurs et archevêques de Paris.

Ses lettres patentes de 1657 sont tout aussi précises : elles rappellent les conditions ci-dessus et disent, déclarent, statuent et ordonnent « que les dites filles... puissent aller par la permission du dit Vincent de Paul et, après lui, de ses successeurs généraux de ladite congrégation et de leurs supérieurs et être reçues en tous les lieux, villes, bourgs et villages de notre royaume et pays de notre obéissance ».

Ainsi tombe l'objection spécieuse d'Hanon sur l'impossibilité pour un évêque ou archevêque restreint à un diocèse particulier d'exercer une juridiction générale sur une confrérie étendue à plusieurs diocèses et à l'étranger¹.

1. Voir, dans le même sens, Mgr Bougaud, *Histoire de saint Vincent de Paul*, t. II, p. 189 et suiv.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

ÉPOQUE MODERNE.

I. XVI^e SIÈCLE. — Même en laissant de côté le second tome du grand et beau travail de M. IMBART DE LA TOUR sur les origines de la Réforme en France, dont nous rendrons compte dans un prochain bulletin, il nous reste à signaler, sur le XVI^e siècle, quelques livres d'importance capitale. Très négligée pendant quelque temps, cette période de notre histoire attire enfin l'attention des chercheurs, non seulement français, mais de toute langue et de tout pays. — Commençons par un instrument de travail qui s'applique au siècle tout entier.

Ce qu'il avait fait pour le haut personnel militaire au XVI^e siècle, M. Fleury VINDRY l'entreprend pour les membres des cours souveraines¹. Il nous donne, dans un premier fascicule, des listes et des notes biographiques relatives à cinq parlements, notes précises et riches, extraites le plus souvent des fonds d'archives. Son livre, une fois terminé, constituera un appréciable répertoire de la « robe », pour une époque de notre histoire où cette classe sociale a joué un rôle de premier ordre.

La bataille de Novare du 6 juin 1513 est une date critique dans l'histoire du règne de Louis XII. La victoire des Suisses entraîne l'évacuation de l'Italie par les Français, rend possible le siège de Dijon. Mais cet éclatant triomphe, qui exalta l'orgueil des montagnards et répandit dans les cantons les passions guerrières, ne devait pas avoir de lendemain. Novare est la dernière grande victoire suisse en bataille rangée : « Sur les plaines marécageuses d'Ariotta, les glorieuses bannières des bandes confédérées flottèrent pour la dernière fois victorieusement; deux ans plus tard, à Mariignan, une troupe suisse dut, pour la première fois, céder à un

1. Fleury Vindry, *les Parlementaires français au XVI^e siècle*; t. I : *Parlements d'Aix, Grenoble, Dijon, Chambéry, Dombes*. Paris, H. Champion, 1909, in-8°, 220 p. — Je renvoie, pour le détail, à un compte-rendu qui doit paraître prochainement dans la *Revue critique*.

ennemi supérieur. » M. Georg FISCHER¹ s'est livré, sur cet épisode, à un travail critique des plus approfondis², qui fait de la première partie de sa dissertation une bibliographie des sources de cette période des guerres d'Italie. Son récit, qui est à la fois documenté et animé³, donne une impression assez différente de celle qui résulte du livre de Kohler et du travail, récemment signalé ici même (t. CI, p. 372), de M. Gagliardi. Ou ces auteurs voient une savante stratégie et une plus savante politique, une sorte d'effort au moins à demi conscient pour édifier autour du massif alpestre un *imperium helveticum*, M. Fischer ne découvre qu'un torrent d'aventuriers en quête de coups à donner et de butin à prendre.

Il n'avait paru, depuis le livre de M. Baird, aucun grand ouvrage américain sur les guerres de religion en France. Celui de M. THOMPSON est remarquable à bien des égards⁴. En premier lieu, — chose rare dans les synthèses de ce genre écrites en langue étrangère, — la documentation en est, pour une large part, originale et neuve⁵. D'autre part, et bien que l'auteur n'oublie jamais le caractère *religieux* des guerres civiles, il montre un souci constant, — et que n'eut à un égal degré aucun de ses prédécesseurs, — des questions économiques : causes sociales des agitations religieuses⁶, influence des mauvaises récoltes, des pestes et des famines, dévastations commises par les gens de guerre, tout cet ordre de faits est étudié avec une ampleur inaccoutumée. Au point de vue purement politique, les exposés de M. Thompson sont généralement très exacts, souvent ingénieux et, quoique l'inspiration du livre soit plutôt « huguenote », très impartiaux⁷. Pour un étranger, M. Thompson possède

1. Georg Fischer, *Die Schlacht bei Novara (6. Juni 1513)*. Berlin, G. Nauck, 1908, in-8°, vi-155 p.

2. Il manque à la bibliographie : Mariéjol, *Pierre Martyr*; Hamont, *G. Bouchet*, et, ce qui est tout à fait extraordinaire, Kohler et Rott. L'auteur connaît, d'ailleurs, au moins le premier de ces ouvrages (p. 41).

3. P. 61, ce qu'était la Suisse au xvi^e siècle, si différente de l'auberge de l'Europe que nous connaissons aujourd'hui sous ce nom.

4. James Westfall Thompson, *The Wars of Religion in France, 1559-1576. The Huguenots, Catherine de Medici and Philip II*. Chicago, University press, et Londres, Fisher Unwin, 1909, in-8°, xv-635 p., 24 cartes ou fig.

5. Puisée au P. Record Office, aux Archives nationales, à la Bibliothèque nationale, aux Archives vaticanes. L'appendice contient 37 pièces. La transcription de ces pièces aurait gagné, surtout en ce qui touche les noms de lieux, à être revue par un Français. Voy., notamment, p. 589 : *Liste des villes desquelles ceux de la religion sasseurent en France*.

6. M. Thompson me fait le grand honneur de me citer à plusieurs reprises et m'attribue cette orientation nouvelle de ses études. Rien ne peut m'être plus agréable que d'avoir contribué à faire naitre une œuvre méritoire.

7. Il note les imprudences et les provocations des huguenots. Intéressante

une connaissance solide et précise des choses de France¹, et il met bien en lumière le caractère si profondément original de nos guerres civiles : tentative unique, expérience généreuse et redoutable, pour opposer au principe alors universellement admis *cujus regio hujus religio* le principe nouveau de la coexistence pacifique de deux religions en un État. La forme est claire, aisée, agréable et vivante². C'est un livre à lire, même pour des Français.

Dans les premières guerres de religion, le maréchal de Saint-André a joué un rôle capital, puisqu'il a été, pour la formation du fameux *Triumvirat*, l'entremetteur entre Guise et Montmorency. Dans une étude préparée avec soin³, où l'on ne trouvera pas trace d'idolâtrie biographique et à laquelle manque surtout une composition plus nette et une forme plus maîtresse d'elle-même⁴,

discussion sur Bayonne; il y a loin, comme le montre l'auteur, entre le conseil (du duc d'Albe) de décapiter les chefs, et le massacre en bloc de 1572. L'idée de massacrer la secte, en tant que telle, paraît appartenir, en propriété exclusive, au pape Pie V. Étude soignée de la politique espagnole, parallèlement à celle de Catherine, notamment (p. 303) sur « la guerre cardinale » de 1565. Ingénieuse question : si Coligny avait fait du sud-ouest un état huguenot, au lieu d'essayer d'obtenir, pour ses coreligionnaires, dans la France entière, un régime légal? Étude des ligues locales de 1574-1576, nées beaucoup moins d'un besoin religieux que du désir spontané de se débarrasser des reîtres.

1. Aussi faut-il noter quelques erreurs : p. 291, il y a eu des « grands jours » bien avant ceux de Fléchier. P. 18 : « The towns had long since ceased to govern themselves » est très exagéré en ce qui concerne les communes. La carte de la p. 308 n'indique pas que la Bresse et la Savoie (après 1559) sont extérieures à la France. Celle de la fin commet la même erreur pour la Franche-Comté et le Roussillon.

2. P. VIII, l'édition de d'Aubigné n'est pas de Lalanne, mais de Ruble. P. 7, n. 5, d'Alban pour d'Albon; p. 8 et 16, n. 5, Hennebault pour Annebault; p. 64, Chaudien pour Chandieu; p. 114, de Gallars, Marborat, pour des Gallars, Marlorat; p. 147, 153, 395, des Adresse pour des Adrets; p. 149, n. 2, Planche pour Plancher; p. 219, chambrelons pour chambrelans; p. 394, Rabastenis pour Rabasteins. P. 10, n. 1, *Eidgenossen* ne peut se traduire par *confederacy*, mais par *confederates*. P. 84, don caritatif, et non caratif. A la carte de la p. 327 manque le renvoi de la place de Grève. P. 376, les couleurs de la légende ne sont pas en accord avec celles de la carte.

3. Lucien Romier, *la Carrière d'un favori. Jacques d'Albon de Saint-André, maréchal de France (1512-1562)*. Paris, Perrin, 1909, in-8°, 462 p., 8 pl., 28 pièces justificatives. Les sources utilisées sont à la Bibliothèque nationale, aux Archives nationales, aux Affaires étrangères, aux archives de Lyon, aux Archives royales de Belgique.

4. Le plan est mou (les p. 212 et suiv. répètent le ch. 1^{er}) et la personnalité de Saint-André se dégage assez mal. P. 33, n. 2 : « Il fut mis à mort en 1549 et eut la tête tranchée. » P. 131 : « Le comte Rhingrave », et, plus bas, à propos du Rhingrave et de Saint-André : « Les deux seigneurs français ». P. 384 : « pécunière ».

M. ROMIER retrace la figure de ce parvenu rapace et vénal, administrateur sans scrupules, politicien intéressé, intrigant habile, mais surtout favori souple et heureux. Ce qui reste une énigme, c'est « l'extraordinaire pouvoir que ce personnage exerça sur l'esprit de tous ceux qu'il approchait ». — M. Romier nous apporte des informations précieuses sur les négociations assez louches qui précédèrent la paix du Cateau et aussi sur la vie administrative de ce que l'on appelait au xvi^e siècle un grand « gouvernement »¹.

A mesure qu'on avance dans l'histoire des guerres de religion, la question de la succession au trône et, plus spécialement, la « question lorraine » y prennent plus de place. Mais, par « Lorraine », on entend trop exclusivement, en « France », la branche cadette de la maison, celle des Guise, celle qui a fait le plus de bruit dans le monde. M. DAVILLÉ a voulu, au contraire, mettre en lumière les prétentions de la branche aînée, du duc Charles III et de son fils le marquis du Pont-à-Mousson². Il n'y a qu'à louer, dans sa thèse, le travail bibliographique et critique, travail énorme, consciencieux, judicieux³, qui rendra aux historiens les plus grands services. Acceptera-t-on la « thèse » elle-même? Elle peut se résumer ainsi : A côté des Guise, en dehors d'eux, parfois contre eux, le duc de Lorraine a songé sérieusement à revendiquer les droits qu'il prétendait tenir de Charlemagne et même des premiers Mérovingiens; après 1584, ses prétentions se sont clairement affichées, Nancy est devenu le centre du mouvement ligueur et Catherine paraît avoir préparé l'avènement de son petit-fils le marquis du Pont; après 1589, Charles III essaya encore, contre Mayenne, d'obtenir la couronne; c'est seulement aux États de 1593 qu'il abandonna ses prétentions pour négocier avec le vainqueur. — Cette thèse séduisante s'appuie sur un grand nombre de faits isolés, dont chacun, pris à part, semble probant. Cependant, malgré l'ingéniosité de l'auteur, l'ensemble ne s'impose pas à nous avec une force convaincante. Les velléités de Charles III, parfois énoncées dans des mémoires (comme celui de Thierry Allix)⁴ qui ne virent pas le jour, ne paraissent pas avoir dépassé le niveau des rêves de chancellerie. Au milieu de la

1. Bonne étude sur Lyon et la France du Centre, inspirée des travaux de M. Dupont-Ferrier. Insuffisant (p. 343) sur le changement de front du roi de Navarre. Sur ce sujet, voy. le livre de M. J. W. Thompson.

2. Louis Davillé, *les Prétentions de Charles III, duc de Lorraine, à la couronne de France*. Paris, Alcan, 1909, in-8°, xvi-320 p., index.

3. Je ne parle pas seulement de la bibliographie du début, mais de tout le travail critique disséminé au bas des pages.

4. P. 268-272. — P. 310 : « Lors des États-Généraux de 1593, il ne songea même pas à poser sa candidature. »

confusion des généalogies, qui n'a pas, au ^{xvi}^e siècle, été prétendant à quelque couronne? Si peut-être, pendant un seul moment, et qui fut très court (après la mort de Henri III), Charles III a pu envisager sérieusement la candidature de son fils, en général ses prétentions ont été surtout une arme diplomatique, un instrument d'échange, un moyen pour obtenir quelque chose d'autre, pour réaliser un plan plus modeste et plus pratique : annexer à sa ¹ couronne les Trois-Évêchés, « faire disparaître toutes ces enclaves singulièrement gênantes », peut-être aussi pour se créer un royaume, mais un royaume entre France et Empire. D'ailleurs, quelques réserves que l'on puisse faire sur la thèse de M. Davillé, son livre restera comme un effort pour éclairer l'un des points les plus intéressants et les moins connus de l'histoire de la Ligue. Il ne sera plus permis de parler des « Lorrains » sans faire, à côté des Guise et de Mayenne, une place à Charles III.

II. ^{xvii}^e SIÈCLE. — Theodor Kùkelhaus, à la suite de la découverte de l'inventaire des papiers de Fancan, avait préparé une étude sur ce personnage, qui fut un collaborateur de Richelieu avant de devenir sa victime. M. WIENS² s'est acquitté d'un soin pieux³ en écrivant une brochure sobre, mais pleine, et qui, même après les travaux de Geley, de Fagniez, de Hanotaux⁴, apporte du nouveau à notre intelligence de la politique étrangère du cardinal. Deux tendances se sont heurtées dans l'esprit du maître : l'une, représentée par le Père Joseph, est à la fois antiautrichienne et catholique; disons, pour simplifier, bavarroise; l'autre, complètement dégagée de toute préoccupation confessionnelle, exprime exactement les vœux de ceux qui s'appelaient alors les « bons Français »; à l'alliance bavarroise, elle oppose l'alliance anglaise. C'est celle de Fancan. Richelieu, pendant les années critiques du début, a surtout obéi à la première de ces tendances, et voilà pourquoi il a sacrifié Fancan. C'est seulement plus tard, instruit par l'expérience, peut-être aussi poussé dans ce sens par ceux-là même qui le traitaient de « cardinal de la Rochelle », qu'il a élargi ses conceptions et qu'il est revenu à la politique réaliste des rois du ^{xvi}^e siècle⁵.

1. M. Davillé, p. 310, écrit « la couronne ». Mais le contexte indique qu'il s'agit de la couronne ducale.

2. Erich Wiens, *Fancan und die französische Politik (1624-1627)*. Heidelberg, Winter, 1908, in-8°, XII-141 p. (fasc. 21 des *Heidelberger Abhandlungen*).

3. Lui-même a travaillé aux archives des Affaires étrangères.

4. M. Wiens écarte complètement la thèse soutenue par M. Hanotaux d'une trahison de Fancan au profit de la Bavière; au contraire, les Bavarois se plaignent de Fancan.

5. M. Wiens rejoint ainsi M. Rott, qui portait dans son dernier volume un

Le tome III et dernier des *Mémoires du comte de Souvigny*¹ ne contient, comme « Mémoires », que quelques pages relatives à l'état du midi de la France et de la principauté de Monaco en 1660. Mais M. Ludovic DE CONTENSON y a joint un appendice² où se trouvent des pièces importantes sur les guerres du Piémont, sur le travail de réorganisation militaire entrepris par Le Tellier, sur le siège de Seurre, sur une mission, à peu près inconnue, de Souvigny auprès du duc de Mantoue en 1653-1654, etc.³. L'introduction met en lumière le phénomène social dont Souvigny est une remarquable illustration : la raréfaction de la vieille aristocratie au lendemain des guerres civiles et de la Fronde détermine l'ascension et l'accession à la noblesse d'une classe nouvelle de soldats de fortune, issue de la bourgeoisie de métiers. La demande d'hommes d'armes créée par la guerre extérieure fait que ces anoblis entrent de plain-pied dans les corps d'officiers sans avoir à souffrir des préjugés dont seront victimes les roturiers du XVIII^e siècle.

A « l'Allemande la plus Allemande et la plus rebelle aux influences étrangères qui ait jamais existé » il arriva d'être jetée, à moins de vingt ans, au milieu de la cour la plus française dont l'histoire de France ait conservé la mémoire, celle du Roi-Soleil. C'est à cette bizarre aventure que M^{me} Arvède BARINE avait voulu consacrer le dernier effort d'une plume féconde et spirituelle⁴. En des pages charmantes, dont la piquante malice dissimule une érudition probe⁵, elle a peint la triste éducation de « Liselotte », dans une de ces très petites résidences électorales où tout tremblait devant le prince,

jugement assez sévère sur la politique de Richelieu vis-à-vis de l'Espagne en 1626. — En janvier 1627, un agent anglais (Wiens, p. 109) écrivait : « Auparavant, il n'avait rien de cardinal que le bonnet ; à l'heure, il n'a rien de français que le visage. » Voy. à l'appendice un *Discours sur les affaires présentes d'Angleterre* et un mémoire sur les *Moyens légitimes... pour contenir le Saint-Siège et empêcher qu'il n'accroisse son autorité dans la France...*

1. *Mémoires du comte de Souvigny, lieutenant général des armées du roi...*, publiés par le baron Ludovic de Contenson ; t. III : *Année 1660 et appendice*. Paris, Laurens (Soc. de l'hist. de France), 1909, in-8°, xxvii-387 p., index des trois tomes. La fin des *Mémoires* occupe les p. 1-37.

2. On se demande pourquoi l'avant-propos du maréchal figure ici et non en tête des *Mémoires*.

3. Et des conseils moraux d'un père dont l'idéal moral, foncièrement honnête et timoré, ne dépasse pas celui des *Quatrains* de Pibrac. Ce vieux soldat est un Gorgibus en cuirasse.

4. Arvède Barine, *Madame, mère du régent*. Paris, Hachette, 1909, in-16, 327 p. — L'auteur n'avait pu écrire le dernier chapitre de son livre. M. Louis Batiffol s'est acquitté de ce soin.

5. On a surtout utilisé les lettres à Sophie de Hanovre et aux raugraves. Mais des recherches ont été faites même aux Archives nationales.

buveur intempérant et presque officiellement bigame; elle a redit cette « laideur rubiconde » dont Madame était la première à rire et à faire rire, l'âpreté de ses jugements sur les mœurs et la cuisine françaises, ses fringales et ses indigestions, — choucroutes et saucisses, — ses caprices d'enfant gâtée et ses incartades d'enfant terrible, ses colères et ses haines, et aussi son admiration, — presque sa passion¹, — pour son majestueux beau-frère; ses douleurs enfin, douleurs d'épouse, douleurs de fille ou plutôt de princesse palatine, puis maternelles inquiétudes lorsqu'elle voit si mal tourner ce vilain garnement de duc de Chartres. M^{me} Arvède Barine a su nous rendre indulgents pour cette tête un peu détraquée, cœur chaud, langue franche et pointue, bavarde et écrivailleuse infatigable et impitoyable².

M. HÉRELLE complète ses études bien connues sur le protestantisme en Champagne par des documents (surtout du XVII^e siècle) relatifs aux églises du Perthois³. Sous la sécheresse des pièces authentiques et la sobriété du commentaire, on y verra revivre toutes les ingénieuses atrocités de la persécution d'avant et d'après 1685, conversions achetées ou forcées, procédures contre les relaps, règlements sur les inhumations, confiscation, dénonciation des fugitifs, enlèvements d'enfants, etc. Les listes dressées par M. Hérelle

1. Il y a tout de même un peu de fantaisie dans le tableau psychologique (tracé p. 191-211) d'une Madame amoureuse (inconsciemment amoureuse) de Louis XIV. C'est une explication un peu simple de sa haine (jalousie?) pour « la vieille guenippe ».

2. M^{me} A. Barine accepte trop facilement (p. 265) les griefs de Madame contre Dubois, qu'elle avait d'abord apprécié (p. 261). Cf. le livre ci-après cité de M. Émile Bourgeois. La terrible épistolière a écrit à la reine de Prusse des lettres, échelonnées de 1716 à 1722, que publie M. Hans F. Helmolt (*Liselottens Briefe an Sophie Dorothee von Preussen*, tirage à part de l'*Historisches Jahrbuch*, 1908, 139 p.). Elles sont en français, ce qui rend assez piquantes les colères de Liselotte contre la francisation des cours allemandes. On notera les lettres sur le voyage du tsar et la mort du tsarévitch, sur la conspiration de Cellamare, la princesse des Ursins (dont elle « chante les perfections », on devine sur quel air); les querelles de famille à la cour d'Angleterre, la variorisation. Quelques erreurs de lecture ou de traduction : p. 19, n. 7, il faut lire « chère » et non « chose »; p. 55, n. 4, « visaitte » (comme p. 81) et non « villette »; p. 107, l. 6, « servie », lisez « serois »; p. 108, *sub fine*, « foye », lisez « joye »; p. 119, n. 10, « découvrir le pot aux roses » ne peut se traduire par « die Karte verraten », mais par « hinter die Schliche kommen ».

3. G. Hérelle, *Documents inédits sur le protestantisme à Vitry-le-François, Épense, Heiltz-le-Maurupt, Nettancourt et Vassy, depuis la fin des guerres de religion jusqu'à la Révolution française*; t. III : *Appendice. Chronique sommaire des Églises. Conversions. Inhumations. Fugitifs et réfugiés. Biens confisqués*. Paris, A. Picard, 1908, in-8°, 525 p. — Les tomes I (*la Réforme et la Ligue en Champagne*) et II (*Pièces diverses...*) ont paru respectivement, chez Champion, en 1888 et 1892.

constituent, pour l'histoire du Grand-Refuge, un élément indispensable. Et aux personnes qui trouvent que l'on a exagéré les conséquences économiques de la Révocation, nous recommandons sa statistique des métiers exercés par les réfugiés de ces cinq églises¹.

Ce n'est peut-être pas une très grande nouveauté que d'aller chercher dans La Bruyère autre chose encore qu'un littérateur et un moraliste, à savoir un « critique des conditions et des institutions sociales » de son temps. C'est une idée à laquelle les « clefs », plus ou moins exactes, et les éditions des *Caractères* (notamment l'édition Servois) nous ont dès longtemps habitués. Si M. LANGE n'avait eu d'autre objet, il n'eût écrit, en somme, qu'une sorte de commentaire des *Caractères*, commentaire fin et précis, mais d'un intérêt secondaire². Son livre attirera l'attention des historiens par le soin qu'il a pris d'emprunter les éléments de ce commentaire, non seulement à des sources dont on peut récuser la valeur (orateurs de la chaire, pamphlétaires, mémorialistes, auteurs comiques, romanciers et fabulistes), mais à des correspondances, surtout à des correspondances administratives³, à des préambules d'ordonnances, à des documents judiciaires. Il arrive ainsi à établir qu'il n'est pas une assertion de La Bruyère qui ne s'appuie sur un fait, je ne dis pas sur un fait exceptionnel, mais sur un ensemble de faits. Où les admirateurs fanatiques du grand siècle voient l'œuvre d'un satirique, peut-être même d'un libelliste supérieur, il faut voir la critique de ce qui est⁴. En même temps, cette critique perd son allure « révolutionnaire », car le familier des Condé ne fait guère que réclamer, avec l'âpre accent de l'honnêteté indignée, des réformes que les conseillers de la royauté ont maintes fois promises, mais qu'ils ont été impuissants à réaliser. Les *Caractères* nous apparaissent moins comme la création d'un penseur original et profond : ils sont davantage un document⁵.

1. P. 484-486. — Nous remettons au prochain *Bulletin* la récente publication de M. R. Allier sur la *Compagnie du Saint-Sacrement à Marseille*.

2. Maurice Lange, *La Bruyère, critique des conditions et des institutions sociales*. Paris, Hachette, 1909, in-8°, XLII-424 p., index. — On ne voit pas très bien pourquoi M. Lange a séparé l'étude des « conditions » de celle des « institutions », ce qui l'oblige à des redites ; la seconde partie n'ajoute guère à la première.

3. Par exemple, sur la gabelle, aux lettres de Boursault.

4. L'épithète de « sociale » se justifie par ceci que la critique de la Bruyère s'applique moins aux individus qu'aux classes et aux professions ; elle peint, dit-il lui-même, des vices « de condition et d'état » plus que de « complexion ».

5. La petite thèse de M. Lange est intitulée : *le Président Richard de Ruffey. Histoire secrète de l'Académie de Dijon (de 1741 à 1770). Extraits publiés avec une introduction, des notes et un index* (Paris, Hachette, 1909, in-8°,

III. XVIII^e SIÈCLE. — M. Émile Bourgeois¹ avait écrit, il y a tantôt dix ans, un mémoire académique sur la politique étrangère de l'abbé Dubois². C'est ce travail qu'il reprend aujourd'hui en un gros volume, annoncé lui-même comme le premier tome d'une série d'études sur la diplomatie secrète au XVIII^e siècle. Sous ce titre : *le Secret du régent*, il étudie la Triple et la Quadruple-Alliance. Titre un peu contestable : en effet, si, au début de la régence, il existe bien deux diplomaties françaises, d'une part celle du Conseil des Affaires étrangères et du maréchal d'Huxelles, diplomatie officielle qui ne sait rien, qui ne peut rien, d'autre part celle de l'abbé Dubois, gardien et interprète de la pensée et des intérêts du régent; si ces deux diplomaties sont parfois en désaccord (p. 233) ou même en lutte; si entre elles deux finit même par s'en installer une troisième, en vérité ceci n'a qu'un temps. A l'automne de 1717, Dubois, qui est déjà du Conseil, reçoit des instructions du ministre : « Le *Secret du Régent* devenait la diplomatie officielle de la régence. » Un an plus tard, l'agent de la diplomatie secrète sera secrétaire d'État des Affaires étrangères.

Mais deux choses expliquent ce titre d'allure un peu romanesque. D'une part, le goût du régent et, après lui, du roi, pour cette diplomatie hors cadres³, pour ces agents qui ne sont point de la « carrière » et qui, ne pouvant se draper dans la majesté des protocoles, prennent « des chemins détournés et couverts ». Ces chemins croisent, recoupent et parfois minent par en dessous les avenues larges et froides de la diplomatie officielle. D'autre part, — et c'est peut-être en raison de cette « situation nouvelle » qu'il fallut faire appel à des « hommes nouveaux », — il y a bien une politique personnelle du régent, et qui ne coïncide ni exactement ni toujours avec les traditions et les intérêts de la France. Pouvait-il en être autre-

192 p.). L'introduction est la piquante histoire d'une Académie de province, assez tard venue, et qu'un hasard heureux devait rendre illustre. On retrouve dans l'ouvrage de Ruffey, ce « Procope » des sociétés savantes dijonnaises, l'écho des haines mesquines et féroces, des intrigues compliquées, des machinations qui remplissaient la vie de ces petits corps. Créateur d'une société littéraire qui se posait en rivale de l'Académie, Ruffey réussit à opérer la fusion des deux compagnies. Ami de Buffon et de Voltaire, il n'a pas laissé à ses biographes la peine de le louer. Buffon le traitait d'« heureux père ». Hélas! il ne le fut avec aucune de ses « filles » : l'Académie l'abreuva de dégoûts et Sophie de Monnier se fit enlever par Mirabeau.

1. Émile Bourgeois, *la Diplomatie secrète au XVIII^e siècle. Ses débuts*; t. I : *le secret du régent et la politique de l'abbé Dubois (triple et quadruple alliances, 1716-1718)*. Paris, Collin, s. d. [1909], in-8°, xxxvi-384 p.

2. Voy., p. II et suiv., le rapport de feu Albert Sorel sur le prix du Budget de l'Académie des sciences morales, 1892.

3. P. 282, goût du régent pour les ministres « extraordinaires ».

ment ? Si nous ne considérons que les traditions, force est bien de reconnaître que l'existence même du régent, du moins la nature de son pouvoir, était incompatible avec le maintien de ces mêmes traditions. Dans une étude détaillée, et qui n'avait jamais été faite avec une telle ampleur et une telle rigueur juridique, des renonciations d'Utrecht, M. Bourgeois démontre qu'elles mettent aux prises deux conceptions contradictoires de la monarchie : la conception anglo-hollandaise, née des révolutions de 1576 et de 1689, qui repose sur la souveraineté du peuple et le salut public ; la conception française, le respect séculaire des « lois fondamentales », vagues et redoutables puissances, supérieures non seulement à la volonté des sujets, mais à celle du roi lui-même. Entre ces deux conceptions, un conflit de droit public était inévitable. Pour un « bon Français » de 1715, j'entends pour un Français pénétré des traditions nationales et jaloux de l'indépendance de sa patrie, pour un Français qui aurait raisonné comme firent les parlementaires parisiens en 1593, il n'y avait pas de doute : les renonciations inscrites dans un traité international ne pouvaient prévaloir contre la loi salique, base de la constitution de l'État. Cellamare avait raison de dire « que la régence du duc d'Orléans n'était pas établie sur les lois fondamentales du royaume ». Il faut en prendre son parti : un bon légitimiste, en 1715, ne pouvait être qu'un « blanc d'Espagne ». — M. Bourgeois nous donne une magistrale analyse de ces sentiments, dont la santé précaire du jeune roi, l'idée que la succession au trône allait s'ouvrir, faisaient tout autre chose que des théories.

Pouvait-on, par contre, demander au régent de n'être pas orléaniste ? Pouvait-on même demander à la diplomatie officielle de ne pas chercher à garantir la France contre les périls d'une crise de succession ? M. Émile Bourgeois, dans une curieuse étude sur le testament de Louis XIV, estime que le régent pouvait et devait s'y tenir². Quoi qu'il en soit de ce point, il y avait bien, sinon une opposition, du moins une distinction entre l'intérêt personnel du régent, qui consistait à lier étroitement la question de la succession hano-vrienne d'Angleterre à celle de la succession orléaniste de France, et l'intérêt même de la nation, qui aurait été de se mouvoir avec une certaine liberté dans le cadre du traité d'Utrecht, de négocier, si possible, un accord avec l'Espagne (p. 343 et suiv.). Entre ces deux politiques, Dubois n'hésite pas, et, somme toute, le jugement que

1. On pourrait plaider, plus encore que ne l'a fait M. Bourgeois, les circonstances atténuantes.

2. P. 14 : « L'accord des princes français préparé par Louis XIV à la veille de sa mort anéantissait les espérances de Philippe V ».

porte sur lui M. Bourgeois est assez dur¹ (p. 304). Assurément, ce ne fut pas l'aventurier vénal et bas, l'espèce de bandit mitré que nous a peint, sur le tard, son ancien adulateur Saint-Simon, et il est tout à fait excessif de voir en lui un agent de l'Angleterre. Mais le précepteur du duc de Chartres n'a d'autre préoccupation que son « pupille » ; dans ses vues d'avenir, il n'y a place ni pour le roi ni pour la France. Faire reconnaître par toutes les puissances une « pragmatique », telle est la fin dernière de ses efforts. Ils aboutissent à ce double paradoxe : cette politique de paix à tout prix mène (p. 202) « à une guerre contre l'Espagne au profit de l'Angleterre, une guerre contre les Bourbons au profit des Habsbourgs » ; appuyés sur le traité d'Utrecht, Georges I^{er} et le régent le violent eux-mêmes en offrant Brème et Verden au Hanovre, à l'empereur la Sicile. — Cette brève analyse suffira sans doute à indiquer de quel regard aigu M. Bourgeois pénètre les obscurités de cette politique d'intrigues. Son livre est une introduction capitale à l'histoire de la diplomatie du xviii^e siècle².

C'est à une très importante partie de cette histoire, — les relations entre la France et la Turquie, — que se voue M. Louis Rousseau. Son premier volume est presque totalement antérieur à la mort du grand roi et traite du rôle que la France aurait voulu faire jouer à son ancienne alliée dans la crise de la succession d'Espagne et durant l'équipée de Charles XII³. Il est regrettable que l'auteur manque d'expérience historique et qu'il ne possède que très imparfaitement le maniement des sources⁴. Il se perd trop dans ces détails

1. Très différent du jugement hagiographique du P. Bliard.

2. Le livre de Wiesener avait le tort d'être trop exclusivement fait d'après les documents anglais ; celui de Baudrillart repose surtout sur les documents espagnols. M. Émile Bourgeois a renouvelé le sujet grâce à ce « qu'on pourrait appeler le fonds Dubois aux archives du quai d'Orsay, consulté par Lemontey, recommandé par Aubertin ». Il a utilisé ces importants *Mémoires* de Torcy, dont il avait, ici même (t. LXXXVII), signalé l'influence sur Saint-Simon. Dans son abondante bibliographie (p. xxx-xxxvi), je ne vois guère que deux lacunes : les études de M. de Saint-Léger sur Mardick et la thèse latine de l'abbé Deberre sur Destouches. — Il est à craindre qu'une forme trop dense, trop compacte écarte de cette œuvre remarquable la masse des lecteurs. Pour les noms propres, M. Bourgeois transcrit trop fidèlement les graphies des documents diplomatiques. Exemple, p. 251, « à Saint-Martin Scort », pour « à Saint-Martin's Court ».

3. Louis Rousseau, *les Relations diplomatiques de la France et de la Turquie au début du XVIII^e siècle* ; t. I : 1700-1716. Paris, F.-R. de Ruderal, 1908, in-18, xvi-396 p.

4. Aucune indication sur les sources. Il est visible que M. Rousseau a utilisé les *Instructions* et qu'il a travaillé aux Affaires étrangères, mais uniquement sur la *Correspondance turque*, ce qui est tout à fait insuffisant pour un sujet d'une telle ampleur.

de cérémonial¹ qui tiraient, je le sais, une grande place dans l'ambassade de ce neurasthénique de Ferriol. Il ne met pas assez en lumière, même à propos de l'ambassade de des Alleurs, l'idée maîtresse de son sujet et aussi de la politique française dans les pays du nord et de l'orient : la constitution d'une barrière, d'une chaîne d'états-tampons (Suède, Pologne, Turquie) entre les Allemagnes et cette immense et menaçante inconnue qu'était alors la Moscovie².

Sous le titre un peu décevant de *la France et la Russie au XVIII^e siècle*³, M. de LARIVIÈRE réunit diverses études sur les rapports de Catherine II avec des écrivains ou personnages français, surtout avec d'Alembert et Mercier de la Rivière. L'intérêt de ces études est de montrer une fois de plus que la « Sémiramis du nord » ne prodiguait les flatteries à nos philosophes et à nos économistes que dans la mesure où ceux-ci pouvaient lui être pratiquement utiles, quitte à les écraser de ses dédains et au besoin à les calomnier⁴ quand ils ne s'étaient pas suffisamment pliés à ses desirs de domination vaniteuse ou qu'elle avait cessé de s'en « amuser ».

S'il est une « réhabilitation » qui doive effrayer les avocats les

1. Toute la première moitié du volume en serait remplie si l'on n'y trouvait par bonheur d'intéressantes données sur l'approvisionnement de la France en blé d'origine turque pendant la sinistre période de la guerre de Succession.

2. M. Rousseau a le grand mérite de n'être pas turcophobe ; il va même jusqu'à la sultanophilie. Et, bien que son livre soit récent, il ne doit pas lui-même retirer aujourd'hui sans un mélancolique étonnement ces lignes de sa préface (p. xv) : « La Turquie subit *sans raison* dans la personne de ses nationaux et de son souverain l'hostilité *criminelle* de la presse européenne... » La nation ottomane a montré qu'elle partageait, à l'égard du Sultan rouge, l'opinion de la presse européenne. Si M. Rousseau n'a pas de préjugés antimusulmans, il nourrit à l'égard des « schismatiques » et « hérétiques » une haine qui sent son XVIII^e siècle. — La place nous manquerait pour relever les négligences de forme. P. 28, *bateleurs* pour *bateliers*. P. 146, de pied en cape, aucun issue. P. 147, « à moins que ce dernier déclara... ». P. 149, « cette dure leçon, *qu'il leur sera jamais permis* de compléter... ». P. 194, « exercer sur son esprit la plus grande *indifférence* ». P. 247, « *des matelots* ayant assassiné un horloger, l'ambassadeur le fit arrêter... ». Qui ? Pas l'horloger ! P. 293, le cap Spartimento. P. 101, prison de *Messine*. Faut-il lire Mersine ? Enfin, M. Rousseau, qui professe d'ordinaire un souverain mépris pour le circonflexe de l'imparfait du subjonctif, n'en risque pas moins, p. 83, la forme « *permettât* » ! Et il se trouve encore de bonnes âmes pour nier la « crise du français ».

3. Charles de Larivière, *la France et la Russie au XVIII^e siècle. Études d'histoire et de littérature franco-russe*. Paris, Le Soudier, 1909, in-18, xix-341 p. — Cette première série comprend : Catherine II et d'Alembert, Mercier de la Rivière, Buffon et Figaro ; le comte Eszterhazy à la cour de Russie, plus une étude sur la jeunesse de Nicolas I^{er}. M. de Larivière utilise surtout la correspondance de Grimm, le « souffre-douleurs » de l'impératrice.

4. Sur Mercier, la discussion des textes semble bien donner raison à l'auteur, et, par contrecoup, à Diderot, contre Catherine et Falconet.

plus intrépides, c'est assurément celle de la Du Barry. M. SAINT-ANDRÉ n'a pas reculé devant cette tâche¹. Il est au moins arrivé à détruire la légende abjecte de la « Belle Bourbonnaise », légende trop évidemment fabriquée à Chanteloup et acceptée les yeux fermés par les Goncourt. Chez lui, la vérité, par contre, est un peu embellie; c'est la vérité selon le parti d'Aiguillon. Il reste que, si la Du Barry fut une femme galante, il est injuste de voir en elle une « fille »², honorée un beau jour d'un caprice royal, et l'équitable histoire ne doit pas la sacrifier à une autre titulaire de l'emploi, à la Pompadour. Elle n'était pas méchante, ce qui est déjà une qualité; elle avait même cette bonté un peu banale qu'on trouve parfois aux personnes de mœurs faciles; elle n'était nullement, quoi qu'on en ait dit, grossière; elle avait le goût des arts, ou plutôt du luxe. Elle ne fut point, cependant, inoffensive. Si elle n'a pas, autant que la Pompadour, fait et défait les ministres, il serait inexact de prétendre qu'elle n'a pas fait de politique, qu'elle n'a pas servi d'instrument à un parti. Dans deux circonstances au moins, elle joua un rôle : stylée par ses amis contre Choiseul, elle contribua à empêcher la guerre anglo-espagnole, ce qui amena la chute du ministre; elle fut pour quelque chose dans le coup d'État de Gustave III. Avec elle continue le règne des favorites. — Mais le principal intérêt du livre de M. Saint-André, c'est de nous montrer, plus complètement qu'on ne l'a jamais fait, la Du Barry contre-révolutionnaire. Même, malgré les arguments qu'il fait valoir sur ce point en faveur de sa cliente, il semble bien que le vol des diamants de Louveciennes fut un « cambriolage » machiné pour faire passer ces diamants à Londres, aux mains des émigrés. « Il faut bien, » dit-il d'ailleurs (p. 409), « se rendre à l'évidence : M^{me} Du Barry violait les lois révolutionnaires, trahissait de son mieux la République ». Cette fois, du moins, le couperet ne se trompa pas : il trancha la jolie tête d'un « agent de Pitt »³. Cette conspiratrice en paniers a-t-elle été, par surcroît, une héroïne de la Terreur⁴? C'est une légende à laquelle M. Saint-André

1. Claude Saint-André, *Madame du Barry, d'après les documents inédits*. Paris, Émile-Paul, 1909, in-8°, xx-479 p., 1 héliogr. Préface de M. P. de Nolhac. Il a paru du même ouvrage une édition illustrée.

2. Disons cependant que si la miniature de Lavreince, reproduite dans l'ouvrage, plaide en faveur de cette thèse, le portrait de M^{me} Vigée-Lebrun (fait d'après cette miniature, et qui était récemment exposé aux *Cent portraits*) donnait l'idée d'une « fille », d'une pensionnaire de maison close en rupture de ban.

3. Pièces justificatives extraites de la collection Morrison, des archives de Versailles, des Archives nationales, des Affaires étrangères. On notera les lettres de M^{me} Denis à Voltaire et les documents relatifs au procès de la Du Barry. La haine de Greive s'y montre singulièrement clairvoyante.

4. La Du Barry se sacrifiant pour M^{me} de Mortemart (p. 424).

serait un peu trop disposé à croire et dont un agréable volume de M. DE REISET a fait justice¹.

M. FÉRET² s'achemine vers la fin du grand ouvrage qu'il a consacré à la *Faculté de théologie de Paris*. Le tome VI, — l'avant-dernier, — est consacré au XVIII^e siècle. On y étudie les épisodes qui marquent la vie du docte corps : visite du tsar³ et projets de réunion de l'Église orthodoxe; interventions du roi, même en matière doctrinale; querelles avec le parlement et conflits entre le gallicanisme théologique et le gallicanisme parlementaire, « cas de conscience » et « constitution »⁴. Mais le véritable intérêt du livre, c'est la lutte contre le philosophisme, qui s'ouvre par la censure des thèses « scandaleuses » de l'abbé de Prades. Ensuite, il n'est pas une œuvre célèbre ou simplement marquante de ce siècle glorieux (non seulement celles de Buffon, de Montesquieu, de Jean-Jacques, d'Helvétius, mais jusqu'à l'*Essai sur l'homme* de Pope et à l'innocent *Bélisaire* de Marmontel) qui n'attire les colères de la sacratissime Faculté⁵. Ses foudres vieillies ne sont pas encore devenues méprisables, puisque l'on voit, à deux reprises (en 1754 et en 1780), le châtelain de Montbard se livrer à la plus plate des palinodies, rétracter tout ce qui, dans l'*Histoire naturelle* et dans les *Époques*, est relatif à la théorie sédimentaire des continents et à la formation du système planétaire, c'est-à-dire précisément ce qui fait sa gloire. Il y a là une page de l'histoire de l'esprit humain, assurément moins tragique, mais presque aussi affligeante que celle de Galilée. Il est vrai que la Faculté était félicitée de son zèle pieux par ce parangon de vertu qui s'appelait le car-

1. V^e de Reiset, *Grandes dames, tragédiennes et aventurières. Belles du vieux temps*. Paris, Émile-Paul, 1909, in-8°, III-340 p. — Aimable galerie de portraits où voisinent avec la Du Barry M^{lle} de Clermont, cette touchante amoureuse, et M^{lle} de Charolais, cette cynique, M^{me} de Lamballe, Théroigne, la princesse de Liéven, la duchesse de Dino (traitée avec indulgence), la duchesse de Praslin (ne tranche pas la question troublante de la survivance du duc), la duchesse de Berry (que l'auteur défend contre cette langue vipérine de M^{me} de Boigne), etc.

2. Abbé P. Féret, *la Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres. Époque moderne*; t. VI : XVIII^e siècle. *Phases historiques*. Paris, A. Picard, 1909, in-8°, 417 p. Le t. VII contiendra le double index (auteurs et matières) de l'époque moderne.

3. Les travaux du P. Pierling ne sont pas cités.

4. A l'appendice, une intéressante étude sur la négociation d'Amelot à Rome, durant les derniers mois de la vie de Louis XIV, au sujet du concile national.

5. Et aussi les amusantes colères de l'abbé Féret. Voy., p. 227 et 228, sa violente sortie contre Helvétius à propos d'un passage où celui-ci exprime, au sujet de la psychologie des animaux, des idées qui sont aujourd'hui presque banales. Pour un docteur en théologie, il paraît que c'est « le renversement des fondements de toute vraie science ».

dinal de Rohan! — Il nous est impossible de nous associer aux regrets exprimés par M. Féret : la Révolution, en faisant disparaître la vieille Sorbonne, ne tua qu'une institution décrépite et qui n'était plus que malfaisante¹.

Que l'*Esprit des lois* (l'un des ouvrages censurés par la Faculté) n'ait pas été ce que dit orgueilleusement l'épigraphe : *prolem sine matre creatam*; que Montesquieu ait subi fortement l'empreinte de la pensée anglaise et en particulier celle de Locke : ces choses n'étaient point, pour les historiens, aussi neuves que semble le croire M. DEDIEU². Il n'en a pas moins rendu service en analysant de près la formation, en France même, de la tradition politique anglaise, d'abord sous l'influence des « journalistes » réfugiés, puis sous celle des historiens proprement dits, en particulier de Rabin de Thoyras, et des écrivains politiques. Ce sont, en somme, ces trois chapitres, sorte de préparation à l'entrée en scène de Montesquieu, que les lecteurs de cette *Revue* goûteront le plus vivement dans ce travail, inspiré de la méthode du regretté Joseph Texte, écrit avec une remarquable liberté d'esprit³.

Le principal résultat des retentissantes conférences de M. Jules Lemaitre paraît avoir été de réveiller le zèle des dévots de Rousseau. Une traduction française, qui est en même temps une réduction, met à la portée de tous le curieux livre de M^{me} MACDONALD⁴ : on y

1. Sur l'Université de Paris en général, M. Féret cite l'ouvrage un peu vieux de Jourdain. Par contre, il ignore (cette ignorance est-elle volontaire?) les magistrales études de M. Liard. Une documentation aussi tendancieuse n'est pas faite pour inspirer confiance.

2. Joseph Dedieu, *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France. Les sources anglaises de « l'Esprit des lois »*. Paris, Gabalda, 1909, in-8°, 326 p.

3. Les historiens de la littérature consulteront sans doute avec intérêt les passages sur John Arbuthnot et la théorie des climats, sur Warburton et Mandeville (il aurait fallu citer l'*Individualisme* de Schatz), sur Thomas Gordon et ses *Discours sur Tacite* (il manque, p. 294, un rapprochement, qui s'impose, avec Camille Desmoulins). Noter aussi le dernier chapitre sur le courant anglophobe de 1760. Mais il est bizarre de paraître ranger parmi les anglophobes l'auteur de la *Nouvelle Héloïse* (p. 385); il y a là une maladresse de forme. — Citons, à propos de ces influences anglaises sur l'esprit français, la petite thèse de M. H. Ollion, *Notes sur la correspondance de John Locke, suivies de trente-deux lettres inédites de Locke à Thoynard (1678-1681)*. Paris, Picard, 1906, in-8°, 144 p. Intéressant pour l'histoire des inventions scientifiques et mécaniques, dont on se préoccupait alors des deux côtés du détroit.

4. Frederika Macdonald, *la Légende de Jean-Jacques Rousseau, rectifiée d'après une nouvelle critique et des documents nouveaux*, trad. de l'anglais par Georges Roth. Paris, Hachette, 1909, in-16, vi-287 p., 3 fac-similés du ms. de l'Arsenal. — Il ne semble pas que M^{me} Macdonald ait connu le livre de M. H. Buffenoir, *la Comtesse d'Houdetot, sa famille, ses amis* (1903), car elle

trouvera le précieux « talisman », c'est-à-dire une étude sur ces manuscrits des archives de l'Arsenal qui prouvent que les *Mémoires de M^{me} d'Épinay* ont été retouchés, interpolés, « truqués » par Grimm et quelque peu aussi par Diderot. Sans nier complètement, avec l'enthousiaste *authoress*, que Jean-Jacques fût atteint de la manie de la persécution, il faut avouer que les « amis » du citoyen de Genève font ici une bien vilaine figure. Et d'autant grandit celle du « prophète », qui devait laisser à la Révolution ce « legs sacré : le divin trésor d'une loi de justice sociale et d'humanité ».

Les pieuses et touchantes notules où M. BUFFENOIR exprime son adoration, chante les litanies de son dieu¹ sont, elles aussi, une manière de préface à l'histoire de la Révolution française, puisque le livre se termine par une étude sur la visite que Maximilien de Robespierre fit au solitaire d'Ermenonville². Et c'est Jean-Jacques encore que nous allons retrouver dans la correspondance de celle qui sera l'ennemie la plus acharnée de Robespierre. Les *Lettres d'amour* de Marie Phlipon à Roland³ ont été écrites par une fille de Jean-Jacques⁴, disons mieux, une fille de Julie. Tout le feu de la *Nouvelle Héloïse* coule à travers ces pages, délirantes et doulou-

cite comme inédites les lettres de la bibliothèque de Neuchâtel (Macdonald, p. 187; Buffenoir, p. 158). Une étude plus détaillée de ces lettres la rendrait peut-être moins sévère pour cette amie de Jean-Jacques. On aura une idée du ton passionné de l'ouvrage par l'énoncé de quelques titres de chapitres : « La découverte du *Talisman*; Jean-Jacques, l'artificieux scélérat; les six mensonges de Rousseau. » Ces trois cents pages se lisent comme le plus attachant des romans.

1. Hippolyte Buffenoir, *Études sur le XVIII^e siècle. Le prestige de Jean-Jacques Rousseau. Souvenirs, documents, anecdotes*. Paris, Émile-Paul, 1909, in-8°, xv-476 p., 9 portr. et illustr. — La pl. VIII est inexactement annoncée comme pl. IV. Deux choses s'imposent comme suite aux volumes de M^{me} Macdonald et de M. Buffenoir : une édition critique des *Mémoires de M^{me} d'Épinay*, une édition critique des *Confessions* (voy. Buffenoir, p. 279, renseignements sur les quatre rédactions).

2. Ch. XVIII : *Rousseau et Robespierre se sont-ils vus?* M. Buffenoir reproduit (p. 433) la *Dédicace de Maximilien Robespierre aux mânes de J.-J. Rousseau*, pièce essentielle à l'intelligence des idées révolutionnaires : « Le vieil édifice s'est écroulé, le portique d'un édifice nouveau s'est élevé sur ses débris, et, grâce à toi, j'y ai apporté ma pierre ».

3. Roland et Marie Phlipon. *Lettres d'amour de 1777 à 1780*, publ. p. Claude Perroud. Paris, Alph. Picard, 1909, in-8°, 408 p., 2 fac-similés et 1 plan. — Cet élégant volume, qui complète les beaux travaux de M. Perroud sur M^{me} Roland, inaugure une *Collection de mémoires et documents relatifs aux XVIII^e et XIX^e siècles*. Il est fâcheux qu'il y ait tant de fautes d'impression.

4. Voy., dans le vol. précité de M. Buffenoir, le ch. VI : « Une fille de J.-J. Rousseau », et le ch. VIII, sur la visite de Marie Phlipon au logis de la rue Plâtrière.

reuses; et l'on retrouve en même temps, dans cette rhétorique passionnée, l'accent des héroïnes de Corneille. Que de remerciements ne devons-nous pas à M. PERRAUD pour nous avoir fait pénétrer davantage dans la psychologie¹ de cet être de flamme! Hélas! pourquoi faut-il que cet amour, — amour de tête qui tomba un beau jour dans un cœur de lave, — ait eu pour objet un bourgeois borné et mesquin, pétri de préjugés, aussi éloigné que possible de la « nature » et de l'Évangile selon saint Jean-Jacques? On dirait (me passera-t-on cette irrévérence?) d'un dindon accouplé à une aigle².

On relèvera dans la *Franc-maçonnerie en France*³ de M. Gustave BORD un réel effort pour faire œuvre sérieuse. En premier lieu, l'auteur a loyalement essayé de se documenter. Assurément, sa documentation n'est pas complète⁴ (et il sera sans doute impossible de faire scientifiquement l'histoire de la maçonnerie tant que les loges ne se seront pas décidées à ouvrir leurs archives), mais elle paraît solide. On aura intérêt à étudier ses documents sur les loges d'Orléans et de Bordeaux et sa liste des loges en 1774; elle donne une idée très curieuse de la composition des loges, où les avocats, les conseillers, les professeurs, les industriels, les négociants voisinent avec des nobles, des officiers, des chanoines, des prêtres, des moines, où Montgolfier, Jouffroy d'Abbans, Dupaty ont rencontré, — peut-être, — Joseph de Maistre! Couthon et le comte de Clermont-Tonnerre étaient bien de la même loge. D'autre part, M. Bord n'est pas de ceux qui voient dans tout maçon un suppôt de Satan, un

1. Quelques lettres sont capitales (spécialement celles de la période de rupture). Voy., n° LXXXII, l'admirable lettre du 11 septembre 1779, et surtout la p. 286 : toute M^{me} Roland est là.

2. M. Perraud flatte Roland lorsqu'il parle, dans son avant-propos, de « ces deux âmes ardentes ». Lui-même signale souvent la froideur de ses réponses. Les fragments des *Mémoires* de M^{me} Roland cités en appendice disent cruellement la désillusion de cette âme frémissante.

3. G. Bord, *Bibliothèque d'histoire nationale. Période révolutionnaire. La franc-maçonnerie en France, des origines à 1815*; t. I : *les ouvriers de l'idée révolutionnaire (1688-1771)*. Paris, Nouvelle librairie nationale, s. d. [1908], in-8°, xxxvi-551 p., portr. et fac-similés.

4. C'est ainsi que, sur les loges bourguignonnes, M. Bord ignore le travail de M. l'abbé J. Thomas, *les Origines de la loge maçonnique de Dijon*, 1907. Il y aurait vu qu'en dehors de la *Parfaite amitié*, Dijon possédait la *Concorde*, et qu'en 1771, de la première de ces loges se détacha celle des *Arts réunis*, loge d'artisans. Sur l'idée de l'égalité, il aurait été bon de citer (à peine un mot p. 441) la circulaire lancée par le Grand Orient, entre 1777 et 1779, qui fermait les loges aux maîtres des métiers (d'après Thomas, p. 17). Ce n'est pas non plus un détail oiseux que la messe du Saint-Esprit précédant les élections maçonniques. M. Bord semble ignorer les « loges provinciales », créées par le Grand Orient pour régulariser les institutions locales.

« vendu aux Juifs ». Il estime que la maçonnerie du XVIII^e siècle « a été imprégnée de toutes les vertus et de tous les vices de son temps ». Nous sommes loin, on le voit, de la basse littérature anti-maçonnerie. — Est-ce à dire que M. Bord ait fait complètement œuvre d'historien¹? Il soutient une thèse : à savoir que la Révolution, c'est l'esprit maçonnerie². Si les « philosophes » n'étaient, pour la plupart, probablement pas maçons, c'est une difficulté qui n'arrête pas l'auteur : ils étaient « latomisés ». Si les documents ne montrent pas clairement l'action des loges dans les événements révolutionnaires, on supplée aux documents par des conjectures. En somme, ce que dit l'auteur du rôle des loges (p. 204 et suiv., 292) est une façon de se représenter l'histoire, pas davantage, et parfois une pure fantaisie. On pourrait aussi bien, avec les mêmes arguments, prouver que c'est telle ou telle autre secte qui a fait la Révolution. Et comment, au reste, une secte, si puissante qu'on la suppose, aurait-elle mérité « ou cet excès d'honneur ou cette indignité »? Ce n'est pas dans le silence du Temple que s'est préparé un mouvement dont les causes étaient universelles et profondes; les loges ont pu contribuer à cette préparation en répandant dans les milieux les plus divers les idées de la philosophie nouvelle. Je ne crois pas que l'histoire, lorsqu'elle sera pleinement documentée, pourra en dire davantage.

La méthode suivie par M. LETAICONNOUX dans son livre sur *le Commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle*³ est excellente de

1. Je ne parle pas des étranges ignorances de l'auteur : p. 312, Sickenburgen (c'est la Transylvanie); p. 318, Radosto pour Rodosto; p. 499, Magon pour Mazon. — P. 51, qu'est-ce que Charles III Stuart? — P. 20, Socin, « le philosophe athée », et p. 21, n. 1 : « Il reconnaissait seulement Dieu le Père ». Singulier athéisme. Athée comme Jésus. — P. 505, le ms. anglais de 1693 est relatif à un pur et simple compagnonnage d'ouvriers maçons (intéressant pour les origines professionnelles de la maçonnerie). Les mots « sainte Église » et « hérésie » n'impliquent nullement que les auteurs du document soient catholiques romains, puisqu'il datent « anno regni R. et R. Gulielmy et Mary ». M. Bord en est-il à ignorer que la « sainte Église », c'est l'Église dont on est, et que l'« hérésie », c'est la « doxie » du voisin? Quant à la question de l'origine jacobite, M. Bord ne l'a pas fait avancer.

2. P. 204, « c'est l'idée maçonnerie qui, en évoluant, mène tout ce monde, à l'insu même du plus grand nombre ». On ne voit pas ce que deviennent, dans la théorie de M. Bord, des faits comme ceux-ci : Bordeaux (p. 408) refuse des comédiens; Bayonne (p. 400) et Bordeaux sont opposés à l'admission des juifs. Par contre, je n'aperçois pas comment M. Bord peut établir une contradiction entre la hiérarchie maçonnerie, théoriquement au moins fondée sur le mérite, et le dogme de l'égalité.

3. J. Letaiconnoux, *les Subsistances et le commerce des grains en Bretagne au XVIII^e siècle. Essai de monographie historique*. Rennes, Oberthür, 1909, in-8°, xxxvii-396 p., 3 cartes.

tout point. A l'école de son maître M. Sée, M. Letaconnoux apprit à connaître les populations rurales bretonnes, leurs moyens et leur capacité de production; ses propres études sur la viabilité de l'ancien régime lui ont permis de voir comment les grains circulaient, de déterminer la position des marchés. De patientes recherches d'archives¹ lui ont révélé le caractère original que revêtait, dans cette province, la question des subsistances. C'était un pays pauvre, encore moins favorable alors qu'aujourd'hui à la production en grand des céréales riches², et pourtant c'était un pays d'exportation. Ce paradoxe s'explique par trois causes : 1° s'il n'y avait pas, à proprement parler, de surproduction en Bretagne, il y avait, en raison de la misère des habitants, *sous-consommation*; 2° les formes de tenure, notamment le métayage, mettaient aux mains des propriétaires des stocks de grain; 3° la position maritime de la Bretagne et l'abondance des havres multipliaient les points de sortie et favorisaient la fraude. Le régime prohibitif fonctionnait donc très imparfaitement, sans parler des brèches qu'y ouvraient arbitrairement les autorisations temporaires. Tandis que les privilégiés (nobles, ecclésiastiques ou bourgeois propriétaires) sont partisans de la liberté commerciale et découvrent d'instinct, avant Quesnay, les formules physiocratiques, parce qu'ils tirent de l'exportation des grains le plus clair de leurs revenus, la masse rurale, qui redoute la famine, est attachée à la prohibition; elle ne veut pas croire que le roi puisse y renoncer; elle regarde comme des faux les édits qui établissent le commerce libre; elle manifeste ses inquiétudes et ses colères par des émeutes³. Ainsi, en Bretagne, la question des subsistances va donner à la Révolution, dans ses débuts, le caractère d'une lutte de classes⁴.

Les événements de 1870 auraient pu empêcher de poursuivre, au delà de la frontière actuelle, les études entreprises sur l'état de la France en 1789⁵. La Société d'archéologie lorraine a décidé de com-

1. Ce sont les archives d'Ile-et-Vilaine qui ont fourni le plus de documents, puis celles des autres départements bretons et des villes, enfin les Archives nationales et de la Marine et les Bibliothèques nationale, de l'Arsenal, Mazarine.

2. La carte des cultures de froment et de seigle (répartition par subdélégation) traduit l'opposition entre la Ceinture dorée et l'intérieur.

3. Ce qui est curieux, dans l'énumération de ces émeutes (p. 329 et suiv.), c'est de ne pas trouver trace de la crise de 1775. Y a-t-il là une simple négligence de l'auteur, ou la Bretagne n'a-t-elle pas connu la « guerre des farines » ?

4. Parmi les bénéficiaires du droit de havage, M. Letaconnoux ne cite nulle part l'exécuteur des hautes œuvres. Est-ce que cet usage bizarre n'existait pas en Bretagne ?

5. Bien que les *Cahiers du bailliage de Vic* aient été publiés par M. Ch. Étienne.

blir cette lacune. Sous ses auspices, et d'après les méthodes préconisées par notre Commission centrale, MM. DORVAUX et LESPRAND publient les *Cahiers des bailliages de Boulay et de Bouzonville*¹. Beaucoup de ces documents ont une saveur franchement paysanne² et donnent une grande place aux griefs locaux et aux réclamations d'ordre économique : dîmes, droits féodaux, clôtures, forges, sel, clergé séculier, Juifs (surtout marchands de bestiaux). Mais on relève aussi dans quelques-uns d'entre eux des aspirations plus générales : égalité devant l'impôt, établissement d'une constitution du royaume, fusion de la Lorraine avec la France³.

C'est en dehors des cadres de la Commission que M. MALLET publie les *Cahiers du bailliage de Pontoise*⁴, et cela est fâcheux. Mieux instruit et mieux dirigé, M. Mallet se fût épargné des dissertations d'histoire générale parfaitement inutiles; il se fût appliqué à établir la filiation de ces cahiers entre eux, à supprimer les redites. Il eût ainsi mis en lumière le caractère nettement politique de certaines réclamations (vote par tête, périodicité des États, impôt unique, responsabilité ministérielle) qui figurent dans presque tous les cahiers de corporations et dans un certain nombre de cahiers ruraux. Évidemment, il y eut là une inspiration unique, d'origine probablement basochienne⁵; mais la naïveté, parfois l'incorrection de la forme prouve que ces idées générales, philosophiques, ont été repensées, et non pas seulement répétées, par les électeurs primaires⁶. Des études sur ces questions auraient donné à cette publication, luxueuse et soignée, une tout autre valeur.

HENRI HAUSER.

1. *Documents sur l'histoire de la Lorraine (Quellen zur lothringischen Geschichte)*; t. IX : *Cahiers de doléances des communautés en 1789*; I : *Bailliages de Boulay et de Bouzonville*, publiés par N. Dorvaux et P. Lesprand. Metz, 1908, in-8°, xv-547 p., 2 cartes.

2. A noter le nombre infime de cahiers rédigés en allemand.

3. C'est d'abord sous la forme économique que se manifestent les aspirations vers l'unité nationale.

4. Ernest Mallet, *les Élections du bailliage secondaire de Pontoise en 1789* (convocations, procès-verbaux, cahiers, correspondance du lieutenant général avec le ministère). Paris, H. Champion [1909], in-8°, 421 p. — Il n'y a que les cahiers du tiers.

5. Le cahier de Cergy est évidemment fait de toutes pièces par des gens de loi; c'est un vrai plan de constitution.

6. Les cahiers des corporations, rédigés par les maîtres, réclament l'extension du régime des maîtrises, tandis que les simples bourgeois préféreraient la liberté. Le cahier général demande la suppression des maîtrises.

ANTIQUITÉS ROMAINES.

(Publications françaises.)

Les travaux français consacrés en 1907 et 1908¹ aux antiquités romaines se répartissent en trois catégories principales : études d'histoire générale et d'institutions ; — questions d'histoire littéraire et religieuse ; — publications relatives à l'archéologie, à l'épigraphie et aux provinces de l'empire.

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ; INSTITUTIONS. — Le sujet traité par M. CRÉMIEU² est intéressant et important à un double point de vue. L'évolution de la justice privée dans la procédure romaine, dont l'étude constitue le noyau même du livre de M. Crémieu, n'est qu'un cas particulier d'un fait beaucoup plus général, la substitution progressive de la justice rendue par l'État à la justice que les individus se faisaient eux-mêmes. C'est là un phénomène essentiellement historique qui dépasse le domaine spécial du droit et dont les conséquences politiques et sociales sont considérables. M. Crémieu a volontairement limité ses recherches à la procédure civile romaine. Il a suivi l'évolution de cette procédure à travers cinq étapes distinctes : 1° la justice privée pure et simple ; 2° la justice privée devenue procédure légale contrôlée par les pouvoirs publics ; 3° le système des compositions volontaires ; 4° le système de la composition obligatoire ; 5° la justice rendue par l'État. Mais si le sujet propre traité par M. Crémieu a été ainsi nettement circonscrit, l'auteur, dans son introduction et dans sa conclusion, a mis en relief la portée générale de l'évolution qu'il a étudiée ; il a même formulé la loi qui lui paraît diriger cette évolution, et il a inscrit comme épigraphe en tête de son volume la formule qu'il a adoptée : *le domaine de la justice privée est en raison inverse du domaine des souverainetés*. M. Crémieu, qui est un juriste distingué, applique en même temps la méthode historique et la méthode comparative. Il proclame les grands services que l'esprit et la méthode historiques ont rendus à l'étude du droit romain ; il s'inspire de l'un et de l'autre dans son travail. En outre,

1. Nous ne mentionnerons dans ce bulletin que les travaux français portant les millésimes de 1907 et 1908, nous réservant de parler dans un prochain numéro de ceux qui ont paru en 1909. D'autre part, d'accord avec la direction de la *Revue*, nous nous occuperons seulement des livres, à l'exclusion des articles parus dans les périodiques, articles qui sont signalés régulièrement dans les bulletins des périodiques.

2. Louis Crémieu, *la Justice privée ; son évolution dans la procédure romaine*. Paris, Larose et Tenin, 1908, in-8°, xv-324 p.

il paraît avoir été séduit par la méthode comparative; il affirme volontiers que l'évolution de la justice « a eu dans toutes les sociétés humaines le même point de départ, s'est développée suivant les mêmes étapes et a eu pour résultat final l'élimination de la justice privée et le triomphe définitif de la justice rendue par l'État ». D'après lui, la justice privée est un principe universel. « Elle a existé à toutes les époques et dans tous les milieux. Elle correspond à une étape nécessaire de l'histoire des civilisations humaines. » Malgré les exemples cités par M. Crémieu, il y a peut-être dans ces affirmations plus de déduction logique que d'induction vraiment historique. Et lui-même nous fournit une preuve de la fragilité de cette déduction. Après avoir déclaré que l'un des caractères fondamentaux de la justice privée est de « se rapporter à l'origine des sociétés humaines », il cite le moyen âge comme l'une des époques où la justice privée fut le plus répandue. Il nous paraît difficile d'admettre que la société féodale ait été une société primitive. La méthode comparative doit, pour être vraiment féconde, être maniée avec beaucoup de prudence. Comme il arrive souvent chez les néophytes, M. Crémieu l'a peut-être appliquée avec trop d'enthousiasme et de confiance¹.

Plus restreinte en apparence, l'étude de M. TRAPENARD sur l'*ager scripturarius* n'en a pas moins, elle aussi, une valeur générale, qu'indique d'ailleurs le sous-titre du volume : *Contribution à l'histoire de la propriété collective*². En recherchant les origines, en

1. M. Crémieu nous permettra de lui signaler quelques assertions contestables ou inexactes. P. 42. A propos de la pratique de l'*asseurement*, ce furent bien moins les seigneurs que les rois qui, durant le cours du XIII^e siècle, s'efforcèrent de rendre obligatoire cette pratique. — P. 43. Tous les historiens seront surpris de lire cette phrase : « ... L'autorité royale, qui était restée longtemps impuissante au milieu de l'anarchie féodale, commença à reprendre conscience d'elle-même dans le cours du XIV^e et du XV^e siècle. » M. Crémieu ignore-t-il donc l'œuvre de Philippe Auguste, de saint Louis, de Philippe le Bel pendant le XIII^e siècle? — P. 53, note 2. « L'antagonisme de la religion et de l'État est chose établie de nos jours. » Affirmation parfaitement inexacte pour l'Angleterre, pour les États-Unis, pour la plupart des pays de l'Europe orientale. — P. 99. « Si l'on remonte à l'époque qui précède la loi des XII Tables, l'État romain n'était pas encore formé. Les seuls groupements organisés étaient les familles qui se trouvaient soumises à l'omnipotence de leur chef, le *paterfamilias*. Mais en dehors du groupe familial, il n'y avait alors aucune souveraineté solidement constituée. » L'esprit critique de M. Crémieu irait-il jusqu'à nier, avant la rédaction des XII Tables, l'existence du Sénat romain, du Consulat, du tribunal de la plèbe et des assemblées populaires? Il nous paraît bien téméraire d'intituler la *Préhistoire* toute la période antérieure à la législation décemvirale.

2. C. Trapenard, *l'Ager scripturarius, contribution à l'histoire de la propriété collective*. Paris, Larose et Tenin, 1908, in-8°, XII-222 p.

exposant l'histoire et en décrivant l'organisation de l'*ager scripturarius*, M. Trapenard a montré quelle place importante l'économie pastorale tenait à Rome, du moins à l'origine, et quelles survivances de cet ancien état de choses peuvent encore être saisies aux derniers siècles de la République et jusque sous l'empire. L'*ager scripturarius*, qui ne fut qu'une spécialisation de l'*ager publicus*, se composait primitivement des terres réservées pour le pâturage commun autour de Rome; bientôt, à la suite des conquêtes, il prit une extension considérable. La perception de la taxe de dépaissance dut être affirmée à des sociétés financières, dites sociétés de *scriptura*, dont M. Trapenard expose, avec une sobre précision, l'organisation, les attributions, le mécanisme. Un chapitre intéressant est consacré au rôle social du pâturage public, aux efforts obstinés de l'aristocratie romaine pour accaparer à son profit l'usage de ce pâturage, aux tentatives faites, sans succès durable, par les représentants de la plèbe et de la classe moyenne pour mettre fin à cet accaparement. Sous l'empire, peut-être même dès la fin de la République, le caractère public des terres pastorales alla en s'atténuant; les *agri compascui*, les pacages coloniaux, la création de *saltus* impériaux et de *saltus* privés, tous ces éléments donnèrent à l'économie pastorale une physionomie nouvelle, y introduisirent de plus en plus le principe de la propriété individuelle. L'étude de M. Trapenard embrasse ainsi l'histoire de l'*ager scripturarius* depuis les origines de Rome jusqu'au moment où cet *ager*, après avoir atteint, vers la fin de la République, sa plus grande extension matérielle, perdit au moins partiellement son caractère distinctif d'*ager publicus*. C'est une grave question d'histoire économique qui se trouve ici traitée. Le même problème ou des problèmes analogues ont été posés dans d'autres pays. M. Trapenard indique en notes de curieux rapprochements entre l'organisation de la propriété foncière à Rome et cette même organisation dans le mir russe, en Annam, dans l'Amérique anglaise, dans l'ancienne Suède, etc. Mais, plus familiarisé sans doute avec les méthodes de travail scientifique que M. Crémieu, il se garde prudemment des conclusions trop générales; il signale des analogies, sans formuler des lois. Au total, son livre est une contribution solide et suggestive à l'histoire économique de l'État romain¹.

II. HISTOIRE LITTÉRAIRE ET RELIGIEUSE. — C'est à l'histoire littéraire autant qu'à l'histoire religieuse de l'empire romain que se rapporte

1. Nous signalerons à M. C. Trapenard une lacune assez surprenante dans sa bibliographie. Tandis qu'il cite (p. xi) l'article de Mommsen : *Das Decret des Commodus für den Saltus Burundianus*, il passe complètement sous silence l'étude de Fustel de Coulanges sur le même sujet.

la thèse de doctorat de M. VALLETTE sur l'*Apologie d'Apulée*¹. À vrai dire, le procès intenté à Apulée, à l'occasion de son mariage avec une riche veuve africaine, Pudentilla, est moins le sujet même de l'ouvrage que le prétexte d'une étude générale sur le personnage. Après avoir exposé la cause et les circonstances du procès, après avoir énuméré les griefs énoncés contre Apulée par ses accusateurs et montré comment Apulée s'est défendu devant le proconsul d'Afrique, M. Vallette examine quelle est la valeur d'Apulée comme avocat, comme orateur, comme sophiste et philosophe; cette valeur est à ses yeux plutôt médiocre. Apulée est un conférencier brillant, un rhéteur qui sait à fond son métier; mais son talent est superficiel, plutôt fait de réminiscences que vraiment personnel; comme philosophe, il manque d'originalité; bien qu'il se proclame sans cesse disciple de Platon, il ne semble pas avoir compris la doctrine du maître. M. Vallette montre nettement qu'Apulée n'est en rien supérieur à son époque, que sa religion et sa philosophie sont bien, quoiqu'il s'en défende, imprégnées de magie: tout n'était peut-être pas faux dans les accusations dirigées contre lui par ses ennemis. Dans la troisième partie de son livre, intitulée *Philosophie, religion, magie*, M. Vallette esquisse un tableau du sentiment religieux dans l'empire au I^{er} siècle de l'ère chrétienne; il insiste sur la conception des démons, qui se trouve chez Apulée comme chez Plutarque. Ces démons, qui servent d'intermédiaires entre les vraies divinités et le genre humain, se manifestent aux hommes dans les oracles et les mystères; « ministres des volontés divines, ils jouent dans l'univers le rôle d'agents de tous les phénomènes ». En particulier, ce sont eux qui accordent la vision de la vérité à ceux qui sont dignes de cette faveur. Le but suprême du philosophe, pour Apulée, c'est de parvenir à la connaissance certaine de la vérité. Pour atteindre ce but, il faut qu'il soit en communication avec les démons. Or, c'est là un trait commun au philosophe et au magicien. « Les démons, qui sont aux ordres du magicien », écrit M. Vallette, « et dont le concours assure à celui-ci sa puissance magique, ce sont eux aussi dont les révélations confèrent au philosophe sa supériorité sur le vulgaire ». En conclusion, M. Vallette estime qu'il est bien difficile de ne pas donner le nom de magie à l'ensemble des « investigations empiriques et des spéculations mystiques qui se résument pour Apulée dans le nom de philosophie ».

C'est à un autre point de vue et d'après une méthode différente que l'histoire religieuse de l'empire romain est étudiée dans le premier volume de mon travail intitulé *les Cultes païens dans l'empire*

1. Paul Valette, *l'Apologie d'Apulée*. Paris, C. Klincksieck, 1908, in-8°, VIII-328 p.

romain¹. Il s'agit moins de déterminer la nature exacte, et, pour ainsi le dire, le contenu du sentiment religieux que d'observer et de décrire les manifestations extérieures de ce sentiment. Sous l'empire, ces manifestations, c'est-à-dire les cultes divers que célébraient les habitants du monde romain, étaient multiples. L'histoire de ces cultes, de leurs influences réciproques, de leurs réactions les uns sur les autres, de leurs rapports avec l'État romain et de l'attitude de cet État à leur égard est une histoire des plus complexes; il était nécessaire, pour l'exposer avec méthode et clarté, d'y introduire des divisions: d'abord des divisions géographiques, parce que cette histoire est différente en Italie, dans les provinces latines, dans les provinces grecques et orientales; en second lieu, des divisions fondées sur l'objet même des cultes, parce que ces cultes multiples se répartissent aisément en un petit nombre de catégories: les cultes officiels, les cultes romains et gréco-romains, les cultes orientaux, les cultes indigènes de chaque province ou groupe de provinces voisines. Le premier volume, paru en 1907, traite, dans les provinces latines, des cultes officiels et des cultes romains et gréco-romains. Les documents utilisés ont été surtout des documents archéologiques et épigraphiques. Grâce à ces documents, il a été possible de déterminer avec précision les caractères des cultes officiels, en particulier du culte rendu à la divinité impériale et du culte rendu aux divinités capitoline. Dans les chapitres consacrés aux cultes romains et gréco-romains, la répartition même de ces cultes dans les diverses provinces latines, répartition révélée par la statistique des documents, a permis dans certains cas de discerner les causes pour lesquelles telle divinité avait été sous l'empire particulièrement populaire en Afrique, telle autre en Gaule, telle autre encore en Dalmatie, en Pannonie ou en Dacie.

III. ARCHÉOLOGIE; ÉPIGRAPHIE; TOPOGRAPHIE; HISTOIRE PROVINCIALE.

— 4° *Rome et la campagne romaine*. — La quatrième édition du *Forum romain* de M. THÉDENAT² a paru en 1908. Entièrement refondue, cette édition nouvelle a été mise par son auteur au courant des découvertes les plus récentes.

M. GUSMAN a résumé en un livre de format plus maniable et de prix plus accessible³ sa grande publication sur la *Villa impériale de*

1. J. Toutain, *les Cultes patens dans l'empire romain*; 1^{re} partie: *les Provinces latines*; t. I. Paris, E. Leroux, in-8°, v-472 p. (*Bibliothèque de l'École des hautes études; sciences religieuses*, fasc. 20.)

2. H. Thédenat, *le Forum romain et les forums impériaux*; 4^e éd. Paris, Hachette, 1908, in-16, xii-458 p., 46 grav. et 2 grands plans.

3. Pierre Gusman, *la Villa d'Hadrien près de Tivoli*. Paris, Hachette, 1908, in-16, 171 p., 120 grav., 1 plan en couleurs et 9 dessins originaux de l'auteur.

Tibur. Le plan en a été modifié. L'ouvrage nouveau se compose de quatre parties : une *Notice historique*, où il est question non seulement des voyages d'Hadrien et des origines de la villa, mais aussi de son histoire à travers les siècles, principalement depuis la Renaissance; — un chapitre sur l'*Art à la villa*, où les différentes parties et les œuvres d'art qui les décoraient sont énumérées et expliquées; — un itinéraire méthodique sous le titre : *Une visite à la villa*; — enfin un catalogue de toutes les œuvres provenant de la villa, catalogue qui ne comprend pas moins de 303 numéros. Sous cette forme nouvelle, l'ouvrage de M. Gusman a pris place dans la même série de volumes que le *Forum romain* de M. Thédénat et le *Capitole romain* de M. Rodocanachi (édition in-16).

2° *Italie*. — M. DUBOIS, ancien membre de l'École française de Rome, a écrit une intéressante monographie de l'antique Pouzzoles¹. Préparé par plusieurs séjours et par de sérieuses études de l'auteur sur les ruines de Puteoli, ce livre expose assez complètement l'histoire du célèbre port de la Campanie jusqu'à la fin de l'empire romain. M. Dubois s'est attaché, non seulement à décrire la cité et ses principaux édifices, mais encore à en retracer l'histoire municipale et la prospérité économique. Les problèmes qui se posent à propos de l'histoire et des institutions municipales de Pouzzoles ne paraissent pas avoir encore trouvé leur solution définitive; ils sont du moins indiqués nettement. Le développement du port, l'intensité du mouvement commercial dont il était le centre à la fin de la République et au début de l'empire, les relations constantes qu'il entretenait avec l'orient et les influences qu'il en recevait, tous ces faits ont été étudiés, expliqués, présentés par M. Dubois avec compétence et clarté. C'est d'ailleurs par son rôle économique que Pouzzoles se rattache à l'histoire générale du monde romain; si la ville n'avait pas été, pendant deux siècles environ, l'une des portes de l'orient en Italie, elle n'aurait guère plus d'importance que la plupart des cités de la péninsule. Moins vaste que Naples, beaucoup moins bien conservée que Pompéi, elle doit à sa seule activité commerciale d'attirer et de retenir l'attention de l'historien. M. Dubois a montré, dans ses recherches historiques et archéologiques, une connaissance étendue et pénétrante du sujet, un sens critique parfois fort avisé; il a renouvelé sur plusieurs points la topographie antique de Pouzzoles. On aimerait à trouver dans son livre soit une introduction, soit une conclusion de portée générale; les trois parties dont il se compose

1. Charles Dubois, *Pouzzoles antique (histoire et topographie)*. Paris, Fontemoing, 1907, in-8°, xi-452 p., avec 56 illustrations et une carte. (*Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fasc. 98.)

semblent isolées, indépendantes les unes des autres; on ne sent pas, dans le plan adopté, cette unité organique qui seule peut donner à un livre une armature solide. Mais l'ouvrage vaut par le détail. Après MM. Besnier et Merlin, pour ne citer que ses prédécesseurs les plus récents, M. Dubois continue la tradition des pensionnaires du palais Farnèse qui choisissent pour sujet d'étude un problème de topographie ou d'histoire municipale de l'Italie ancienne.

3° *Les provinces.* a) *Les Gaules.* — La publication des bas-reliefs de la Gaule romaine entreprise par M. le commandant ESPÉRANDIEU¹ à l'instigation de M. S. Reinach vaudra au savant officier la reconnaissance des érudits et des historiens. Déjà ont paru deux volumes de ce recueil important. Le premier renferme les bas-reliefs provenant de la Narbonnaise, des provinces alpestres, de la Corse. Le second est consacré à l'Aquitaine. On ne saurait trop louer le soin et le succès avec lesquels M. le commandant Espérandieu s'est acquitté de la tâche qui lui avait été confiée. Chacun des numéros de ce catalogue donne sur le monument auquel il se réfère tous les renseignements descriptifs, bibliographiques, archéologiques, même historiques qu'on peut souhaiter. Presque toujours une photographie, parfois même deux ou plusieurs accompagnent le texte. Ces deux premiers volumes permettent d'augurer le mieux du monde de l'œuvre complète. Ce sera, pour tous les savants qu'intéressent les antiquités gallo-romaines, un recueil indispensable de documents souvent essentiels. Il ne sera plus nécessaire de feuilleter d'innombrables revues, de parcourir les catalogues plus ou moins vieillis de nos musées lapidaires provinciaux; toutes les indications nécessaires se trouveront rassemblées en un seul et même ouvrage. Ce qui est déjà le cas pour la Narbonnaise et l'Aquitaine, pour des cités aussi importantes qu'Arles, Orange, Vienne, Nîmes, Narbonne, Toulouse, Bordeaux, etc., le sera bientôt, nous l'espérons, pour toute la Gaule romaine. Le *Recueil des bas-reliefs de la Gaule romaine* sera l'équivalent et le complément du tome XII du *Corpus inscriptionum latinarum*.

C'est également au commandant Espérandieu qu'est dû le premier *Rapport* sur les fouilles d'Alésia². Ce rapport comprend 1° un historique aussi complet que possible des découvertes faites à Alise avant 1905; 2° un récit de la réunion du 18 septembre 1905, à laquelle assistèrent de nombreux savants et où fut décidée l'exploration méthodique du Mont-Auxois; 3° un exposé des sondages pré-

1. Émile Espérandieu, *Recueil général des bas-reliefs de la Gaule romaine*; t. I, 1907; t. II, 1908. Paris, Impr. nationale, 2 vol. in-4°, 489 et 478 p.

2. *Les fouilles d'Alésia de 1906. Rapport* par M. le commandant E. Espérandieu. Semur, N. Bardot, 1907, in-8°, 164 p., 1 carte et 51 planches hors texte.

paratoires exécutés d'octobre à décembre 1906; 4° enfin le rapport proprement dit sur les fouilles de 1906. L'œuvre ainsi entreprise est une œuvre nationale autant que scientifique. Les résultats obtenus pendant la première année des fouilles sont des plus encourageants. Sous la direction du commandant Espérandieu, auquel M. Pernet prêta un concours incessant et précieux, plusieurs monuments intéressants furent reconnus et de curieux objets mobiliers furent retrouvés. La *Société des sciences historiques et naturelles de Semur*, qui a eu l'initiative de ces belles recherches, les continuera, nous en sommes certains, malgré les difficultés qui ont pu surgir récemment.

Dans son livre sur *Grenoble et Vienne*¹, qui fait partie de la collection *les Villes d'art célèbres*, M. Marcel REYMOND a consacré quelques pages exactes et précises aux monuments romains et aux musées lapidaires de Vienne.

L'ouvrage important consacré par M. L. BONNARD, avec la collaboration médicale du D^r PERCEPIED, aux sources thermales et minérales de la Gaule romaine², présente pour l'historien de l'antiquité un double intérêt. Si la première partie du livre, intitulée *la Médecine thermale chez les Romains*, expose simplement des faits déjà connus, les chapitres, où il est traité de la géographie des stations thermales dans la Gaule romaine, de leur organisation et de leur fonctionnement, puis de leur destruction partielle, sont plus nouveaux et condensent une foule de renseignements épars jusqu'à présent dans des publications spéciales et des revues savantes de province. L'étude particulière des sources et stations gallo-romaines par grandes régions géographiques fournit, de même, au lecteur les indications les plus précises sur la disposition matérielle de ces stations, sur les vestiges qui en ont survécu, sur les conclusions archéologiques et historiques qu'il est permis d'en tirer. Enfin M. L. Bonnard a compris qu'il était impossible d'étudier les sources thermales et minérales dans la Gaule romaine sans parler du culte des eaux chez les Gaulois et à Rome, sans mentionner au moins brièvement les divinités adorées dans chaque station, divinités latines ou indigènes, sans dire quelques mots des images, idoles, ex-voto, stèles et tablettes votives, monnaies, poteries et objets divers trouvés sur l'emplacement des établissements balnéaires, parfois dans les sources elles-mêmes. Plusieurs plans et de nombreuses gravures illustrent le volume de M. L. Bonnard, dont il serait peut-être exagéré de dire qu'il renouvelle complètement ou qu'il épuise le sujet, mais qui

1. Marcel Reymond, *Grenoble et Vienne*. Paris, H. Laurens, 1907, gr. in-8°, 156 p. et 118 grav.

2. L. Bonnard, *la Gaule thermale*, avec la collaboration médicale du D^r Percepiéd. Paris, Plon, 1908, in-8°, xi-521 p., avec 74 plans et grav.

rendra des services précieux à tous ceux qu'intéresse l'histoire de la Gaule romaine.

b) *Les provinces orientales.* — Après avoir écrit sur la province romaine d'Asie un volume intéressant et solide, M. CHAPOT, ancien membre de l'École française d'Athènes, a étudié, dans sa thèse de doctorat ès lettres, la frontière de l'Euphrate depuis l'époque de Pompée jusqu'à la conquête arabe¹. Cette frontière, qui sépara pendant longtemps l'empire romain du royaume arsacide des Parthes, puis de l'état sassanide des Perses, qui fut dépassée par Rome, souvent violée par ses ennemis, fut une des limites les plus indécises du monde méditerranéen. L'Arménie, ce pays montagneux et enchevêtré au cœur duquel l'Euphrate prend sa source, fut sans cesse disputée entre Rome et les maîtres de l'Iran occidental. M. Chapot était désigné par ses explorations personnelles pour traiter ce sujet. Il a parcouru la Syrie et les régions situées au nord-est de la Syrie proprement dite; disciple de M. Cagnat, il a surtout dirigé son attention et ses recherches vers les antiquités romaines, les vestiges qu'a pu laisser dans ces pays l'occupation militaire de l'époque impériale, les guerres presque continues dont cette frontière a été le théâtre depuis Pompée jusque sous la domination byzantine. La géographie, l'histoire, l'organisation militaire et administrative de la contrée qu'arrose l'Euphrate dans son cours moyen sont exposées par M. Chapot d'après la stricte méthode historique; rien n'est affirmé qui ne se justifie par un ou plusieurs documents; lorsque l'auteur émet une hypothèse qu'il ne peut démontrer, il en prévient le lecteur avec une scrupuleuse conscience. L'idée générale, la plus importante qui se dégage du livre, c'est que la frontière de l'Euphrate n'a jamais été bien fixée. Le monde romain n'a pas eu, de ce côté, une limite relativement stable comme sur le Rhin et le Danube ou encore vers le Sahara. M. Chapot paraît attribuer ce caractère à l'histoire elle-même, aux circonstances politiques et militaires. Peut-être, au moins en ce qui concerne l'Arménie, la nature même du pays expliquerait mieux encore cette indécision de la frontière. Au nord de la Mésopotamie, le massif arménien, qui relie le plateau de l'Iran à l'Asie Mineure, n'appartient nettement ni à l'un ni à l'autre. L'Asie Mineure était possession romaine; l'Iran échappa toujours à Rome. Il était malaisé de tracer une ligne de démarcation bien nette et durable entre les deux puissances rivales à travers ces montagnes. Les relations le plus souvent hostiles des Parthes et du gouvernement romain ont pu contribuer à augmenter encore l'incertitude de la fron-

1. V. Chapot, *la Frontière de l'Euphrate de Pompée à la conquête arabe*. Paris, Fontemoing, 1907, in-8°, xv-408 p., 22 illustrations et 1 carte.

lière; mais la vraie raison de cette incertitude résidait, jadis comme aujourd'hui encore, dans la nature physique du pays.

En 1908 ont paru deux nouveaux fascicules du recueil des *Inscriptiones graecae ad res Romanas pertinentes*¹. Le fascicule 5 du tome I, dont les auteurs sont MM. R. CAGNAT et P. JOUGUET, est consacré entièrement à l'Égypte. Avec le fascicule 1 du tome IV, préparé par les soins de MM. R. CAGNAT et G. LAFAYE, commence la publication des inscriptions de la province romaine d'*Asia*. Comme les précédents, ces fascicules rendront les plus grands services à tous ceux qui veulent étudier l'histoire et les institutions des provinces orientales de l'empire romain.

c) *Les provinces africaines*. — MM. BABELON, CAGNAT et Salomon REINACH, pour la Tunisie², M. GSELL, pour l'Algérie³, continuent la publication des atlas archéologiques de ces deux pays. En 1907 et 1908, l'atlas archéologique de la Tunisie s'est augmenté de deux livraisons, la 41^e et la 42^e, où les feuilles les plus importantes sont celles de Hedil, Bou-Arada et Teboursouk. Celui de l'Algérie, de trois fascicules, les 4^e, 5^e et 6^e, comprenant en majorité des feuilles relatives au département de Constantine. Ces deux publications sont précieuses pour qui veut étudier dans le détail l'occupation territoriale de l'Afrique du nord par les Romains et l'intensité de la colonisation rurale dans les diverses régions de ce vaste pays.

M. GAUCKLER a réuni en un volumineux rapport⁴ de nombreux documents épigraphiques découverts en Tunisie de 1900 à 1905. Les 780 inscriptions ainsi groupées sont presque toutes inédites. M. Gauckler ne s'est pas borné à en reproduire le texte; il a expliqué et commenté toutes celles qui présentaient un intérêt historique ou archéologique. A ce point de vue, nous signalerons particulièrement les documents qui proviennent des fouilles de Bougrara (Gighti); les études consacrées à la basilique chrétienne de Furni, au proconsul d'Afrique C. Aelius Pompeius Porphyrius Proculus, à la basilique d'Uppenna, à l'Odéon et au théâtre de Carthage, au sanctuaire de Saturne du Dj. Djelloud, près de Tunis, à l'arsenal punique de Carthage, etc. Le rapport de M. Gauckler, accompagné de photographies et de plans, donne une impression exacte de l'activité scientifique qui fut dépensée pendant le premier lustre du xx^e siècle dans la régence de Tunis.

1. *Inscriptiones graecae ad res Romanas pertinentes*; t. I, fasc. 5, in-4^e, 108 p. Paris, E. Leroux, 1908; t. IV, fasc. 1, in-4^e, 96 p. Paris, E. Leroux, 1908.

2. E. Babelon, R. Cagnat et S. Reinach, *Atlas archéologique de la Tunisie*. Paris, E. Leroux, in-fol.

3. *Atlas archéologique de l'Algérie*. Alger, Jourdan, in-fol.

4. P. Gauckler, *Rapport sur des inscriptions latines découvertes en Tunisie de 1900 à 1905*. Paris, Impr. nationale, 1907, in-8^e, 311 p. et xxxv planches.

Cette activité ne s'est point ralentie et les résultats n'en ont pas été moins remarquables sous la direction de M. MERLIN, qui a succédé à M. Gauckler en 1905 à la tête du service tunisien des antiquités et arts. Pour mettre plus rapidement les découvertes archéologiques et épigraphiques faites en Tunisie à la portée du public savant, M. Merlin a inauguré, sous le titre *Notes et documents publiés par la direction des antiquités et arts*¹, une publication appelée à rendre de grands services. Deux fascicules en ont déjà paru, le premier consacré au temple d'Apollon de Bulla Regia, fouillé en 1906 et 1907 par M. le capitaine Benet, le second groupant les inscriptions d'Uchi Majus, d'après les recherches de M. le capitaine Gondouin. M. Merlin et son collaborateur M. Louis Poinssot ont commenté avec intérêt les trouvailles de MM. Benet et Gondouin; chacun des deux fascicules parus forme une étude d'ensemble, où l'archéologie et l'épigraphie servent de support et fournissent les documents nécessaires à de judicieuses et solides conclusions historiques.

Le livre de M. BODEREAU sur la Capsa ancienne et la Gafsa moderne² est moins un ouvrage d'histoire ancienne qu'une étude de géographie comparée. Mais en Tunisie et dans la plus grande partie de l'Algérie une telle étude, lorsqu'elle porte sur la géographie économique, a pour fondement indispensable un solide travail d'histoire ancienne. Ce travail, M. Bodereau l'a fait en ajoutant ses observations personnelles aux conclusions déjà formulées par plusieurs savants, entre autres par M. Paul Bourde, dans son remarquable *Rapport sur les cultures fruitières et principalement la culture de l'olivier dans le centre de la Tunisie*. M. Bodereau a démontré une fois de plus, après M. Bourde, après Paul Blanchet, après beaucoup d'autres, qu'aucun changement appréciable ne s'était produit depuis l'époque romaine dans les conditions physiques et climatériques de la Tunisie centrale. Si le régime des eaux y paraît aujourd'hui plus brutal, plus irrégulier que jadis, c'est par suite de l'incurie humaine. En restaurant les travaux hydrauliques de l'époque romaine, dont les vestiges sont visibles à chaque pas dans le pays et dont beaucoup peuvent être encore utilisés, on atténuera déjà, comme on les avait atténués jadis, les inconvénients et les dangers de ce régime. C'est là la conclusion capitale de l'étude de M. Bodereau : « C'est comme à l'époque romaine par des travaux hydrauliques bien compris que le bled est rendu

1. *Notes et documents publiés par la direction des antiquités et des arts*. I : *le Temple d'Apollon à Bulla Regia*, par A. Merlin. Paris, E. Leroux, 1908, in-4°, 20 p. et VII planches. — II : *les Inscriptions d'Uchi Majus*, par A. Merlin et L. Poinssot. Paris, E. Leroux, 1908, in-4°, 126 p.

2. P. Bodereau, *la Capsa ancienne et la Gafsa moderne*. Paris, A. Chaillemel, 1907, in-8°, 238 p., XI planches, 1 carte.

plus productif et plus habitable. Ces travaux sont exactement de même nature et de même importance que ceux d'il y a dix-huit siècles; ils en sont souvent la restauration; ils ont des effets identiques... : exemple remarquable de répétition des mêmes faits de géographie humaine dans les mêmes conditions de géographie physique. » Il est à souhaiter que l'exemple de M. Bodereau soit suivi : des études analogues de géographie comparée, appliquées à d'autres régions de la Tunisie centrale, des départements de Constantine et d'Alger sont appelées à rendre aux colons d'aujourd'hui les plus grands services. Le mot déjà cité du maître Gaston Boissier se vérifie chaque jour davantage : « Il appartient aux archéologues, en nous renseignant sur le passé, de préparer l'avenir. »

Au sud même de la région de Gafsa, dans la cuvette désertique au fond de laquelle s'étend le chott El Fedjedj, l'œuvre de colonisation romaine s'étendit. Des inscriptions recueillies par M. le commandant Donau m'ont permis, avec l'aide de M. R. Cagnat, d'établir que, dès le règne de Tibère, ce pays avait été cadastré¹. Cette opération cadastrale, qui fut accomplie par le légat C. Vibius Marsus et grâce à la main-d'œuvre militaire fournie par la légion III^e Auguste, atteste que Rome prit officiellement possession, après avoir vaincu la révolte de Tacfarinas, des vastes étendues situées au sud de la Tunisie et de la province de Constantine actuelles.

Lorsque M. R. Cagnat publia en 1892 son grand ouvrage, aujourd'hui classique, sur l'*Armée romaine d'Afrique*, le grand camp légionnaire de Lambèse n'avait été encore que très imparfaitement fouillé. Depuis lors, des recherches méthodiques, dirigées surtout par M. Besnier et par M. Courmontagne, ont amené de fort intéressantes découvertes et fait reparaitre au jour la plus grande partie du camp de la légion III^e Auguste. Ces découvertes ont été condensées dans une étude de M. CAGNAT² qui fournit les renseignements les plus sûrs et les plus précis sur la disposition du camp presque entier. D'instructives comparaisons ont pu être établies avec les camps légionnaires des frontières du Rhin et du Danube, particulièrement avec celui de Novesium (Neuss).

J. TOUTAIN.

1. J. Toutain, *le Cadastre de l'Afrique romaine*, dans les *Mémoires présentés par divers savants à l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XII, 1^{re} partie (1908), p. 341-382.

2. R. Cagnat, *Étude sur le camp de la légion III^e Auguste à Lambèse*, dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XXXVIII (1908), 1^{re} partie.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'HISTOIRE DE LA RÉFORME.

Dans notre dernier bulletin¹, nous avons fait mention d'une nouvelle revue, rédigée par M. FRIEDENSBURG, dont le sujet spécial est l'histoire de la Réforme allemande². La favorable impression produite par les premiers numéros de cette revue s'est confirmée par la série des volumes parus jusqu'ici. On y trouve d'excellents articles de fond, par exemple de M. Th. KOLDE sur le héraut de l'empire Caspar Sturm (qui accompagna Luther à la diète de Worms) et sur son activité littéraire, de M. Th. WOTSCHKE sur le roi Sigismond-Auguste de Pologne et ses prédicateurs de cour évangéliques, de M. F. SPITTA sur les confessions de foi du duc Albrecht de Prusse, de M. KROKER sur les discours de table de Luther et les manuscrits de son fidèle assistant George Roerer, conservés à la bibliothèque de l'université d'Iéna. On y trouve aussi la réimpression d'un pamphlet célèbre de l'année 1521³, dont l'auteur jusqu'ici était inconnu et qui, d'après les investigations fort ingénieuses de M. Alfred GÖRZE, doit être attribué au jeune Alsacien Martin Butzer, plus tard réformateur de Strasbourg⁴. On y trouve même des publications de documents inédits ou d'écrits rares et oubliés, par exemple des fragments de la correspondance des réformateurs, d'autres pièces relatives à l'histoire de la diète de Ratisbonne de 1541, au voyage de visite de l'évêque Jean VII de Meissen dans l'électorat de Saxe, (par K. A. H. BURKHARDT, F. ROTH, K. PALLAS). A cela s'ajoutent des communications diverses, des éclaircissements sur des points obscurs

1. *Rev. hist.*, t. XCII, p. 366 et suiv.

2. *Archiv für Reformationsgeschichte. Texte und Untersuchungen*, in Verbindung mit dem Verein für Reformationsgeschichte herausgg. von Walter Friedensburg. Berlin, C. A. Schwetschke, 1903 et suiv.; Leipzig, M. Heinsius, 1907 et suiv.

3. Cf. Schade, *Satiren und Pasquille aus der Reformationszeit*, t. II, p. 135-154.

4. M. Gölze a donné une édition séparée de son travail : *Martin Butzers Erstlingschrift* (Leipzig, Heinsius, 1907). — Nous devons aussi une mention à un autre travail de M. Gölze : *Erasmus Albers Anfänge* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, 1908, t. V, p. 48-68). Il attribue un pamphlet anonyme, publié dans la collection *Flugschriften aus den ersten Jahren der Reformation*, t. I, cahier 8 (cf. *infra*), à Erasmus Alberus, l'auteur bien connu d'un recueil de fables.

de l'histoire de la Réforme allemande, des comptes-rendus critiques, des analyses de revues, etc.

Le cadre des volumes de l'*Archiv* ne permettait pas d'insérer tout ce qui s'offrait à l'éditeur. On y a ajouté quelques « volumes supplémentaires » qui ne sont pas moins dignes de l'attention des lecteurs. Le premier de ces volumes supplémentaires contient des contributions à l'histoire de la mystique pendant la période de la Réforme¹. Le regretté professeur de théologie à l'université de Tübingen, Alfred HEGLER, dont nous avons fait connaître les belles études sur Sébastien Franck aux lecteurs de cette Revue², avait préparé ce travail important. Après sa mort, M. W. KÖHLER l'a publié en l'accompagnant d'une biographie excellente du sympathique auteur. Hegler avait l'intention de vouer toutes ses forces à une « histoire du spiritualisme » depuis les commencements de la Réforme jusqu'à la révolution anglaise du XVII^e siècle. Sa mort prématurée l'a empêché d'exécuter le plan grandiose de cet ouvrage. Il n'en reste qu'un fragment de la plus haute valeur. C'est de nouveau autour de Sébastien Franck que se groupent ces *Contributions nouvelles à l'histoire de la mystique*. M. Hegler nous fait connaître un adhérent de Sébastien Franck, le spiritualiste Johann Erhard, du duché de Prusse, en utilisant beaucoup de manuscrits conservés aux archives d'état de Königsberg. Il publie des extraits importants de la correspondance de Sébastien Franck, découverts par exemple dans quelques volumes des bibliothèques de Zurich, d'Ulm, de Wolfenbüttel, de Munich, etc. Il donne des éclaircissements précieux relatifs à la vie et à la carrière littéraire du célèbre auteur de la « Chronica ». Ce sont particulièrement les archives d'Ulm, d'où Franck fut chassé en 1539, qui ont fourni à M. Hegler des matériaux pour cette dernière partie de ses *Contributions*.

Le second volume supplémentaire de l'*Archiv für Reformationsgeschichte* contient une partie de la correspondance de Georg Helt, qui fut à Dessau le précepteur et le fidèle serviteur des princes d'Anhalt. Sa mort arracha à Luther et à Mélanchton des plaintes amères³. On doit cette publication à l'infatigable M. Otto CLEMEN,

1. Alfred Hegler, *Beiträge zur Geschichte der Mystik in der Reformationszeit*, ouvr. posthume, publ. par Walter Köhler. Berlin, Schwetschke, 1906, in-8°, LVII-220 p.

2. Cf. *Rev. hist.*, t. LVI, p. 344; t. LXXXII, p. 344.

3. *Georg Helts Briefwechsel*, publ. par Otto Clemen. Leipzig, Heinsius, 1907, in-8°, vi-150 p. — M. Clemen a publié comme pendant la correspondance de H. Emser, J. Cochlaeus, J. Mensing, G. Rauch avec la princesse Marguerite, les princes Jean et Georges de Anhalt (*Reformationsgeschichtliche Studien*

professeur au lycée de Zwickau (cf. *Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 345; t. XCII, p. 369). La majorité de ces lettres, écrites par Helt ou envoyées à son adresse, émane des archives d'état de Zerbst. Parmi les correspondants de Helt, c'est particulièrement le prince Georges d'Anhalt-Dessau qui attire l'attention. L'histoire de la Réforme dans ses états est mêlée à la biographie de George Helt, qui est toujours en relations intimes avec les réformateurs de Wittenberg. D'autres documents, par exemple des lettres de Camerarius, de Nicolas Hausmann, premier prédicateur évangélique à Zwickau, offrent un réel intérêt. Ce travail annonce une édition complète de la correspondance de Stephan Roth, inspecteur d'écoles et syndic à Zwickau, dont Helt avait été le professeur à l'université de Leipzig.

Le troisième volume supplémentaire de l'*Archiv für Reformationsgeschichte* contient des fragments très importants de la correspondance des réformateurs de la Suisse avec les adhérents de la Réforme dans le royaume de Pologne¹. On connaît déjà quelques-unes de ces lettres, en particulier celles qui sont contenues dans les œuvres de Jean Calvin et dans d'autres parties du *Corpus Reformatorum*. Mais la récolte qu'on doit à M. Th. WORSCHKE, pasteur à Santomischel, est très abondante. Il a profité en première ligne de la riche collection Simler, conservée à la bibliothèque municipale de Zurich. Il a ajouté des analyses des lettres déjà imprimées, de sorte que le fil chronologique de toute la série n'est pas interrompu. On remarque à chaque page les rapports très étroits qui unissaient les adhérents de la Réforme en Pologne à ceux de la Suisse, et l'on trouve des renseignements sur les origines de l'unitarisme en Pologne.

En dehors de l'*Archiv für Reformationsgeschichte*, la littérature de l'histoire de la Réforme allemande s'est enrichie récemment de quelques autres publications périodiques. M. O. CLEMEN, que nous avons déjà nommé, a eu la bonne idée de faire réimprimer, dans une collection dont les fascicules paraissent à intervalles réguliers depuis le début de l'année 1906, des pamphlets devenus rares des premières années de la Réforme, si fécondes en productions de cette sorte². Ce

und Texte, éd. J. Greving. Münster, Aschendorff, 1906). — A citer aussi une brochure *Zur Erinnerung an Fürst Georg den Gottseligen zu Anhalt. Zum vierhundertjährigen Geburtstage am 15 August 1907*, par F. Westphal (*Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte*, n° 95). Leipzig, Rud. Haupt, 1907.

1. *Der Briefwechsel der Schweizer mit den Polen*, par Theodor Worschke. Leipzig, Heinsius, 1907, in-8°, 443 p.

2. *Flugschriften aus den ersten Jahren der Reformation*. Halle a. S. et Leipzig, Haupt, 1906 et suiv. (Le prix de souscription annuelle est 9 mark, le prix de chaque cahier environ 1 mark.)

recueil, auquel ont collaboré, entre autres, MM. BARGE, W. LUCKE, A. GÖTZE, H. ZWICKER, W. HAUPT, G. LOESCHE, G. BOSSERT, W. KÖHLER, est déjà fort instructif. Il contient des pamphlets sur des sujets très divers, traités avec verve, en forme de dialogues, des apologies de la Réforme, des satires contre les cérémonies et contre les abus de l'Église du moyen âge, des récits sur les agitations sociales, politiques et religieuses, etc. Chaque fascicule est précédé d'une introduction où se trouvent des indications précises relatives à l'auteur, à la bibliographie, etc. A la fin de chaque fascicule on trouve des notes instructives. Des reproductions de gravures sur bois sont placées en tête de ces fascicules, dont le prix est vraiment très modique.

Nous avons déjà mentionné une autre publication périodique récente, entreprise par M. le Dr Joseph GREVING, de l'université de Bonn¹. M. Greving a l'intention de mettre au jour principalement des productions littéraires d'auteurs catholiques du XVI^e siècle et il a commencé lui-même par s'occuper d'un écrit presque oublié de J. Eck.

On sait que le grand ouvrage de Janssen a provoqué des *Éclaircissements et suppléments*, qui ont aussi pour objet de mettre en lumière le point de vue catholique dans l'histoire de la Réforme allemande. Le cinquième volume de cette collection est très riche en travaux importants². Nous y rencontrons au premier lieu une biographie de Johannes Gropper, le membre le plus distingué du clergé de Cologne pendant les gouvernements des archevêques et électeurs Hermann von Wied et Adolphe de Schauenburg³. M. van GULIK, l'auteur de cette biographie, n'a épargné aucune peine pour réunir tout ce que lui offrait la littérature imprimée et il y a ajouté des recherches aux archives de Xanten, de Soest, de Cologne, de Naples, de Modène, du Vatican, etc. Il a pu mettre en relief les mérites de son héros, sauveur du catholicisme dans l'électorat de Cologne pendant les années critiques de 1544-1546, réorganisateur de l'Église catholique dans ce territoire allemand, conseiller de l'archevêque Adolphe au concile de Trente, déclinant par modestie la dignité cardinalice que le pape Paul IV lui avait conférée. Il va sans dire que M. von Gulik se réfère souvent à la biographie excellente de l'archevêque Hermann von Wied qu'on doit à M. Varrentrapp. Ses

1. *Reformationsgeschichtliche Studien und Texte*. Münster, Aschendorff, 1906 et suiv.

2. *Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte des deutschen Volkes*, publ. par Ludwig Pastor; t. V. Freiburg im Breisgau, Herder, 1907.

3. Wilhelm van Gulik, *Johannes Gropper (1503-1559). Ein Beitrag zur Kirchengeschichte Deutschlands besonders der Rheinlande im 16 Jahrhundert*. Ibid., 1907, in-8°, xvi-278 p.

sympathies ne sont pas les mêmes que celles de cet auteur protestant, mais il ne se laisse pas aveugler par ses sentiments personnels et se garde de mêler des récriminations confessionnelles à son récit historique.

Malheureusement, on ne peut en dire autant de M. Götz, qui a fourni le second mémoire du cinquième volume des *Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte*¹. M. Götz, en racontant l'histoire du schisme dans le margraviat d'Ansbach-Kulmbach pendant les années 1520-1535, s'est servi, comme M. van Gulik, pour éclairer son sujet de beaucoup de sources manuscrites; mais il en a extrait surtout ce qui est défavorable aux fauteurs de la Réforme. Cependant, on ne saurait nier qu'il apporte beaucoup de choses nouvelles sur la sécularisation des biens de l'Église ou l'introduction de l'évangile dans les monastères.

M. KNIEB, le troisième collaborateur du cinquième volume des *Erläuterungen*, tombe dans le même défaut que M. Götz. Sans doute son histoire de l'Église catholique dans la ville libre de Thuringe, Mulhouse, est très riche en détails piquants, tirés des archives de Mulhouse, Dresde, Magdebourg, Weimar, Marbourg, etc.; les derniers chapitres qui exposent les efforts de la minorité catholique pour revendiquer une église pour leur culte (1567-1629) ont une réelle valeur; mais il faut beaucoup d'audace pour prétendre que la Réforme n'a point trouvé de sympathies dans les masses ou qu'elle a eu pour résultat « le mépris de la parole de Dieu, l'accroissement de l'immoralité, le refroidissement de la charité »².

Du côté des protestants, M. BERBIG s'est chargé d'une nouvelle entreprise qui, elle aussi, promet de rendre des services à l'histoire de la Réforme allemande. Nous n'avons pas pu examiner la série des

1. Johann Baptist Götz, *Die Glaubensspaltung im Gebiete der Markgrafschaft Ansbach-Kulmbach in den Jahren 1520-1535*. Ibid., 1907, in-8°, vii-291 p. — Il faut comparer à l'étude de M. Götz les travaux importants de M. Schornbaum : *Zur Politik des Markgrafen Georg von Brandenburg vom Beginne seiner selbständigen Regierung bis zum Nürnberger Anstand, 1528-1532*. München, Ackermann, 1906 (cf. *Rev. hist.*, t. XCII, p. 373, 374), et *Die Stellung des Markgrafen Kasimir von Brandenburg zur reformatorischen Bewegung in den Jahren 1524-1527* (Erlanger Dissertation, 1900).

2. Philipp Knieb, *Geschichte der katholischen Kirche in der freien Reichsstadt Mühlhausen in Thüringen von 1525 bis 1629*. Freiburg im Breisgau, Herder, 1907, in-8°. — Comme correctif aux premières parties à ce travail, il faut recommander la *Reformationsgeschichte der Stadt Mühlhausen* par H. Nebelsieck. Magdeburg, 1905. Il y a un supplément à ce travail dans la *Zeitschrift des Vereins für Thüringische Geschichte*, nouv. série, t. XVII : Nebelsieck, *Akten zur Geschichte Mühlhausens 1523-35*.

volumes qu'il a publiés, soit seul, soit en profitant des secours de quelques savants collaborateurs. Mais les titres seuls permettent de se rendre compte de l'importance et de la variété de ces publications¹.

M. KOLDE, professeur à Erlangen, continue de publier un recueil très estimé, dont les derniers fascicules nous offrent des contributions diverses sur l'histoire de la Réforme en Bavière². De même, les revues d'histoire ecclésiastique d'un caractère plus général et les revues qui s'occupent de l'histoire des différents territoires de l'Allemagne ne se lassent pas de s'occuper avec zèle de la Réforme. Mais nous devons laisser de côté tous ces articles et nous borner à signaler quelques volumes publiés pendant ces dernières années.

Le quatrième volume des Recès des diètes allemandes à l'époque de Charles-Quint, qu'on doit, comme le précédent, aux soins de M. WREDE, concerne presque exclusivement la troisième diète de Nuremberg de 1524³. On sait que les délibérations de cette diète forment le plus vif contraste avec celles de la diète de Nuremberg de 1523. Elles démontrent, d'après le jugement sévère, mais juste, de H. Baumgarten, dans son histoire de l'empereur Charles V, l'impuissance politique des membres de la diète et la force « de la majorité catholique qui se prononça contre Luther dans la mesure où les circonstances paraissaient le permettre ». Ce qui est peut-être le plus curieux, c'est la défaite du *Reichs-Regiment* et le conflit des deux frères, Charles V et l'archiduc Ferdinand⁴. Le personnage énigma-

1. *Quellen und Darstellungen aus der Geschichte des Reformationsjahrhunderts*, publ. par Georg Berbig. Leipzig, Heinsius, 1906 et suiv. T. I : *G. Spalatin und sein Verhältnis zu M. Luther auf Grund ihres Briefwechsels bis 1524*, par Berbig; t. II : *Acta comitiorum Augustae ex litteris Philippi Jonae*, par Berbig; t. III : *Desiderius Erasmus und seine Stellung zu Luther*, par M. Richter; t. IV : *Das Leben und Wirken des Tendenzdramatikers der Reformationszeit Thomas Neogeorgius*, par L. Theobald; t. V : *Spalatiniana*, éd. Berbig; t. VI : *Bibliotheca Bugenhagiana*, par Geisenhof (bibliographie des écrits de Bugenhagen); t. VII : *Der Briefwechsel Heinrichs von Emsiedel mit Luther, Melanchthon, Spalatin*, éd. F. R. Albert; t. VIII : *Schlagwörter der Reformationszeit*, éd. Fr. Lepp.

2. *Beiträge zur Bayerischen Kirchengeschichte*, publ. par D. Theodor Kolde. Erlangen, Junge. — Les t. XII et XIII (1905, 1907) contiennent, entre autres, des travaux de M. Kolde lui-même sur le savant Thomas Venatorius, prédicateur à Nuremberg, de M. Schornbaum sur la sécularisation du monastère de Solnhofen, sur l'attitude du gouvernement d'Anspach vis-à-vis du concile de Trente et de M. Clemen sur le pseudonyme Noricus Philadelphus qu'il identifie avec le Nurembourgeois Caspar Nützel, sur le prédicateur J. Teuschlein, adversaire fanatique des juifs à Rotenburg pendant les années 1519 et 1520, etc.

3. *Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V*, t. V, par Adolf Wrede. Gotha, F. A. Perthes, 1905, in-8°, vi-825 p.

4. Nous n'avons pas vu encore le travail de M. W. Bauer : *Die Anfänge*

tique du trésorier de l'archiduc, Gabriel Salamanca, comte d'Ortenburg, y joue un rôle très important. D'autres questions difficiles, en dehors de la grande question religieuse (par exemple les affaires relatives au système monétaire, aux monopoles des grandes compagnies commerciales), sont élucidées par ce volume de documents, annotés avec le soin dont M. Wrede est coutumier. Il a mis à contribution, pour les recueillir, à peu près soixante archives et il nous fait connaître (p. 624-797), soit *in-extenso*, soit par extraits, une série des plus importantes correspondances relatives à la diète de 1524 (par exemple les lettres jusqu'alors inconnues de Hannart, secrétaire de Charles V, adressées à Marguerite, régente des Pays-Bas, les rapports des délégués princiers et bourgeois). En parcourant ce volume des Recès des diètes allemandes à l'époque de Charles V, on remarque çà et là le contre-coup de la révolte vaincue des chevaliers, dont le chef avait été François de Sickingen. Mais on ne trouve aucun signe avant-coureur de la révolution des paysans, dont l'explosion était imminente¹.

Nous avons à mentionner, comme à l'ordinaire, quelques travaux qui ont rapport à l'histoire de cet événement. Le mouvement révolutionnaire de l'année 1525 dans le Tyrol a été élucidé dernièrement par une publication de M. HIRN, dont nous avons rendu compte (*Rev. hist.*, t. XCII, p. 377). M. Hirn a tracé un tableau minutieux des négociations des diètes du Tyrol de 1518 à 1525. M. H. WOPFNER, élève de M. le professeur O. Redlich, veut remplir une autre tâche non moins importante². Il s'est proposé de faire connaître les « sources » spéciales de l'histoire de la guerre des paysans dans le Tyrol, qui forment une masse considérable de documents et de récits contemporains. La première partie de son ouvrage contient une série d'« articles de réclama-tions » et de « programmes de réforme » émanant du milieu de la population rurale du Tyrol allemand pendant les années 1519-1525. Pour le Tyrol italien, on dispose déjà des publications de M. Sardagna (*La guerra rustica nel Trentino*, Venezia, 1889) et de M. Giuliani (*I documenti per la guerra rustica nel Trentino*, dans

Ferdinands I (Wien, Braumüller, 1907). Mais M. Turba, dont la science est connue des lecteurs de la *Revue historique*, nous fait parvenir *Kritische Beiträge zu den Anfängen Ferdinands I* (*Zeitschrift f. d. Oesterreichischen Gymnasien*, 1908, III). Il y rectifie l'étude de M. Bauer.

1. L'index mentionne Waldshut 792 (D^r Balthasar). L'éditeur aurait dû remarquer qu'il s'agit du D^r Balthazar Hubmaier, qui joue un rôle si important parmi les paysans rebelles.

2. *Acta Tirolensia. Urkundliche Quellen zur Geschichte Tirols*; t. III : *Quellen zur Geschichte des Bauernkriegs in Deutschtirol 1525*; 1^{re} partie, publ. par Hermann Wopfner. Innsbruck, 1908, in-8°, xxvii-325 p.

l'*Archivio Trentino*, 1884, 1887, 1889, 1890, 1893). M. Wopfner, qui connaît bien l'histoire sociale de son pays natal, a su mettre à contribution les archives d'Innsbruck, de Brixen, de Vienne. Il ne s'est pas borné à nous communiquer des documents dont la plupart sont conservés en copie; il y a joint un commentaire fort instructif. Il va sans dire que les programmes généraux de Meran et d'Innsbruck du 22 juin 1525 offrent le plus grand intérêt¹. Mais il ne faut pas négliger les griefs spéciaux d'une foule de petits districts, de corporations ou même de particuliers. C'est là qu'on rencontre une sorte d'enquête minutieuse relative aux vrais motifs du mécontentement des classes inférieures. Les programmes généraux, d'autre part, nous font connaître des propositions positives visant à une réforme totale de l'état social et de la constitution politique. Quelquefois on découvre des traces d'une concordance avec les célèbres « douze articles » ou avec le soi-disant programme de réforme de Heilbronn². M. Wopfner nous fait espérer qu'il continuera ses études en préparant une seconde partie de son ouvrage et en donnant un article sur les causes de la guerre des paysans dans le Tyrol allemand aux *Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte* publiées par MM. von Below, Finke et Meinecke.

Tandis qu'il y a un vrai surcroît de richesses en ce qui concerne les recueils de doléances des paysans du Tyrol, il faut, pour le territoire de l'archevêque de Salzbourg, se contenter, à ce point de vue, d'un « extrait sommaire », conservé par bonheur aux archives de son ancienne capitale. Mais on dispose, par contre, pour cette région de nombreux documents (correspondances, rapports, protocoles de diètes, récits contemporains en prose et en vers, etc.) sur les événements révolutionnaires des années 1525 et 1526. M. Köchl n'a pas été le premier qui se soit chargé de les exposer, mais il a su compléter et quelquefois rectifier les indications de ses prédécesseurs³. Il met en lumière les préludes de la guerre des paysans de Salzbourg,

1. M. Joerg en avait déjà donné un extrait dans son livre : *Deutschland in der Revolutionsperiode von 1522-1526*. Freiburg im Breisgau, 1851. — De même, il y a quelques griefs particuliers publiés par M. Wopfner, dont le contenu était déjà connu grâce aux travaux de Oechsle, Ladurner, etc.

2. Cf. le travail de M. Kluckhohn, *Über das Project eines Bauernparlaments zu Heilbronn*, dans les *Nachrichten von der K. Gesellschaft der Georg-Augusts-Universität zu Göttingen*, 1893, n° 7; et voir *Rev. hist.*, t. LVI, p. 382.

3. Karl Köchl, *Die Bauernkriege im Erzstift Salzburg in den Jahren 1525 und 1526*, et, du même, *Auszug aus den Beschwerden der Salzburger Landschaft 1526. Ein Quellen-Beitrag zur Geschichte der Bauernkriege* (*Mitteilungen der Gesellschaft für Salzburger Landeskunde*, t. XLVII et XLVIII. Salzburg, 1907 et 1908).

les côtés faibles du gouvernement de l'archevêque-cardinal Mathæus Lang, les vicissitudes des deux séditions de 1525 et de 1526, l'influence considérable de la rivalité des princes voisins de Bavière et d'Autriche, les résultats du mouvement révolutionnaire qui, malgré son échec final, avait contribué à bouleverser les fondements de l'édifice social du moyen âge. Ce qu'on pourrait reprocher à M. Köchl, c'est qu'il ne tient pas assez compte de l'importance de l'élément religieux à côté de l'élément social parmi les causes profondes du mouvement révolutionnaire des paysans.

C'est au contraire le mérite de M. W. Stolz de l'avoir démontré, avec beaucoup de force et de finesse, qu'il faut accorder dans l'histoire de la guerre des paysans aux idées religieuses et au désir d'une réforme ecclésiastique plus de place qu'on est accoutumé en général à le faire¹. Sans doute il y a à distinguer, pour éviter le danger de ramener à une seule cause une masse compliquée de phénomènes historiques, les différentes localités où se joua le drame sanglant de l'année 1525 et les différentes phases du mouvement lui-même. Mais on ne peut pas nier que les sympathies pour la doctrine de Luther et l'antipathie contre l'Eglise catholique excitèrent dans une grande partie de l'Allemagne méridionale les passions au plus haut degré. Le livre de M. Stolz se divise en trois parties. En premier lieu, il esquisse l'histoire des troubles, du mois de mai de l'année 1524 au mois de mars de l'année 1525. Il y fait ressortir la connexion des préludes de la guerre des paysans aux extrémités de la Forêt Noire avec le mouvement religieux de Zurich. Il explique la communauté des intérêts de la Suisse et des contrées voisines d'Allemagne, menacés par la réaction catholique. Il fait en passant (après Druffel) une critique sévère de l'édition de la correspondance d'Ulric Arzt, officier de la Confédération souabe, due à M. Vogt, et rectifie quelques assertions d'autres savants qui l'ont précédé². Dans la seconde partie de son livre, M. Stolz reprend et développe ses études bien connues sur les « douze articles », le manifeste général des paysans. Je ne peux que répéter, en renvoyant aux remarques que j'ai déjà faites ici même (t. XCII, p. 374 et 375), que je me sens très flatté d'avoir gagné en M. Stolz un défenseur si habile et si ardent de la thèse que j'exposai en 1868. Mais je ne peux m'empêcher de renouve-

1. Wilhelm Stolz, *Der deutsche Bauernkrieg. Untersuchungen über seine Entstehung und seinen Verlauf*. Halle, Max Niemeyer, 1908, in-8°, vii-301 p.

2. Par parenthèse, la chronique bernoise de Valerius Anshelm, dont se sert M. Stolz, a beaucoup gagné à la nouvelle édition qu'en a donnée l'Union historique de Berne (ann. 1884 et suiv.).

ler les réserves que j'ai également déjà eu l'occasion d'exprimer ici. Je ne suis, en particulier, nullement persuadé que M. Stolze ait raison contre M. Götz dans la question délicate de savoir lequel des exemplaires imprimés « des douze articles » doit être considéré comme l'édition princeps. La troisième partie du livre de M. Stolze est tout à fait neuve. Elle nous apprend, par des recherches approfondies dans les archives, l'histoire de la guerre des paysans dans l'évêché de Bamberg. C'est un exemple fort instructif, dont se sert M. Stolze pour prouver l'influence combinée des passions religieuses et des idées radicales dans l'histoire du drame de l'année 1525. Dans un appendice de son livre, M. Stolze s'occupe de la critique des sources de l'histoire de la guerre des paysans dans l'évêché de Bamberg. Il ne faut pas oublier qu'on doit au même auteur la découverte et la publication des « suppléments » jusque-là inconnus de la chronique de Lorenz Fries, source capitale de l'histoire de la guerre des paysans dans l'évêché de Wurzburg¹.

Il est à regretter que M. Stolze n'ait pas été devancé par M. ERHARD, auteur d'une récente histoire de la guerre des paysans dans le comté de Kempten². Sans doute, il l'aurait chicané sur tel ou tel point (par exemple sur l'origine des « douze articles », pour laquelle l'opinion de M. Erhard est tout à fait conforme à celle de M. Baumann); mais il y aurait trouvé aussi l'assertion que le mot d'ordre des masses séditieuses, éveillant des échos jusque dans les villages les plus éloignés, était l'Évangile (p. 143). D'ailleurs, M. Erhard, dont les recherches ne se sont pas restreintes à la littérature imprimée, fait ressortir avec beaucoup de force la justesse des plaintes d'un caractère économique élevées par les paysans avant le soulèvement, la dureté de l'abbé de Kempten après la victoire et la valeur des concessions que lui arracha l'intervention de la Confédération souabe. Les travaux de M. Stolze et de M. Erhard prouvent de nouveau qu'il faut combiner maintes fois, en considérant le cours des événements de l'année 1525 en Allemagne, l'histoire du mouvement de la population agricole et de la population bourgeoise.

Cependant il y eut des villes, même très voisines du théâtre de la guerre, où l'on réussit à contenir les passions révolutionnaires. Telle Augsburg, dont M. Fr. ROTH, a dernièrement publié la chro-

1. W. Stolze, *Die Supplemente zu Magister Lorenz Fries Geschichte des Bauernkriegs in Ostfranken*, dans l'*Archiv für Reformationsgeschichte*, t. V, p. 191-212. Leipzig, 1908.

2. Otto Erhard, *Der Bauernkrieg in der gefürsteten Grafschaft Kempten*. Kempten et München, J. Kösel, 1908, in-8°, 120 p.

nique due au peintre Georg Preu l'aîné (1512-1537)¹. Cet ouvrage peu volumineux, mélange de notices incomplètes, n'est pas un chef-d'œuvre littéraire. Cependant il a sa valeur comme témoignage d'un adversaire acharné du gouvernement augsbourgeois, des membres de l'Église catholique et de leurs alliés les riches commerçants. Sur la guerre des paysans, on ne trouve qu'une seule mention relative à la fuite du détesté Salamanca, trésorier de l'archiduc Ferdinand d'Autriche (mentionné *supra*, p. 370), d'Innsbruck à Augsbourg, où il fut protégé par Jacques Fugger.

Il serait trop long d'énumérer ici toutes les monographies relatives à l'histoire de la Réforme dans les différents territoires de l'Allemagne. Qu'il suffise de mentionner ce que le *Verein für Reformationsgeschichte*, dont l'activité remplit déjà plus d'un quart de siècle, a récemment accompli à cet égard. Une de ses publications de l'année 1907 contient la continuation de l'excellente histoire des essais de la Réforme et de leur échec dans l'archevêché de Trèves². Une autre publication de 1906, due à M. H. NIEMÜLLER, offre un tableau très coloré de la Réforme à Lippstadt, la première ville évangélique de Westphalie³. La même année, M. W. SCHMIDT a traité en deux fascicules, en utilisant les archives de Dresde, de Magdebourg, de Berlin, la « visite » des églises et des écoles dans le territoire de l'électorat de Saxe en 1555⁴. C'est une contribution très utile à l'histoire de la civilisation et des conditions économiques, où les couleurs sombres ne manquent pas. Cependant, pour prononcer un jugement équitable, il faudrait comparer le résultat de cette visite de 1555 avec les résultats des visites antérieures.

Quant aux monographies récentes qui éclaireissent la vie et l'œuvre des réformateurs, il faut aussi, à cause de leur abondance, nous borner à un choix. M. KALKOFF⁵ poursuit ses études estimées rela-

1. *Die Chroniken der deutschen Städte vom 14-16 Jahrhundert*; t. XIX : *Augsburg*, t. VI. Leipzig, Hirzel, 1906, in-8°, 110 p.

2. Julius Ney, *Die Reformation in Trier 1559 und ihre Unterdrückung*; 2^e fasc. : *Die Unterdrückung*. Leipzig, R. Haupt, 1907, in-8°, 101 p. (*Verein für Reformationsgesch.*, n° 94). — Cf. *Rev. hist.*, t. XCII, p. 371.

3. Heinrich Niemüller, *Reformationsgeschichte von Lippstadt, der ersten evangelischen Stadt in Westfalen*. Ibid., 1906, in-8°, 79 p. (même collection, n° 91). — L'auteur a fait des recherches aux archives de Lippstadt et de Münster.

4. Wilhelm Schmidt, *Die Kirchen- und Schulvisitation im sächsischen Kurkreise vom Jahre 1555*. Ibid., 1906, 2 fasc. de 74 et 88 p. (même collection, n° 90 et 92).

5. P. Kalkoff, *Aleander gegen Luther. Studien zu ungedruckten Aktenstücken*

tives au célèbre adversaire de Martin Luther, présent à la diète de Worms de 1524, le légat Aléandre. Il nous met en état, particulièrement en profitant des trésors des archives du Vatican, de regarder derrière les coulisses. On poursuit l'activité d'Aléandre à Cologne et ses relations avec l'inquisiteur Hochstraten. On voit Aléandre s'efforçant de gagner les conseillers de l'empereur et de faire exécuter la bulle de condamnation et l'édit de Worms aux Pays-Bas. Dans un appendice, nous trouvons des suppléments intéressants à la correspondance d'Aléandre pendant sa première nonciature, 1520-22.

C'est aussi M. KALKOFF qui a su élucider d'une manière excellente un des plus remarquables épisodes de la vie de Wolfgang Capito, dont le nom est lié étroitement à l'histoire de la Réforme de Strasbourg¹. Il s'agit des années 1520-1523 passées par Capito au service de l'archevêque-électeur Albrecht de Mayence, le fauteur des humanistes, accoutumé à une vie commode et épicurienne. Il est fort curieux d'observer comment Capito, dont les talents diplomatiques n'étaient pas à mépriser, réussit, dans sa position dangereuse de conseiller du premier dignitaire de l'Église catholique en Allemagne, à retarder et à empêcher l'action dirigée dès la diète de Worms contre le mouvement évangélique. Une preuve des plus remarquables de l'influence de Capito fut l'anéantissement presque complet du catholicisme à Erfurt. M. Kalkoff, en retraçant, d'après toutes les sources disponibles, soit imprimées, soit manuscrites, l'activité tortueuse de son héros, a corrigé quelquefois des assertions de ses prédécesseurs (par exemple Kampschulte) et jeté de la lumière sur la carrière d'autres personnages de cette période intéressante (par exemple les frères Nesen, Cochlaeus, Crotus Rubianus).

Une biographie assez volumineuse du frère de Philippe Mélancthon,

aus Aleanders Nachlass. Leipzig, R. Haupt, 1908, in-8°, vi-162 p. — M. Kalkoff a eu l'occasion de corriger quelques assertions du travail de M. Creutzberg, *Karl von Miltitz 1490-1529* (Freiburg im Breisgau, Herder, 1907). — Pour les travaux antérieurs de M. Kalkoff sur Aléandre, voir *Rev. hist.*, t. LXIX, p. 367.

1. Paul Kalkoff, *W. Capito im Dienste Erzbischof Albrechts von Mainz Quellen und Forschungen zu entscheidenden Jahren der Reformation (1519-1523)*. Berlin, Trowitzsch, 1907, in-8°, vi-151 p. — Il faut mentionner un autre travail de M. Kalkoff, *Beziehungen der Hohenzollern zur Kurie*, dans les *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, t. IX (Rome, 1906). Sur l'archevêque Albrecht et ses relations avec la Réforme, il y a encore une étude dont nous ne connaissons que le titre : *Die evangelische Bewegung zu Mainz im Reformationszeitalter*, par F. Herman. Mainz, Quasthoff, 1908.

due à M. MÜLLER, n'est pas sans intérêt pour l'histoire de la jeunesse du réformateur¹. En outre, la personnalité de son frère Georg Schwartzzerdt mérite par elle-même considération. Jusqu'ici, nous n'en possédions qu'une esquisse faite par feu M. Hartfelder. M. Müller rectifie quelques erreurs de cet écrivain, d'ailleurs très consciencieux, et enrichit nos connaissances, après avoir fouillé à loisir dans les archives de Karlsruhe, de Stuttgart, de Bretten, de Wissembourg et dans les bibliothèques de Munich, de Saint-Gall, de Heilbronn. Il nous fait connaître les traits sympathiques du fidèle serviteur de son prince, du consciencieux maire de sa ville natale, de l'écrivain fécond, dont quelques travaux en vers et en prose, inédits jusque-là, ont pris place dans un appendice du livre de M. Müller. Malheureusement, ce qui s'est conservé de la correspondance de Georg Schwartzzerdt avec son illustre frère est très fragmentaire.

On sait que la propagande des soi-disant prophètes de Zwickau, « confrères de Thomas Münzer », causa beaucoup de souci aux réformateurs de Wittemberg et particulièrement à Mélanchthon. M. WAPPLER a su, principalement en mettant à profit les protocoles du Conseil municipal de Zwickau, accroître ce qu'on savait jusque-là de ce groupe remarquable de radicaux mystiques². Il a découvert, entre autres, comme compagnon des « prophètes de Zwickau », Nicolas Storch et Marcus Thomae dit Stübner, un « troisième prophète », Thomas Drechsel, et il a constaté que Nicolas Storch ne mourut pas, comme on le croyait, en 1525, dans une auberge de Munich, mais qu'il fut exécuté, sans doute en 1536, à Zwickau. M. Wappler remarque que l'agitation radicale et mystique de Münzer et de ses confrères à Zwickau, persécutée avec sévérité, disparaissait en apparence, mais durait en secret.

Il en donne des preuves frappantes dans un autre travail plus étendu³, où il démontre aussi, en s'appuyant sur des documents

1. Nikolaus Müller, *Georg Schwartzzerdt der Bruder Melanchthons und Schultheiss in Bretten* (Festschrift zur Feier des 25jährigen Bestandes des Vereins für Reformationsgeschichte). Leipzig, R. Haupt, 1908, in-8°, ix-276 p. (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte, n° 96, 97).

2. Paul Wappler, *Thomas Münzer in Zwickau und die Zwickauer Propheten*. Zwickau, 1908, in-8°, 43 p. (Wissenschaftliche Beilage zu dem Jahresberichte des Realgymnasiums mit Realschule zu Zwickau. Ostern).

3. Paul Wappler, *Inquisition und Ketzerprocesse in Zwickau zur Reformationszeit dargestellt im Zusammenhang mit der Entwicklung der Ansichten Luthers und Melanchthons über Glaubens- und Gewissensfreiheit*. Leipzig, Heinsius, 1908, in-8°, 219 p. — La polémique de M. Hermelink, *Der Toleranzgedanke im Reformationszeitalter* (Schriften des Vereins für Reformations-

irréfutables, que l'esprit d'intolérance se manifestait déjà avec beaucoup d'énergie dans l'église évangélique. Particulièrement, on ne peut nier que les opinions de Luther et de Mélanchthon à l'égard des anabaptistes devenaient de plus en plus sévères et que leur tolérance originaires allait toujours s'affaiblissant.

Les questions relatives aux relations de l'État et de l'Église, aux droits ecclésiastiques des gouvernements, à la tolérance et à ses limites, etc., sont touchées dans une étude très solide de M. J. KREUTZER qui expose la doctrine de Zwingli à l'égard des puissances temporelles¹. Il va sans dire qu'il n'a pas négligé les travaux de MM. Egli, H. Escher, Oechsli et de beaucoup d'autres qui avant lui ont étudié l'origine et la réalisation des idées politiques de Zwingli. L'adhérent fervent de la démocratie représentative telle qu'il la voyait dominer dans les villes de Suisse ne se dément pas dans les pages du livre de M. Kreutzer. D'ailleurs, cet auteur a très bien démontré comment, en contraste avec Luther, dans l'âme de Zwingli, les tendances du réformateur religieux étaient associées à celles du réformateur politique. Cependant il nous paraît avoir un peu exagéré la différence des notions d'« église d'État » et de « théocratie ». En vérité, l'idéal de Zwingli était l'église d'État conforme aux vœux de la majorité des citoyens, imbus des préceptes de l'Évangile.

Nous avons eu occasion très souvent dans nos bulletins antérieurs de mentionner des travaux relatifs à la guerre de Smalkalde. Cette fois nous avons à appeler l'attention des lecteurs sur l'étude intéressante que M. SCHWEIZER, professeur à l'université de Zurich, a consacrée à la campagne du Danube de 1546². Il l'a fait précéder d'une critique des sources en se référant aux travaux de MM. Voigt,

geschichte, n° 98, 1908), p. 67, contre M. Wappler (et contre M. Köhler) nous paraît injuste. D'ailleurs, on cherche en vain chez M. Hermelink, *loc. cit.*, p. 66, une mention de Roger Williams.

1. Jakob Kreutzer, *Zwinglis Lehre von der Obrigkeit*. Stuttgart, Enke, 1909, in-8°, 100 p. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, publ. par U. Stutz, fasc. 57). — M. Kreutzer a utilisé une publication récente qui ne nous est pas encore parvenue : *Briefwechsel der Brüder Ambrosius und Thomas Blaurer 1509-1548*, publ. par Traugott Schiess; t. I : 1509-1538 (Freiburg im Breisgau, E. Fehsenfeld, 1909). — Nous avons fait une mention élogieuse dans nos deux derniers bulletins de la revue *Zwingliana*, organe de la société zwinglienne, présidée par M. Meyer von Knonau, à Zurich. La mort a enlevé le savant éditeur de cette revue, le professeur E. Egli. Mais nous sommes assurés de la continuation de la revue, qui restera un des nombreux monuments de son zèle infatigable.

2. Paul Schweizer, *Der Donaufeldzug von 1546*, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXIX, 1908.

Lorenz, Lenz et en renvoyant aux précieuses « dépêches » de Mocenigo, l'ambassadeur vénitien au camp impérial. Ce sont particulièrement ces dépêches qui, combinées avec des relations fournies par les confédérés de Smalkalde, lui permettent de mieux éclaircir les événements politiques et stratégiques. On lui donnera raison dans sa polémique contre A. von Druffel et on attribuera avec lui le succès de Charles Quint à sa prudence et à ses procédés temporisateurs en même temps qu'à la désunion et à l'irrésolution de ses adversaires.

L'histoire de la politique de Charles Quint, vainqueur après la guerre de Smalkalde, est très éclairée par le tome X des « Relations des nonces envoyés en Allemagne » publié, avec un soin digne des plus grands éloges et avec une introduction magistrale, par M. FRIEDENSBURG¹. La pièce de résistance de ce volume est formée par les dépêches du cardinal Sfondrato, empruntées aux « carte Farnesiane » de Naples et de Parme, aux archives du Vatican et à la Bibliothèque de Trente. Comme documents annexes, il faut citer les correspondances (conservées à Florence) du cardinal Marcello Cerrini, second légat au concile, transféré de Trente à Bologne, déjà mises à profit par G. de Leva dans sa *Storia documentata di Carlo V*; les copies des dépêches de Don Diego Hurtado di Mendoza, célèbre homme d'État et littérateur, déjà connues en partie de Dollinger (*Beiträge zur politischen, kirchlichen und Kulturgeschichte der letzten sechs Jahrhunderte*) d'après les originaux conservés à Simancas; les dépêches de Charles Mortier, ambassadeur du roi Henri II de France au Saint-Siège; d'autres pièces tirées par M. Friedensburg des archives de Sienne, Parme, Vienne, etc. Les questions principales, éclairées par ces témoignages divers, sont la question du concile, les conflits de l'empereur et du pape, l'assassinat de Pierluigi Farnèse, fils du pape Paul III, à Piacenza, l'affaire de l'Intérim. Maintes fois on se souvient, en parcourant les pages de ce volume, des travaux du regretté A. von Druffel qui aurait été le premier à féliciter l'éditeur de ces documents précieux des services nouveaux qu'il vient de rendre à l'histoire de la Réforme.

Alfred STERN.

1. *Nuntiaturreichte aus Deutschland nebst ergänzenden Aktenstücken*; 1^{re} partie : 1533-1559; t. X : *Legation des Kardinals Sfondrato 1547-1548*, éd. Walter Friedensburg. Berlin, A. Bath, 1907, in-8°, XLVIII-733 p.

HISTOIRE D'ITALIE.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

PÉRIODE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE. — Un des défauts essentiels que l'on peut reprocher aux historiens qui s'occupent de l'histoire du *Risorgimento* en Italie, c'est de négliger l'aspect économique et social de l'histoire¹. Ce défaut, nous le trouvons dans le livre posthume sur *Brescia nel 1796*, de Mgr L. G. FÉ D'OSTIANI, spécialiste de l'histoire bresciane²; mieux eût valu décrire dans ses divisions la société de Brescia, les survivances du régime féodal pesant lourdement sur les feudataires, la pénétration dans le clergé des idées josphistes, que de s'en tenir à l'aspect extérieur des hommes et des institutions, de raconter tant d'anecdotes sur la vie des sigisbées et des *bravi*, sur les rues de Brescia, sur les magistratures compliquées qui se partagent l'autorité locale ou supérieure dans la ville, anecdotes sans lien, groupées sous des rubriques qui ne sont pas même des titres de chapitres et dont les sources manquent trop souvent. La majeure partie du livre est consacrée à la campagne d'Italie, vue de Venise et surtout de Brescia; c'est de Brescia qu'est datée la proclamation de Bonaparte du 29 mai 1796, c'est à Brescia que Bonaparte signe un traité avec les Deux-Siciles, qu'il force le providiteur Foscarini à abandonner sa charge, qu'il fait au cardinal Mattei la scène de violence bien connue. Mais tout cela n'est pas neuf³; ce qu'il fallait exposer dans le détail, c'étaient les modes de pénétration des idées françaises, l'organisation, en particulier, du club des *Bons amis*, dont firent partie des hommes comme Lechi et Mazzuchelli, qui entrèrent ensuite dans l'armée impériale, la nature des liens qui unissaient Brescia à Venise, les raisons pour lesquelles Brescia se révolta l'année suivante contre les Français⁴; tout cela

1. Je ne parle pas de l'histoire de l'ancien régime, pour laquelle les travaux du Laboratoire d'économie politique de l'université de Turin a fourni d'excellents matériaux.

2. Mgr L. F. Fé d'Ostiani, *Brescia nel 1796*. Brescia, Geroldi, 1908, in-8°, 320 p., illustr. Cf. A. Zanelli, dans *l'Arch. stor. lomb.*, sept. 1908, p. 244-248.

3. A quoi bon, p. 193 et suiv., une biographie résumée de Bonaparte, dont on notera, p. 232, n. 2, une lettre, d'ailleurs assez mal publiée? L'auteur écrit partout *Augerau* au lieu d'*Augereau*.

4. En appendice, la liste des églises en 1796, des notes sur les monnaies, poids et mesures, un état du clergé et des fonctionnaires séculiers. Pas de table des matières ni des noms propres.

manque dans le livre de Mgr d'Ostiani, dont une refonte sérieuse aurait dû précéder la pieuse publication.

Le livre que M. André BONNEFONS a consacré à la suzeraine de Brescia, à Venise, n'est guère plus utilisable¹. C'est une étude superficielle des rapports de la république de l'Adriatique avec la France à une époque où ces rapports ont été si intéressants au point de vue économique, Venise, comme Hambourg, n'ayant point cessé d'avoir des relations commerciales et financières avec la France révolutionnaire. M. Bonnefons ne s'est pas soucié d'entrer dans les analyses minutieuses et nécessaires que comportait cet aspect du sujet; utilisant des livres périmés, comme celui de Daru, les archives des Affaires étrangères et quelques éléments des archives vénitiennes, il s'est contenté de donner, dans une langue souvent faible, quoique fort ornée, des tableaux, des portraits, des dissertations morales, au lieu du récit continu et cohérent qu'on attendait et qui manque encore. Ni les historiens ni les juristes du droit international public ne pourront tirer grand profit de cet ouvrage.

L'histoire de l'Italie sous le premier Empire sollicite toujours la curiosité des érudits. Je cite seulement pour mémoire le recueil d'articles de M. A. LUMBROSO². Ce sont des contributions en général fort minuscules, parues dans un grand nombre de recueils divers depuis une dizaine d'années, et que l'auteur a eu le louable souci de mettre au courant, en enfermant entre crochets ses adjonctions; ces contributions sont essentiellement d'ordre biographique et critique, d'intérêt restreint trop souvent, mais l'érudition livresque de l'auteur s'y donne largement carrière, toujours au profit de la précision historique³.

1. André Bonnefons, *Un état neutre sous la Révolution. La chute de la République de Venise (1789-1797)*. Paris, Perrin, 1908, in-8°, xx-336 p. Le chapitre 1^{er} avait paru dans la *Revue des questions historiques* du 1^{er} octobre 1907, p. 435-466. — A noter que l'auteur n'a pu utiliser, en raison de leur apparition tardive, les lettres amusantes, suggestives en ce qui touche les mœurs du patriciat vénitien, du chef de brigade Le Féron, publiées par G. Mauberge dans la *Révolution française*, 14 mai 1908, p. 402-427.

2. Alberto Lombroso, *Attraverso la Rivoluzione e il primo Impero* (*Piccola biblioteca di scienze moderne*, n° 138). Torino, Bocca, 1907, in-12, VIII-498 p.

3. On peut noter, au point de vue de l'histoire italienne : VI. *Il Veneto nell'epoca napoleonica*; IX. *Gli scritti antinapoleonici di Vittorio Barzoni lonatese*; XI. *Napoleone re d'Italia*; XIII. *Muratiana* (la cour de Murat en 1806; études sur Desvernois et Colletta; Murat en 1815); XV. *Il generale d'armata T. Lechi*; XXVI. *Di una frase malamente attribuita dal Leopardi a Napoleone I.* — Au point de vue critique : V. *Œuvres de Napoléon*; XVI. *Biographie de Napoléon* par Capelletti; XXII. Masson; XXVII. Sorel et Houssaye; XXVIII. Rostand.

Le livre de M. Lelio OTTOLENGHI est, au contraire, une importante monographie pour l'histoire administrative et politique de l'Italie napoléonienne¹, au moins pour la période critique de cette histoire, c'est-à-dire les années 1813-1815. Les renseignements que donne M. Ottolenghi ont été puisés aux meilleures sources, aux archives de Milan, de Venise et de Padoue, — on pourra, à juste titre, s'étonner qu'il n'ait pas utilisé les archives de Vienne, — et il y faut joindre la chronique manuscrite du moine Fiandrini (1790-1818). Ils ont été groupés en trois parties chronologiques : la première est consacrée aux mois de janvier-novembre 1813, où, par une série de petits faits, l'auteur nous montre la décomposition du régime napoléonien en Italie, — haine de la conscription, bouleversement de l'esprit public à l'arrivée des nouvelles politiques, surtout des nouvelles controuvées, difficultés rencontrées par les administrateurs dans les réquisitions imposées au pays au moment où se prépare la sixième coalition; la seconde partie montre l'installation de l'administration autrichienne, de novembre 1813 à décembre 1814 : d'abord l'organisation d'une police puissante qui poursuivra les sociétés secrètes dans leurs plus obscurs repaires (p. 409), puis les retouches apportées au régime français, y compris la persécution contre les membres de l'administration française et de l'université de Padoue, enfin l'application à la région des idées jacobines, grâce à laquelle le commissaire civil von Thurm pourra compter sur un clergé dévoué à l'État; la troisième partie concerne l'année 1815, pendant laquelle le gouverneur autrichien de Venise, Henri XV de Reuss-Plauen, et le préfet du Brenta, Pasqualigo, continuent l'œuvre entreprise en 1814, mais traversée par toutes les difficultés de la guerre avec Murat; au reste, la population a un désir profond de paix, et l'esprit public est à peine remué quand Napoléon quitte l'île d'Elbe et que Waterloo consomme les destinées de l'Empire; les troubles qui agitent le Brenta ne sont pas de nature politique, mais bien économique, et naissent de la profonde misère du pays, épuisé par les impositions et la guerre; c'est sans la moindre gêne que les administrateurs autrichiens organisent les délégations provinciales, le régime communal, dans le plus grand calme que l'empereur d'Autriche visite Padoue à la fin de 1815. Le livre de M. Ottolenghi, auquel manque une conclusion², peut donc servir de complé-

1. Lelio Ottolenghi, *Padova e il dipartimento del Brenta dal 1813 al 1815*. Padova, Drucker, 1909, in-8°, xii-538 p.

2. Il y manque également une table, un index, une carte. Notons, en revanche, que la fin du volume (p. 353-538) est occupée par 46 documents,

ment à la grande étude générale du commandant Weil sur la fin de la vice-royauté du prince Eugène et de contribution à l'étude administrative du royaume lombard-vénitien, dont les décrets constitutifs sont d'avril 1816.

L'historien du prince Eugène, le commandant Weil, continue d'apporter de précieux éléments à l'histoire italienne pendant ces années troubles de 1814-1815. Son étude sur *la Dernière année du règne de Murat* comptera, comme la précédente, cinq volumes¹. La thèse de l'auteur est exposée dans un long avant-propos : la perte de Murat a été arrêtée dans l'esprit de Metternich dès le 13 janvier 1815 et rendue possible à la fois par les fautes diplomatiques et stratégiques de Murat et par la *déliaison*, selon l'expression de Pradt, des peuples d'Italie, incapables de concevoir encore la notion d'une patrie unitaire. Les volumes suivants nous permettront de voir dans quelle mesure cette thèse est justifiée. Il est probable qu'elle le sera, car les affirmations de l'auteur reposent sur une documentation dont la précision n'égale que l'étendue : diverses archives d'État d'Italie, archives de Vienne, de Paris et de Londres, archives privées de Naples, papiers du Vatican, connus, semble-t-il, par l'entremise du P. I. Rinieri, telles sont les sources diligemment explorées par M. Weil, qui a la précaution de reproduire ou de traduire en note ou en appendice les textes les plus curieux et les plus importants². La bibliographie dressée par M. Weil n'a pas moins d'ampleur, et l'on a regret à y trouver quelques taches³. Les seuls grands défauts de M. Weil

dont les plus intéressants sont les rapports du préfet Porro sur la situation générale du département.

1. Commandant M.-H. Weil, *Joachim Murat roi de Naples. La dernière année du règne (mai 1814-mai 1815)*. T. I : *les Préliminaires du Congrès de Vienne (mai-novembre 1814)*. Paris, Fontemoing, 1909, in-8°, LX-614 p.

2. Peut-être eût-il pu glaner encore de-ci de-là, trouver aux Archives nationales des renseignements sur Desquiron de Saint-Agnan ou Comelli Stuckenfeld (F⁷ 6794, doss. 540; F⁷ 6831, doss. 3106) ou compléter sa documentation officielle anglaise par l'exploration des dépôts privés, comme l'a fait M. G. Gallavresi. Celui-ci, dans son article sur *La rivoluzione lombarda del 1814 e la politica inglese secondo nuovi documenti*, dans l'*Arch. stor. lomb.*, 1909, t. XXXVI, p. 97-166, a utilisé, pour retracer l'histoire des missions de Mac-Farlane et Robert Wilson, agents de Bentinck à Milan, les archives du duc de Portland. A rapprocher deux autres travaux du même auteur : *Ricerche intorno alla rivoluzione milanese del 1814*, dans les *Rendiconti del R. Istituto lombardo*, sér. II, t. XL, p. 403 et suiv.; *la Chute du Sénat napoléonien en Italie*, dans la *Revue d'hist. diplomatique*, 1908, n° 3.

3. On a déjà remarqué (J. Rambaud, dans la *Révolution française*, 14 mai 1909, p. 470) qu'il y figure la grande histoire de Ferdinand I^{er}, frère de Charles-Quint, par Buchholtz. Il y manque le *Private diary of travels perso-*

sont sa langue, embarrassée d'incidentes qui alourdissent le récit, et son plan : à quoi bon tant de chapitres, entre lesquels les faits et l'intérêt même de la lecture se disséminent ? Dans ce premier volume, M. Weil prend Murat et l'Italie au moment des conventions de Schiarino Rizzino (16 avril 1814) et de Mantoue (23 avril 1814) et les conduit jusqu'au moment de l'ouverture du Congrès de Vienne ; c'est donc une étude préliminaire de ce Congrès, envisagé essentiellement au point de vue italien et spécialement napolitain. Quelle est la situation de Murat et de l'Italie à l'égard des autres puissances européennes ? Tel est le sujet spécialement traité par M. Weil, qui montre dans l'Angleterre, la France et la cour de Palerme les irréductibles ennemis de Murat, dans le Saint-Siège un adversaire possible, qu'on pourrait gagner par des égards, dans l'Autriche une incertaine alliée, que ses embarras dans le nord de l'Italie, sa fâcheuse posture vis-à-vis de Rome depuis l'occupation des légations, la crainte de ce qui se trame dans l'île d'Elbe ou dans les conventicules des sectaires¹ rendent, pour un instant, solidaire du roi de Naples. C'est à Londres, bien plus qu'à Paris ou Vienne, qu'est le nœud des intrigues qui précéderent le Congrès. C'est à Londres que sut agir, dans le sens des intérêts légitimistes et de ses propres intérêts, confondus en la circonstance, le futur Louis-Philippe, gendre de Ferdinand IV. Sur l'activité politique du duc d'Orléans, M. Weil apporte des documents tout à fait suggestifs, en particulier le grand rapport du 10 juillet 1814². C'est peut-être à l'influence du duc d'Orléans qu'est dû l'abandon des théories constitutionnelles en Sicile ; ces théories, importées par lord Bentinck, furent bien vite délaissées par la cour de Palerme dès qu'elle s'aperçut qu'A Court, successeur de Bentinck, n'exigeait plus le respect du pacte constitutionnel, et l'on vit ainsi l'Angleterre parlementaire collaborer, au moins par prétérition, au rétablissement de l'ancien régime en Italie. La croisade contre Murat fut menée par Wellington, qui trouva tout de suite dans Talleyrand un allié convaincu et dans les ministres autrichiens des alliés honteux. Ce groupement

nal service in the campaigns of 1812, 1813, 1814 (Londres, 1861), utilisé par M. Gallavresi, et le livre de Johnston, dont j'ai rendu compte ici même (t. XC, p. 161-174), d'ailleurs employé au cours du volume.

1. Publié p. 127-144.

2. Les rapports du chef de la police Hager sont à ce point de vue du plus grand intérêt. Mais la critique n'en est pas toujours facile, la police utilisant bien souvent des aventuriers sans vergogne, — comme Desquiron de Saint-Agnan ou Witt-Döring, — dont l'impudence n'a souvent d'égal que la sottise.

d'hostilités avouées ou cachées devait interdire aux plénipotentiaires de Murat de figurer au Congrès : les efforts dans ce sens de Campo-chiaro, Rocca Romana, Cariati et Filangieri furent inutiles. Nous verrons dans les prochains volumes comment ils essayèrent de parer aux coups directs portés contre leur roi.

PÉRIODE DE 1815-1870. — C'est dans le royaume de Murat que la charbonnerie est née. A l'activité de cette secte dans la Romagne, M. Gino BANDINI a consacré un petit livre intéressant¹. Une introduction bien faite expose le programme de l'*Illuminatore*, du *Quadragesimale italiano*, du *Raccoglitore romagnolo* et les *Notizie del mondo*, tous journaux, imprimés ou manuscrits, assez mal connus jusqu'ici et qui furent condamnés en bloc, avec d'autres encore, par le cardinal Rivarola le 31 août 1825. Tous ces journaux combattaient en faveur de l'indépendance nationale et de la liberté constitutionnelle et luttaient contre le gouvernement temporel du pape, en critiquant, surtout le *Quadragesimale*, les mœurs impures des prêtres; ils n'en étaient pas encore arrivés à la notion d'une Italie unique sous un seul gouvernement; ils envisageaient seulement l'institution d'un véritable fédéralisme où les états du Saint-Siège figureraient gouvernés, semble-t-il, par un Napoléonide. Les quatre journaux, dont M. Bandini publie le texte d'après les exemplaires conservés dans la collection Miserocchi de la bibliothèque Victor-Emmanuel (Rome), se ressemblent extrêmement; le plus radical, c'est l'*Illuminatore*, de tendance républicaine et violemment anticlérical, le plus complet est le *Quadragesimale*, duquel sont très voisines les *Notizie del mondo*. La police pontificale de Bologne, qui surveillait de très près la presse, ne put mettre la main sur les rédacteurs de ces journaux; nous ne sommes guère plus avancés qu'elle, car nous ne connaissons, d'après M. Bandini, que le rédacteur forlivien du *Quadragesimale*, l'avocat Marotti. Au texte des journaux M. Bandini a joint celui de quelques pièces qui se rattachent à la même période et aux mêmes préoccupations : la proclamation aux étudiants de l'université de Bologne semble émanée de la rédaction de l'*Illuminatore*².

C'est le midi qui est le domaine propre de la charbonnerie. Il y a quelques années, M. G. de Ninno étudiait les ventes de la terre de

1. Gino Bandini, *Giornali e scritti politici clandestini della carboneria romagnola (1819-1821)*, dans *Bibl. stor. del risorg. ital.*, sér. V, n° 8. Roma et Milano, Albrighi, 1908, in-18, 257 p.

2. Outre cette pièce, M. Bandini a publié : *Confessione di un Forlivese*, plaidoyer en faveur de la révolution (1820); une pièce emphatique et vague

Bari¹; on pourra rapprocher de son travail celui de M. Benedetto PAOLILLO². Tout ce qui est histoire générale, dans le travail de M. Paolillo, est sujet à caution, et malheureusement tout ce qui est histoire locale ne s'appuie pas sur une documentation suffisamment précise. La première vente de Bari, la *Vendita Aufido*, remonte à 1812, et Murat vit s'en créer deux autres avant sa fin tragique; puis, après une période de persécution, pendant laquelle les *carbonari* se réunirent à la campagne, un nouveau recrutement s'opéra, de nouvelles ventes s'organisèrent (*Virtù, Timoleone, Minerva*). Quand la révolution éclata, les sectaires voulurent bénéficier de la liberté instaurée, ils abandonnèrent leurs pratiques secrètes et, en souvenir de la Convention, fondirent leurs différents groupes en un seul, celui de la *Gran Montagna*. Mais si les libéraux des ventes ont préparé la révolution, ils n'ont pas su la défendre, et avec la réaction commença une persécution violente contre la charbonnerie, inaugurée par le décret royal du 20 mars et la bulle pontificale du 13 septembre 1821. Un traître, Mascolo, révéla à la police, en 1822, la constitution d'une nouvelle vente, la *Riforma francese*; les sectaires voulurent se venger, et c'est une histoire bien romantique que celle de la condamnation et de l'exécution de Mascolo, où trempèrent des franciscains affiliés et qui finit par trois condamnations à mort, commuées plus tard (1833, 1836, 1844). Moins de romantisme eût été de mise; il eût été bon d'étudier avec plus de précision les rites et les idées des *carbonari* de Bari, dont la liste alphabétique publiée en appendice, pour les années 1812-1822, montre qu'ils étaient à peu près exclusivement des adeptes des classes libérales.

Les groupements sectaires ont été, au cours du *Risorgimento*, utilisés de façon bien diverse par les hommes marquants de cette période. Sur Confalonieri, l'infatigable érudit qu'est M. Alessandro LUZIO vient d'apporter un document capital³: c'est le réquisitoire dressé par le juge Salvotti pour la commission spéciale chargée de juger les prévenus du procès politique de 1821. Dans ce réquisitoire,

signée « Un giovane desideroso il commune bene »; un projet organique, où un plan de fédération des états italiens, avec application à chacun d'eux, est exposé, enfin l'*Aquila romana*, vif appel contre les Autrichiens.

1. *Le vendite dei carbonari della terra di Bari del 1820-1821*. Trani, 1898.

2. Benedetto Paolillo, *La setta dei carbonari di Barietta e una sentenza di morte dell' anno 1822. Frammenti cronistorici*. Barietta, Paolillo, 1907, in-8°, 148 p.

3. Alessandro Luzio, *Nuovi documenti sul processo Confalonieri*, dans *Bibl. stor. del risorg. ital.*, sér. V, n° 5. Roma et Milano, Albrighi, 1908, in-18, xxvii-237 p.

tiré des archives de Milan¹, et qui est en quelque sorte la critique historique et morale des *Costituti* rédigés par Confalonieri lui-même², le juge Salvotti n'a pas de peine à montrer les variations de l'inculpé, à mesure que les dépositions s'accroissent et ruinent ses premiers systèmes de défense³. Confalonieri, le *protéiforme* Confalonieri, selon l'expression de la princesse Belgiojoso, y apparaît comme une grande intelligence au service d'un caractère moyen, et encore cette grande intelligence n'a pas su discerner dans Castilia le traître odieux de la conspiration⁴, puisqu'à ce traître Confalonieri avait réservé un poste dans le gouvernement provisoire à établir à Milan⁵. Il est vrai que Confalonieri était malade; c'est par une attaque d'épilepsie qu'il accueillit, le 44 janvier 1823, la sentence de mort prononcée contre lui, ainsi qu'il ressort d'une lettre de Rosmini publiée à l'appendice. A l'appendice figurent d'autres pièces curieuses en ce qui touche les rapports des conjurés avec le prince de Carignan, — la folie simulée du prévenu marquis Pallavicino, la secte féminine des *Giardinieri*, dont la comtesse Confalonieri aurait fait partie, — enfin le traitement de Confalonieri en prison, d'après ses propres notes au crayon, qui peuvent ainsi servir de contre-partie au fameux livre de Silvio Pellico⁶.

Plus que les gouvernements réactionnaires, le révolutionnaire Mazzini fut l'adversaire résolu de la charbonnerie. Que Mazzini ait voulu remplacer les sectes par l'association, c'est ce qui est une fois de plus mis en lumière par la publication de ses lettres à Melegari⁷. M^{lle} MELEGARI a trouvé ces lettres dans un lot important de documents sur le *Risorgimento* conservés par le poète suisse J. Olivier,

1. Il s'agit de la première partie du réquisitoire, la seconde, *risultato e voto*, ayant été antérieurement publiée par M. d'Ancona.

2. Ils ont été publiés par le P. I. Rinieri, *I Costituti del conte Confalonieri e il principe di Carignano*. Torino, 1902.

3. A noter particulièrement les dépositions de Ducco, Borsieri, Arese, Torrelli.

4. Les rapports de Castilia du 13 avril 1821 et du 27 juillet 1822, publiés dans *Il Conciliatore* de Cantù, furent une des bases les plus sérieuses de l'accusation.

5. P. 45-46.

6. Il cite pour mémoire encore le réquisitoire contre Andryane, l'adepte des *Adelphe*, et l'inventaire des documents provenant du Sénat lombard-venitien, conservés au ministère de la Justice à Vienne, sur le procès du *Ventuno*.

7. Dora Melegari, *la Jeune Italie et la jeune Europe. Lettres inédites de Joseph Mazzini à Louis-Amédée Melegari*. Paris, Fischbacher, 1908, in-18, xxxiii-322 p.

l'ami de Sainte-Beuve, et elle en a tiré un livre qui peut servir de complément à sa publication de 1895¹. L'édition intégrale et annotée de ces lettres eût mieux valu que leur dépeçage en fragments qu'entoure un commentaire souvent insuffisamment précis et trop moralisant. Ces lettres sont au reste curieuses : Melegari et Mazzini se sont liés en 1832 à Marseille, où ils étaient exilés, et leur intimité a été assez grande pour que le second ait mis le premier au courant de sa courte idylle avec Giuditta Didoli ; mais c'est sur les *congreghe* de la Jeune Italie, fondée à Marseille en 1834, sur les rapports de la Jeune Italie avec les *Veri Italiani*, fondés par Buonarroti, que les détails abondent : les deux correspondants précisent, en discutant, leurs conceptions religieuses et politiques, et ils arrivent à déterminer le but précis de leurs efforts, qui échouent lamentablement lors de la tentative savoyarde de 1833. Après une période d'affreux découragement, Mazzini reprend la lutte, mais dans un nouvel esprit : il faut réveiller partout les nationalités, il faut qu'elles s'émancipent sans recourir à la France, et c'est ainsi qu'il organise la *Jeune Europe*, avec ses formes régionales de la *Jeune Allemagne*, la *Jeune Pologne*, la *Jeune Suisse*. C'est à cette dernière qu'il se donne le plus², car il vit en Suisse, où il a à souffrir de la misère, de la police, des attaques de J. Fazy ; au début de janvier 1837, il quitte le territoire helvétique, et, après avoir négocié avec la légation française son passage par notre pays, va en Angleterre, pris d'une nouvelle désespérance qui ne durera pas. La correspondance de Mazzani et de Melegari dura jusqu'en 1843, où des divergences d'opinions éclatèrent, qui aboutirent à la rupture définitive en 1848.

Un des objets les plus fréquemment abordés par Mazzini dans ses lettres à Melegari, c'est la question religieuse : hostile à l'école chrétienne de Buchez et aux théories de Lamennais, Mazzini a évolué très nettement vers le déisme pur. Au point de vue social, il est, comme Blanqui, — qui, à tant de points de vue, lui est comparable, — beaucoup moins net. C'est ce qui ressort de l'analyse de M. Francesco MORMINA PENNA³. Cet auteur confronte, dans son premier volume, les pensées de Mazzini avec les doctrines des premiers socia-

1. *Lettres intimes de Joseph Mazzini*. Paris, Perrin, 1895.

2. Voy. les lettres de Mazzini publiées par G. Capasso (*Giuseppe Mazzini, Carlo Kasthof e la Giovine Svizzera*, extr. du *Risorg. Ital.* Torino, Bocca, 1908, in-8°, 14 p.).

3. Francesco Mormina Penna, *L'idea sociale di Giuseppe Mazzini e i sistemi socialisti*. Parte I : *Dal 1815 a 1851*. Milano, Società editoriale milanese, 1907, in-8°, 323 p.

listes français, Saint-Simon, Fourier, Pierre Leroux, Buchez, Louis Blanc et Proudhon; M. Penna connaît les doctrines des seconds, surtout par l'intermédiaire des exégètes; d'autre part, il date mal les critiques de Mazzini, et l'on voit difficilement dans quel sens les idées sociales de Mazzini ont progressé, d'autant que l'auteur intervenant sans cesse pour corriger l'exposé de Mazzini ou l'exposé des socialistes critiqués joint à l'absence de plan une nouvelle cause de confusion. Ce qu'il y a à retenir de l'effort critique de Mazzini, systématisé dans *Isistemi e la democrazia* (1849), ce sont avant tout ses négations, et aussi son système de critique sociale, dont tous les éléments ont été empruntés à nos écrivains socialistes. Mais la partie constructive de la pensée sociale de Mazzini est bien peu de chose; à ses étroites formules (p. 254), Mazzini n'a pas su réduire la société industrielle constituée au XIX^e siècle, il est vrai en Italie moins que partout ailleurs; contre les thèses socialistes, il a brandi inutilement les vieilles foudres du libéralisme orthodoxe (p. 274); il a vu dans le socialisme l'application collective de la morale utilitaire de Bentham, aboutissant, selon lui, à un odieux sensualisme; il a condamné le socialisme surtout parce que le socialisme condamnait la petite bourgeoisie (p. 304). Et, ainsi, l'on peut dire que le système politique de Mazzini conditionne sa doctrine sociale, dont M. Mormina Penna nous retracera prochainement, nous l'espérons, les derniers aspects.

Le livre que M^{me} Assunta MARRADI a publié sur Joseph Montanelli n'est pas très bien composé, il est écrit dans une langue souvent difficile, coupé de réflexions inutiles, dépourvu trop souvent de références précises¹; mais l'emploi des papiers conservés par la comtesse Franceschi di Lupo Parra et feu A. Mateucci et de documents de la Bibliothèque de Florence a permis de nourrir une biographie qui éclaire certains points de l'histoire politique florentine. Avocat en 1835, à vingt-deux ans, professeur à l'université de Pise en 1840, Montanelli subit l'influence des idées de Gioberti et de Saint-Simon et poussa aux réformes dans les journaux clandestins qui vécurent obscurément avant la loi sur la presse du 4^{or} juin 1847, puis dans le journal *l'Italia*². Mais les événements ne devaient pas tarder à envelopper ce modéré, qui fit campagne en Lombardie et fut blessé au service de Charles-Albert; puis la révolution attei-

1. M^{me} Assunta Marradi, *Giuseppe Montanelli e la Toscana dal 1815 al 1862*. Roma, Voghera, 1909, in-8°, 254 p.

2. On trouvera des contributions intéressantes sur la presse florentine dans des articles de G. Rondoni (*Arch. stor. ital.*, 1908, p. 326-351) et de G. Sforza (*Risorg. ital.*, 1908, fasc. 4, p. 662 et suiv.).

gnit le grand-duché, et Montanelli, élu député le 27 septembre 1848, fut chargé par le ministère Capponi d'empêcher Livourne, le centre de la révolution, de faire sécession; enfin, après la démission de Capponi, le 12 octobre, il acceptait de présider le ministère, où Guerrazzi, qu'il avait naguère attaqué, représentait l'extrême-gauche. Le ministère Montanelli-Guerrazzi eut une besogne considérable à accomplir. Pour étudier dans le détail l'activité de Montanelli, ministre des Affaires étrangères, l'auteur eût dû consulter les documents sardes et les textes anglais, puisqu'il est prouvé que le représentant de l'Angleterre, Hamilton, joua un rôle dans les événements florentins; nous en sommes réduits à la reproduction et à l'étude des circulaires de Montanelli des 7 novembre et 12 décembre 1848 (p. 87-90 et p. 97), et c'est insuffisant. Les efforts des révolutionnaires, l'intransigeance des réactionnaires, servie par la sécession de la ville de Sienne, où le grand-duc se réfugia à la fin de janvier 1849, aboutirent à la création d'un gouvernement provisoire, constitué par Montanelli, Guerrazzi et Mazzoni, et qui présida aux élections pour la Constituante romaine et la Législative toscane. Le 25 mars 1849, celle-ci s'ouvrait; à la nouvelle de la défaite de Novare, arrivée à Florence le 27 mai, elle nomma Guerrazzi chef du pouvoir exécutif et mit ainsi fin aux fonctions de Montanelli. Tandis qu'en Toscane, à partir de 1853, se développait la réaction, qu'on impliquait dans le procès Guerrazzi Mazzoni et Montanelli, ce dernier essayait de recruter en France des amis pour la cause italienne, qu'il confondait dès lors avec celle de la maison de Savoie, et occupait ses loisirs à des compositions historiques, lyriques ou dramatiques. La révolution du 27 avril 1859 le rappela à Florence, et, élu député, il vota *oui* au plébiscite de 1860. Fatigué par une carrière si agitée, il se donnait cependant avec ardeur à l'éducation populaire, fondant la *Fratellanza artigiana*, quand il mourut, à quarante-neuf ans, le 17 juin 1862. A la biographie de cet honnête homme, M^{me} Marradi a joint quelques documents inédits, en particulier des lettres de Niccolini, de Gioberti et de Guerrazzi, des lettres de Montanelli à ce dernier et à Viesusseux, enfin un rapport du recteur de l'université de Pise sur son subordonné, et daté du 16 août 1847, fort curieux sur l'évolution politique de Montanelli.

Toutes ces biographies ont le défaut commun aux biographies, celui de raconter l'histoire générale à propos d'un homme¹; ce

1. Il y a lieu, à ce point de vue, de rapprocher du livre de M^{me} Marradi le travail, que je n'ai pas eu entre les mains, de G. Stravelli, *Antonio Guadagnoli e la Toscana de' suoi tempi*. Torino, 1907.

défaut est plus apparent lorsqu'il s'agit d'historiens italiens, qui ont une tendance certaine au panégyrique. Cette tendance est peut-être moins évidente lorsqu'ils ont à retracer l'histoire d'une période entière ou d'un mouvement limité. Tel est le cas de MM. Carlo Tosta et Giovanni Sforza, dont les travaux ont été publiés par la riche *Biblioteca storica del Risorgimento italiano* de T. Casini et V. Fiorini. Le premier nous a donné un excellent résumé de la révolution piémontaise de 1821¹. Six chapitres divisent clairement la matière : I, le Piémont après la Restauration ; II, préparation de la révolution ; III, échec de la révolution ; IV, régence constitutionnelle de Charles-Albert ; V, ministère de Santa-Rosa ; VI, chute de la Constitution et réaction de Charles-Félix. M. Tosta a bien montré que, pas plus que le mouvement milanais qui coûta la liberté à Confalonieri, la révolution piémontaise n'a été populaire, ayant été organisée par des libéraux, les *Costipati*, qui ressemblent singulièrement à nos doctrinaires, avec la « complicité idéologique » des ministres de la couronne. Il a aussi bien montré que le seul homme d'action, en dehors des *carbonari* de la junte insurrectionnelle d'Alexandrie, avait été Santa-Rosa, sur la psychologie duquel un article que je publierai prochainement dans la *Revue historique* apportera, je l'espère, de nouvelles précisions. Sur Charles-Albert, il est moins net, et ce n'est pas sa faute, tant l'étrange caractère du prince de Carignan a dérouter contemporains et historiens, témoin la comtesse de Boigne, qui, tout bonnement, prétend qu'il a été joué par les révolutionnaires². Un autre mérite de M. Tosta, c'est d'avoir rattaché avec précision, mais sans insister plus qu'il ne convenait, les affaires piémontaises aux conjonctures italiennes et européennes, d'avoir, en un mot, montré les liens qui unirent les événements de Piémont et ceux des Deux-Siciles, ainsi que l'action des diplomates français, espagnols ou autrichiens. Le travail de M. Tosta ne s'appuie pas sur une documentation inédite, et il est évident que, sur un certain nombre de points de détail, les sources d'archives pourront modifier telle ou telle de ses conclusions³ ; sa bibliographie est, en revanche, extrêmement étendue. Certains ouvrages français toutefois n'y figurent pas, qui lui auraient fourni des renseignements utilisables, non seu-

1. Carlo Tosta, *La rivoluzione piemontese del 1821*, dans *Bibl. stor. del risorg. ital.*, sér. V, n° 7. Roma et Milano, Albrighi, 1908, in-18, 299 p.

2. *Mémoires*, t. III, p. 64-67.

3. Même aux Archives nationales, il eût pu trouver un dossier sur le passage du prince de Carignan en France, lors de la campagne d'Espagne (F¹a 560⁴).

lement les *Mémoires* de la comtesse de Boigne¹ ou les *Souvenirs* de Vaublanc², mais encore les *Mémoires* du chancelier Pasquier, qui a, en particulier, employé le récit d'un Français établi à Turin³.

Sur la révolution modénaise de 1831, M. Giovanni Sforza n'a voulu pour l'instant publier que des fragments d'études et des documents⁴. Les papiers officiels de la principauté ont été emportés à Vienne en 1859 par le grand-duc François V, ce qui réduit la documentation italienne à des fonds d'archives peu nombreux. L'un de ces fonds est constitué par les archives d'État de Massa, que M. Sforza a utilisées : Massa et Cassare ne furent pas touchées par le mouvement, malgré les efforts de Cucchiari, et c'est ainsi que nous assistons, à travers la première étude de M. Sforza, à la révolution vue de la cour. Cette étude n'a pas le mérite de l'unité; elle a en revanche le souci de présenter un côté de l'histoire qui est trop souvent négligé par les historiens du *Risorgimento*, le côté économique. M. Sforza donne en effet quelques indications sur la dépression économique qui s'est fait sentir en 1831 dans le Modénais et qui a préparé les esprits au mouvement révolutionnaire. Outre cette étude, nous trouvons dans le volume de M. Sforza le texte des cinq numéros du *Monitore modenese*, journal du gouvernement provisoire, du 18 février au 3 mars, et dont le premier contient un récit important du mouvement, puis des textes narratifs et d'autres documents. Le premier des textes narratifs est un fragment de la chronique modénaise de Francesco Sossai, petit fonctionnaire qui vécut de 1786 à 1840, et dont la chronique officielle, continuée par son fils, va de 1818 à 1845. Sossai raconte tout ce qui se passe à Modène avec une sorte d'impassibilité qui met sur le même pied tel événement politique et le tirage de la tombola, mais dans un esprit éminemment favorable au prince. Le récit publié se termine sur l'odieuse exécution de Ciro Menotti. Le second texte émane également d'un petit fonctionnaire, Antonio Selti (1796-1868), qui a laissé plusieurs travaux sur l'histoire de son pays : il est plus indépendant que Sossai, critique vivement les ministres modénais, mais reste partial à l'égard de François IV; ce qu'il reproche surtout au mouvement de 1831, c'est

1. T. II, chap. I-III. Le père de M^{me} de Boigne, le comte d'Osmond, avait été nommé ambassadeur à Turin par Louis XVIII.

2. T. I, chap. XIV.

3. T. V, p. 180 et suiv.

4. Giovanni Sforza, *La rivoluzione del 1831 nel ducato di Modena. Studi e documenti*, dans *Bibl. stor. del risorg. Ital.*, sér. V, n° 49. Roma et Milano, Albri-ghi, 1909, in-18, 435 p.

l'imitation des idées *ultramontaines*, c'est-à-dire françaises, et la part qu'y ont prise les Juifs, d'ailleurs lourdement taxés par François IV quand il reprit le pouvoir. Les autres textes sont des documents tirés des archives communales de Modène sur l'organisation de la garde nationale à Modène par Maranesi et des dépêches de Pagani, conseiller d'État envoyé par le comte Hartig, gouverneur de la Lombardie, à Parme¹ et à Modène pour rechercher s'il n'y avait quelque lien entre les événements arrivés dans ces villes et ceux du Lombard-vénitien; informé par le juge Zerbini, Pagani a bien vu les choses, et il a même su critiquer la réaction organisée à Modène par François IV².

Les livres de MM. Torta et Sforza ont une véritable valeur critique. Je ne peux reconnaître ce mérite à celui de M. Henri de Latorre, bizarrement intitulé *A la liberté*³. M. de Latorre est petit-fils d'un Italien et d'une Espagnole, et l'un de ses ancêtres, un Piémontais, a combattu en 1821 en Espagne dans les rangs des constitutionnels⁴; il a écrit une partie de l'histoire du *Risorgimento* afin de montrer à son pays, l'Espagne; qui est selon lui bien bas, de quelle façon une nation peut se relever. On ne trouvera pas, par suite, dans son livre une étude précise de la période 1815-1848. M. de Latorre a évidemment beaucoup lu, ainsi qu'en témoignent la traduction des textes littéraires qu'il insère et qui donne à son texte l'allure d'une anthologie du *Risorgimento*, mais, en dehors du livre de Bolton-King, les ouvrages qu'il a employés sont anciens; d'autre part, sur bien des points, sa bibliographie est rudimentaire ou inexistante; enfin le récit est coupé de longues digressions historico-philosophiques sur la tyrannie, la liberté, la justice, qui n'ont pas d'intérêt. Le seul chapitre important, c'est le cinquième, qui concerne les mouvements de 1834; l'auteur, en effet, connaît bien tout ce qui touche un de ses aïeux, le *carbonaro* Henri Misley, qui a été très lié avec Ciro Menotti, avec les libéraux italiens et français et a pris une part impor-

1. Je regrette de n'avoir pu comparer au travail de M. Sforza celui de M. A. del Prato, *Macedonio Melloni nei moti del 1831 in Parma* (Parme, Donati, 1909, in-8°, 37 p.), tiré à 30 exemplaires.

2. Les dépêches de Pagani vont du 25 avril au 5 août 1831. — A noter encore, dans le livre de M. Sforza, une note sur une épigraphe composée par le dictateur modénois Nardi sur les trente jeunes gens qui combattirent dans la maison de Civo Menotti.

3. Henri de Latorre, *A la liberté*. Paris, Cornély, 1908, in-8°, VII-665 p., illustr.

4. Arch. nat., F⁷ 6653.

tante aux tentatives révolutionnaires de 1831. Je souhaite que le second volume de M. de Latorre soit rédigé dans un esprit plus scientifique, qu'il le débarrasse de ses diatribes rétrospectives, — le présent est rempli d'invectives inutiles contre Louis-Philippe et contre François IV de Modène, — qu'il le débarrasse d'*excursus* pesants et de fautes patentes¹ : sa tentative patriotique et éducative n'y perdra rien, tant s'en faut.

M. de Latorre est incapable de sévérité à l'égard des patriotes italiens; la même tendance hagiographique se retrouve dans le livre de l'infatigable historien qu'est M. Alessandro Luzio, dont *I martiri di Belfiore* toutefois repose sur une documentation sérieuse et abondante². Je ne connais pas la première édition de ce livre, que l'auteur assure avoir complètement refondu; en tout cas, les recherches de M. Luzio dans les archives de Milan et de Venise lui ont permis d'entrer dans des détails d'autant plus remarquables que les actes originaux de l'affaire de Mantoue semblent avoir été détruits à Vienne³. Il est regrettable toutefois que le livre de M. Luzio soit si mal composé, avec des redites, des digressions, qu'il soit surtout écrit de façon si passionnée, avec des violences et des *concezzi*; je sais bien que Kraus, qui a présidé à la répression mantouane, est mort d'hier⁴, qu'il est bien difficile de départager, dans ces conditions, l'histoire de la polémique; la figure de Tazzoli et celles des autres martyrs de 1853 eussent pris davantage encore de tragique beauté à être peintes avec des moyens moins romantiques. Je regrette, d'autre part, que de l'administration de Mantoue sous le général Gorzowski M. Luzio ne nous ait donné que l'aspect politique : sans doute le *Diario* inédit du fonctionnaire mantouan Grassi, qu'il a utilisé, raconte seulement les brutalités ou les taquineries des autorités; aussi eût-il été bon de la compléter par une étude des conditions économiques du pays après 1849. On sait comment les actes du comité révolutionnaire de Mantoue, organisé à partir de novembre 1850 avec Mori, Acerbi, Marchi, Quintavalle et le prêtre Tazzoli comme président et lançant dans la région le prêt mazzinien furent découverts à partir de janvier 1852 : l'arrestation de Pesci, les dénonciations de Bosio, puis de Castellazzo, les aveux de quelques prévenus, le déchi-

1. Je note, en passant, p. 142, *Giffenga* pour *Giffenga*; p. 150, *Leybach* pour *Laybach*; p. 158, *Otoboni* pour *Ottoboni*.

2. Alessandro Luzio, *I martiri di Belfiore*. Milano, Cogliati, 1908, in-18, xiii-527 p., avec grav.

3. Voy. p. xii, n. 1.

4. Le 1^{er} mars 1909.

frement du livre de comptabilité de Tazzoli, confié au cabinet noir de Vienne, commencèrent d'éclaircir les dessous de la conjuration, où furent impliquées 420 personnes, de juillet 1851 à la fin de 1852; l'habileté cruelle de Kraus, les persécutions imaginées par les comparses, comme le geôlier Casati, l'aide donnée à l'administration autrichienne par l'autorité ecclésiastique, qui déconsacra les prêtres poursuivis, les souffrances physiques et morales subies par les prévenus ont été exposées par M. Luzio avec une verve vengeresse. La sentence du Conseil de guerre fut homologuée par l'empereur, que circonvenait l'archiduchesse Sophie et l'adjudant général Grünne : Calvi, Speri, Canal, Zambelli, Searsellini, Poma, Grioli, Frattini, Montanari, Grazioli et Tazzoli payèrent de leur vie, le 7 décembre 1852, le crime d'avoir conspiré. Ce qu'étaient ces hommes, quelques-uns des appendices du livre de M. Luzio permettront de s'en rendre compte, particulièrement les lettres de Tazzoli à sa mère et à sa tante (p. 354-363), la correspondance entre Carlo Poma et sa mère, transmise clandestinement dans une corbeille à linge, et les lettres ainsi que le testament de Tito Speri; ces documents pourront compléter des publications parues antérieurement sur les héros de Belfiore¹.

D'inquiétantes figures de policiers et de traitres apparaissent dans l'affaire de Mantoue et pendant toute la période du *Risorgimento*. Celle de Giacomo-Francesco Griscelli ne dépare pas la collection, s'il est le *camaleontico poliziotto* que veut bien décrire M. Colocci². Griscelli était Corse d'origine; après avoir été soldat et avoir subi plusieurs condamnations en France, il fut, après le coup d'État, embrigadé par Pietri dans la *squadra corsa*, chargée de surveiller les émissaires mazziniens qui rôdaient autour de Napoléon III. Disgracié en 1858, à la suite d'une algarade avec un autre policier dans l'hôtel de la comtesse de Castiglione, il se réfugia à Londres, où il tua son ancien lieutenant, Zampa. Il est probable qu'il était déjà aux gages de la police autrichienne; en tout cas, en 1859, il remplit à Modène, à Rome, en Sicile de louches missions et finit par être

1. Par exemple : G. Biadego, *La figura di Carlo Montanari* (Milano, Cogliati, 1908, 42 p.); E. Piva, *Lettere e versi inediti di un martire di Belfiore : Enrico Tazzoli*, dans les *Miscellanea di studi critici, pubblic. in onore di Guido Mazzoni* (Firenze, 1907, in-8°, 2 vol.); L. Martini, *I martiri del Belfiore, pagine scelte e ordinate da Guido Mazzoni*, 3^e éd. (Firenze, Barbera, 1907, in-16, xvii-264 p.).

2. Adriano Colocci, *Griscelli e le sue memorie*. Roma, Loescher, 1909, in-8°, 288 p.

expulsé de Sicile, en juillet 1860, par Garibaldi. Puis il publia, en 1862, avec l'aide d'un autre policier brûlé, Curletti, une brochure intitulée *la Vérité sur les hommes et les choses du royaume d'Italie*, bien accueillie par les chefs du parti clérical, Mgr Mermillod, le légat en Angleterre Ledochowski, le cardinal Wiseman; puis suivirent des lettres ouvertes à Napoléon III, à Victor-Emmanuel, à Palmerston, à Pietri, où les citations latines révèlent des collaborations ecclésiastiques; il prit alors le nom d'Arturo, baron de Rimini, fut occupé par les polices de Naples, de Rome, de Vienne, se fit expulser deux fois de France, fabriqua entre-temps à Bruxelles ses *Mémoires*, qui parurent en 1871 et seront suivis en 1873 des *Crimes de Napoléon*; on constate qu'il vivait encore en 1885, mais après cette date, c'est le silence complet sur le personnage. L'introduction de M. Colocci contient une critique fort juste de ces mémoires, qui constituent une sorte de chantage rétrospectif à l'égard de Napoléon III et du personnel politique du second Empire. C'est évidemment un texte plus que suspect, dont un chapitre, le xxv, est emprunté à l'*Histoire mondaine du second Empire* de X. de Ricard; la chronologie en est très défectueuse et les révélations en elles-mêmes peu importantes. On aurait voulu toutefois que l'appareil critique de M. Colocci fût plus complet, qu'il indiquât avec plus de précision la nature du dossier bruxellois qu'il a utilisé (p. 3), la source des rapports secrets de Griscelli à Mgr Bella publiés en appendice, enfin qu'il contrôlât de près les affirmations de Griscelli en ce qui touche Pianori et Orsini¹.

Georges BOURGIN.

(Sera continué.)

1. Une note de M. H. Bergmann dans la *Revue d'hist. moderne et contemporaine* (nov. 1908, t. XI, p. 161-163) et une note anonyme du *Bulletin de la Révol. de 1848* (oct.-nov. 1908, p. 693-694) ont mis le public historique français au courant de la polémique récemment soulevée en Italie au sujet de l'attentat Orsini : Orsini n'aurait pas lancé de bombe et Crispi aurait pris part à l'attentat, telle est la thèse de M. Rudlo, vivement combattue par M. Palamenghi-Crispi.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Ed. MEYER. *Geschichte des Altertums*; 2^e éd., t. I, 2^e partie : *Die ältesten geschichtlichen Völker und Kulturen bis zum sechszehnten Jahrhundert*. Stuttgart et Berlin, J. G. Cotta'sche Buchhandlung, 1909. In-8°, XXVIII-894 pages.

La première partie du premier volume était surtout de théorie; dans la seconde, Ed. Meyer aborde l'histoire véritable, histoire individuelle des peuples et des souverains où la nature des documents le permet, comme c'est le cas pour l'Égypte et pour la Mésopotamie, histoire impersonnelle des civilisations où les documents écrits contemporains nous font défaut, en Europe et dans les régions de l'Asie qui échappaient à l'influence directe de l'Élam et de Babylone. Le livre se compose donc en réalité de deux sections entièrement distinctes, consacrées la première à l'Égypte et à la Mésopotamie, la seconde aux peuples encore muets de l'Occident et à ceux des Indo-Européens qui se groupent de préférence autour des Iraniens; il traite en réalité de deux sujets indépendants qui ne sont réunis ici que par le fil de la reliure. Peut-être aurait-il été possible de remédier à cet inconvénient par quelque artifice de composition : M. Meyer n'y a point songé. Il a voulu se débarrasser en une seule fois de toutes les notions préliminaires qui lui ont paru nécessaires pour mettre en scène et pour expliquer plus tard les péripéties et les acteurs du grand drame qu'il fera passer sous nos yeux. Attendons, avant de juger s'il a eu raison d'en agir ainsi, qu'il ait publié la suite; le manque de cohésion, qui saute aux yeux tant que nous n'avons que ce volume, peut s'atténuer et disparaître lorsque, l'ouvrage étant complet, nous serons plus à même d'embrasser le plan d'un coup d'œil et d'apprécier la façon dont il aura été exécuté.

La première section, la plus longue de beaucoup, comprend ce que l'on sait aujourd'hui de l'Égypte et de la Mésopotamie jusqu'au xvi^e siècle avant notre ère, c'est-à-dire jusqu'au moment où, les conquérants thébains venant pour la première fois à notre connaissance choquer violemment les peuples d'Asie, les deux histoires isolées auparavant se rencontrent et se mêlent pour ne plus se séparer. C'est l'Égypte qui débute, comme ayant les monuments les plus anciens; ils datent certainement du cinquième millénaire av. J.-C., et probablement y en a-t-il dans la masse qui remontent plus haut. La Mésopotamie arrive en retard, vers 3000, avec les documents positifs, un millier d'années au delà avec ceux que rien ne nous permet de

dater encore avec quelque chance de certitude. Il va de soi qu'Ed. Meyer a utilisé les renseignements que les fouilles nous ont fournis depuis quinze ans bientôt sur l'histoire primitive de l'Égypte, peut-être même les a-t-il systématisés un peu trop et en a-t-il tiré plus qu'ils ne contenaient. L'histoire, tel qu'il la rétablit d'après eux, nous montre au commencement la vallée du Nil peuplée par des tribus de race blanche, apparentées au moins pour la langue aux tribus sémitiques, divisée en petits états qui correspondent aux plus importants des nomes postérieurs et adorant déjà la plupart des divinités qui sont représentées par la suite sur les monuments. Les principautés s'agglomérèrent très anciennement en deux groupes et elles formèrent deux royaumes, celui du Delta et celui de la Haute-Égypte, qui longtemps furent ennemis l'un de l'autre. C'est dans celui du Delta et dans la ville d'Héliopolis que s'élabora le principal système religieux, celui de l'Ennéade, que l'année égyptienne de 365 jours fut employée pour la première fois le 15 juin 4241 av. J.-C. et que l'écriture hiéroglyphique fut inventée. Une dernière dynastie, celle des *Serviteurs d'Horus*, à laquelle appartiendraient deux des souverains découverts par Amélineau et par Petrie, le roi Scorpion et le roi Narmer, prépara la réunion des deux royaumes qui fut accomplie par Ménès. A partir de Ménès, l'exposition que M. Meyer fait des dynasties égyptiennes coïncide sensiblement avec celle qui est admise généralement. Les différences ne paraissent que vers la fin, où, pour accorder les données monumentales aux dates sothiaques de Borchardt, il entasse quatre dynasties entières et la domination des Hyksos en 210 ans, de 1788-5 à 1580-75, ce qui l'oblige à placer la XII^e dynastie entre 2000 et 1788.

J'ai indiqué ailleurs les raisons pour lesquelles cette chronologie trop restreinte ne me paraît pas être aussi certaine qu'elle l'est à M. Meyer. Autant les systèmes construits sur les données manéthoniennes sont exagérés dans le sens de la largeur, autant celui-ci l'est dans le sens de l'étroitesse; avec la meilleure volonté du monde, je ne vois pas le moyen de condenser en deux siècles les 150 rois plus ou moins que nous savons avoir existé depuis Amenemhât IV jusqu'à Ahmôsis. Les éléments astronomiques sur lesquels l'école berlinoise d'égyptologie appuie sa chronologie nouvelle ont-ils été étudiés vraiment sans préjugé? Chaque fois que l'astronomie entre en jeu dans notre science, elle trouble les têtes les plus solides et elle leur enlève la liberté ordinaire de leur jugement. Une note inscrite sur un papyrus d'affaires de la XII^e dynastie nous apprend qu'en l'an VII de Sanouosrit III, le lever de Sirius a été fêté le 16 Pharmouti, au voisinage du Fayoum. Si l'on calcule cette date en se référant à la série théorique des périodes sothiaques, on voit qu'elle correspond à l'une des quatre années comprises entre 1882-4 et 1879-8 av. J.-C.; mais cette série théorique a-t-elle eu jamais une valeur réelle dans la pratique de la vie égyptienne? Si on le croit possible, il faut envisager toutes les conséquences qui en découlent et se figurer les Égyptiens soumis à la

tyrannie d'un système qui leur commandait d'attendre quatorze siècles et demi avant que leur année courante coïncidât à peu près pendant quatre ans avec l'année astronomique. Un savant, travaillant dans son cabinet, fait bon marché aisément des inconvénients qui en résultent; mais le peuple qui les subissait, à raison de trois cent soixante-cinq jours par an, et qui en pâtissait dans toutes les circonstances de son existence religieuse et civile, ne le prenait pas aussi patiemment. Il y avait, paraît-il, au Pérou le plus ancien, une année plus défectueuse de beaucoup que l'année égyptienne. Lisez les *Annales* de Montésinos, et vous verrez que, lorsque la dissidence entre l'année astronomique et l'année courante dépassait certaines limites, le peuple ou le souverain n'attendait pas que l'évolution naturelle de la période ramenât la coïncidence; une révolution éclatait d'ordinaire, qui corrigeait violemment l'erreur et remettait les choses en état pour quelque temps. Les Égyptiens ne devaient pas en agir autrement; quand leur année commençait à se déranger par trop, ils la rajustaient sans s'inquiéter de la théorie sothiaque. Si le lever de Sothis, dont il est question au papyrus, a eu lieu, non pas à l'échéance naturelle de la période, mais après un de ces rappels empiriques à l'ordre, que devient la date de 1882-1879? Je crois que M. Meyer aurait été mieux avisé s'il avait laissé plus de jeu à sa chronologie; en ajoutant 200 ou 300 ans plus ou moins aux chiffres qu'il admet, il se serait assuré contre les surprises que la découverte de monuments nouveaux nous réserve très probablement entre la XII^e et la XVIII^e dynastie.

L'histoire de la Mésopotamie, plus riche en menus faits sur certains points que celle de l'Égypte, ne présente pas des difficultés moindres lorsqu'il s'agit d'en régler l'étendue et la chronologie. Trois éléments principaux y participèrent, l'un sémitique, le second non sémitique, le troisième élamite, quel que soit d'ailleurs son rapport avec le second. Je ne rappellerai que pour mémoire les trente ans de controverses souvent furieuses pendant lesquels on rechercha si le second élément avait existé réellement et si le sumérien était une langue authentique ou s'il n'était qu'un système d'écriture couvrant la langue de l'élément sémitique. Comme les historiens récents, M. Meyer admet l'existence du peuple sumérien, il lui attribue l'invention du système cunéiforme et il essaie de décrire les destinées de ses anciens états. On différera de lui dans le détail; je ne vois pas comment on pourrait ne pas s'accorder avec lui pour l'ensemble du tableau. J'ai constaté avec plaisir qu'il n'a pas été séduit par les théories d'après lesquelles les Égyptiens pré-dynastiques ou ceux des premières dynasties auraient subi gravement l'influence artistique ou religieuse des Mésopotamiens. Je n'irai pas jusqu'à dire à son exemple que, là où l'on pense qu'il y a emprunt de l'un des peuples à l'autre, ce seraient les Sumériens qui auraient été les emprunteurs non les Égyptiens, mais il était bon qu'une voix autre que celle d'un égyptologue de carrière s'élevât, pour déclarer en passant l'insécurité des rapprochements prématurés qu'on a prétendu établir

entre le matériel et l'esprit des deux civilisations. M. Meyer consacre donc un premier chapitre entier aux états sumériens les plus anciens, Kish, Lagash, Ghishkhoul, Ourou, puis un second aux états sémites d'Accad et à leurs voisins ainsi qu'à l'empire que Sargon fonda et que Naramsin agrandit. Cette première hégémonie des Sémites, qui s'exerça de l'Élam à la Méditerranée, ne se maintint pas, et les Sumériens reprirent l'ascendant, vers 2300, avec les princes d'Ourou, puis avec ceux d'Isin et de Larsam. Les invasions des Élamites d'une part et d'autre part l'avènement à Babylone de dynasties sémites vigoureusement constituées n'en eurent pas moins pour résultat la ruine des cités de la Mésopotamie méridionale; lorsqu'à une date que M. Meyer fixe en 1919-1918, Hammourabi eut vaincu Rimsin et pris Ourou et Larsam, ce fut la fin des Sumériens. Pour M. Meyer comme pour les écrivains les plus modernes, le schème général de la plus ancienne histoire mésopotamienne est donc la lutte entre les deux éléments ethniques de la population, l'abaissement graduel des Sumériens et l'élévation correspondante des Sémites, mais il y a introduit des combinaisons qui lui sont propres et qui impriment à son œuvre un caractère très personnel; le système qu'il défend ne repose pas uniquement sur ses propres observations, mais il a su si bien s'assimiler les observations d'autrui que l'ensemble est bien son système à lui.

De Hammourabi en avant, l'histoire de la Mésopotamie se confond pour la plupart du temps avec celle de Babylone et de ses souverains; toutefois Babylone y est souvent une proie que se disputent les nations environnantes, Élamites, Cosséens, Hittites et bientôt les Assyriens. La chronologie n'y est pas toujours claire, et peut-être trouverait-on que certaines des dates de M. Meyer sont proclamées avec trop d'assurance. Ce qu'il convient d'admirer sans réserve, c'est l'ingéniosité et la pénétration avec laquelle il a démêlé le caractère de ces peuples et il a défini leur rôle. Je ne crois pas que les migrations ou, pour employer un terme moins ambitieux, les déplacements des tribus qui déterminèrent la chute des dynasties sémites de Babel soient identiques à celles qui jetèrent les Hyksos sur l'Égypte : il me faudrait pour cela être convaincu de la réalité des combinaisons sothiaques de l'école berlinoise, et l'on a vu combien elles me paraissent artificielles. Cette réserve faite, on conviendra que M. Meyer a tiré, en ce qui concerne la Mésopotamie, un parti excellent des découvertes récentes faites au pays des Hittites. Leur attaque affaiblit Babylone assez pour que, dans le siècle qui suivit, elle n'eût plus la force de repousser les attaques des tribus du Zagros; les Cosséens s'emparèrent d'elle et ils y installèrent leurs chefs comme rois. C'est presque aussitôt après ce désastre, analogue à celui qui avait frappé l'Égypte, que M. Meyer arrête cette première époque de son histoire, et la coupe est si naturelle que je l'avais faite moi-même à cet endroit dans mes ouvrages. Je recommande à ceux que les progrès de nos sciences intéressent de comparer ce qu'est la part de la Mésopotamie dans cette édition-ci à ce qu'elle

était dans la première; ils verront de quelle manière démesurée la somme de nos connaissances s'est accrue depuis un quart de siècle. Alors, c'était un simple amas de noms et de faits sans cohésion qu'on coordonnait à force d'hypothèses; la suite des dynasties locales n'était pas assurée, non plus que la succession des rois dans chaque dynastie. Aujourd'hui, tout cela s'est classé et, s'il y a encore des lacunes nombreuses ou des obscurités, du moins le champ de l'inconnu s'est rétréci : on aura dans l'avenir plutôt à ajouter des chapitres nouveaux qu'à transporter ailleurs ceux que nous avons restitués ou à les modifier sensiblement. Il y a maintenant une histoire de la Mésopotamie, comme il y a une histoire de l'Égypte.

Je n'insisterai pas autant sur le reste de l'ouvrage; la matière y est moins une que dans les deux sections précédentes et je ne l'ai étudiée que très incomplètement jusqu'à ce jour. Et pourtant, aux endroits où je ne suis pas étranger, dans l'Asie Mineure et dans les régions égéennes, je puis dire que l'exposition est aussi substantielle et aussi instructive qu'en Égypte et en Mésopotamie. On commence à entrevoir aujourd'hui quelque chose du rôle important que la Crète a joué dans la destinée des contrées qui furent plus tard habitées par les Grecs. M. Meyer a composé, avec les documents archéologiques que les fouilles nous ont livrés, le tableau de la civilisation crétoise et de ses moments différents. Lorsque l'on aura lu enfin leur bizarre écriture, peut-être arrivera-t-on à déterminer quelle place les Crétois tiennent parmi les peuples et s'ils se rattachent à l'Asie plutôt qu'à l'Europe; pour l'instant, nous nous bornons à constater qu'ils doivent beaucoup à l'Orient, à l'Égypte comme à la Mésopotamie, et qu'ils se sont assimilés ce qu'ils empruntèrent de la façon la plus originale. Cette portion du livre donne autant que les précédentes l'idée de la fermeté et de la précision. On sent que, si l'image qu'on se fait de ces premiers Européens, après avoir lu les pages où il est parlé d'eux, est moins nette que celle qu'on a des Égyptiens et des Mésopotamiens, la faute en est non pas à l'auteur mais à son sujet. Certes, on a recueilli par milliers les menus faits sur la civilisation de ces races sans noms, mais ils sont trop incohérents pour qu'on puisse les rassembler dans un tableau d'ensemble qui reproduise leurs physionomies particulières. Ce sont des mannequins chargés d'armes et d'insignes et qu'on replace dans leur milieu d'existence matérielle sans difficulté; ce ne sont pas encore des individus ayant leur allure spéciale, comme l'Égyptien du temps de Ménès ou le Mésopotamien des plus vieux rois de Kish.

En résumé, dans ce volume, M. Meyer place ses personnages en scène, ceux de l'Afrique, ceux de la Syrie et de la Mésopotamie, ceux de l'Asie Mineure, de la Crète et de l'Europe; dans le volume prochain, il nouera pour eux les liens de l'intrigue et il nous enseignera comment, s'étant heurtés pour la première fois, ils ont supporté le choc. C'est son exposition, et il l'a dressée de main de maître. Où il y a tant de matériaux, on pouvait craindre que le poids ne l'écrasât par instants et qu'il

n'écartât point partout les témoignages de petit intérêt; dès les premières pages, on s'aperçoit que sa matière ne l'a point dominé, mais qu'il la maîtrise. L'ordonnance est aisée, souple, claire; on peut ne point partager l'avis de l'auteur, mais on saisit toujours sa pensée et on la suit sans peine jusque dans ses développements extrêmes. Le récit est d'un style nerveux, serré, sévère, où l'animation manque souvent. Je comprends qu'on ne cherche pas à produire constamment la sensation de la vie dans un ouvrage où il entre forcément tant de discussions, mais où la vie sourd d'elle-même et ne demande qu'à jaillir des documents, on devrait la laisser couler. La Mésopotamie est encore un peu incisée de contours, faute de monuments figurés, mais dans l'Égypte, avec ses milliers de statues et de bas-reliefs coloriés, où le sculpteur a enregistré jusqu'aux propos qu'échangent les personnages englobés dans une même action, il n'y a qu'à transcrire fidèlement ce qu'on voit pour obtenir les peintures les plus animées. Ceci dit, moins une critique qu'un regret, ce premier volume représente à mes yeux l'effort le plus considérable, et j'ajouterai, malgré les divergences d'opinion qui nous séparent, le plus heureux qu'on ait fourni depuis longtemps pour restituer d'une manière scientifique les débuts de l'histoire d'Orient.

G. MASPERO.

Jules SION. **Les paysans de la Normandie orientale (pays de Caux, Bray, Vexin normand, vallée de la Seine). Étude géographique.** Paris, A. Colin, 1909. In-8°, viii-544 pages, 44 fig., 8 pl. en phototypie.

J. LEVAINVILLE. **Le Morvan, étude de géographie humaine.** Ibid., 1909. In-8°, 305 pages, 44 fig., 40 phototypies, 4 dessins.

Les historiens ne sauraient demeurer indifférents au progrès des études géographiques. Ce n'est peut-être point par hasard ni par un simple respect de vieilles traditions que les programmes d'agrégation établissent entre l'histoire et la géographie des liens dont certaines personnes souhaitent ardemment la rupture.

Il est possible que le régime actuel soit défavorable aux géographes : c'est affaire à eux de le dire. Quant aux historiens, une connaissance suffisamment étendue et précise de la géographie a pour effet d'élargir leur horizon et de fournir une base solide à leurs essais de reconstruction du passé.

Depuis Montesquieu, pour ne pas remonter jusqu'à Bodin, les historiens ont plus ou moins confusément le sentiment que la vie d'un peuple, qu'une institution, qu'un phénomène économique ne peuvent être étudiés en dehors du sol qui les supporte, du climat qui les a marqués de son empreinte. Mais ces idées, dont Michelet a donné l'expression la plus éclatante, restaient, malgré tout, vagues et un peu floues.

C'était ce que les purs savants appelaient dédaigneusement de la « littérature ». La géographie, afin de ne pas être une « littérature », semblait prendre à tâche de s'éloigner de plus en plus de l'histoire pour se confondre avec la géologie et la météorologie. Réaction nécessaire, puisqu'il s'agissait de substituer au terrain mouvant des premières généralisations un bloc de matériaux soigneusement éprouvés par l'analyse. Réaction excessive, puisqu'elle enlevait à la géographie son originalité et sa fonction, qui est d'étudier les rapports de la terre et de l'homme, la terre demeure de l'homme.

Deux hommes ont opéré le mouvement décisif qui devait restituer à la géographie l'intégrité de son objet. L'un, Ratzel, est un naturaliste qui a été attiré par les sciences humaines, histoire et sociologie; l'autre, M. Vidal de la Blache, est un historien qui s'est volontairement soumis à la sévère discipline des géologues. Ainsi s'est reproduit un phénomène fréquent dans l'histoire des sciences : la science a été renouvelée par des hommes qui n'étaient pas, originairement, des spécialistes.

Sous l'influence de ces deux savants, une formule nouvelle est née, ou du moins a pris un sens plus riche et plus net : la géographie humaine. Les banalités flottantes de la géographie historique ont fait place à une étude raisonnée des relations de l'homme et du sol, fondée sur une double connaissance, préalable et profonde, du sol lui-même et des réalités historiques. Cette formule ne prétend pas, d'ailleurs, expliquer le tout de l'histoire. Sauf entre des mains inexpertes, elle ne dégénère pas en une sorte de fatalisme géographique. Elle aboutit seulement à déterminer, dans le phénomène historique, la part du facteur géographique. Les phénomènes qui se sont produits dans le temps se sont également produits dans l'espace. Considérer sous l'angle spatial les faits de succession; se poser à leur sujet la question « où? »; analyser les divers éléments d'une réponse à cette question; essayer de mesurer dans quelle mesure cet « où » a influé sur le « comment » du phénomène, tel est le lot de la géographie humaine.

L'école de M. Vidal de la Blache a surtout voué son effort à l'étude de la France, qui présentait aux anthropogéographes une matière particulièrement abondante et variée. Elle semble s'être donné pour tâche de refaire, en appliquant les procédés prudents de l'analyse scientifique, la grande fresque ébauchée par le génie synthétique de Michelet. Le maître a dessiné, dans le tome I^{er} de l'*Histoire de France* de Lavisse, le vaste tableau d'ensemble dont la *Revue* a déjà loué la composition harmonieuse, la précision ferme et pleine, et, ce qui ne gâte rien dans une œuvre même scientifique, le charme exquis. Les élèves se sont employés à remplir, par des études monographiques, les diverses parties du cadre. M. Blanchard pour la Flandre, M. Demangeon pour la Picardie, M. Vallaux pour la Basse-Bretagne, M. Chantriot pour la Champagne, M. de Félice pour la Basse-Normandie, M. Vacher pour le Berry, etc., ont commencé cet inventaire anthropogéographique du sol

français¹. M. Demangeon a montré que ces études, qui retracent non pas seulement l'état actuel du sol, mais son évolution dynamique, ne pouvaient se passer de recourir aux sources proprement historiques, spécialement aux documents d'archives². Par une démarche précisément inverse de celle que nous notions tout à l'heure, il s'agit, pour la géographie humaine, de considérer les phénomènes spatiaux en fonction du temps.

Cette étroite union établie entre les faits de succession et les faits de durée pouvait entraîner de sérieux inconvénients. A force de vouloir localiser les phénomènes sociologiques et déterminer sur la carte des unités distinctes, des compartiments, historiens et géographes pouvaient être amenés à créer des unités factices, trop nombreuses et trop nettement délimitées. La pérennité de certaines divisions du sol français, — *pagi* gaulois, *pays* d'aujourd'hui, — devait tout naturellement éveiller l'idée qu'elles sont conformes à la nature des choses. En fait, beaucoup de nos « pays » répondent à cette définition; beaucoup des districts qui figurent à l'Atlas Longnon persistent à l'heure actuelle, bien qu'ils aient été morcelés, à diverses époques, entre des organismes politiques ou administratifs divers, et beaucoup correspondent à des unités agronomiques distinctes; ces unités sont l'expression, la traduction en langue paysanne d'un certain nombre de caractères géologiques, climatiques, surtout culturels. Mais d'autres sont de pures entités historiques, traces du morcellement féodal, douaires ou héritages, ou bien encore circonscriptions administratives, ecclésiastiques, seigneuriales ou royales, archidiaconés, vicomtés, bailliages. D'autres ont été fabriquées artificiellement par des géographes de cabinet, soucieux d'uniformité, qui voulaient à toute force découper la France en un certain nombre de divisions, que sépareraient des limites précises. Il y a mieux : si, en général, le suffixe ajouté au nom d'un village (*Brazey-en-Plaine*, *Semur-en-Auxois*, *Neufchâtel-en-Bray*) est d'origine paysanne et correspond à des différences naturelles, il arrive aussi que ces suffixes aient été inventés, pour les besoins de la géographie administrative, par un plumeau de préfecture ou par un receveur des postes. Si bien qu'historiens et géographes risquent d'échafauder des théories sur une nomenclature qui date de l'an IX !

Il importe donc, avant de rechercher dans un « pays » la base géographique d'un développement historique spécial, de se livrer à de délicates analyses, à des enquêtes menées sur place, auprès des personnes en qui l'instruction n'a pas oblitéré le sens direct des réalités rurales. M. Lucien Gallois, avec une finesse de touche égale à son érudition,

1. Sans parler de travaux plus anciens, comme ceux de M. Auerbach sur la Lorraine.

2. A. Demangeon, *les Sources de la géographie de la France aux Archives nationales*.

nous a donné, pour une partie étendue du territoire français, un modèle de cette méthode prudente et sagace¹.

C'est cette méthode que l'on retrouvera dans l'étude consacrée par M. Sion aux pays situés entre la Bresle, l'Epte, la Seine et la mer. De toutes les monographies régionales sorties de la nouvelle école, c'est assurément celle qui intéressera le plus les historiens. Elle pourrait porter pour sous-titre : *étude historique*, aussi bien que : *étude géographique*. Elle emprunte à l'histoire quelques éléments essentiels de sa méthode, puisqu'à tout instant M. Sion éclaire le présent à la lumière du passé et que cette thèse de géographie a été préparée en partie aux Archives nationales, au Cabinet des manuscrits, dans les archives départementales et communales de la Seine-Inférieure et de l'Eure. L'histoire joue ainsi, dans la géographie humaine, un rôle analogue à celui de la géologie dans la géographie physique; dans un cas comme dans l'autre, les phénomènes « actuels » trouvent leur explication dans les phénomènes anciens.

Mais l'objet même de M. Sion est historique autant que géographique. S'il ne perd pas de vue le milieu naturel, on sent qu'il est intéressé plus encore par la population; dans le « pays », il voit les « paysans ». Il recherche les origines de cette population, où se mêlent les éléments gallo-romains, germaniques, scandinaves; il en étudie l'archéologie préhistorique et historique, il retrace l'évolution des établissements humains. Dans cette évolution, il distingue essentiellement trois temps : le moyen âge, le XVIII^e siècle, — époque de rénovation agricole et industrielle, — la période contemporaine. On peut lui objecter qu'il laisse de côté des périodes de transition intéressantes; mais il indique, à la fin de la première section ou au début de la seconde, certains faits de liaison. Dans chacune des périodes choisies, il passe en revue l'état du sol (défrichements, forêts, landes et marais), les droits d'usage et de propriété, les modes de tenure et d'exploitation, les cultures (recul de la vigne, extension du pommier à cidre) et l'élevage, les industries agricoles (laiterie), les industries rurales (filage et tissage à domicile) et leur disparition devant les progrès du machinisme et de la concentration. Toute cette étude s'inspire largement de la méthode appliquée par M. Sée à une région voisine; on ne pouvait choisir meilleur guide.

Mais l'intérêt du livre de M. Sion dépasse de beaucoup les limites de la région restreinte qu'il a choisie comme cadre. Il pose des questions générales et leur donne des solutions qui peuvent, *mutatis mutandis*, s'appliquer à d'autres parties de la France. Voyons, à titre d'exemple, son exposé de l'histoire des industries royales depuis le XVIII^e siècle. Au début du règne de Louis XV, le phénomène caractéristique est la diffusion de la manufacture du coton dans les campagnes

1. *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne.* Voy. *Rev. hist.*, t. C, p. 447.

(p. 178). Les paysans, absorbés par le cardage et la filature des cotons teints (pour siamoises), quittent le travail de la terre. Les bras manquent pour les semailles et les récoltes; plus de vachers ni de bergers. Aussi ce mouvement rencontre-t-il « la résistance acharnée de tous ceux, propriétaires fonciers, gros fabricants des villes, magistrats, dont cette transformation menaçait les intérêts ou troublait les habitudes ». Le Parlement, organe de ces classes sociales, propose, en 1722, « de faire deffense dans la campagne de carder et filer aucuns cottons, même de fabriquer aucuns cottons teints, meslez avec fil teint ou non teint ». Mais cette interdiction se heurte à une impossibilité; d'accord en principe avec les parlementaires, l'intendant s'oppose, pour des raisons d'opportunité, au maintien de l'interdiction.

Au reste, les capitalistes qui font travailler ces petits ateliers ruraux désirent le maintien de ce régime. A la turbulence du prolétariat urbain s'opposent les avantages de cette main-d'œuvre dispersée, plus docile, moins chère; le paysan-tisserand « devait accepter les conditions que lui fixaient les marchands »¹, et ceux-ci pouvaient violer avec impunité les règlements sur les fabriques. La complication croissante de ces règlements aide à la dissémination industrielle. La création, en 1745, d'inspecteurs et contrôleurs des corps de métier a pour effet de disperser les bas d'estamiers d'Aumale dans le « plat pays »; il n'en restera plus qu'une dizaine en ville vers 1770. De quinze fabricants de serge, il n'en reste plus qu'un seul; mais on trouve des tissages dans soixante paroisses environnantes. La lutte (étudiée en Flandre et en Artois par MM. de Saint-Léger et A. Crapet) entre la ville et le plat pays se termine ici par une victoire de l'industrie rurale.

Dans ces diverses études, M. Sion applique les mêmes principes de critique pénétrante et modérée. Il se garde bien de vouloir expliquer à toute force toute l'histoire sociale par la géographie, ou toute la géographie humaine par l'histoire. Sans se soucier des cloisons que l'on serait tenté d'établir entre les diverses parties de la science de l'humanité, il fait de la géographie humaine non pas la connaissance de ce qui est, mais la connaissance de ce qui devient : « A chacune de ces époques [XIII^e, XVIII^e, XIX^e siècles] correspond un type particulier d'économie agraire, une adaptation différente de l'activité humaine au milieu physique. »

On ne trouvera ni une telle sûreté ni une telle maîtrise dans la thèse (doctorat de l'Université de Bordeaux) de M. Levainville sur le Morvan. Mais ce très estimable travail s'ajoute, lui aussi, fort utilement aux études de géographie régionale entreprises par les élèves de M. Vidal de la Blache. Le capitaine Levainville a puisé, comme M. Sion, une bonne part de sa documentation dans les archives, les mémoires d'intendants²,

1. P. 179 : « De plus, il pouvait se contenter par pièce d'étoffe d'un prix moindre, puisqu'à ce prix venaient s'ajouter les salaires de l'agriculture ou le produit de son champ. »

2. Une lacune : le *Mémoire sur la généralité de Moulins en 1698* de Le Vayer.

les textes historiques. Il a cherché à donner de ce pays d'obstacles une vue synthétique, où l'homme apparaît toujours en fonction du sol. L'historien rencontrera dans son livre plus d'une indication sur le rôle de ces populations isolées, à vie dispersée, à économie rudimentaire, longtemps tenues à l'écart des grands courants de civilisation générale. Le Morvan est un des types les plus parfaits de ces anciennes régions qui n'ont jamais eu d'unité historique (ecclésiastique, féodale ou administrative) et qui ont cependant victorieusement conservé, à travers les siècles, l'individualité rude et fruste qu'elles tenaient de la nature¹.

Henri HAUSER.

Georges GOYAU. *L'Allemagne religieuse. Le catholicisme (1800-1870)*. T. III et IV. Paris, Perrin, 1909. 2 vol. in-12, XLIII-334 et 424 pages.

M. Goyau continue la remarquable série de ses études sur l'Allemagne religieuse, où il donne d'ailleurs beaucoup plus de place au catholicisme qu'au protestantisme. De ces deux nouveaux volumes, l'un est surtout consacré au relèvement de l'Église catholique en Allemagne après 1848, l'autre aux dissensions intestines où elle risquait de perdre sa plus grande force, si le concile du Vatican ne l'avait pas sauvée.

Car le catholicisme allemand avait été vaincu dans la révolution de 1848; il avait soutenu l'idée de la Grande-Allemagne sous l'antique tutelle des Habsbourg, et le parti de la Petite-Allemagne l'avait emporté dès l'abord, portant au trône impérial déjà les Hohenzollern protestants. L'histoire, avec l'*Historische Zeitschrift*, avec Sybel dans la chaire d'histoire de l'université de Munich, se mettait au service de la Réforme et de la Prusse; mais ce côté de la question n'est ici qu'indiqué. Cependant la victoire de Schwarzenberg parut refaire la Grande-Allemagne autrichienne, et le Concordat de 1855 lui assura le concours de l'Église; ce fut peut-être une des causes de sa ruine définitive, et Sadowa fut considéré par beaucoup d'Allemands comme la défaite du papisme: Mgr Ketteler en écrivait une lettre désespérée à l'empereur d'Autriche.

Mais l'Église ne s'attarda pas à ce découragement; elle accepta les événements « sur lesquels Dieu avait mis son visa »; elle travailla à reprendre sa place dans la nouvelle Allemagne. Elle entreprit, sous la direction de Mgr Ketteler, la formation sociale des catholiques allemands; « besogne discrète et profonde de travail intérieur par laquelle

1. M. Levainville s'exagère peut-être la valeur toponymique du suffixe *en Morvan*. S'il avait pu lire le livre de M. Gallois, il y aurait vu, comme nous le rappelions, que ces suffixes ont parfois une origine bureaucratique. — Fig. 37: lire « peuplement en long ».

elle instruisait ses membres et préparait le rayonnement social de l'Évangile ». Ce fut surtout en effet une besogne d'action sociale, offerte ici à l'admiration et à l'imitation de l'Église de France : assemblées annuelles des catholiques, développement parmi eux d'une opinion publique soucieuse de la misère des paysans et des ouvriers, enrôlement des uns et des autres dans des corporations, des sociétés de divertissement, des coopératives de consommation ou de production dont les premiers fonds furent dus « à d'émouvants gestes d'amour ». Ce devait être plus tard le programme économique du parti du centre ; « l'Église d'Allemagne garda sous les yeux la carte du monde ouvrier ».

En Prusse même, c'est-à-dire surtout dans la province rhénane et la province de Westphalie, elle ne bouda point longtemps le pouvoir, qui pensa de son côté avoir besoin d'elle. L'archevêque de Cologne, Giessel, fonda un grand nombre de congrégations charitables ; les Jésuites, « le sel de la Terre » (c'est une formule que M. Goyau aime à répéter), s'établirent fortement à Aix-la-Chapelle en 1852. Malgré les « invectives bruyantes et injurieuses » de la société Gustave-Adolphe, l'Église s'arma « pour courir, en pleine terre protestante, au-devant des âmes ». Elle trouva un terrain d'entente avec l'État, préoccupé, dans l'intérêt de son autorité, de fonder l'instruction primaire sur la religion, de corriger par la foi la « demi-science des maîtres d'école ». L'accord entre l'archevêque de Cologne et le roi de Prusse fut bientôt complet ; on parlait de la prochaine conversion de Frédéric-Guillaume IV au catholicisme, de l'unité de l'Allemagne s'achevant dans le catholicisme, de la fin des églises réformées ; car, dit M. Goyau, il est « malaisé pour une Église d'être humble dans la victoire, elle l'identifie avec la victoire de Dieu ».

Mais il lui fallut auparavant se défendre contre des causes intérieures de ruine, qui apparurent plus graves dans la partie la plus catholique de l'Allemagne, l'Allemagne du sud. Dans le pays de Bade et dans la pieuse Bavière, le josphisme avait laissé des traces ; le ministre badois Jolly défendit énergiquement les droits de l'État contre l'archevêque de Fribourg, Vicari, le Thomas Becket de l'époque ; en Bavière aussi, le Parlement se prononça nettement pour l'organisation d'un enseignement laïque, c'est-à-dire sans préoccupations confessionnelles, fondé sur la science seulement ; et il est curieux de rencontrer dans cette catholique Allemagne les origines du Kulturkampf.

Mais le pédantisme de la science germanique, de la théologie elle-même, préparait à l'Église d'autres épreuves ; car les catholiques mêmes y perdirent la fraîcheur de leur foi. Lorsque fut publié le dogme de l'Immaculée-Conception, « qui vivait dans l'Église d'une vie mystérieuse », la science allemande protesta, et l'obéissance aux enseignements de Rome fut déjà frondeuse. Ignace Döllinger, la gloire de l'université de Munich, prit pitié des enfantillages de la doctrine pontificale ; il conseilla au pape de venir en Allemagne, d'y faire un long

séjour, de s'y établir même, de s'y mettre à l'école, pour apprendre la théologie selon les bonnes méthodes, pour se défaire de l'ignorance par trop naïve de Rome et de l'Italie.

La papauté ne vit dans ces prétentions scientifiques qu'une forme nouvelle du protestantisme; elle ne quitta point Rome, et le concile du Vatican purifia l'atmosphère allemande, en tirant, sans souci de la science des hommes, « le dogme de l'infailibilité du dépôt de la révélation ». L'Allemagne savante en fut d'abord profondément émue; Döellinger alla jusqu'au schisme; Bismarck attendit; Ketteler même pensa faire quelques réserves au nom de la vieille autorité des évêques; mais la plèbe des âmes croyantes, régénérée par une forte discipline, n'eut pas de ces hésitations, et les chefs « sentirent la poussée de leurs ouailles qui les agenouillaient aux pieds du pape ».

Il y a dans ces pages une analyse très pénétrante et fine d'une évolution sociale particulièrement délicate à saisir; l'histoire y est réchauffée, sinon éclairée, par l'ardeur d'une foi qui mépriserait l'impartialité comme une impiété.

Édouard DRIAULT.

E. C. MEYER. *Wahlamt und Vorwahl in der Vereinigten Staaten von Nord Amerika. Ein Beitrag zur Verfassungsgeschichte der Union, insbesondere zur Geschichte der jüngsten Verfassungsreformen.* Leipzig, Voigtländer, 1908. In-8°, xxx-240 pages. (Collection des *Beiträge zur Kultur- und Universalgeschichte*, publ. par K. Lamprecht.)

Cette étude d'histoire constitutionnelle contemporaine est dédiée à La Follette, le gouverneur de Wisconsin, que son œuvre administrative a déjà rendu célèbre, par un Allemand qui a vécu assez longtemps aux États-Unis pour comprendre et aimer la démocratie américaine. Elle s'adresse au public européen qui ne connaît guère de la vie politique des États-Unis que les révélations scandaleuses sur la vénalité des journaux et la corruption des politiciens. L'auteur a voulu faire connaître le mouvement de réforme profonde commencé dans la plupart des états de l'Union pour faire cesser les abus dont les ennemis de la démocratie ont fait un si grand bruit.

Après avoir décrit le mécanisme officiel des élections par lesquelles sont conférés les mandats et les fonctions électives si nombreuses aux États-Unis, élections fédérales, élections d'États, élections administratives locales, l'auteur montre comment a été résolu aux États-Unis le problème inhérent à tout régime représentatif démocratique, le « choix préparatoire » (*Vorwahl*) des candidats sur lesquels les électeurs sont pratiquement obligés de grouper leurs suffrages. Cette opération préalable s'est imposée malgré les répugnances de principes dans tous

les pays où le suffrage direct a dû fonctionner avec un corps électoral nombreux. Elle était particulièrement indispensable aux États-Unis, où l'usage anglais d'élire à la majorité relative sans second tour force les électeurs à se concentrer sur les noms arrêtés d'avance. Cette particularité, que M. Meyer a omis de signaler, explique pourquoi les Américains ont organisé une « machine » politique si perfectionnée; pourquoi le *caucus* et les *conventions*, les procédés de désignation (*nominatio*n) des candidats et les *platforms* dépassent tellement en précision nos comités électoraux, nos listes de candidats et nos programmes européens.

Quand les différences réelles entre les partis se sont atténuées, les machines sont tombées au pouvoir des capitalistes, surtout des possesseurs de chemins de fer qui s'en sont servis pour faire élire des politiciens dévoués à leurs « intérêts particuliers ». Cette corruption a fini par exaspérer l'opinion publique; de l'indignation générale est sorti le grand mouvement de réforme qui a d'abord essayé de purifier le *caucus* et les délégations des partis en imposant des règlements légaux à ces élections préparatoires de partis.

Cette réglementation n'ayant pas réussi, les réformateurs ont proposé un procédé nouveau, qui consiste à convoquer officiellement tous les électeurs pour désigner les candidats sur lesquels portera l'élection définitive. Cette « élection préparatoire directe » fait connaître directement, sans l'intermédiaire de délégués, les hommes les plus populaires de chaque parti sur lesquels les électeurs ont intérêt à concentrer leurs voix. Le premier essai très restreint a été fait dès 1860 dans un comté de Pensylvanie par l'initiative privée d'un parti (républicain), il a été transformé dès 1880 dans le Kentucky en un régime facultatif. L'institution définitive est née d'une agitation commencée par La Follette en Wisconsin dès 1896, continuée par une Association nationale malgré la résistance des trusts et des politiciens et qui a abouti d'abord dans l'état de Mississipi en 1902, puis dans une vingtaine d'états sous des formes plus ou moins complètes. Une campagne est menée dans presque tous les états de l'Union pour introduire l'élection préparatoire. M. Meyer décrit en détail le régime actuel de chacun des états.

Son étude est bien divisée, claire, précise, pourvue de références et illustrée par des spécimens de bulletins de vote et de cartes électorales. La bibliographie très détaillée donne (outre les ouvrages d'ensemble) les articles très nombreux publiés dans les revues et la liste des lois de chaque état.

Ch. SEIGNOBOS.

CORRESPONDANCE.

LES TARIFS DE LA LOI SALIQUE.

Monsieur le Directeur,

C'est bien loin de Paris, à Fort-de-France, que je prends connaissance de la lettre que M. Th. Reinach adresse à la *Revue* (t. CI, p. 394) et dans laquelle il présente quelques objections à la doctrine que j'ai essayé de justifier sur les tarifs de la loi salique (*Rev. hist.*, t. C, p. 344-325). Mon éloignement vous expliquera le retard que j'ai mis à lui répondre. D'autre part, je ne vous étonnerai guère en vous disant que les bibliothèques de la Martinique sont mal pourvues de textes juridiques archaïques crétois ou chaldéens. Je ne dispose même pas de mes notes personnelles. Ma réponse ne pourra, dans ces conditions, comporter aucune discussion précise des arguments de M. Reinach.

Mon contradicteur semble d'ailleurs s'être surtout ému des conséquences que pourrait avoir ma théorie, « qui risque d'atteindre par contre-coup les opinions jusqu'à présent admises au sujet d'autres législations ». J'estime au contraire que cette théorie peut parfaitement se concilier avec ces « opinions admises ». Je ne serais le révolutionnaire dangereux que M. Reinach est tenté de voir en moi que si j'avais nié l'existence de la composition chez les Francs ou si j'avais soutenu que tous les tarifs inscrits dans tous les codes archaïques sont des tarifs d'amendes. Je n'ai rien dit de tel. Il me paraît au contraire certain qu'à l'origine la pratique de la composition a dû comporter des tarifs fixes.

Si M. Reinach ne craint pas les longs voyages, je l'inviterai à me suivre bien loin de la Grèce et de l'Orient classique, en plein Soudan. Là les peuplades avec lesquelles nous nous sommes trouvés en rapport pour la première fois il y a une vingtaine d'années pratiquaient la composition suivant une échelle bien établie : tant de barres de sel, de pièces de guinées, de milliers de cauris (selon les localités) pour le meurtre d'un homme, tant pour celui d'une femme, d'un enfant, d'un captif, etc... Comme il n'existait chez ces peuplades qu'un minimum d'organisation politique, la réparation du délit était une simple affaire privée, une sorte de vendetta à l'amiable. Si les coutumes soudanaises avaient été rédigées à ce moment-là, nous serions en possession d'un code avec tarifs fixes de compositions. Et il a dû vraisemblablement en être de même pour toutes les sociétés primitives ayant admis la composition.

Mais qu'un pouvoir régulier s'installe et commence à s'organiser, son intérêt étant de garantir la paix publique et de maintenir l'ordre, il ne manquera pas d'infliger, en sus de la composition, une sanction pénale, — amende ou châtiment corporel. Rien n'empêche de supposer que l'importance de cette sanction soit proportionnelle au chiffre de la composition. C'est encore l'intérêt privé qui est surtout en jeu, et l'action publique, n'étant qu'une annexe de la réparation due aux particuliers, mesure et dose ses peines d'après l'importance du préjudice subi par ces derniers.

Une rédaction du code comportera donc encore nécessairement des tarifs fixes de compositions, et il pourra seulement y être fait mention d'amendes. C'est une situation semblable que traduisent sans doute et la loi de Gortyne et le code d'Hammourabi.

Admettons maintenant que le pouvoir devienne assez fort pour assumer à lui seul la répression des délits et des crimes. Il fixera son échelle des peines en se préoccupant, non plus des intérêts particuliers, mais des intérêts généraux de la société. Il pèsera la gravité des fautes et les punira avec d'autant plus de sévérité qu'elles compromettent plus gravement la paix publique. Il se souciera de garantir avant tout le respect dû à l'État. Un tel changement implique à peu près forcément un degré supérieur de civilisation. Des idées morales pourront donc intervenir dans le classement des délits et des peines. On usera de plus de sévérité dans les cas où la faute commise décèle chez le coupable des intentions plus mauvaises et comme une capacité criminelle plus grande.

La réparation due à la partie lésée ne disparaît pas pour cela (elle ne doit jamais disparaître); mais l'intérêt public ayant pris le pas sur les intérêts privés, cette réparation n'est plus qu'une annexe de la sanction pénale, et l'on peut même admettre que, cessant d'être fixe, elle se trouve soumise à l'appréciation des juges.

J'estime que la loi salique doit précisément correspondre à ce degré de développement politique et social. Il m'a paru ressortir d'une étude attentive des divers articles de cette loi que le souci de défendre les intérêts de l'État et de l'ordre public, que même certaines idées morales en avaient inspiré les rédacteurs.

Je crois avoir montré que la sanction plus forte atteignant, par exemple, les délits contre les filles *in verbo regis*, le meurtre d'un convive du roi, le meurtre commis à l'armée, le meurtre *in contubernio* ne s'expliquent bien qu'à la condition de prendre comme base de la classification la gravité de l'offense faite à l'État et non l'importance du dommage subi, ce qui revient à dire qu'il doit s'agir d'amendes et non de compositions.

Je crois avoir montré également que la triple sanction punissant le meurtre de l'enfant ou de la femme enceinte s'explique seulement si l'on fait intervenir une idée morale classant les fautes d'après le degré de perversité supposé chez leurs auteurs et substituant ainsi à l'idée

primitive de la simple réparation l'idée plus haute des intérêts sociaux à sauvegarder contre les méchants.

J'ai d'ailleurs pris soin d'ajouter (p. 323) que, dans la pratique, le pouvoir royal s'étant trouvé presque aussitôt impuissant à maintenir l'ordre et à punir les attentats, le système de la vengeance privée (ou de la composition) est redevenu la règle et qu'ainsi s'explique l'erreur commise et par les contemporains et par les écrivains postérieurs qui n'ont plus vu dans les tarifs de la loi salique qu'une échelle de compositions.

Quant aux objections d'ordre moins général de M. Reinach, je vous disais en commençant que mon éloignement et l'absence de documents ne me permettaient pas de les discuter avec la précision désirable. Quelques mots seulement à ce sujet.

M. Reinach signale le cas visé au titre XXV, § 2 (celui de la *puella conveniens*), et admet que la réparation exigée pourra profiter à la personne sous le *mundium* de laquelle est la *puella*. J'y avais bien songé moi-même. Mais je me suis demandé ce qui adviendrait dans le cas où la *puella* est *in verbo regis*. Un capitulaire du ix^e siècle (je regrette de ne pouvoir donner d'indication plus exacte) attribue à la *puella in verbo regis* elle-même le bénéfice des condamnations prononcées lorsque cette *puella* est en cause. C'est ce qui m'a fait maintenir le paragraphe visé, qui est d'ailleurs d'importance secondaire pour ma démonstration.

Je ne vois pas pourquoi le *præter medicatura* impliquerait nécessairement que la somme de 30 *solidi* prévue au titre XVII, § 4, soit une composition plutôt qu'une amende. Le coupable payera 30 *solidi* d'amende, plus les frais médicaux et la composition. Cela signifie qu'il y avait un tarif fixe de frais médicaux et rien de plus.

A propos des mots *excepto capitale et dilatura*, M. Reinach m'objecte... deux points d'interrogation. Un point d'interrogation n'est pas un argument; deux, pas davantage.

D'ailleurs, mon contradicteur a notablement atténué lui-même la portée de ses objections en se refusant, — avec une modestie que tout le monde trouvera excessive, — toute compétence en la matière. Il attend des arguments plus probants pour être convaincu. Il ne m'en voudra pas si, de mon côté, j'attends, pour changer d'avis, des objections plus décisives.

Avec toutes mes excuses pour cette trop longue lettre, vous voudrez bien agréer, Monsieur le Directeur, l'hommage de mon profond respect.

François RICCI.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue de synthèse historique.** 1909, févr. — H. BERR. Frédéric Rauh. — XÉNOPOL. L'imagination en histoire (montre le rôle de l'imagination dans la vie pratique, dans les sciences comme créatrice d'hypothèses et d'expériences, en histoire où elle a son rôle aussi bien que dans les sciences naturelles, — géologie et paléontologie, — et où la construction imaginative a un rôle analogue à celui de l'hypothèse). — A. KOSZUL. La propriété foncière en Angleterre, ses principes et leurs applications récentes (2^e partie. Indique les traits essentiels du développement de la propriété privée depuis le xvi^e s. et le retour récent à une conception du rôle social de la propriété). — P. LACOMBE. L'assistance en France avant la Révolution (analyse très favorable du livre de C. Bloch). — H. BOURGIN. Une contribution à l'étude du socialisme expérimental (sur le livre de Prudhommeaux, *l'icarie et son fondateur*. Cet ouvrage consciencieux nous renseigne mal sur les éléments que Cabet a utilisés pour son entreprise). — CALMETTE et VIDAL. Le Roussillon (fin. Excellent exposé des points acquis et des points à élucider dans l'histoire du Roussillon). — L. FÉVRE. Quelques ouvrages récents sur la vente des biens nationaux (ce sont ceux de MM. Lecarpentier, médiocre, Vialay, honnête, et Marion, tout à fait supérieur). = Avril. ANDLER. Nietzsche et Burckhardt. Leur philosophie de l'histoire (analyse finement l'influence exercée par les livres de Burckhardt, *Die Zeit Constantins*, *Griechische Kulturgeschichte* et *Der Cicerone*, sur Nietzsche, et aussi les quelques emprunts de Burckhardt à Nietzsche. Leurs idées sur les causes de la grandeur et de la décadence des peuples sont très voisines). — P. LACOMBE. L'appropriation privée du sol (fin en avril. A propos du livre de M. Sée sur les classes rurales au moyen âge, M. Lacombe démontre par les faits et les textes mêmes cités par M. Sée que le régime de la propriété dans le haut moyen âge prouve l'existence d'un régime primitif de communauté, tandis que M. Sée voit au début une souveraineté absolue des grands propriétaires et la création des *communia* comme le résultat de droits d'usage. Le colanat est allégué par M. Lacombe dans le sens de sa thèse, comme par M. Sée dans celui de la sienne). — BOISSONNADE. Le mouvement communal dans le groupe soissonnais (à propos du livre de G. Bourgin; en accepte toutes les conclusions). — A. WADDINGTON. L'Allemagne de 1648 à 1806 (fin en juin. Bibliographie et état des questions). — L. VILLAT. Les catacombes de Rome (le livre de M. Beunier est une contribution importante à l'histoire des idées chrétiennes). — ISAAC.

L'histoire diplomatique du ^{xvi}^e s. (à propos du livre de M. Ursu sur la politique orientale de François I^{er}, assez nouveau sur quelques points, incomplet et mal présenté). — Juin. L. FÉVRE. Régions naturelles et noms de pays (à propos du livre de L. Gallois, qui montre combien les géographes et les administrateurs ont souvent mal employé les noms de régions naturelles créés par les indigènes). — C.-G. PICAVER. L'art français du moyen âge (d'après MM. Michel et Mâle). — A. REY. De la méthode dans l'étude du mysticisme (à propos du livre d'H. Delacroix, *Études d'histoire et de psychologie du mysticisme*). — G. DE LACOSTE. Étude sur l'histoire du droit et des institutions juridiques de l'Espagne (analyse des brochures sorties du séminaire de M. Altamira, à Oviedo, sur les *Origines du droit coutumier* qui est une cristallisation de l'usage; sur la *Féodalité en Espagne*, la *Vie de l'ouvrier en Espagne à partir du VIII^e s.*; les *Prologomènes d'Abenjaïdém* et sa conception de la sociologie et de l'histoire; la vie économique et les coutumes judiciaires des Asturies).

2. — **Revue des questions historiques.** 1909, juill. — J.-M. VIDAL. Doctrine et morale des derniers ministres albigeois (fin de cette très précise analyse pour laquelle les sermons ont beaucoup servi. La morale des derniers cathares, très sévère pour les « parfaits » et très relâchée pour les « croyants ». Les parfaits faiblissaient parfois. Leurs livres liturgiques ne comprenaient que quelques livres du Nouveau Testament et le rituel cathare. Analyse des actes du culte : *melioramentum*, bénédiction du pain, *consolamentum*. La prédication rejetait presque tous les dogmes chrétiens. M. Vidal croit que l'importance attachée à l'hérétisation, qui effaçait tous les péchés, et la liberté de mœurs des croyants faisaient du catharisme un danger social. Les protestants ont dit la même chose de la confession et de l'absolution). — P. ALLARD. La retraite de Sidoine Apollinaire (charmant tableau de la vie mi-religieuse, mi-littéraire menée par Sidoine à Lyon et en Auvergne quand il rentra en Gaule à 40 ans). — R. ANCEL. L'activité réformatrice de Paul IV. Le choix des cardinaux (sauf les concessions faites au népotisme par le choix de trois Caraffa, dont l'un, Carlo, était indigne, Paul IV eut le courage, dans toutes ses promotions, de ne tenir aucun compte de la pression des puissances catholiques et de choisir exclusivement des hommes graves, pieux et instruits. M. Ancel prouve par un récit intéressant et bien documenté ce jugement sur les choix de Paul IV qui rendaient plus facile la réforme ecclésiastique). — A. BOCQUILLER. Un procès historique (il s'agit de la lutte poursuivie à travers tout le ^{xvii}^e s. entre la maison de Ligne et la maison de Melun-Épinoï pour la possession des biens de Pierre de Melun, prince d'Épinoï, qui lui avaient été enlevés par Philippe II pour crime de lèse-majesté et dont le traité de Vervins avait ordonné la restitution à ses héritiers). — R. LAVOLLÉE. Les tremblements de terre de 1783 à Messine et en Calabre (les principales sources des intéressants détails recueillis par M. Lavollée sont les dépêches de Denon, chargé d'affaires de France à

Naples, et une relation de Lallement, vice-consul à Messine). — M. MANON. Les parents d'émigrés pendant la Révolution (conduit jusqu'au 18 fructidor cette étude sur la situation injustement rigoureuse faite aux parents des émigrés dont les biens étaient mis sous séquestre; analyse très neuve des mesures législatives par lesquelles, à partir de l'an III, on chercha à rendre possible la vie des parents d'émigrés restés en France en reconnaissant leurs droits sur les biens séquestrés et en limitant le droit de successibilité que l'État s'était arrogé par la loi du 28 mars 1793). — L. MADRLIN. Le Concordat de 1801 et le cardinal Mathieu (dans ce brillant résumé des négociations du Concordat, M. Madelin dit avec raison que l'accent personnel du livre du cardinal lui donne une valeur documentaire et aide à comprendre les événements qu'il raconte. M. Madelin partage l'admiration du cardinal pour Consalvi, mais il lui reproche de n'avoir pas assez montré, à côté de Napoléon, Pie VII et Consalvi, le rôle joué par les aspirations religieuses du peuple de France). — BAILLET. Le congrès archéologique du Caire. — DESDEVICES DU DÉZERT. Les musées de Catalogne (expose surtout l'intérêt historique des trésors du musée de Barcelone). — C.-rendus : J. de la Servièrre. La théologie de Bellarmin (art. élogieux de A. Bouvier. M. de la Servièrre a bien mis en lumière la modération relative des idées de Bellarmin, sa conscience et son sens de l'histoire). — G. BORD. La franc-maçonnerie en France des origines à 1815 (art. d'A. Cochin qui, tout en appelant ce livre un beau livre, montre qu'il est à peu près vide et inutilisable). — Neeser. Statistical and chronological history of the United States Navy (excellente bibliographie, suivie de tableaux chronologiques des faits d'administration, des faits de guerre et des prises de navires marchands). — Youssouf Fehmi. Histoire de la Turquie (œuvre piquante, exacte et partielle d'un jeune Turc). — Dans la chronique, on trouvera un récit intéressant des fêtes du Jubilé universitaire de Louvain.

3. — Revue des études historiques. T. LXXV, 1909, mai-juin.

— R. PEYRE. La cour d'Espagne au commencement du xix^e s., d'après la correspondance de l'ambassadeur de France Alquier (donne de longs extraits de cette correspondance pleine de renseignements curieux sur le roi, la famille royale et la cour). — C. STRYENSKI. Les arts au xviii^e s. (extr. du volume consacré au xviii^e s. dans l'*Hist. de France racontée à tous* dirigée par Funck-Brentano). — A. LABORDE-MILAL. La notion de « loi historique » (d'après E. Milliard). — C.-rendus : Vaucelle. La collégiale de Saint-Martin de Tours (peu au courant et peu critique). — Merki. L'amiral de Coligny (partial et insuffisant). — Juill.-août. J. DEPOIN. Études mérovingiennes; I, la légende de saint Goar et les rois francs de Cologne (contrairement à ce que pense Br. Krusch, qui la suppose fabriquée au viii^e s., la Vie primitive de saint Goar a dû être écrite au début du vi^e s., et le roi Sigebert dont elle parle serait le roi franc de Cologne dont Clovis triompha); II, l'informateur de Grégoire de Tours sur la vie privée des premiers rois francs

L'histoire diplomatique du ^{xvi}^e s. (à propos du livre de M. Ursu sur la politique orientale de François I^{er}, assez nouveau sur quelques points, incomplet et mal présenté). — Juin. L. FEBVRE. Régions naturelles et noms de pays (à propos du livre de L. Gallois, qui montre combien les géographes et les administrateurs ont souvent mal employé les noms de régions naturelles créés par les indigènes). — C.-G. PICAVER. L'art français du moyen âge (d'après MM. Michel et Mâle). — A. REY. De la méthode dans l'étude du mysticisme (à propos du livre d'H. Delacroix, *Études d'histoire et de psychologie du mysticisme*). — G. DE LACOSTE. Étude sur l'histoire du droit et des institutions juridiques de l'Espagne (analyse des brochures sorties du séminaire de M. Altamira, à Oviedo, sur les *Origines du droit coutumier* qui est une cristallisation de l'usage; sur la *féodalité en Espagne*, la *Vie de l'ouvrier en Espagne à partir du VIII^e s.*; les *Prologomènes d'Abenjalém* et sa conception de la sociologie et de l'histoire; la vie économique et les coutumes judiciaires des Asturies).

2. — **Revue des questions historiques.** 1909, juill. — J.-M. VIDAL. Doctrine et morale des derniers ministres albigeois (fin de cette très précise analyse pour laquelle les sermons ont beaucoup servi. La morale des derniers cathares, très sévère pour les « parfaits » et très relâchée pour les « croyants ». Les parfaits faiblissaient parfois. Leurs livres liturgiques ne comprenaient que quelques livres du Nouveau Testament et le rituel cathare. Analyse des actes du culte : *melioramentum*, bénédiction du pain, *consolamentum*. La prédication rejetait presque tous les dogmes chrétiens. M. Vidal croit que l'importance attachée à l'*hérétication*, qui effaçait tous les péchés, et la liberté de mœurs des croyants faisaient du catharisme un danger social. Les protestants ont dit la même chose de la confession et de l'absolution). — P. ALLARD. La retraite de Sidoine Apollinaire (charmant tableau de la vie mi-religieuse, mi-littéraire menée par Sidoine à Lyon et en Auvergne quand il rentra en Gaule à 40 ans). — R. ANGEL. L'activité réformatrice de Paul IV. Le choix des cardinaux (sauf les concessions faites au népotisme par le choix de trois Caraffa, dont l'un, Carlo, était indigne, Paul IV eut le courage, dans toutes ses promotions, de ne tenir aucun compte de la pression des puissances catholiques et de choisir exclusivement des hommes graves, pieux et instruits. M. Ancel prouve par un récit intéressant et bien documenté ce jugement sur les choix de Paul IV qui rendaient plus facile la réforme ecclésiastique). — A. BOCQUILLET. Un procès historique (il s'agit de la lutte poursuivie à travers tout le ^{xvii}^e s. entre la maison de Ligne et la maison de Melun-Épinoï pour la possession des biens de Pierre de Melun, prince d'Épinoï, qui lui avaient été enlevés par Philippe II pour crime de lèse-majesté et dont le traité de Vervins avait ordonné la restitution à ses héritiers). — R. LAVOLLÉE. Les tremblements de terre de 1783 à Messine et en Calabre (les principales sources des intéressants détails recueillis par M. Lavollée sont les dépêches de Denon, chargé d'affaires de France à

Naples, et une relation de Lallement, vice-consul à Messine). — M. MARION. Les parents d'émigrés pendant la Révolution (conduit jusqu'au 18 fructidor cette étude sur la situation injustement rigoureuse faite aux parents des émigrés dont les biens étaient mis sous séquestre; analyse très neuve des mesures législatives par lesquelles, à partir de l'an III, on chercha à rendre possible la vie des parents d'émigrés restés en France en reconnaissant leurs droits sur les biens séquestrés et en limitant le droit de successibilité que l'État s'était arrogé par la loi du 28 mars 1793). — L. MADELIN. Le Concordat de 1801 et le cardinal Mathieu (dans ce brillant résumé des négociations du Concordat, M. Madelin dit avec raison que l'accent personnel du livre du cardinal lui donne une valeur documentaire et aide à comprendre les événements qu'il raconte. M. Madelin partage l'admiration du cardinal pour Consalvi, mais il lui reproche de n'avoir pas assez montré, à côté de Napoléon, Pie VII et Consalvi, le rôle joué par les aspirations religieuses du peuple de France). — BAILLET. Le congrès archéologique du Caire. — DESDEVISES DU DÉZERT. Les musées de Catalogne (expose surtout l'intérêt historique des trésors du musée de Barcelone). — C. rendus : *J. de la Servièrre*. La théologie de Bellarmin (art. élogieux de A. Bouvier. M. de la Servièrre a bien mis en lumière la modération relative des idées de Bellarmin, sa conscience et son sens de l'histoire). — *G. Bord*. La franc-maçonnerie en France des origines à 1815 (art. d'A. Cochin qui, tout en appelant ce livre un beau livre, montre qu'il est à peu près vide et inutilisable). — *Neeser*. Statistical and chronological history of the United States Navy (excellente bibliographie, suivie de tableaux chronologiques des faits d'administration, des faits de guerre et des prises de navires marchands). — *Youssef Fehmi*. Histoire de la Turquie (œuvre piquante, exacte et partielle d'un jeune Turc). — Dans la chronique, on trouvera un récit intéressant des fêtes du Jubilé universitaire de Louvain.

3. — Revue des études historiques. T. LXXV, 1909, mai-juin. — R. PEYRE. La cour d'Espagne au commencement du XIX^e s., d'après la correspondance de l'ambassadeur de France Alquier (donne de longs extraits de cette correspondance pleine de renseignements curieux sur le roi, la famille royale et la cour). — C. STRYIENSKI. Les arts au XVIII^e s. (extr. du volume consacré au XVIII^e s. dans l'*Hist. de France racontée à tous* dirigée par Funck-Brentano). — A. LABORDE-MILÀ. La notion de « loi historique » (d'après E. Milliard). — C. rendus : *Vaucelle*. La collégiale de Saint-Martin de Tours (peu au courant et peu critique). — *Merki*. L'amiral de Coligny (partial et insuffisant). — Juill.-août. J. DEPOIN. Études mérovingiennes; I, la légende de saint Goar et les rois francs de Cologne (contrairement à ce que pense Br. Krusch, qui la suppose fabriquée au VIII^e s., la Vie primitive de saint Goar a dû être écrite au début du VI^e s., et le roi Sigebert dont elle parle serait le roi franc de Cologne dont Clovis triompha); II, l'informateur de Grégoire de Tours sur la vie privée des premiers rois francs

(Grégoire aurait intercalé tels quels dans son Histoire des récits recueillis de la bouche du duc Gundulfus, son grand-oncle). — P. BODEREAU. Bonaparte et la route d'Ancône (explique pourquoi, après avoir tout fait, avant décembre 1796, pour éviter l'expédition romaine, Bonaparte, devant l'obstination du pape à repousser la paix, se décida à la marche sur Rome et choisit la route d'Ancône). — M. FLORAN. Document relatif à l'entrée du roi d'Angleterre Henri VI à Paris en 1431.

4. — Revue de l'histoire des religions. 1909, t. LIX, n° 3. —

A. MORET. Le Verbe créateur et révélateur en Égypte. — Jean MASPERO. Théodore de Philae (biographie du célèbre évangeliste de la Nubie; il a dû naître entre 490 et 495 et mourir entre 578 et 584). — F. NICOLARDOT. La résurrection de Jésus et la critique depuis Reimarus (revue des diverses opinions exprimées sur ce sujet depuis le milieu du XVIII^e s.). — N. SÖDERBLOM. Note sur l'agriculture dans l'Avesta. = T. LX, n° 1. P. MONCEAUX. L'église donatiste avant saint Augustin (origines complexes de ce schisme africain qui eut pour cause immédiate « la difficulté de régler la situation des fidèles et des clercs compromis dans la persécution de Dioclétien »; la rupture éclata au concile de l'an 312 qui prononça la déposition de Caecilianus; progrès rapides du donatisme qui, traqué par l'État, devient peu à peu un parti d'opposition; actif et entreprenant, il ne cesse de gagner du terrain en Afrique, où il n'a bientôt plus en face de lui que des gouverneurs romains indifférents aux querelles religieuses et l'Église catholique, faible et découragée). — E. MONTET. Le quatrième centenaire de la naissance de Calvin.

5. — Nouvelle revue historique de droit français et étranger.

T. XXXIII, 1909, n° 2. — G. PLATON. Les banquiers dans la législation de Justinien (suite ici et aux nos 3 et 4 : rôle des banquiers dans les ventes aux enchères; le *receptum argentarii*; *cautio stipulatoria* et *cautio simple*; l'*exceptio n. n. pecuniae*). — P. COLLINET. Contributions à l'histoire du droit romain (suite : discute quelques corrections abusives des éditeurs des textes juridiques). — I. LAMEIRE. Les dernières survivances de la souveraineté du Saint-Empire sur les états de la monarchie piémontaise (fin). = N° 3. E. CUQ. Notes d'épigraphie et de papyrologie juridiques; VIII-XX, le droit babylonien au temps de la première dynastie de Babylone (de l'an 2232 à l'an 1929 env.; dégage les usages juridiques que les actes de cette époque nous révèlent sur les matières suivantes : institution d'héritier, libéralités à titre particulier, exhérédation, partage de succession, procès relatifs à une hérédité, adoption, mariage, servitudes, titres au porteur. Fin au n° 4 : tribunaux, modes de preuve, irrévocabilité des contrats et des jugements, formalisme et actes symboliques). — E. PERROT. Note sur les divers registres *Saint-Just* conservés aux anciennes archives de la Chambre des comptes (parmi les mémoriaux de cette Chambre, il y avait deux registres désignés tous deux sous le nom de *Saint-Just*). =

C.-rendus : *Desserteaux*. Études sur la formation historique de la *capitis diminutio*; I (remarquable; copieuse analyse par L. Michon). = N° 4. F. HOLLDAK. Aperçu sur la théorie et la pratique du droit provincial en Transcaucasie. — P.-F. GIRARD. Le manuscrit Charpin du Code théodosien.

6. — **Bibliothèque de l'École des chartes**. T. LXX, 1909, nos 3-4. — L. DELISLE. Charles de Robillard de Beaurepaire, 1828 † 1908. — H. AUBERT. Notices sur les manuscrits Petau conservés à la Bibliothèque de Genève, fonds Ami Lullin. — H. MORANVILLE. Note sur le ms. français 13568 de la Bibl. nationale, *Histoire de saint Louis* par le sire de Joinville (c'est à tort que ce manuscrit de Joinville a été daté des environs de 1360 et considéré comme une reproduction de l'exemplaire offert à Louis X; il date d'environ 1320-1330, a dû être copié par un des familiers de l'auteur et doit présenter un texte très voisin comme langue de l'original perdu). — L. AUVRAY. Le registre de Grégoire IX de la Bibliothèque municipale de Pérouse (analyse des 83 pièces copiées dans ce registre). — A. BOINET. L'illustration du cartulaire du Mont-Saint-Michel. = C.-rendu : P. Guérin. Recueil de documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France; t. X (Petit-Dutaillis signale quelques-uns de ces textes sur l'exercice du droit de vengeance privée au xv^e s.).

7. — **Le Moyen âge**. T. XIII, 1909, n° 2. — A. GUESNON. Publications nouvelles sur les trouvères artésiens (compte-rendu critique). — C. BRUNEL. Les actes faux de l'abbaye de Saint-Valery (fin au n° 3. Édition et critique des diplômes de Dagobert, ann. 636, de Charlemagne, ann. 809, de Philippe le Hardi, ann. 1284, des comtes Ansbert et Jean, ann. 1151 et 1196, des privilèges d'exemption, 981-1106). = C.-rendus : E. Mühlbacher. Die Urkunden der Karolinger (critique de cette édition des *Mon. Germaniae* par L. Levillain). — Études de diplomatique pontificale de Schmitz-Kallenberg, Likhatscheff, Göller, Baumgarten (article d'ensemble par M. Prou). = N° 3. A. LANDRY. Notes critiques sur le *Nicole Oresme* de M. Bridrey (la théorie de M. Bridrey sur la prétendue double rédaction du *Traité des monnaies* d'Oresme est inadmissible, comme aussi ce qu'il dit de la date du traité; on ne peut admettre davantage les assertions de M. Bridrey sur l'exode et la raréfaction des métaux précieux et sur l'appauvrissement et la dépopulation de la France qu'aurait provoqués la réforme monétaire de 1360). = C.-rendu : Vaucelle. La collégiale de Saint-Martin de Tours, 397-1328 (intéressant, mais insuffisamment informé et peu critique). = N° 4. P. GAUTIER. Étude sur un diplôme de Robert le Pieux pour l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon (daté du 25 janvier 1015, n° 49 du catalogue de M. Pfister. Ce diplôme est un acte faux fabriqué par les moines de Saint-Bénigne, probablement en 1066, en même temps que toute une série d'autres pièces, à l'appui de leurs prétentions sur le bourg Saint-Bénigne dont l'auteur étudie à ce propos la formation. A la suite, édi-

tion critique du diplôme de Robert le Pieux, de diplômes de Charles le Chauve et du roi Raoul, de trois bulles de Benoît VIII et d'un acte de Robert I^{er} duc de Bourgogne, avec fac-similés). — C. - rendu : *G. Mollat*. Jean XXII. Lettres communes (à propos de cette publication, M. Prou donne des détails nouveaux sur Pandolfo Savelli, petit-neveu du pape Honorius IV, titulaire de la prévôté de Chablis depuis 1286, mort peu après 1326).

8. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. T. XII, nos 4-5, juin-juill. 1909. — G. RICHARD. L'application de la Constitution civile du clergé dans le département du Nord, juin 1791-sept. 1792 (les administrateurs du département ne recoururent à des mesures de rigueur contre les réfractaires qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, et c'est seulement après avoir constaté l'échec successif du régime de la tolérance et des mesures de police qu'ils se virent amenés à passer outre à la légalité en enfermant ou expulsant les prêtres rebelles). — A. RENAUDET. Les origines de la Réforme française d'après un ouvrage récent (le tome II du grand ouvrage où M. Imbart de La Tour s'est proposé de faire connaître le « milieu moral et religieux » où les idées maitresses de la Réforme française furent conçues repose sur une documentation trop hâtive, insuffisamment méthodique, sur une étude trop inexacte de l'humanisme français, il y est fait trop abstraction de tout ce qui n'est pas l'humanisme, et notamment de la scolastique, pour qu'on en puisse considérer les conclusions comme solides). — Ph. SAGNAC. Une relation inédite de la journée du 10 août 1792 (édition annotée d'un récit du libraire parisien Nicolas Ruault). — J. LETACONNOUX. Notes d'histoire et de géographie économiques (revue des dernières publications). — Correspondance (lettre de M. Hubert BOURGIN répondant aux critiques que lui a valu de la part de M. Letaconnoux la « méthode sociologique » qu'il a suivie dans son étude sur *l'Industrie de la boucherie dans le département de l'Oise au XIX^e s.*; à la suite, réplique de M. LETACONNOUX).

9. — Feuilles d'histoire. 1909, 1^{er} juill. — C.-G. PICAVET. Le cardinal de Bouillon et Louis XIV (années 1671 à 1675, qui sont celles de la grande faveur du cardinal. C'est par lui, devenu grand aumônier, que le roi communique avec Turenne. Après la mort de Turenne, sa vanité le perdit). — (WELVERT. Le rappel de Maurepas) (montre que tout le récit fait de cet événement par M. de Ségur repose exclusivement sur M^{me} de Campan et Soultavie, qui n'ont aucune autorité, et sur des nouvelles à la main qui n'en ont pas plus). — Lettre du prince Repnin sur la bataille d'Austerlitz (du 15 avril 1844. Repnin, blessé et prisonnier, reçut deux fois la visite de Napoléon; il relate ses conversations avec lui). — BREVÈS. La conférence de Constantinople, juin-août 1882 (fin. C'est l'inertie de la Turquie et l'échec de la conférence qui ont paralysé la France et livré l'Égypte aux Anglais). — F. Lettres de Casablanca (fin). — LEJAY. Le tribut payé par la France au Saint-

Siège sous l'ancien régime (d'après Duclos, *Voyage en Italie*, 1766-67, les frais de bulles et dispenses s'élevaient de 350 à 450,000 livres par an, et encore on rognait un tiers de ce qu'on aurait dû payer). — A. DE TARLÉ. Quatre lettres au comte d'Aure, deux de Rapp (curieux détails sur les châles que d'Aure envoyait à Joséphine), une de Bertrand (confirmant les rectifications faites par d'Aure aux Mémoires de Bourrienne), une de Kléber. — Glanures (extraits de lectures). — Autographes (reproductions des principaux documents contenus dans les catalogues d'autographes; on y remarquera une lettre de Joseph Bonaparte du 20 févr. 1834, où il affirme le désir de Napoléon d'établir un régime de paix et de liberté, une lettre curieuse de La Harpe à Robespierre, etc.). — Questions et réponses (signalons une note de MM. HENNET et CHUQUET sur les Mémoires de Marbot « qui sont à l'épopée napoléonienne ce que sont aux règnes de Louis XIII et de Louis XIV les *Trois mousquetaires* »). — 1^{er} août. R. ROGER. Une conversation avec le général de Galliffet (propos à bâtons rompus très curieux sur l'envoi de Galliffet au Mexique, sur Bazaine, le prince Napoléon, l'irréremédiable décadence de la France, la nullité de l'armée russe, etc.). — G. HARDY. Une habileté dialectique de Bossuet (affirme l'indéfectibilité du Saint-Siège pour mieux nier son infailibilité, veut être chef du gallicanisme pour l'atténuer). — P. LABORDERIE. Le procès des serfs du Mont Jura (refait l'histoire du procès soutenu par les serfs contre l'évêque de Saint-Claude, qui voulait 25,000 livres de rente d'indemnité. Il fallut la Révolution pour les délivrer). — A. CHUQUET. Wenceslas Jacquemont (le père de Victor, auteur de *Lettres critiques* sur le projet de constitution de 1795, fut membre associé de l'Institut depuis 1796, membre du Tribunat de 1799 à 1803, il y fit un rapport remarquable sur l'instruction publique, fut impliqué à tort dans la première conspiration Malet et détenu onze mois; inspecteur des droits réunis en 1811, il mourut en 1836). — R. GUYOT. La fin de Talleyrand (fine analyse de la conduite et des sentiments de Talleyrand depuis sa retraite en 1834 jusqu'à sa mort en 1838). — A. DE TARLÉ. Une mission militaire française en Égypte sous Méhémet-Ali, 1824-1831 (suite en sept. et oct. Cette mission officielle, organisée à l'instigation du consul général de France à Alexandrie, Drovetti et à la demande de Méhémet-Ali par M. Fourneau, négociant à Alexandrie, avec l'appui de Jomard et du général Belliard, fut composée du général Boyer en réforme, du comte d'Aure, des deux Tarlé, neveux de d'Aure, du colonel Gaudin et de deux aides de camp. Villèle approuva cette mission qui devait réorganiser l'armée égyptienne et qui, en effet, commença par obtenir des résultats importants). — B^{on} DE MÉNEVAL. Napoléon et l'Autriche en 1815 (lettre de Stassart à Méneval sur son rôle au congrès de Vienne, à propos des *Souvenirs historiques* de Méneval, et réponse de Méneval).

10. — *Revue Henri IV*. T. III, 1909, n° 1. — BAGUENAUT DE PUCHESSE. Henri IV avant son avènement (suite : 1584-89; en appendice, catalogue des lettres de Henri IV des années 1565-89 ne figurant

pas dans les recueils de Berger Xivrey et Guadet). — O. BRISAUD. Ambroise Dubois et les peintures de l'histoire de Thèagène et Chariclée au château de Fontainebleau (1601). — P.-M. BONDOIS. Les secrétaires d'État sous François II, 1559-1560. Notes critiques (sur leurs attributions). — N° 2. P. BOISSONNADE. Les voies de communication en Poitou sous le règne de Henri IV et l'œuvre du gouvernement royal (fin : heureux effets de la réfection des chemins et des voies fluviales sur le développement du commerce et des industries du transport de voyageurs; mais la disparition de Henri IV amène l'abandon des plans élaborés d'accord avec Sully et jusqu'à l'avènement de Colbert l'œuvre de viabilité ne-fait que périlcliter). — A. CHAMBERLAND. Les recettes de l'Épargne en 1581 et une erreur de Forbonnais (publie un état de ces recettes). — L. ROMIER. Le « Sommaire des choses accordées pour la composition du Triumvirat ». Notes critiques (ce n'est pas un pamphlet répandu afin de diffamer les chefs catholiques français, mais probablement l'élucubration d'un clerc militant, pourvue d'un titre inexact). — J. NOUAILLAC. Deux lettres inédites de Sully à Ville-roy (1604). Étude critique sur le passage des *Économies royales* relatif à la trahison de L'Hoste (ce passage dénature les faits). — E. SAULNIER. Lettres confidentielles de Gaillard de Cornac au duc de Nevers, 1585-1587 (Cornac y renseigne le duc sur les événements politiques).

11. — **Annales révolutionnaires**. 1909, juill. — A. MATHIEZ. Robespierre et la déchristianisation (contrairement à M. Aulard, qui a expliqué l'opposition de Robespierre à la déchristianisation par ses sentiments néo-chrétiens de disciple de Rousseau et par son opposition aux Hébertistes, en qui il voyait des ennemis du Comité de Salut public, M. Mathiez soutient que le mouvement de déchristianisation fut l'œuvre des Dantonistes ou Indulgents, autant et plus que celle des Hébertistes ou Exagérés, et que Robespierre combattit la déchristianisation pour faire front à la fois contre ces deux groupes qui menaçaient la puissance jacobine). — VERMALE. Joseph de Maistre franc-maçon (Joseph de Maistre fut un des grands dignitaires du « Directoire écossais » de Savoie et du « Collège particulier » de Chambéry). — BUFFENOIR. Les portraits de Robespierre (fin. Miniatures. Habitations. Appendice sur des portraits récemment découverts). — L.-G. PÉLISSIER. La propagande fédéraliste dans les Bouches-du-Rhône, mai-juillet 1793 (rapport des commissaires du district de Salon). — C.-rendus : Cahiers de doléances (éloge de la publication des *Cahiers de doléances* du Cotentin par M. Bridrey, de Sens par M. Porée, de Blois et de Romorantin par MM. Lesueur et Cauchie, et vive critique des Cahiers de Marseille par M. Fournier, de Cahors par M. Fourastié et de Nîmes par M. Bligny-Bondurand). — Cornillon et Charrier. Ouvrages sur Claude Fauchet (tous deux insuffisants, quoique les deux volumes de M. Charrier contiennent d'utiles documents). — Lenôtre. Le tribunal révolutionnaire (peu critique, mais contient de

nombreuses lettres inédites de Fouquier-Tinville et des notes inédites de Liger de Verdigny sur le procès de Fouquier).

12. — La Révolution française. 1909, juill. — Cl. PERROUD. Étude critique sur les *Mémoires de Brissot* (fin en août. De ces *Mémoires*, tels qu'ils ont été publiés en 1830-1832 par F. de Montrol et F. Lhéritier, plus des deux tiers sont des mémoires supposés, qui ont été en réalité fabriqués par les éditeurs à l'aide des autres écrits de Brissot, de sa correspondance et de morceaux pris dans des ouvrages auxquels Brissot est tout à fait étranger). — A. AULARD. Les premiers historiens de la Révolution française (suite ici et en août : étude des histoires de la Révolution publiées par Montjoye, en 1791-92 ; par Lorenz, en 1790-93 ; par Fr. Pagès, en 1793 et 1797 ; par Désodoards, en 1796 ; par Ch. de Lacretelle, en 1801-1806 et 1821-26 ; par Toulangeon, en 1801-1810 ; par Beaulieu, en 1801-1803 ; par Bertrand de Moleville, en 1800). — A. ONOU. Les élections de 1789 et les cahiers du tiers état (fin de l'analyse du livre publié sous ce titre en russe). = C.-rendus : Ph. Sagnac. La révolution du 10 août 1792. La chute de la royauté (article critique à lire de F. Braesch, qui prépare un livre sur la Commune du 10 août). — R. du Lac. Le général comte de Précy (pas toujours suffisamment informé et souvent tendancieux). = Août. A. BLOSSIER. Le curé de Marcilly-en-Beauce sous le Directoire (document). — [Compte-rendu de la] séance de la Commission supérieure des Archives (rapports sur les registres du Conseil de l'Université ; sur les documents politiques des parquets généraux antérieurs à 1855 versés aux archives départementales ; sur les sources de l'histoire de la 2^e République dans ces archives ; sur les sources de l'histoire politique des années 1851-52 aux Archives nationales). = Sept. L. CAHEN. La question de l'état civil à Paris au XVIII^e s. Le conflit de 1736 (en mai 1736, le gouvernement royal édicta des règles très précises sur la tenue des registres de l'état civil par le clergé, qui, jusqu'alors, s'en était acquitté avec une extrême négligence, et ordonna qu'un double en serait déposé aux greffes des bailliages ; ces prescriptions émurent surtout les curés de Paris, qui pendant deux ans refusèrent de s'y soumettre). — M. ROUFF. Le personnel des premières émeutes de 1789 (était composé surtout d'ouvriers que la crise économique avait réduits au chômage). — BOUTILLIER DU RETAIL. Le procès du *Nain tricolore*, 1816 (fondé en 1816 par Robert Babeuf, ce journal bonapartiste imprimé à Troyes fut suspendu dès son premier numéro et, en application de la loi du 9 nov. 1815, l'imprimeur et le rédacteur furent condamnés à la déportation).

13. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1909, 1^{er} juill. — J. SAUTEL. Le pays de Vaison avant l'histoire (excellent). — Lohmeyer. Geschichte von Ost- und Westpreussen. I, 3^e édit. (bonne revision, mais toujours pas de bibliographie). — E. de STOOP. Essai sur la diffusion du manichéisme dans l'empire romain (insuffisant). — Calderini. La manomissione e la condizione dei liberti in Grecia (bonne disserta-

tion). = 8 juill. *Friedensburg*. La monnaie dans l'histoire de la civilisation (intéressant résumé). — *Krischer*. Die Verfassung und Verwaltung der Reichsstadt Schlettstadt im Mittelalter (bon). — *Eekhof*. De questierders van den aflat in de noordelijke Nederlanden (bonne étude sur la vente des indulgences dans les provinces septentrionales des Pays-Bas de la fin du xiii^e s. au xvi^e). = 15 juill. *R. Schwarz*. Johannes Calvin's Lebenswerk in seinen Briefen (réunit et publie, traduites en allemand, environ 760 lettres françaises ou latines de Calvin qui caractérisent le mieux son activité intellectuelle). — La jeunesse de Chaumette (A. Chuquet avait reproché à Fr. Bräsch d'avoir mal interprété la correspondance de Chaumette avec Doin fils et d'y avoir vu un cas évident d'homosexualité. Bräsch lui répond dans la *Révolution française*, 14 juin 1909, qu'il n'a qu'à lire la correspondance elle-même. Chuquet réplique : il a lu cette correspondance et il n'y a vu que les expressions de la plus vive amitié entre deux jeunes gens qui se font des confidences sur l'amour et sur leurs amours). = 22 juill. *Trimoulier*. Un missionnaire de 93 : Marc-Antoine Baudot (insuffisant). = 29 juill. *Wolkan*. Der Briefwechsel des Aeneas Silvius Piccolomini; I (très intéressant recueil). — *J. Clemanceau*. Histoire de la guerre de la Vendée, 1793-1815 (histoire écrite hâtivement, du 24 septembre au 22 octobre 1827, par un témoin contemporain. A consulter pourtant sur les mœurs des gens du pays, sur leur manière de combattre, sur leurs rapports avec leurs chefs). — *Lamprecht*. Deutsche Geschichte. 3^e section : Neueste Zeit. IV-1. = 5 août. *Kern*. Carl Otfried Müller. Lebensbild in Briefen an seine Eltern. — *Wimmer*. De danske Runemindesmaerker. IV (fin de ce beau recueil, admirable monument élevé aux antiquités scandinaves). — *Wolf*. Deutsche Geschichte im Zeitalter der Gegenreformation; II, 1 (travail très consciencieux d'un savant riche en idées et volontiers abstrait). = 12-19 août. *Frank*. A chapter in the story of roman imperialism (observations intéressantes sur la politique extérieure de Rome entre 200 et 180 av. J.-C.). — *Schulz*. Der römische Kaiser Caracalla (intelligent). — *Grænbech*. Lykkemand og Niding (étude ingénieuse sur les caractères ethniques et la culture des anciens Scandinaves avant le christianisme). — *E. Hubert*. Les églises protestantes du duché de Limbourg pendant le xvm^e s. (excellent). = 26 août-2 sept. *Zeller*. Die Zeit Kommodians (bonne dissertation; l'auteur paraît avoir raison de placer les poèmes de Commodien entre 251 et 258). — *K. von Amira*. Der Stab in der germanischen Rechtssymbolik (bon).

14. — **Annales des sciences politiques.** T. XXIV, 1909, n^o 2. — H. CAMBON. La question des « détroits » au xix^e s. — G. ISAMBERT. Bismarck d'après une publication récente (l'ouvrage de P. Matter). — M. WALLON. Les Saints-Simoniens et les chemins de fer. L'exécution du réseau (fin : les Saints-Simoniens ont pris une part prépondérante à l'exécution du réseau des chemins de fer français et ont collaboré à l'exécution des réseaux étrangers). = N^o 3. Chr. SCHEFER. Hippolyte

Taine et l'histoire (M. Aulard a été injuste dans la condamnation qu'il a prononcée contre l'œuvre historique de Taine; sans doute, Taine n'est pas impeccable, mais son œuvre reste une de celles qu'il n'est pas permis de négliger). — G. LOUIS-JARAY. La politique sociale en Hongrie de 1897 à 1908. = N° 4. F. MAURY. Paris et nos gouvernements depuis 1789 (rapide aperçu sur le rôle politique de Paris). — E. CLERAY. Un précédent de « Varennes » : l'émigration du prince de Lambesc, juillet 1789 (raconte l'équipée du prince de Lambesc, émigrant à la tête de son régiment après l'échauffourée du 12 juillet 1789, à Paris, et comment ses bagages seuls faillirent être saisis). = N° 5. M. LAIR. Proudhon, père de l'anarchie (raconte comment « le grand démolisseur est venu sur le tard à reconnaître la nécessité d'une organisation, d'une autorité supérieures à l'individu »).

15. — Études. Revue fondée par des Pères de la C^{ie} de Jésus. 1909, 20 juill. — P. BERNARD. La « conversion » de Calvin (fin. C'est en 1534 que Calvin se décida brusquement à passer au protestantisme; dans une détresse profonde à la suite du discours de Cop, qui faisait effondrer tous ses rêves d'une vie consacrée à l'humanisme, sans ressources, c'est parce qu'il entrevit une possibilité d'avenir brillant du côté du protestantisme qu'il s'y rallia tout à coup). — G. SORTAIS. Bulletin d'histoire de l'art (examen des livres de Mâle, Venturi, Hauvette, Sivian). = 5 août. J. DE LA SERVIÈRE. Les origines de la Réforme en France (critique du t. II de l'ouvrage de M. Imbart de La Tour). — A. D'ALÈS. Bulletin d'ancienne littérature chrétienne. = 20 août. Th. MALLÉY. Le « Journal des visites pastorales » de Mgr Camille de Neuville, 1654-1662 (archevêque de Lyon; analyse de ce journal). = 5 sept. P. BLIARD. La chute du clergé constitutionnel. Dernière étape (1793-1794), d'après les dossiers du tribunal révolutionnaire (la plupart des prêtres constitutionnels furent des apostats; un très petit nombre seulement se maria). — E. GRISSELLE. La correspondance de Bossuet et de Fénelon (apporte quelques compléments au livre de A. Delplanque, *Fénelon et la doctrine de l'amour pur d'après sa correspondance*, 1907). = 20 sept. M. D'HERBIGNY. Un Newman russe : Vladimir Soloviev, 1853-1900. — J. DE LA SERVIÈRE. Bulletin d'histoire moderne.

16. — La Revue. 1909, 1^{er} juill. — G. MONOD. Les troubles du Collège de France en 1843 (les récits de Chassin, de M^{me} Quinet, de M. Thureau-Dangin reposent sur une légende. Il y eut de légères protestations aux deux premières leçons de Michelet et de Quinet sur les Jésuites, mais aucun désordre grave). — FAGUET. La duchesse de Dino. = 15 juill. M. UGARTE. Les États-Unis et l'Amérique du Sud (analyse les efforts faits par les États-Unis pour mettre la main sur l'Amérique latine). — A. PEREIRE. Un siècle d'histoire de France par l'estampe, 1770-1871 (à propos du catalogue de la collection de Vinck par M. Bruel, qui aura 10 volumes et qui sera une vraie illustration et un commentaire de l'histoire de France. M. Pereire en fait saisir

l'intérêt par des exemples piquants). = 1^{er} août. H. DE GALLIER. Comment on se mariait autrefois (fin le 15 août. L'inclination joue un rôle secondaire. Dans toutes les classes on cherche parité de fortune et de conditions. On se marie pour avoir des enfants. On les a et on les perd facilement. L'industrie des marieuses existait). = 15 août. A. CHUQUET. La folie de Junot (d'après des documents inédits ; ses blessures à la tête, son échec en Portugal en 1807 le prédisposèrent à la folie. La folie éclata en 1813 à Trieste, où il résidait comme gouverneur des provinces illyriennes. Dès juin, ses lettres sont démentes. D'ailleurs, la folie des grandeurs se manifestait chez lui dès 1808). = 1^{er} sept. A.-J. REINACH. La question crétoise vue de Crète (fin le 15 sept.). = 15 sept. F. BARBEY. Christophe Laurent, géolier de Louis XVII (étude très documentée sur ce Martiniquais, né en 1770, venu à Paris en juillet 1792, membre du comité révolutionnaire de la section du Temple et chargé de la garde des enfants royaux le 24 juillet 1794. Il la conserva jusqu'au 31 mars 1796. Après avoir amélioré les conditions de captivité de Louis XVII, il fut mêlé aux tentatives faites par M^{me} Atkyns pour le délivrer. M. Barbey, se fondant sur trois messages adressés par Laurent à un inconnu, croit qu'il y eut substitution d'enfant. Mais que devint le Dauphin? Laurent, remplacé par Lasne, après des vicissitudes diverses, fut emmené en 1799 par Victor Hugues à la Guyane. Il y mourut le 22 août 1807 sans avoir rien raconté de ce qui s'était passé au Temple). = 1^{er} oct. Marcel LAURENT. Armand Barbès. — J. LORÉDAN. La grande famine de 1709 (détails terribles empruntés aux registres paroissiaux et aux correspondances des intendants. Il y eut des révoltes, cruellement réprimées, et la charité fut impuissante).

17. — **Revue bleue.** 1909, 1^{er} mai. — BARTHÉLEMY. Les préliminaires du 18 fructidor (extrait des Mémoires du marquis de Barthélemy, qui fut une des victimes du 18 fructidor. Très important pour le rôle de Carnot, dont l'imprévoyance causa tout le mal). = 8 mai. G. DE COUTOUX. Souvenirs du Congrès de Berlin (fin le 22 mai. Piquantes anecdotes). — STRYIENSKI. Les débuts de Louis XVI (fin le 22 mai : jusqu'au sacre ; jolis portraits des familiers de la reine). = 29 mai. T. STREE. Turcs jeunes et vieux. — G. WEILL. Pie IX et les catholiques libéraux (suite les 5 et 12 juin : le développement du catholicisme libéral depuis le Syllabus de 1864 jusqu'à nos jours. Bien informé et objectif). = 5 juin. PÉLADAN. Marsile Ficin et le néo-platonisme (Ficin se croyait chrétien ; il platonisait le christianisme et fut le véritable prêtre de la Florence esthétique de la Renaissance). = 26 juin. A. LECLÈRE. Les initiateurs du modernisme (fin le 3 juill. Ollé-Laprune, le cardinal Dechamps et le cardinal Newman. A très bien vu les dangers du pragmatisme pour la foi). = 10 juill. BONET-MAURY. Un ami français de Frédéric II. Le chevalier de Chasot, 1716-1797 (ce gentilhomme normand, obligé de quitter la France après un deuil, devint ami de Frédéric dans l'armée du prince Eugène, servit brillamment

dans l'armée prussienne, devint lieutenant-colonel et gouverneur de la ville de Lubeck). = 24 juill. BOSSERT. Weimar au temps de Goethe (fin le 31 juill.). — L. MAIGRON. Le romantisme et la mode (suite les 31 juill., 7 août, 18 et 25 sept., 2 oct. Précieux détails, en grande partie inédits, pour l'histoire des mœurs et des idées). = 7 août. VILLEMARESTS. Un arriviste sous la Terreur. Victor Hugues (fin le 14 août. Né à Marseille en 1762, enrichi à Saint-Domingue, rapatrié en 1792 à la suite de la Révolution, Hugues, en 1793, joua un rôle infâme comme terroriste à Rochefort et à Brest avec Ance et Laignelot. En 1794, il devient à la Guadeloupe, où il est envoyé avec Chrétien comme commissaire de la Convention, le héros de la lutte contre les Anglais. Il établit la Terreur dans l'île jusqu'en 1798 et s'y enrichit par les confiscations et la course. Nommé par Bonaparte gouverneur de la Guyane en 1799, il fut destitué en 1809. La Restauration refusa ses services). = 14 août. E. CHAMPION. Montaigne et les huguenots (voit dans le Contr'Un la main de Montaigne). — PÉLADAN. Pic de la Mirandole et la cabale. = 21 août. P. BONNEFON. L'histoire de la Révolution de 48 par Lamartine annotée par la reine Marie-Amélie (ces notes rectificatives ont une réelle importance historique pour le détail des faits). — ALLAIN et ROGUES DE FURSAC. La psychologie de Damiens (suite et fin les 28 août et 4 sept.). = 28 août. P.-F. DUBOIS. Souvenirs inédits sur Benjamin Constant. = 11 sept. R. PU AUX. Les sujets du schah (l'insurrection publique est remarquablement développée en Perse, grâce surtout à l'initiative privée). = 4 sept. PÉLADAN. Machiavel et la politique positive. — PAUL-LOUIS. L'organisation ouvrière en Espagne. = 18 sept. FAGUET. Les démocraties antiques (à propos du livre de M. Croiset. Montre que la démocratie n'a jamais été réalisée dans l'antiquité et que le meilleur des gouvernements antiques a été celui de Rome, où l'aristocratie devint démophile et où le peuple était aristocrate). — DESDEVICES DU DEZERT. Le ministère Maura. — M. BUFFENOIR. Les saints-simoniens à Lyon, 1831-1834 (fin le 25 sept. Leurs prédications exercèrent une influence assez profonde qui se retrouve dans les mouvements ouvriers qui aboutirent au procès d'avril). = 2 oct. PÉLADAN. Les premiers rationalistes. Pomponace et Valla (Pomponace est le premier libre-penseur conséquent, Valla le premier critique. Comme ils ne s'adressaient qu'à un élite, ils ne furent pas inquiétés).

18. — Revue des Deux Mondes. 1909, 1^{er} juill. — A. MÉZIÈRES. Edmond Rousse (apprécie la valeur historique de sa correspondance). — A. TARDIEU. France et Allemagne, 1906-1909 (cet exposé très compétent et très impartial des conflits franco-allemands de ces dernières années et des conditions d'un accord entre les deux pays est complété par deux autres articles d'une haute valeur sur le prince de Bülow parus dans les nos du 1^{er} et du 15 sept.). — FUNCK-BRENTANO et d'ESTRÉE. Figaro et ses devanciers (I. Les novellistes à la main. Suite le 15 juill. : II. Novellistes contrebandiers et pamphlétaires. Fin le 1^{er} août : vers la Révolution. Détails amusants et précis sur l'organi-

sation des nouvelles à la main qui ont joué un si grand rôle dans la société des xviii^e et xix^e s.; sur les persécutions dont les nouvellistes furent l'objet; sur l'officine de Rambaud, qui, de 1724 à 1747, vécut du commerce des nouvelles, et sur les poursuites dirigées contre lui; sur les services rendus au gouvernement par les nouvellistes; sur le pamphlétaire François Chevrier, 1721-1761; sur le cabinet de M^{me} Doublet et sa *paroisse* des Filles Saint-Thomas et sur Bachaumont et d'Argental, qui en furent les principaux membres; sur les gazettes secrètes et correspondances littéraires de la fin du xviii^e s. Figaro couronne le tout). = 15 juill. G. BOISSIER. Chamfort et l'Académie française (Chamfort, quoique académicien, a dirigé la campagne contre les Académies qui a amené leur suppression, malgré la belle défense de Morellet, exhumée par M. Boissier). — H. WELSCHINGER. Les Mémoires du prince Clovis de Hohenlohe (fin le 1^{er} oct. Met en lumière la personnalité originale de ce Bavaois libéral, anticlérical et unitaire, qui fut un des collaborateurs les plus dévoués de la politique de Bismarck, mais qui, ambassadeur, gouverneur d'Alsace-Lorraine, chancelier de l'empire, garda toujours la liberté de son jugement. Analyse des parties les plus saillantes de ses Mémoires). = 1^{er} août. Prince NAPOLÉON. Les préliminaires de la paix, 11 juill. 1869. Journal de ma mission à Vienne auprès de l'empereur d'Autriche (récit des négociations laborieuses par lesquelles le prince Napoléon fit accepter à l'empereur d'Autriche le projet extravagant de confédération italienne imaginé par Napoléon III). — ROCHEBLAVE. George Sand. Lettres à Poncy. I. La littérature prolétaire, 1842-1848 (fin le 15 août : de la Révolution de février à l'Empire. Cette curieuse et belle correspondance a une réelle importance pour l'histoire du mouvement démocratique de 1842 à 1852. Ce maçon poète est un type). — P. DUBOIS. Grundtvig et le relèvement du Danemark au xix^e s. (Grundtvig, né en 1783, mort en 1872, pasteur, poète, homme politique, a été l'âme d'une réaction religieuse, mystique et libérale à la fois, contre le rationalisme du xviii^e s. et a renouvelé par ses écoles toute l'éducation populaire. On considère le grundtvigianisme comme ayant été l'instrument d'une réforme nationale intellectuelle, religieuse, morale, sociale et économique). — MAUMENÉ. Une ambassade du pape Alexandre VI. Le cardinal François Piccolomini (amusant récit, d'après les lettres conservées à la bibliothèque Saint-Marc et les *Historiae Senenses* inédites de Tizio, de la mission à Sienne, Florence et Lucques, d'ailleurs inutile, confiée en 1494 par Alexandre VI au cardinal de Sienne pour obtenir l'appui de Sienne et de Florence contre Charles VIII et pour détourner Charles VIII de ses projets sur l'Italie en lui proposant l'empire de Byzance et la croisade). = 15 août. L. BERTRAND. Les écoles d'Orient (écoles chrétiennes et israélites; fin le 15 sept. : les écoles musulmanes. Ce rapport très impartial et très vivant sur les écoles congréganistes, américaines, israélites, musulmanes mérite considération). — E. FAGUET. De la démocratie dans La Bruyère (M. Faguet montre par

des citations bien choisies que les idées démocratiques et révolutionnaires signalées chez La Bruyère par M. Lange dans sa thèse sur *La Bruyère critique des conditions et des institutions sociales* se retrouvent avec un accent plus vigoureux chez les prédicateurs du temps). — M^{lle} BOURGAIN. M^{me} de Genlis (son enfance, sa jeunesse, son mariage). — IMBART DE LA TOUR. Achille Luchaire (appréciation très complète de son œuvre). = 1^{er} sept. MICHAUT. Senancour (à propos du livre de M. Merlant. Insiste surtout sur l'importance des idées de Senancour au point de vue de l'histoire de l'évolution religieuse). — Henry DE CASTRIES. Les dernières années d'Ali-Bey-El-Abbani, 1808-1818 (reconstitue, d'après des documents inédits, la fin de la vie de Domingo Badia, catalan envoyé par Godoy en 1803 sous le nom d'Ali-Bey-El-Abbani auprès du sultan du Maroc Moulay Sliman, pour travailler à la mainmise de l'Espagne sur le Maroc. Chassé en 1805, rentré en Espagne en 1808, il se mit au service des Français, fut préfet de Cordoue en 1810-1811, puis, disgracié, vint à Paris, publia le récit de ses voyages qui fut dédié à Louis XVIII en 1814, proposa en 1815 à Richelieu un projet de colonisation de l'Afrique qui lui fit donner en 1817 une mission de traversée de l'Afrique, de l'Abyssinie au Niger. Il mourut le 30 août 1818 en allant de Damas à la Mecque). = 15 sept. M^{is} DE SÉOUR. Au couchant de la monarchie (III. Turgot au Contrôle général. La Guerre des farines. Suite le 1^{er} oct. : IV. L'exil du duc d'Aiguillon. Les incidents du sacre. Cette dernière partie, où les papiers de la famille de Chabrillan ont été utilisés, est la plus neuve. Elle montre bien ce qu'il y eut d'excessif dans l'hostilité de la reine contre d'Aiguillon). — FAGUET. La politique de Jean-Jacques Rousseau (soutient, d'après M. Rodet dans son livre sur *le Contrat social et les idées politiques de Rousseau*, que ces idées sont de pure tradition protestante). — R. DE VOGÜÉ. Un journaliste sous la Révolution (analyse du livre de M. R. Arnaud sur *le Fils de Fréron*).

19. — **Revue hebdomadaire.** 1909, 5 juin. — E. OLLIVIER. Les mobiles de l'opposition en 1870 (très partial). — ANGOT DES ROTOURS. Le bon Helvétius et l'affaire de l'Esprit (ajoute des choses nouvelles à l'excellent livre de M. Keim sur Helvétius, à propos de la publication du livre de l'*Esprit*, qui, malgré les corrections faites par Helvétius sur la demande de Malesherbes, directeur de la librairie, fut supprimé par le Conseil du roi, condamné par l'archevêque de Paris, le pape et la Sorbonne, et obligea Helvétius à une rétractation). = 19 juin. LANZAC DE LABORIE. Saint-Domingue et la vie créole sous l'ancien régime (à propos du livre de M. Pierre de Vaissière). = 26 juin. DUBOSQ. Louis Bonaparte, la reine Hortense et le prince royal (série de lettres inédites du roi Louis de 1808 et 1809 conservées aux Archives nationales; curieuses pour l'histoire intime du ménage royal). = 10 juill. WELSHINGER. La Révolution de 48 racontée par un témoin (A. de Circourt dans ses précieux souvenirs, publ. p. G. Bourgin). — F. ENGERAND. La République bonapartiste (fin le 17 juill. A propos de l'ouvrage d'A. Van-

dal). = 17 juill. F. MASSON. Derniers combats. Mars 1814. Récit du baron Rœderer (fin le 24 juill. Ce récit inédit du préfet de l'Aude sur ses aventures pendant l'invasion de son département est du plus vif intérêt). = 24 juill. Ed. ROB. Sur une histoire de la Révolution (solide critique du livre curieux et absurde du prince Kropotkine). = 31 juill. POUMIÈS DE LA SIBOULIE. Souvenirs d'un médecin de Paris, 1789-1855 (suite dans les nos suiv. Ces souvenirs, qui, au 25 septembre, arrivaient à la Révolution de 1830, sont un document des plus vivants pour l'histoire de la société parisienne et de la vie politique à Paris). — Jean d'ELBÉE. Deux existences politiques au XVIII^e s. Le cardinal et M^{me} de Tencin (à propos du livre de Maurice Masson). = 7 août. Ch. SAMARAN. Les mémoires d'un soldat au XVI^e s. (fait ressortir tout ce que l'ouvrage de M. Courteault sur Monluc apporte de nouveau, en particulier sur l'auteur, qui ne fut point un monstre, et encore moins un dévot. Il faillit se faire protestant en 1661). = 14 août. GESLIN DE BOURGOGNE. Gallifet. = 21 août. Grand-duc Nicolas MICHAÏLOVITCH. Les généraux aides de camp de l'empereur Alexandre I^{er} (reproduction des portraits d'Ouvoroff, Wolkonsky, Dolgorouky, Lieven, Gagarine, Komarowsky, Winzingerode, Vassiltchikoff, Kisseleff, Worontzoff, et indications précises sur les diverses fournées d'aides de camp). = 28 août. Général BONNAL. La vie militaire du général Ney (fin le 4 sept. Extraits d'une grande biographie en préparation). — FUNCK-BRENTANO. Les chroniques de Charles V (à propos du livre de M. Delachenal). = 4 sept. Duc d'AUMALE et M. THIERS. Lettres inédites (de 1855 à 1877, sur la guerre de Crimée, la campagne de 1815, le congrès de Vienne, *César*, la guerre du Mexique, etc.). — CONSTANT. Le divorce d'Henri VIII et le schisme anglican (exposé très précis et impartial où toutes les sources imprimées et des documents inédits du Vatican ont été utilisés. Montre bien comment le refus du pape de consentir à l'annulation du mariage de Henri et de Catherine amena la chute de Wolsey et celle-ci le schisme). = 18 sept. E. DAUDET. Un drame à Troyes en 1814 (procès et exécution sommaire du chevalier de Gouault, le 24 février 1814, qui avait, avec le marquis de Widranges, été porter au quartier général des Alliés une prétendue adresse des habitants de Troyes en faveur des Bourbons. Gouault resta bravement à Troyes quand Napoléon y rentra et il fut fusillé). = 2 oct. LAMENNAIS. Correspondance avec M^{me} Ligeret de Chazey (de 1848 à 1854; très importante au point de vue politique).

20. — **Annales de Bretagne.** T. XXIV, 1909, n^o 4. — A. RÉBIL-LON. La vente des biens nationaux dans l'ancienne commune de Fougerai (Ille-et-Vilaine. Passe en revue les ventes des biens de première origine, tous ecclésiastiques; des biens des émigrés, de beaucoup plus nombreux et plus importants. Rentrés chez eux, les émigrés ne purent d'ordinaire recouvrer leurs biens. Les acquéreurs furent presque tous des habitants de Fougerai). — S. CANAL. Essai sur Auguste-Robert de Pomereu, intendant d'armée en Bretagne, 1675-1676

(Pomereu fut commis à « l'intendance et direction des troupes » envoyées pour hiverner en Bretagne au lendemain de la « révolte du papier timbré » ; article écrit d'après les Archives de la Guerre). — H. GAILLARD. De l'influence des conditions topographiques sur le développement de Rennes (fin : Rennes depuis le début du xix^e s.). — F. LOT. Mélanges d'histoire bretonne (suite d'un mémoire déjà paru en volume). — J. LETACONNOUX. L'agriculture dans le département d'Ille-et-Vilaine en 1816 (publie un rapport du préfet). — H. SÉE. Les colonies rurales en Bretagne du xvi^e s. à la Révolution (suite. Déjà paru en volume).

21. — Annales de l'est et du nord. T. V, 1909, n° 3. — A. CRA-PET. Un chapitre des rapports du pouvoir royal et des villes au temps de Charles V. Suppression et rétablissement de la commune de Douai (en 1366, la commune fut supprimée pour avoir rendu un mauvais jugement ; elle fut rétablie en 1368 moyennant une somme de 6,000 francs d'or). — R. REUSS. Notes sur l'instruction primaire en Alsace pendant la Révolution (fin : les instituteurs des écoles primaires sont, durant la première moitié de l'année 1797, en butte aux attaques des réactionnaires et leur situation est lamentable ; à la suite du coup d'État du 18 fructidor, l'Église finit par l'emporter ; efforts faits par le Directoire, en 1798-1799, pour triompher de la résistance « cléricale » en soumettant les écoles libres à une inspection sévère ; situation de l'enseignement primaire après le 18 brumaire : dans le domaine scolaire, en Alsace, la Révolution a fait faillite). — J. TALBERT. La mission en Angleterre du cardinal Gui Foucoi en 1264 et les conférences de Boulogne (Gui ne put même passer en Angleterre, et c'est en vain qu'aux conférences de Boulogne il voulut s'interposer entre Henri III et l'aristocratie anglaise). — A. VLAMINCK. A propos de la chartre de Saint-Omer dite de 1168 (elle est, en réalité, antérieure au 4 déc. 1164). — P. DELATTRE. Cas de lèpre à Antoing ; mœurs médiévales (xiv^e-xv^e s.). — C. RITTER. L'application du Concordat dans le département de la Meurthe sous le Consulat et l'Empire (résumé d'un mémoire pour le diplôme d'études supérieures). — C. rendus : E. Depoin. Wicman II, comte du Hamaland au x^e s. (tissu de conjectures invraisemblables). — L. Davillé. Les prétentions de Charles III, duc de Lorraine, à la couronne de France (1574-1595. Travail approfondi, mais où la politique de Charles III est trop ramenée à une idée unique).

22. — Revue de Bretagne. 1909, juin. — E. HERPIN. La fin d'un évêché (celui de Saint-Malo, 1790). — Ch. de LA LANDE DE CALAN. L'invasion anglo-saxonne dans l'île de Bretagne (Bède, Gildas, le *Liber S. Germani* et la Chronique anglo-saxonne présentent des récits pleins de confusions chronologiques et de fables ; sur l'invasion même, tous nos renseignements se résument en ces deux données contemporaines : 410, ravage des Breagnes par les Saxons ; 442, conquête de la Bretagne par les Saxons). — J. BAUDRY. Saint-Mars-la-Jaille et ses anciens

seigneurs (suite; fin en juill. et août : histoire des La Ferronnays jusqu'à nos jours). — A. TRAVERS. Armoricains et Bretons (dès le début du iv^e s., il y eut des établissements de Bretons insulaires dans la péninsule armoricaine). = Juill. F. BOURDAIS. Un gentilhomme manufacturier à Rennes au xviii^e s. : J.-J. Pinczon du Sel des Monts, 1712-1784 (fonda à Rennes, en 1742, une fabrique de cotonnades, qui périclita et disparut en 1763). — J. COUPEL. Étude documentaire de l'industrie en Ille-et-Vilaine (suite : les fabriques de toile depuis le milieu du xviii^e s.; leur disparition progressive au xix^e s. devant la concurrence étrangère). = Août. E. DUPONT. Tombelaine. Une citadelle anglaise et ses bastilles en France pendant la guerre de Cent ans (utilise quelques quittances et comptes inédits). — A. ORAIN. Monographie de la commune de Chartres, à 9 kilomètres de Rennes (depuis le xiii^e s.). — G. BÉNAUD. Un général de campagne : le Verger, trêve de Talansac (analyse le registre de délibérations du « général » du village du Verger, 1709-1729).

23. — Revue de l'Anjou. 1909, t. LVIII, n° 5. — E. GRIMAUULT. Mgr Freppel à la Chambre. Souvenirs anecdotiques (suite, t. LIX, n° 2). — C. BALLU. Jean Dauvet, premier président du Parlement de Paris (dans diverses missions diplomatiques au temps du concile de Bâle, puis en qualité de procureur général au Parlement de Paris, à partir de 1446, Dauvet joua un rôle assez important sous Charles VII; il fut nommé premier président du Parlement de Paris en 1465; il mourut en 1471). — B. BOIS. Recherches historiques sur l'enseignement primaire en Anjou des origines jusqu'à nos jours (suite ici et dans tous les nos suiv. Insuffisance de l'enseignement populaire à la fin du xviii^e s.; il est presque uniquement limité à l'enseignement religieux; pièces justificatives, xiv^e-xviii^e s.). = N° 6. O. COUFFON. Les mines de charbon en Anjou du xiv^e s. à nos jours (suite au t. LIX, nos 1 et 2. Nombreux extraits de documents sur l'exploitation de ces mines surtout au xviii^e s. et au début du xix^e). — L. DE FARCY. L'art de la tapisserie (surtout en Anjou et depuis le xiv^e s.). = T. LIX, n° 1. A. JAMET. Ma première campagne. Mission de l'ouest africain (mission de Brazza, 1883-1884; suite au n° 2). — Claude COCHIN. Le manuscrit original des voyages de François Legouz (conservé à Rome). — LA BÉSIÈRE. Écoles libres laïques à Angers pendant le xix^e s. (suite, ici et au n° 2, de l'énumération des écoles de filles de 1861 à nos jours).

24. — Société des antiquaires de l'ouest. *Bulletins*, 1907, n° 3. — A. TORNEZY. Les épreuves de M^{me} de Lucé (comment, à la mort de son mari, M. de Lucé, elle se trouva aux prises avec sa cousine, M^{me} d'Épinay). = N° 4. F.-P. CLÉMENT. La Garde d'honneur de Poitiers sous le 1^{er} Empire (en 1805, Napoléon chercha en vain à recruter dans les départements des jeunes gens qui fourniraient d'une manière constante sa garde d'honneur). = 1908, n° 1. P. RAMBAUD. La bachelierie de Thuré (fête populaire, 1621-1622). — L. LEVILLAIN. Le testa-

ment de Gautier le Fort en faveur de l'abbaye de Nouaillé, 1077-1091 (publié d'après l'original). = N° 2. PAPUCHON. La colonie acadienne du Poitou (cette colonie, qui occupa 36 habitations, fut constituée par des familles de colons français expulsés de l'Acadie par les Anglais à la suite de leur occupation du Canada; des landes à défricher leur furent concédées et, avec une organisation très spéciale, leur colonie se perpétua jusque vers le milieu du XIX^e s.). = N° 3. P. RAMBAUD. Étienne Thevet, maître chirurgien à Poitiers, 1586-1618. = N° 4. P. BOISSONNADE. Colbert et la souscription aux actions de la Compagnie des Indes, spécialement en Poitou, 1664-1668 (montre quelle pression le gouvernement dut exercer sur toutes les classes de la population pour obtenir d'abord la souscription aux actions de la Compagnie, puis le versement des sommes souscrites).

25. — Historische Vierteljahrschrift. T. XII, 1909, n° 3. — E. VON MOELLER. Saint Ives, patron des juristes, et les confréries de saint Ives (saint Ives, né près Tréguier en 1253 et mort en 1303, béatifié en 1347; son renom de défenseur des pauvres en justice lui valut d'être rapidement vénéré par les juristes de tous les pays, et en France, en Italie et en Belgique, des confréries se formèrent, dont il fut pris pour patron; l'auteur en fait l'historique). — M. G. SCHYBERGSON. Heinrich Gabriel Portan, un représentant de l'histoire comparée au XVIII^e s. (1739 + 1804; chercha surtout à tirer parti des légendes, des traditions et de la linguistique pour écrire l'histoire du peuple finnois). — Th. BRTERAUF. Le procès contre J.-Ph. Palm et consorts, 1806 (étudie les poursuites intentées contre le libraire Palm, de Nuremberg, contre deux autres libraires et un commis de librairie, un négociant et un aubergiste, accusés d'avoir répandu en Allemagne des libelles injurieux et incendiaires contre Napoléon au lendemain du traité de Presbourg. Palm fut condamné à mort). — F. FLIEDNER. L'emplacement de Roncaglia (la localité de Roncaglia, dont il est fréquemment question dans l'histoire des empereurs du moyen âge, n'est pas identique à la Roncaglia moderne; elle était située au nord du Pô). = C.-rendus : J. NASE. Die Ortsbestimmung für Aliso und Teutoburg (bien discutable). — R. Poupardin. Les institutions politiques et administratives des principautés lombardes de l'Italie méridionale, IX^e-XI^e s. (le catalogue des actes des princes de Bénévent et de Capoue, qui forme l'essentiel du livre, semble peu soigneusement dressé; additions et corrections par E. Caspar). — H. Bloch. Die Elsässischen Annalen der Stauferzeit (copieux résumé, par H. Simonsfeld, des théories toutes nouvelles de M. Bloch sur ces annales).

26. — Historische Zeitschrift. T. CIII, 1909, n° 2. — J. KROMAYER. Hannibal homme d'État (toute la politique d'Hannibal a été inspirée par le désir non pas d'annihiler la puissance romaine, mais de la confiner dans l'Italie centrale afin d'assurer à Carthage une zone

d'expansion). — M. RITTER. Sur la fondation, les travaux et la tâche de la « Historische Kommission » (fondée en 1858). — Th. v. KARG-BEBENBURG. Un document sur le traité de Nymphenburg (une lettre écrite le 13 sept. 1756 par le maréchal de Törring au comte de Seinsheim prouve qu'un des articles essentiels du traité conclu à Nymphenburg en 1741 stipulait le paiement par la France d'un subside annuel à la Bavière). — C.-rendus. C. Clemen. Die Abhängigkeit des ältesten Christentums von nichtjüdischen Religionen u. philosophischen Systemen (livre de polémique). — E. von Meier. Französische Einflüsse auf die Staats- und Rechtsentwicklung Preussens im 19. Jahrh.; t. II. *Id.* Der Minister von Stein (discussion de ces deux ouvrages par Ad. Wahl). — P. Krägelin. Heinrich Leo; I : 1799-1844 (manque parfois d'objectivité et de pénétration). — P. Matter. Bismarck et son temps; t. III (excellent). — N° 3. H. SPANGENBERG. Souveraineté, féodalisme et prétentions de classes (*Ständetum*) dans les territoires allemands du XIII^e au XV^e s. (montre comment, après l'émiettement des premiers temps féodaux, le mouvement de concentration du pouvoir entre les mains d'un nombre restreint de princes, réellement souverains dans toute l'étendue de leurs domaines, se vit contrecarré par les revendications des classes redevenues sujettes et au prix de quels efforts l'État réussit à reconquérir ses droits). — F. HARTUNG. Berthold von Henneberg, électeur de Mayence (né en 1441 ou 1442, élu archevêque de Mayence en 1484, s'efforça en vain de s'opposer au courant de liberté et d'émancipation générale des esprits et mourut en 1504). — E. SPRANGER. Psychologie et intellection (on a dit que l'histoire était une science et non un art, parce que la psychologie est à la base de l'histoire; mais l'historien n'a pas à avoir de système de psychologie; il n'est psychologue que dans la mesure où il a à *comprendre* tel ou tel état d'âme; et, dans la mesure où il fait effort pour dégager le caractère et les mobiles d'action de tel ou tel personnage, il fait œuvre d'artiste, puisque, comme l'artiste, il cherche à recomposer et traduire le réel). — F. MEUSEL. Deux lettres de Gneisenau à Hardenberg (1818). — C.-rendus : Deutsche Hofordnungen des 16. und 17. Jahrh., éd. A. Kern; t. II (édition insuffisante). — R. Hittmair. Der josephinische Klostertum im Land ob der Enns (beaucoup de travail, mais faussé par une absence totale d'objectivité). — (H. Glagau. Reformversuche und Sturz des Absolutismus in Frankreich (discussion par F. Luckwaldt, qui déclare adopter, en général, les thèses contraires soutenues par Ad. Wahl)). — A. Doren. Studien aus der Florentiner Wirtschaftsgeschichte; t. II (beaucoup de négligences). — P. Darmstaedter. Die Vereinigten Staaten von Amerika (intéressant; quelques erreurs de détail).

27. — Bayerische Akademie der Wissenschaften. *Sitzungsberichte der philos.-philolog. und der histor. Klasse.* 1908, n° 1. — H. PRUTZ. Les débuts des Hospitaliers à Rhodes, 1310-1355 (étude des raisons qui amenèrent Clément V à donner, en 1307, l'île de Rhodes

aux Hospitaliers; conquête de l'île en 1309; les Hospitaliers s'y occupèrent plus de commerce que de guerre, et les espérances de régénération de l'ordre que les papes purent former se trouvèrent déjouées). = N° 8. H. SIMONSFELD. Actes de Frédéric Barberousse conservés en Italie (suite). = 1909, n° 2. S. RIEZLER. Les noms de lieux bavarois et souabes en *-ing* et *-ingen* comme témoignages historiques (ce sont des noms patronymiques qui d'ordinaire dénotent des villages fondés par des clans de Bavarois ou d'Alamans au lendemain de leurs invasions; quelques-uns dénotent de petites colonies habitées originellement par des familles isolées et qui sont aujourd'hui presque toutes désertes). = N° 3. H. PRUTZ. Études critiques sur l'histoire de Jacques Cœur (de l'étude des documents relatifs à son procès, conclut qu'il a été simplement sacrifié par le roi à la cupidité des courtisans et aux rancunes de ses concurrents commerciaux). = N° 4. H. SIMONSFELD. Contribution à l'histoire de Frédéric Barberousse (documents inédits tirés d'un ms. provenant de Tegernsee, actuellement à la Bibl. de Munich; en appendice, réponse aux critiques adressées par K. Hampe au t. I des *Jahrbücher des deutschen Reichs unter Friedrich I.*)

28. — *Göttingische gelehrte Anzeigen*. 1909, juill. — F. Maier. Der Judasbrief (intéressante discussion par A. Jülicher). — Brooke et Lean. The Old Testament in greek; I : The Octateuch (critique approfondie de cette importante édition critique par E. Hautsch). = Août. W. Otto. Priester und Tempel im hellenistischen Aegypten (article de 40 pages où M. Rostowzew, tout en reconnaissant l'importance considérable de ce livre, regrette que l'auteur n'ait pas su tirer meilleur parti des matériaux qu'il a réunis). — Excerpta historica jussu imp. Constantini Porphyrogeniti confecta ed. Boissevain, de Boor, Büttner-Wobst; t. II et IV (examen de l'établissement du texte). = Sept. H. von Voltelini. Die Entstehung der Landgerichte im bayrisch-österreich. Rechtsgebiete. *Id.* Immunität, grund- u. leibherrliche Gerichtsbarkeit in Südtirol (article de G. Caro). — Historischer Atlas der österreichischen Alpenländer (critique minutieuse de cet atlas et des études annexes par K. Uhlirz). — Kretschmar. Die Entstehung von Stadt und Stadtrecht in den Gebieten zwischen der mittleren Saale und der Lausitzer Neisse (remarquable, bien que l'auteur ait le tort de faire fond parfois sur des théories insuffisamment établies). — Güterbock. Der Prozess Heinrichs des Löwen (exposé de la question par Ernst Bernheim, qui accepte, en général, les conclusions de l'auteur). — Heidrich. Preussen im Kampfe gegen die französ. Revol. bis zur zweiten Teilung Polens (important, mais la thèse de l'auteur, suivant laquelle la politique prussienne aurait été déterminée uniquement par les événements, semble peu solide). — Bernard Monod. Essai sur les rapports de Pascal II avec Philippe I^{er} (on ne peut accepter la thèse principale de l'auteur sur les efforts faits par le pape pour s'assurer l'alliance du Capétien contre l'empereur et sur l'entente conclue entre Pascal II et

Philippe I^{er} au sujet des élections épiscopales. Discussion très serrée par F. Vigener).

29. — Hermes. T. XLIV, 1909, n° 2. — B. NIESE. La *Géographie* d'Apollodore (c'est à tort qu'on lui en a dénié la paternité; elle a été la principale source du poème du pseudo-Skymnos). — Ib. Quand Éphore a-t-il écrit son *Histoire*? (cette *Histoire* n'a été terminée et publiée qu'après 330 av. J.-C. et probablement après la mort d'Alexandre; Éphore ne l'a commencée qu'à un âge très avancé; il n'a pu la terminer, et ce qui suit l'année 341-340 est l'œuvre de son fils Démophile). — Th. STEINWENDER. L'écart entre les soldats de la phalange rangée en bataille, suivant Polybe (3 pieds). — A. KLOTZ. Contribution à la question des *exempla* et de l'*Epitoma Livii* (les notes historiques qu'on lit chez le philosophe Sénèque ne dénotent nullement l'utilisation de Tite-Live ou d'une *epitoma Livii*; rapprochées de Valère-Maxime, elles prouvent l'existence d'un recueil d'*exempla* historiques, formé d'extraits de Tite-Live, de Caton et d'autres annalistes, dans lequel Sénèque et Valère-Maxime ont puisé tous deux, et après eux Frontin, Macrobe, Apulée, etc.). — R. LAQUEUR. Sur la nature du triomphe romain (c'est un acte sacré, le transfert dans le Capitole du butin de guerre, l'accomplissement du *votum* fait dans ce même temple au moment du départ de l'armée pour l'expédition). = N° 3. G. BESELER. Triomphe et *votum* (admet les conclusions générales de l'article précédent, mais en critique quelques détails au point de vue juridique).

30. — Mainzer Zeitschrift. T. II, 1907. — F. FABRICIUS. Mayence et le *limes* (Mayence était une des pièces essentielles de la défense de la frontière romaine et le départ du *limes*). — K. SCHUMACHER. Objets des recherches et des fouilles dans l'Allemagne du sud-ouest (histoire de l'établissement des Gaulois, des Romains et des Alamans). — K. KÖRBER. Les inscriptions et sculptures romaines et chrétiennes trouvées en 1906. — F. FALK. Les monuments romains à Mayence et dans les environs d'après les actes du moyen âge. = T. III, 1908. K. KÖRBER. Les inscriptions et sculptures romaines et chrétiennes trouvées en 1907. — K. SCHUMACHER. Carte archéologique des environs de Mayence. — E. NEEB. Pour l'histoire de la construction de l'église Saint-Alban près Mayence (avec un aperçu sur les sources historiques et l'histoire de cette église et du couvent, de l'époque franque au xviii^e s.). — A. OXÉ. Deux inscriptions trouvées à Bingen au printemps 1908 (1^{er} et iv^e-v^e s. après J.-C.). — S. SALFELD. Pour l'histoire des synagogues de Mayence (d'après deux inscriptions de 1271 et 1281). — H. SCHROHE. Petites contributions à l'histoire de Mayence, principalement au xviii^e s. (1^o notes sur l'élection, la mort et l'enterrement des Électeurs de Mayence et sur la prestation du serment de fidélité, 1670-1729. Suite au t. IV : note sur deux auberges de Mayence; le péage du pont en 1692). = T. IV, 1909. K. SCHUMACHER. La *Germania* de Tacite et les monuments subsistants (avec photographies). — K. KÖRBER. Les inscriptions et sculptures romaines et chrétiennes trouvées en 1908.

31. — Preussische Akademie der Wissenschaften. Abhandlungen, 1906. — Ed. MEYER. Sumériens et Sémites en Babylonie (ces deux peuples, de type et de langue différents, habitaient, les premiers au sud, les seconds au nord de la Babylonie; le triomphe de Hammourabi amena le triomphe des Sémites aux dépens des Sumériens. Dégage ce qu'on peut savoir des origines de la civilisation sumérienne et de ses rapports avec la civilisation sémitique). = *Sitzungsberichte*, 1909, n° 31. Id. La seconde lettre d'Isocrate à Philippe et la seconde *Philippique* de Démosthène (elles sont l'une et l'autre contemporaines de la blessure reçue par Philippe pendant l'été 344 lors d'une guerre contre les Illyriens; c'est à la suite de la lettre d'Isocrate que Philippe se résolut, en 343, à envoyer Python à Athènes avec des propositions conciliatrices). — Id. La bataille de Pydna (on peut reconstituer cette bataille d'après les témoignages de plusieurs contemporains dont les récits ont été mis en œuvre par des historiens postérieurs aux événements). = N° 32. U. VON WILAMOWITZ-MÖLLENDORF. Notes sur les poèmes de Pindare; I : Les poèmes sur les fils de Lampon d'Égine (ils datent de 485 ou 483, 480 et 476).

32. — Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte. T. VII, 1909, n° 2. — O. BÜCHNER. La constitution agraire norvégienne depuis l'union de Kalmar (1397) jusqu'au changement de constitution (1660), principalement au point de vue du fermage. — P. MASSON. Un type de réglementation commerciale au XVIII^e s. Le commerce français du Levant (expose le système de réglementation étroite du commerce français dans le Levant imaginé vers 1745 par le ministre Maurepas et par Villeneuve, ambassadeur de France à Constantinople; puis le mouvement de réaction qui se produisit dans la seconde moitié du XVIII^e s. sous l'influence des économistes). — Br. KUSKE. Les relations commerciales de Cologne au XV^e s. — H. PIRENNE. Draps de Frise ou draps de Flandre? Un petit problème d'histoire économique à l'époque carolingienne (les *pallia fresonica* de cette époque étaient des draps de luxe vendus par des Frisons, mais fabriqués dans la Flandre, où la tradition de la draperie ne s'était pas perdue depuis l'époque romaine). — H. FECHNER. Les effets du mercantilisme prussien en Silésie (réponse aux théories de M. Croon sur la question de savoir si la politique de Frédéric le Grand a été, dans l'ensemble, utile ou nuisible au développement économique de la Silésie). = C.-rendu : A. Dopsch. Die ältere Sozial- u. Wirtschaftsverfassung der Alpenlawen (critique très serrée par J. Peisker).

33. — Zeitschrift für Kirchengeschichte. T. XXX, 1909, n° 2. — O. SEECK. Falsifications diplomatiques du IV^e s. (répondant aux critiques qui ont été adressées surtout par Mgr Duchesne, en 1890, à ses études sur les débuts du donatisme, reconnaît qu'il a fait erreur sur quelques points, mais maintient en ses points essentiels sa thèse dans la question de l'authenticité des actes réunis au IV^e s. par saint Optat). — H. VON SCHUBERT. Contributions à l'histoire de la formation

de la confession et de la ligue évangéliques de 1529-1530 (suite; fin au n° 3 : échec des tentatives d'unification protestantes à Schmalkalde, 2-3 dec. 1529; inquiétude des protestants sur la légitimité d'une révolte contre l'empereur et correspondance de Philippe de Hesse et de Georges de Brandebourg; les négociations particulières entre l'Électeur de Saxe et l'empereur avant la diète d'Augsbourg).

34. — The english historical Review. 1909, juill. — DAVIS. Les franchises de Bury-Saint-Edmunds (analyse brièvement les donations faites à l'abbaye par Édouard le Confesseur, confirmées et élargies encore par les trois premiers rois normands jusqu'en 1154; alors commence au contraire une période nouvelle, où les franchises de l'abbaye sont restreintes peu à peu. 30 chartes publiées en appendice). — PERKINS. Le procès des Templiers en Angleterre (l'aveu de leurs crimes fut arraché aux Templiers par la torture en Angleterre comme en France; leur culpabilité n'est aucunement prouvée. Utilise beaucoup de documents inédits, surtout sur les préliminaires du procès). — BRINKMANN. Les rapports entre l'Angleterre et l'Allemagne de 1660 à 1688; 2^e partie. — SMART. Les antécédents de la loi sur les céréales de 1815 (il ne faut pas attribuer aux propriétaires fonciers, producteurs de blé, une politique protectionniste consciente de ses principes et de leurs conséquences; la loi de 1815 fut discutée et votée par des gens qui, pour la plupart, n'entendaient rien à l'économie politique). — G. B. ADAMS. Londres et la commune (réponse aux critiques adressées par Ch. Petit-Dutaillis à une note de l'auteur sur la Commune de Londres parue au t. XIX de l'*E. H. R.*). — TOUT. Les principaux officiers de la garde-robe royale jusqu'en 1399 (dresse la liste des gardiens de la « garde-robe » depuis 1213, des contrôleurs de cette garde-robe depuis 1224, des gardiens de la « grande garde-robe » depuis 1264 et de la « garde-robe privée » depuis 1339). — STEWART-BROWN. Suete de prisone (ces mots, qui appartiennent au jargon juridique de l'Angleterre, désignent l'argent que le prisonnier payait au geôlier, soit pour obtenir un adoucissement aux rigueurs de sa captivité, soit pour obtenir une sorte de mise en liberté provisoire. Le mot *seute*, en latin *seuta*, doit être distingué de *secta*, *suit* et se rattacher au latin *solita*, c'est-à-dire une redevance coutumière levée sur les prisonniers par les shérifs et leurs agents). — FOXCROFT. Une ancienne revision des Mémoires sur les ducs Hamilton par Burnet (cette recension donne un texte souvent très différent du texte imprimé). — C.-rendus : *Hogarth*. Ionia and the East (recueil de six conférences des plus intéressantes). — *Bury*. The ancient greck historians (trop bref, inégal et souvent contestable, mais original). — *Vogt*. Basile I^{er}, empereur de Byzance, et la civilisation byzantine à la fin du ix^e s. (article important de Bury. A noter surtout les fautes de méthode qu'il relève dans l'ouvrage). — *Hazelline*. Die Geschichte des englischen Pfandrechts (bon; mais l'auteur s'est trop exclusivement inspiré des livres de droit et des recueils de statuts, pas assez de la jurisprudence). — *Wilson et Gordon*. Early computus rolls

of the priory of Worcester (publient neuf de ces rôles les plus anciens, de 1278 à 1352). — *Sandys*. History of classical scholarship; vol. II-III (fin de ce très important ouvrage). — *Bemmann*. Zur Geschichte des Reichstages im xv Jahrh (utile). — *Brakel*. De Hollandsche Handels-campagnieën der zeventiende eeuw (important). — *Prato*. La vita economica in Piemonte a mezzo il secolo xviii (important; utilise un grand nombre de documents). — *Egerton et Grant*. Canadian constitutional development, shown by selected speeches and despatches (utile). — *Corbett*. Signals and fighting instructions, 1776-1794 (documents servant à illustrer la révolution dans la tactique navale qui s'opéra en Angleterre à la fin du xviii^e s.). — *Brown*. The register of William Wickwane, archbishop of York, 1279-1285.

35. — Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. T. XXX, 1909, n° 2. — W. AUENER. Les assemblées des Électeurs sous le règne du roi Sigismond (nouveaux arguments à l'appui de la thèse soutenue par Th. Lindner et combattue par plusieurs érudits que la seconde rédaction de l'acte rendu, en 1424, à l'assemblée de Bingen ne remonte qu'à l'assemblée de Francfort de 1427). — I. ZIBERMAYR. Journal des visites de Jean Schlitpacher, visiteur des couvents bénédictins de la province ecclésiastique de Salzbourg. Contribution à l'histoire de la réforme monastique de Nicolas de Cusa, 1451-52 (publie des notes relatives à 53 couvents). — Le journal de Cuspinian, publ. d'après l'original avec des notes par H. ANKOWICZ (1501-1527). — E. GOLDMANN. Přemysl-Samo (nouvelle explication sur l'origine de la légende slave de Přemysl rapprochée de l'histoire du Franc Samo). — HERZBERG-FRÄNKEL. [Analyse d'un formulaire du couvent de Niederaltaich (fin du xiii^e-début du xiv^e s.). = N° 3. F. PHILIPPI. Le *Miroir de Saxe* a-t-il été originairement écrit en langue latine? (c'est peu vraisemblable). — F. KERN. Analectes pour servir à l'histoire des xiii^e et xiv^e s. (actes de 1275-1283 sur les rapports de Pierre d'Aragon avec Édouard I^{er} d'Angleterre; Adolphe de Nassau s'est-il laissé gagner par Philippe le Bel au cours de la guerre entre l'Empire et la France, 1295-1298?). — A.-F. PRIBRAM. Franz de Lisola et la conclusion de la Triple-Alliance en 1670 et 1671 (importantes additions, d'après de nouveaux documents, au livre publié par M. Pribram en 1894 sur Lisola; étude des négociations poursuivies en 1670-1671 en vue de l'adhésion de l'empereur Léopold à la Triple-Alliance). — F. BLIEMETZ-RIEDER. Le schisme d'Occident dans le diocèse de Mayence (publie un traité « an quis sana consciencia possit esse indifferens vel neutralis quoad papas » écrit vers 1380). — K. RAUCH. Sur le « Traité sur la diète de l'Empire » au xvi^e s. (supplément à l'article de M. Hartung, au t. XXIX, n° 2). — C.-rendus : P. Lindner. Monasticon metropolis Salzburgensis antiquae (corrections à ce répertoire). — P. Herre. Papsttum und Papstwahl im Zeitalter Philipps II (repose sur une documentation très insuffisante).

36. — Revista de archivos, bibliotecas y museos. 1908. — M. MENÉNDEZ Y PELAYO. Une œuvre inédite de Tirso de Molina (vie de D^{re} María de Cervellon, en religion María del Socorro, de l'ordre de la Rédemption des Captifs). — N. HERGUETA. Notices historiques sur don Jerónimo Aznar, évêque de Calahorra, et son remarquable document géographique du XIII^e s. (sorte de dictionnaire historico-géographique de l'évêché de Calahorra). — F. D. GAZULLA. Le T. R. P. Maître Frère Manuel Mariano Ribera, 1652-1736 (sa vie, ses travaux comme archiviste de la couronne d'Aragon). — ANT. BLÁZQUEZ. Pelayo d'Oviedo et le Moine de Silos (examen comparatif de la compilation historique de l'évêque d'Oviedo, D. Pelayo, et de la Chronique du Moine de Silos). — A. JIMÉNEZ SOLER. Itinéraire d'Alphonse V d'Aragon en Espagne. — V. CASTAÑEDA ALCOBER. L'organisation familiale en droit valencien. — A. BASANTA DE LA RIVA. Histoire et organisation des archives de l'ancienne chancellerie de Valladolid. — P. AGUADO BLEYE. Mémoires sur la guerre de l'Indépendance et sur les événements politiques postérieurs (1808-1825) par D. Juan Gabriel del Moral (note sur l'auteur et texte de son manuscrit). — J. REYMONDEZ DEL CAMPO. Histoire d'une controverse (au sujet du *Democrates alter* de Sepulveda). — A. ELÍAS DE MOLINS. Évacuation de Madrid par les Français en 1808. — G. ANTOLÍN. Opuscules inconnus de saint Jérôme (dans le *Codex epistolarum* de la bibliothèque de l'Escorial, A, II, 3). — J. L. ESTELRICH. La bibliothèque provinciale de Cadix. Notice sur sa fondation et ses vicissitudes. — L. PÉREZ RUBÍN. Les Jiménez de Cisneros (notice sur les ancêtres du cardinal). — J. JUDERÍAS. Les favoris de Philippe III. Don Pedro Francisco, comte de Villalonga, secrétaire d'État. — M. S. Y S. Catalogue des manuscrits de la bibliothèque du séminaire de San Carlos de Saragosse (section I^{re}, Histoire, onze mss. décrits avec quelques extraits). — (La *Revista de archivos* a continué ou achevé de publier en 1908, en feuilles séparées, les catalogues suivants : Catal. des mss. ayant appartenu à D. Pascual de Gayangos, par P. ROGA; — Catal. de la coll. de dessins originaux de la Bibl. nat. de Madrid, par D. A. M. DE BARCIA; — Catal. I (de Simancas) : *Diversos de Castilla*, par D. J. PAZ; — Catal. de la bibl. du chapitre de Tolède, par D. J. OCTAVIO DE TOLEDO; — Catal. des comptes de l'administration publique conservé à l'« Archivo general central », par D. J. MELGARES MARÍN.)

37. — Budapesti Szemle. 1909, janv. — S. Le passé et le présent du comitat (analyse des ouvrages d'Étienne Ereký). — F. BAUMGARTEN. L'époque de la Réforme et de la contre-Réforme (fragment). — Févr. M. RÉZ. Étienne Széchenyi (démontre le côté idéal et pratique à la fois des réformes de Széchenyi; grâce à lui, la politique nationale a pu se faire jour aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur). — Mars. H. MARCZALI. Le développement politique du peuple hongrois (d'après l'ouvrage de Knatchbull-Hugessen, *The political evolution of the Hungarian Nation*, 1908, qui montre l'intérêt grandissant que

prennent les hommes politiques anglais au passé et au présent de la Hongrie). = Avril. J. VISZOTA. Széchenyi, Vörösmarty et les premières années de l'Académie hongroise (démontre, d'après des documents inédits, que Széchenyi a pris une part active aux travaux de l'Académie concernant la revue *Tudománytár* et du Dictionnaire). — I. SZALAY. Souvenir d'Auguste Trefort (suite en mai. Notes et lettres inédites de l'ancien ministre de l'Instruction publique, 1817-1888, économiste et publiciste distingué). = Mai. J. ASBÓTH. Bans et rois de Bosnie (coup d'œil sur l'histoire de la Bosnie depuis le couronnement du roi Coloman, 1102, comme roi de Bosnie, — *rex Ramae*, de la rivière Rama, affluent de la Narenta, — jusqu'à la conquête des Turcs. La Bosnie était un fief des rois hongrois pendant tout le moyen âge.) = Juin. L. THALLÓCZY. Éloge de Benjamin Kállay (Kállay, 1839 + 1903, était diplomate et a gouverné la Bosnie et l'Herzégovine pendant vingt ans; il les a transformées en provinces européennes). — S. TAKÁTS. Cavaliers de Komárom au xvi^e s. (chapitre détaché d'un ouvrage sur la cavalerie hongroise). — D. ANGYAL. La reine Béatrice (analyse de l'ouvrage de Berzeviczy).

38. — Revue de Hongrie. 1909, janv. — H. MARCZALI. Relation du siège de Vienne et de la campagne de Hongrie en 1683 (suite en février et mars; publie un ms. inédit de la bibliothèque du comte Al. Apponyi. L'auteur de cette relation est le comte de Frosasco, François II Provana, colonel des régiments d'Aoste et de Savoie qui a pris part au siège de Vienne). = Févr. P. TELEKI. Utilisation des données fournies par les cartes marines ibériques dans les ateliers cartographiques de Hollande (avec une carte du Japon dressée par Teisera en 1595). = Avril. D. ANGYAL. Les idées historiques du comte Étienne Széchenyi (suite en mai et juin; le grand réformateur de la Hongrie avait fait de vastes lectures historiques; il connaissait les œuvres de M^{me} de Staël, de Voltaire, de Condorcet, de Herder, de Burke, de Franklin et de Smith. Ceux qui ne voient dans ses écrits et dans ses réformes que l'application des théories de Bentham ont tort. Széchenyi, quoiqu'il mit au premier plan les réformes économiques, n'était nullement utilitaire. Il est partisan des théoriciens de la perfectibilité et croit que le progrès de l'humanité est constant; ce progrès atteint son apogée à l'époque virile des peuples). = Mai. P. TELEKI. Connaissance et représentation cartographique de Formose jusqu'à la fin du xvii^e s. — I. KONR. PETŐFI en France (études et traductions françaises de 1851 à nos jours). = Juin. Ch. SEBESTYÉN. Dans le monde de la Renaissance (à propos de deux ouvrages de Berzeviczy sur les arts du xvi^e s. et la reine Béatrice).

39. — Századok. 1909, janv. — I. MADZSAR. Les individus et les masses dans l'histoire (fin en février; polémique contre une brochure de Szentpétery. L'auteur est individualiste, ce qui ne l'empêche pas de reconnaître les mérites de Lamprecht, mais la méthode comparée et

collectiviste en histoire n'est qu'à ses débuts). — K. TÁACZY. Les corps de métiers à Munkács (d'après des documents locaux, surtout du xviii^e s.). — S. BAGYARY. La croix d'or de Jean Sigismond (ce n'était pas la croix de la couronne de saint Étienne, mais l'œuvre d'un orfèvre hongrois du xiii^e ou xiv^e s.). = C.-rendus : *F. Smiřiklas*. Codex diplomaticus regni Croatiae, Dalmatiae et Slavoniae, t. V, 1256-1272 (critique de détail). = Févr. G. ÉBLE. Histoire du domaine fidéicommissaire de Debrő-Parád (ce domaine se trouve dans le comitat de Heves; retrace l'histoire de 1411 à nos jours). — H. SZTRIPSZKY. Contribution à l'histoire du commandement en hongrois (fin en mars; relève dans les documents des xviii^e et xix^e s. une centaine de commandements qui sont tombés en désuétude avec l'érection de l'armée permanente sous Charles VI. A la Diète de 1790, on demanda le commandement en hongrois, mais le gouvernement s'y opposa. La question est de nouveau à l'ordre du jour). = Mars. B. IVÁNYI. Organisation judiciaire de la ville d'Eperjes au moyen âge (fin en avril; d'après les procès-verbaux de 1424 à 1509. Contribution au droit privé et au droit pénal). = C.-rendus : *E. Thury*. Contributions à l'histoire de l'enseignement; t. II (s'occupe surtout des écoles des réformés; de nombreux matériaux). — *A. Gombos*. Chroniqueurs du moyen âge; t. V-VII (éloge). — *J. Szinyei*. La vie et les œuvres des écrivains hongrois; t. XII (vaste encyclopédie digne d'éloge). = Avril. A. DIVÉKY. Livres polonais relatifs à la Hongrie (fait connaître les derniers travaux de Papée, de Kutrzeba, de Ptasnik et de Karbowiak). = C.-rendus : *D. Csánki*. Arpád et les arpadiens (ouvrage de luxe, écrit par plusieurs savants à l'occasion du dixième centenaire de la mort d'Arpád, conquérant du pays; les articles sont de premier ordre). — *J. Király*. Histoire de la constitution et du droit hongrois; 2 vol. (critiques de détail). = Mai. J. KARACSONYI. Le falsificateur de la bulle de Sylvestre II (c'est probablement Jean Tomkó, évêque du xviii^e s., qui a vécu pendant vingt ans à Rome). — M. WERTNER. Les bans de la Slavonie (suite en juin; énumère tous les bans mentionnés dans les documents depuis 1405 et rectifie quelques erreurs). = C.-rendus : *F. Eckhart*. Histoire des impôts royaux en Hongrie jusqu'en 1323 (éloge). = Juin. K. THALY. La dame blanche de Lőcse (le roman de Jókai qui porte ce titre n'est pas de pure invention. Les données principales ont été fournies au grand écrivain par K. Thaly qui, depuis, a acquis d'autres documents d'après lesquels la « dame blanche » se nommait Julie Géczy de Garamszeg; elle avait épousé Jean Korponay. Pendant le soulèvement de Rákóczi, elle livra la forteresse de Lőcse aux Impériaux. Le gouvernement autrichien lui promit de lui rendre les domaines de sa famille, mais ne tint pas sa promesse. Soupçonnée d'avoir des relations avec Rákóczi, alors en exil, elle fut mise en accusation en 1713, torturée, puis exécutée à Győr-Raab en 1715). — J. LÁNCZY. Le falsificateur de la bulle de Sylvestre II (contre Karacsony; c'était très probablement le P. Inchoffer). = C.-rendus : *L. Thallóczy* et *A. Áldásy*. Documents

sur les relations de la Hongrie avec la Serbie. — *L. Thallóczy*. Études biographiques et généalogiques relatives à la Bosnie et à la Serbie (deux ouvrages importants; critiques de détail). — *A. Gárdonyi*. Le registre des archives de la famille Péchy (bon). = Mélanges : Le portrait de la dame blanche de Lőcse (il est d'un peintre jusqu'ici inconnu : Jean Czirok. La dame porte le costume français du XVII^e siècle).

40. — *Archivio storico italiano*. T. XLIII, 1909, n° 2. — *L. CHIAPPELLI*. Sur l'âge du *De monarchia* (il a dû être publié dans la seconde moitié de 1313 ou au début de 1314). — *P.-L. RAMBALDI*. Lumières et ombres dans les procès de Mantoue. Le nouveau livre sur les martyrs de Belfiore (en 1853; analyse du livre de *A. Luzio*; cf. plus haut, p. 393). — *C. CIPOLLA*. Actes diplomatiques concernant les relations entre Venise et Florence au début du XIV^e s. (5 documents tirés des « Lettere di Collegio, 1308-1310 », des archives de Florence). — *R. CESSI*. Le séjour de Lorenzo et de Leon-Battista Alberti à Padoue (au début du XV^e s.). — *L. FRATI*. Deux humanistes bolonais à la cour ducal de Milan (Tommaso Tebaldi, dit Ergotele, au milieu du XV^e s., et Cambio Zambecari, mort avant 1437). = C.-rendus : *A. Solmi*. Storia del diritto italiano (excellent résumé). — *L. Venturi*. Le origini della pittura veneziana, 1300-1500 (intelligent, mais pas assez mûri). — *L. Testi*. Storia della pittura veneziana; I : le origini (remarquable). — *E. Sieveking*. Studi sulle finanze genovesi del medio evo e in particolare sulla Casa di S. Giorgio; t. II (importante contribution à l'histoire économique de l'Italie). — *P. O. von Törne*. Ptolémée Gallio, cardinal de Côme. Étude sur la cour de Rome, sur la secrétairerie pontificale et sur la politique des papes au XVI^e s. (manque d'esprit critique). = N° 3. *D. MARZI*. Nouveaux renseignements sur la campagne des Toscans en Lombardie en 1848 (le comte Ulysse d'Arco Ferrari, qui eut pendant quelque temps le commandement des troupes toscanes lors de la campagne contre l'Autriche, ne fut qu'un chef médiocre, serviteur ponctuel du grand-duc de Toscane, mais sans initiative ni enthousiasme). — *A. LUZIO*. Isabelle d'Este et Léon X, du Congrès de Bologne à la prise de Milan, 1515-1521 (suite de l'analyse et de la publication de leur correspondance diplomatique, 1519-1520). — *I. MASETTI-BENICINI*. Hommages et dons de Ferdinand I^{er} de Toscane à la famille royale d'Espagne (document de 1598-99). = C.-rendus : *A. v. Timon*. Ungarische Verfassungs- und Rechtsgeschichte; 2^e éd. (c'est à tort que l'auteur veut représenter la royauté hongroise comme spécifiquement différente de toutes les autres royautés d'Occident). — *H. Finke*. Acta Aragonensia (*C. Cipolla* montre l'intérêt de ces documents pour l'histoire italienne). — *A. Venturi*. La scultura del Quattrocento (long article de *P. Fontana* qui examine les attributions d'œuvres d'auteurs incertains proposées par *M. Venturi*). = *A. MUNICCHI*. [Notice nécrologique sur] Alessandro Gherardi (a publié plusieurs volumes de documents intéressant l'histoire de Florence).

41. — Archivio storico lombardo. T. XXXVI, 1909, juin. — G. BISCARO. La bataille de Carcano et les privilèges concédés par la commune de Milan aux habitants d'Erba et d'Orsenigo en août 1160 (étude de la victoire remportée par les Milanais sur Frédéric Barbe-rousse et de l'acte par lequel ils récompensèrent par diverses franchises les habitants d'Erba et d'Orsenigo qui les avaient soutenus). — G. COLINO. La guerre de Venise et de Visconti contre Carrare dans les rapports de Florence et de Bologne avec le comte de Virtù, 1388 (fin de cette importante étude documentaire). — G. CAPASSO. Fra Giulio de Milan (détails sur les circonstances qui amenèrent Giuseppe della Rovere, en religion frère Giulio de Milan, à embrasser le protestantisme, sur son procès devant les juges d'Inquisition et sur sa fuite en 1543). — E. MORRA. Encore sur le meurtre de Galeazzo Maria Sforza (duc de Milan, † 1476; publie une relation inédite).

42. — Atti e memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna. T. XXVI, 1908, nos 4-6. — G. B. SALVIONI. La valeur de la lire de Bologne de 1551 à 1604 (fin au n° suiv.). — GASPERONI. La commune de Savignano (1^{re} étude des sources). — E. GUALANDI. Les origines des comtes de Panico, 871-1068 (les rattache à la maison des marquis de Spolète). — T. XXVII, 1909, nos 1-3. G. B. COMELLI. Le gouvernement « mixte » à Bologne de 1507 à 1797 et les cartes à jouer du chanoine Montieri (en 1725 fut saisi à Bologne un jeu de cartes géographico-héraldiques portant que le gouvernement de cette cité n'était ni monarchique ni despotique, mais « mixte ». Aperçu sur l'histoire de Bologne pour expliquer cette définition). — R. AMBROSINI. Un manuscrit autographe de Giovanni Sabadino degli Arienti (copie de la Vie du sénateur Andrea Bentivogli, xv^e s.). — F. LANZONI. Le premier évêque de Comacchio (est Vincent, fin viii^e, début viii^e s.). — F. CAVICCHI. Représentations [théâtrales] à Bologne en 1475. — A. TESTI-RASPONI. Notes en marge du *Liber pontificalis* d'Agnellus de Ravenne (méthode de composition de l'auteur; époques de rédaction des diverses parties; date de naissance d'Agnellus : l'an 800 au plus tard; à suivre). — A. CORRADI. Les soumissions de Nonantola à Modène et à Bologne, 1131, 1261, 1307.

43. — Bullettino dell' Istituto storico italiano. N° 30, 1909. — L. SCHIAPARELLI. Les diplômes des rois d'Italie, recherches historico-diplomatiques; 4^e partie : 1. Un diplôme inédit de Rodolphe II pour l'église de Pavie, 18 juillet 925 (acte faux). 2. Quelques notes sur les diplômes originaux de Rodolphe II. — G. B. SIRAGUSA. Additions, éclaircissements et corrections à l'édition du *Liber ad honorem Augusti* de Pietro d'Eboli. — L. SCHIAPARELLI. Recherches et études sur les chartes lombardes (édition de 13 chartes lombardes du viii^e s. conservées dans les archives capitulaires de Plaisance; fac-similés). — A. MUÑOZ. Les miniatures du *Chronicon Vulturense* (description et

reproductions). — S. PIVANO. Le système de la *curtis* (historique des théories sur l'origine de l'organisation de la propriété rurale au moyen âge en Italie : le système de la *curtis* semble bien y avoir été une survivance de l'organisation rurale au temps des Romains).

44. — Miscellanea di storia italiana. 3^e série, t. XIII, 1909. — L. DALMASSO. Les Piémontais à la guerre de Candie, 1644-1669 (Charles-Emmanuel II ne cessa de faire tout son possible pour éviter à la République de Venise la perte de Candie; mais, faute de vouloir faire le sacrifice d'un vain désir de prééminence, Venise ne sut qu'imparfaitement tirer parti des offres qui lui étaient ainsi faites). — A. LATTES. Francesco de Aguirre et Scipione Maffei (leurs efforts pour obtenir la réorganisation de l'université de Turin, xviii^e s.). — F. VIVANET. La Sardaigne dans les archives et les bibliothèques d'Espagne (indique les documents intéressants la Sardaigne conservés en Espagne). — D. SANT'AMBROGIO. Origine et notes diverses sur le prieuré clunisien de S. Pietro de Castelletto dans la province de Vercelli (xi^e-xii^e s.). — G. ROSSI. Glossaire médiéval ligure. — C. CIPOLLA. Inventaires tirés des parchemins de Bobbio des xiii^e-xiv^e s. — A. MANNO. Notice nécrologique sur Ermanno Ferrero (avec une bibliographie). — P. TORELLI. Les clauses de la mise en liberté de l'archevêque Christian de Magonza, archichancelier de l'Empire, prisonnier des marquis de Montferrat (1179-80). — A. TELLUCCINI. La translation des restes de deux princesses de Savoie hors de l'église des Saints-Apôtres à Rome (xvi^e et xix^e s.). — G. SFORZA. Le prince François-Eugène de Savoie, comte de Soissons, et ses fiançailles avec Marie-Thérèse Cybo, duchesse de Massa (1732-33).

45. — Nuovo archivio veneto. 1909, t. XVII, fasc. 1. — G. ZULIAN. Les premières relations du cardinal Mazarin avec Venise (1642-1649. Long mémoire de 134 p. destiné à prouver qu'on a représenté à tort Mazarin comme le grand ennemi de la République de Venise et le promoteur de la guerre de Candie; sa politique s'employa, au contraire, à tenter de contenir les Turcs et à prêter à Venise le secours de sa diplomatie). — L. VENTURI. Les compagnies « della Calza », xv^e-xvi^e s. (fin : organisation intérieure, statuts, listes des sociétaires, rôle littéraire et artistique des compagnies). — Testament du doge Agostino Barbarigo (1501), publ. par F. NANI-MOCENIGO. = Fasc. 2. R. CESSI. Venise et la première chute de Carrare (dans la lutte de Venise pour la défense du Frioul, 1387-88). — P. NEGRI. La politique vénitienne contre les Uscoques dans ses rapports avec la conjuration de 1618 (d'après les archives Farnèse à Parme). — B. PITZORNO. La « carta mater » et la « carta filia ». Etudes historico-juridiques sur l'acte vénitien au moyen âge. — M. SIERZI. Encore sur le *De fabula* du marquis Scipione Maffei. — C. TROPEA. Deux lettres inédites à propos de la mort de la reine Jeanne I^{re} de Naples, tirées d'un formulaire de la

chancellerie de Carrare (fixant la mort au 27 juillet 1382). — C. CIPOLLA. Publications de l'année 1904 sur l'histoire du moyen âge italien (suite).

46. — **Rivista storica italiana**. 1908, n° 2. — U. Stutz. Kirchenrechtliche Abhandlungen (analyse des 50 premiers fasc.). — Publications relatives au Risorgimento, 1815-1907. = N° 3. E. Giglio-Tos. La morte di Ottone III (l'auteur suppose qu'Otton III mourut du « morbus italicus ». Insuffisamment établi). — A. Eitel. Der Kirchenstaat unter Klemens V (composé d'après les archives de Barcelone). — G. Sanna. Le origini del Risorgimento nell' Umbria; I : l'Occupazione francese nel 1797. — Publications relatives au Risorgimento, 1815-1907. = N° 4. F. Chalandon. Hist. de la domination normande en Italie et Sicile (important, quoique pas toujours assez mûri; des erreurs). = 1909, n° 2. K. Voigt. Die königliche Eigenkloster im Langobarden Reiche (intéressant, mais parfois discutable). — La Sorsa. L'arte dei medici, speziali e merciai a Firenze e negli altri comuni italiani (n'épuise pas le sujet).

47. — **Rendiconti della r. Accademia dei Lincei. Scienze morali, storiche e filol.**, 5^e sér., t. XVII, 1908, n°s 7-9. — E. PAIS. Pour l'histoire des origines dans la vallée du Sarno (la vallée fut originellement en grande partie couverte de marais; une éruption du Vésuve bien antérieure à celle de l'an 79 av. J.-C., mais postérieure à l'arrivée des colons grecs, dut dévaster le pays). — I. GUIDI. Anecdota Prodromea du ms. Vat. gr. 305 (publie le texte des oraisons funèbres en grec d'Andronic Comnène, de Grégoire Kamateros et de Constantin Hagiotheodorites par Théodore Prodromos, début du xii^e s.). — G. ZOTTOLI. Publius Paquius Proculus, panetier et magistrat suprême de Pompéi (à propos d'un graffite trouvé à Pompéi et le mentionnant). = N°s 10-12. R. PETTAZONI. Zerona. Contribution à la question des Étrusques (l'inscription de Kaminia prouve que Lemnos fut habitée par une population thrace).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Georges Picot, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales et politiques, est mort le 16 août dernier à l'âge de 71 ans. Il avait en 1878 succédé à M. Thiers dans la section d'histoire de l'Académie des sciences morales et politiques. Il avait dû cette distinction à son ouvrage sur les *États généraux* qui avait été présenté au concours de l'Académie des sciences morales et couronné en 1870. Publié en 4 volumes in-8° en 1872, réédité avec quelques corrections en 1888 en 5 volumes in-12, cet ouvrage, qui reçut de l'Académie française le prix Gobert en 1873 et 1874, est encore aujourd'hui le seul travail d'ensemble que l'on possède sur ce grand sujet. M. Picot avait entrepris, pour la Collection des documents inédits, de publier un recueil complet des documents relatifs aux États généraux, pour lesquels nous ne possédons que les recueils très insuffisants édités à la veille des États de 1789. Il ne put faire paraître qu'un seul volume, d'ailleurs très intéressant, sur les *États généraux et assemblées réunis sous Philippe le Bel* (1901). Ces deux publications sont les seuls ouvrages historiques auxquels M. Picot ait attaché son nom. Toutefois, on lui doit encore des mémoires importants sur le *Procès d'Olivier le Dain* (1877, 96 p.), les *Papiers de Saint-Simon* (1880, 74 p.), *Étienne Marcel* (1880, 61 p.), le *Centenaire de l'assemblée de Vizille* (1888, 67 p.), une *Notice historique sur le comte de Montalivet* (1899) et une série de rapports faits au nom de la commission chargée de publier le *Catalogue des actes du règne de François I^{er}*, ainsi que de nombreux rapports faits au nom de la section d'histoire de son Académie. Les éloges, d'une très belle tenue littéraire, qu'il a prononcés à l'Institut en sa qualité de secrétaire perpétuel, et dont plusieurs sont des essais historiques d'une réelle valeur, ont été réunis en 1907 en deux volumes intitulés : *Notices historiques : études d'histoire contemporaine*. Il faut y joindre son bel ouvrage sur *M. Dufaure, études d'histoire parlementaire*, paru en 1883 (414 p.). L'histoire n'a d'ailleurs occupé qu'une partie de l'activité de M. Picot. Il avait appartenu longtemps à la magistrature et a publié de nombreux travaux sur des questions de législation, d'administration et de politique. Depuis qu'il avait quitté toute fonction officielle, il s'était prodigué, avec un zèle et un talent d'organisateur admirables, dans les œuvres philanthropiques et sociales. Nous devons aussi signaler ici les éminents services qu'il a rendus comme président de la Commission supérieure des bibliothèques et comme membre du Comité des travaux historiques et de la Commission des archives diploma-

tiques. Dans son activité pratique comme dans son activité intellectuelle, M. Picot s'est montré un homme supérieur par ses qualités de conscience, de droiture, d'élévation d'esprit. G. MONOD.

— M. E. COSNEAU, professeur honoraire d'histoire au lycée Henri IV, est mort le 4 août dernier à l'âge de 72 ans. Ses devoirs professionnels, qu'il remplissait avec une conscience admirable, l'ont empêché de fournir la carrière d'historien que faisait espérer son excellente thèse sur *Arthur de Bretagne, connétable de Richemont* (cf. *Rev. hist.*, t. XXXIV, p. 93; t. XXXVII, p. 446), qui, lorsqu'elle parut, en 1886, renouvela une partie de l'histoire militaire et politique du xv^e siècle. Sa thèse latine, *De romanis viis in Numidia*, n'avait pas la même valeur, mais prouvait la variété et l'étendue de ses connaissances. Depuis, M. Cosneau avait publié un des *Grands traités de la guerre de Cent ans* dans la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire* (1889) et préparé une biographie de Dunois.

— M. F. DE SCHICKLER, président de la *Société de l'histoire du protestantisme français*, est mort le 13 octobre dernier. Nous lui consacrons une notice dans notre prochain fascicule.

— L'Académie des sciences morales et politiques a décerné le prix du Budget à M. Joseph BARTHÉLEMY, professeur à la Faculté de droit de Montpellier. Le sujet mis au concours était : *Du régime de centralisation dans l'administration de la France depuis la mort de Louis XIV jusqu'à la fin du XIX^e siècle*. — La même Académie, rendant son jugement sur les mémoires présentés au concours pour le prix Rossi (*Histoire économique de la soie*), a attribué une récompense de 2,000 fr. à M. BOISSONNADE, professeur à l'université de Poitiers, une récompense de 1,000 fr. à MM. Daniel BELLET et Daniel ZOLLA, professeurs à l'École des sciences politiques, et une récompense de 500 fr. à M. A. BEAQUIS. — Elle a enfin partagé le prix Perret entre MM. Louis BATIFFOL (*Le siècle de la Renaissance*) et H. GENOUILLAC (*L'Église chrétienne au temps de saint Ignace d'Antioche*).

— Agrégation d'histoire et de géographie. Programme de 1910 : *Histoire ancienne*. Histoire d'Israël jusqu'au temps d'Hadrien. Athènes jusqu'à la fin de la guerre lamiaque. L'État romain depuis les origines jusqu'à la mort de Sylla. — *Histoire du moyen âge*. Histoire générale de l'Église du xi^e siècle (inclusivement) à la fin du concile de Bâle. Histoire de France : a) de Clovis à Hugue Capet; b) sous les Valois jusqu'à l'avènement de Louis XI. L'Angleterre depuis la conquête normande jusqu'à la mort de Richard II. — *Histoire moderne*. La Renaissance et l'humanisme en Europe (avec les origines du mouvement pendant les derniers temps du moyen âge). L'État prussien de 1640 à la mort de Frédéric II. Histoire intérieure et extérieure de la France, 1789-1870. — *Géographie*. Géographie physique générale. La France, L'Asie et l'Australasie.

— *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, publ. sous la direction de Mgr Alfred BAUDRILLART, Albert VOGT et Urbain ROUZIÈS; fasc. 1 : *Aachs-Achot* (Paris, Letouzey et Ané, 1909, gr. in-8°, 320 col.; prix du fasc. : 5 fr., par souscription). — La librairie Letouzey et Ané a entrepris de doter le monde savant d'une vaste « encyclopédie des sciences ecclésiastiques » répartie en cinq grands dictionnaires (*Dictionnaire de la Bible*, *Dictionnaire de théologie catholique*, *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, *Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques*, *Dictionnaire de droit canonique*) dont les trois premiers sont depuis plusieurs années déjà en cours de publication et dont nous annonçons aujourd'hui le quatrième. Si l'on en juge par le premier fascicule, le seul paru jusqu'alors, ce nouveau répertoire ne sera pas moins digne d'éloges que les trois précédents. Les directeurs de l'entreprise se sont assurés la collaboration de spécialistes éprouvés, appartenant en majorité au monde ecclésiastique, mais chez la plupart desquels on constate un très réel effort d'impartialité. Sans doute, comme dans toute œuvre collective, on peut relever ici quelques incertitudes de plan ou quelques disproportions dans la longueur des articles; certains d'entre eux semblent même assez superflus, s'appliquant à des particularités sans importance ou à des personnages d'arrière-plan auxquels probablement la fantaisie de tel ou tel collaborateur vaut seule les honneurs de notices séparées (par exemple *Abafour*, *Abbé dans l'eau*, *Abélard* de Joué, *Achard*, abbé de Saint-Serge d'Angers); il en est quelques-uns aussi dont la composition dénote une certaine précipitation ou dont les bibliographies sont bien confuses (par exemple, *Acerenza*, *Acerra*). Mais c'est l'exception, et l'on aura plaisir à noter combien sont nombreux les articles qui ont été rédigés de première main, d'après les documents (voir, par exemple, *Abbaye Nouvelle*, par E. ALBE, *Louis Abelly*, par A. VOGT, missions d'*Abyssinie*, par H. FROIDÉVAUX). Nous citerons, un peu au hasard, parmi les plus remarquables à divers égards, les articles *Abbon de Fleury*, par U. BERLIÈRE, *Abélard*, par E. VACANDARD (étude de premier ordre, qui ne remplit pas moins de 20 colonnes très compactes), *église d'Abyssinie*, par I. GUIDI (17 colonnes), *Acémètes*, *Acéphales*, *Achaïe*, par S. VAILHÉ, les articles sur les antiquités chrétiennes d'Afrique, par Aug. AUDOLLENT, sur celles d'Orient, par F. NAU et U. ROUZIÈS, sur l'église russe, par A. PALMIERI, etc. Partout on a eu le souci d'être clair, précis, et de faciliter par de copieuses indications bibliographiques les recherches ultérieures. On ne peut que souhaiter le prompt achèvement d'un ouvrage qui s'annonce aussi bien.

L. H.

— Georges LEPREUX. *Gallia typographica ou répertoire biographique et chronologique de tous les imprimeurs de France depuis les origines de l'imprimerie jusqu'à la Révolution*; t. I : *Flandre, Artois, Picardie* (Paris, Champion, 1909, in-8°, 316 p.; forme le supplément I de la *Revue des bibliothèques*). — Voici le premier volume d'un ouvrage qui est destiné à coordonner et, pour une large part, à renouveler les travaux consa-

crés jusqu'à ce jour à l'histoire de l'imprimerie en France. Ce n'est qu'un répertoire que M. Lepreux a l'ambition de nous donner, mais un répertoire critique, établi d'après les documents et où il a presque à chaque page l'occasion de redresser des erreurs, de compléter des informations insuffisantes. Son plan est simple : il prend chacun des départements de la France actuelle l'un après l'autre, et, pour chacun d'eux, donne successivement 1° un aperçu rapide de l'histoire de l'imprimerie dans le département et des travaux auxquels elle a donné lieu ; 2° une nomenclature chronologique par localités des imprimeurs dont il connaît des ouvrages ou dont les documents lui ont fourni mention (avec les différentes formes françaises, latines ou autres des noms des localités qu'on rencontre sur les titres des volumes) ; 3° des notices biographiques et bibliographiques sur les imprimeurs du département classés dans l'ordre alphabétique de leurs noms. Les départements ainsi passés en revue dans ce premier tome sont le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, l'Oise, l'Aisne. Une dernière section du volume, intitulée *Documenta*, est consacrée à un inventaire des documents utilisés, inventaire pour lequel l'auteur a surtout puisé dans le fonds des arrêts du Conseil d'État privé, aux Archives nationales, et dans la collection Anisson, à la Bibliothèque nationale. Les dernières pages de cet excellent livre sont remplies par une table alphabétique des noms de personnes.

L. H.

— Eugène DUPRAT. *Les origines de l'Église d'Avignon. Des origines à 879* (Paris, Gustave Ficker, 1909, in-8°, 148 p.; extr. des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, 1908 et 1909). — Voici un nouveau fragment, et des plus importants, de cette *Histoire d'Avignon pendant l'antiquité et le haut moyen âge* que M. Duprat espère pouvoir publier prochainement et dont nous avons déjà eu l'occasion de signaler une partie (*Rev. hist.*, t. XCIX, p. 435). L'auteur semble ici tout à fait maître de son sujet, et c'est avec une critique très serrée qu'il examine les travaux de ses devanciers sur la chronologie des premiers évêques d'Avignon. Ses conclusions sont sur plusieurs points plus radicales que celles de Mgr Duchesne, et il faut reconnaître qu'elles reposent sur une connaissance approfondie à la fois de l'histoire avignonnaise et des procédés du célèbre faussaire Polycarpe de La Rivière, qui a tant contribué à obscurcir par ses fabrications l'histoire ancienne d'Avignon. A cet égard, on lira avec un intérêt particulier l'Appendice (p. 111-121) que M. Duprat a consacré à l'œuvre de son trop fameux prédécesseur du XVII^e siècle et qui vient compléter un article qu'il avait précédemment fait paraître dans les *Annales de la Société d'études provençales* (1908) sur l'*Inscription de Casarie et Polycarpe de La Rivière*. Très curieuses aussi sont les pages qu'il a écrites sur la Vie de saint Agricole, évêque d'Avignon au VII^e siècle : il a fait ressortir le caractère de pure invention de cette biographie, en a déterminé l'époque (XV^e siècle et fin du XVI^e siècle) et le modèle (la Vie de saint Césaire). Ce mémoire fait bien augurer de la future Histoire, qui, nous l'espérons, ne se fera pas trop attendre.

L. H.

— Camille RENAUX. *Le marquis Odon de Savoie, fils d'Humbert 1^{er}. L'affaire du mariage, 1034* (Chambéry, Imprimerie générale savoisiennne, 1909, in-8°, 91 p.; extr. des *Mémoires de l'Acad. de Savoie*, 4^e série, t. XI). — Dans ce mémoire, qui fait suite à celui qu'il a publié en 1903 sur *Humbert 1^{er} dit aux Blanches Mains* (voir *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 103), M. Renaux cherche 1^o à déterminer la date du mariage d'Odon, héritier de l'état de Savoie, avec Adélaïde, héritière de la marche de Turin; 2^o à répondre à la question de savoir si Adélaïde avait auparavant déjà été mariée successivement au duc de Souabe Hermann, puis au marquis Henri de Montferrat. Pour lui, le mariage avec Odon se place en 1034 et est le seul qu'Adélaïde ait jamais contracté. Cette opinion, qui repose sur un examen très minutieux des théories soutenues par plusieurs érudits italiens, parmi lesquels MM. Carutti, Cipolla, Labruzzi, aurait peut-être gagné à être présentée plus clairement et avec tableaux généalogiques à l'appui. L. H.

— Hippolyte BOUFFET. *Bredom. Sa paroisse, sa seigneurie, son prieuré et ses paroisses affiliées* (Paris, Champion, 1909, in-8°, 271 p.). — Ce livre donne la biographie sommaire des prieurs de Bredom (Cantal), dépendance de l'abbaye de Moissac, depuis l'établissement du prieuré, en 1060, jusqu'à sa disparition, en 1790; quelques détails sur les revenus du prieuré, sur l'organisation de la paroisse dont Saint-Pierre de Bredom était l'église et sur les paroisses affiliées au prieuré; enfin, en appendice, un petit nombre de documents. L'auteur a dépouillé les archives locales et quelques manuscrits parisiens. Malheureusement, il s'en faut de beaucoup qu'il ait fait preuve dans la mise en œuvre des connaissances historiques et des qualités de méthode et de critique requises en pareille matière. Quelques allusions aux temps modernes disséminées dans l'ouvrage sont au moins superflues. L. H.

— *La Chronique de Morigny (1095-1152)*, publiée par Léon MIROT (Paris, A. Picard, 1909, in-8°, xx-100 p.; prix : 3 fr. 15. Fait partie de la *Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*). — La chronique de l'abbaye de Morigny, près d'Étampes, est un des documents les plus intéressants que nous ayons pour l'histoire de la France et de l'Église au temps de Louis VI et de Louis VII. Nous n'en possédions cependant jusqu'alors qu'une seule édition intégrale, celle d'André Duchesne, qui a été reproduite par Migne au t. 180 de sa *Patrologie latine*. L'édition de M. Mirot nous apporte un texte revu sur l'unique manuscrit connu (aujourd'hui au Vatican, et déjà utilisé par Duchesne), une annotation soignée, un index et une excellente étude sur les auteurs de la chronique. Celle-ci, on le sait, comprend trois livres. Le premier, composé par Thiou, préchantre du monastère, a dû être écrit entre 1106 et 1108. Le manuscrit du Vatican ne nous en a pas transmis le texte intégral. M. Mirot estime qu'il en contient seulement le début et la fin; peut-être vaudrait-il mieux ne considérer que comme une transition le paragraphe dans lequel M. Mirot voit un

prologue et admettre la disparition des premiers chapitres de l'ouvrage ; mais, au point de vue critique, c'est là un détail sans grande importance. Pour le second livre, M. Mirot a pleinement raison, croyons-nous, de rejeter l'attribution à l'abbé Thomas, proposée, vraiment trop à la légère, par M. Hampe. Tout ce qu'on peut dire de l'auteur, semble-t-il, c'est qu'il était moine de Morigny et qu'il écrivit, non pas au jour le jour, comme M. Hampe l'a encore supposé, mais d'un seul jet, vers 1132. Le troisième livre a été écrit par un autre moine entre 1149 et 1151 environ. La simple lecture de la chronique suffit, croyons-nous, à prouver la sagesse de ces conclusions que M. Mirot a fort bien mises en lumière. Malheureusement, l'édition qu'il nous donne laisse fortement à désirer, et l'on relève dans le texte des négligences qui étonnent de la part d'un érudit aussi consciencieux : M. Mirot a omis de corriger quantité d'erreurs évidentes commises par le copiste du manuscrit du Vatican ; il lui est arrivé à plusieurs reprises, semble-t-il, d'en ajouter de son cru ; enfin, la ponctuation est tellement fautive que certaines phrases sont souvent presque incompréhensibles. Nous croyons donc devoir indiquer ici quelques rectifications particulièrement indispensables :

P. 2, l. 8, ajouter *ne* entre *finem* et *scribendo*. — P. 5, l. 12, corriger *com-bentia*, qui ne présente aucun sens, en *convenientia*. — P. 8, l. 2 et 8, corriger *plebis* en *plebe* et *assocere* en *associare*. — P. 9, l. 14, mettre au moins un ; avant *id vero*. — P. 13, l. 3, corriger *potuisse* en *potuissent*. — P. 13, l. 16, phrase incompréhensible. — P. 14, l. 7, lire *refocillatus* au lieu de *refocilliatus*. — P. 15, l. 16, ajouter un ; après *actenus*. — P. 24, l. 16, lire *duello*. — P. 25, l. 18, supprimer la virgule après *sicut decebat*, sans quoi la phrase n'a pas de sens. — P. 29, l. 10, le début de la ligne n'offre aucun sens ; peut-être faut-il lire que *[vide] licet graviora sunt*. — P. 30, l. 3 et 12, ajouter des virgules après *placuisse* et *negotium*. — P. 32, l. 6, lire *cum* et nom *eum*. — P. 33, l. 1, lire *venerabiliores*. — P. 39, l. 25, phrase incompréhensible. — P. 41, l. 1, lire *exagitationibus* ; l. 13, lire *eum* au lieu de *etm* ; l. 22, lire *sibi que nobis forisfecerat* ; l. 28 et suiv., phrase ponctuée à contre-sens ; l. 34, lire *mediocria*. — P. 42, l. 29, phrase incompréhensible. — P. 43, l. 5, lire *rege*. — P. 44, l. 8 et suiv., le texte complètement dénaturé, au point de ne plus présenter aucun sens, doit être probablement restitué : *sed nostra non negligentia sed inopia peperit hunc reatum. Ne vero diu boni hujus dilatio vestram crudescat in iram, etc.* — P. 45, l. 7, lire *seducendi nactus occasionem*, et non *se ducendi in actus occasionem* ; l. 28, mettre un point après *repellentibus*. — P. 47, l. 16, lire *Termopilarum* et non *termofilarum* qui est inintelligible ; l. 20, lire *hic* et non *hinc*. — P. 49, l. 17, lire *ut* et non *et*. — P. 50, l. 14, lire *urbis* et non *urbi*. — P. 52, l. 3, lire *quia* et non *quare* ; l. 15, lire sans doute *ab adstantibus* au lieu de *abstantibus*. — P. 54, l. 19, lire *se cum eo*. — P. 60, l. 11, ajouter une virgule entre *qui* et *quod* ; l. 18, phrase incompréhensible. — P. 61, l. 1, *inveterarum* ne présente aucun sens. — P. 63, l. 8 et suiv., la phrase est incompréhensible si l'on ne met pas une virgule entre *virum* et *secundum* (en supprimant la virgule de la ligne suivante) et une virgule au lieu d'un point entre *voluit* et *cui*. — P. 69, l. 13, lire *dampni*. — P. 72, l. 30, lire *eosque*.

Nous espérons que M. Mirot et le comité directeur de la *Collection de*

textes tiendront à honneur de réparer au plus tôt ces négligences en publiant un *erratum* et en faisant même composer quelques « cartons » destinés à remplacer les pages les plus fautives.

L. H.

— *Guillaume du Breuil. Stilus curie Parlamenti*, publ. par Félix AUBERT (Paris, A. Picard, 1909, in-8°, LXXX-259 p.; prix : 7 fr. 50. Fait partie de la *Collection pour servir à l'étude et à l'enseign. de l'histoire*). — Le célèbre manuel de la procédure suivie au Parlement de Paris, composé entre 1330 et 1332 par l'avocat Guillaume du Breuil, intéresse surtout les historiens du droit : c'est un exposé très complet de la jurisprudence du Parlement avec citations d'arrêts à l'appui et commentaires explicatifs. Mais on y trouve aussi plus d'un détail sur l'organisation même du grand corps judiciaire, sur les mœurs du temps et sur quelques-unes des affaires qui firent alors sensation. On ne peut donc que féliciter M. Aubert de nous en avoir donné la première édition critique. Cette édition, qui témoigne de recherches étendues, semble avoir été établie avec soin d'après les très nombreux manuscrits de l'ouvrage ; elle est précédée d'une excellente préface et accompagnée de notes où sont élucidées la plupart des difficultés que présente le texte.

L. H.

— Étienne MARTIN SAINT-LÉON. *Histoire des corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791, suivie d'une étude sur l'évolution de l'idée corporative de 1791 à nos jours et sur le mouvement syndical contemporain*; 2^e éd. (Paris, F. Alcan, 1909, in-8°, XXIII-795 p.). — La première édition de ce livre remonte à 1897. Celle-ci a été soigneusement mise au courant. Certaines parties ont même été remaniées : les origines de la corporation (à noter une critique, peu décisive d'ailleurs, de la théorie du *Hofrecht*), la réglementation du travail, les corporations de province (toujours bizarrement données en appendice aux corporations parisiennes) et naturellement la section relative au XIX^e siècle. Livre commode, qui renseigne sur l'histoire externe des communautés de métier, mais qui manque de largeur philosophique. L'auteur parle à peine de la formation précoce du capitalisme dans la draperie, il passe sur les premiers conflits ; à l'en croire, aucune fissure ne s'était produite dans l'édifice économique médiéval avant la deuxième moitié du XV^e siècle, et la théorie du juste salaire s'appliquait à la lettre. Rien sur la différence entre la communauté jurée et la communauté non jurée, sur la guerre au travail libre. On ne montre pas, dans la Renaissance, la force qui fait éclater les vieux cadres et on n'insiste pas assez sur le rôle de Richelieu. — Ces lacunes n'empêchent pas l'ouvrage d'être, surtout sous sa forme nouvelle, un solide instrument de travail.

H. HR.

— Jérôme CARCOPINO. *L'enseignement de l'histoire dans les Écoles centrales de la Révolution*. — Sous ce titre, M. Carcopino a prononcé un discours des plus intéressants qu'on trouvera dans le palmarès du lycée du Havre, année 1909, p. 17-40, et qui vient d'être réimprimé dans la *Revue internationale de l'enseignement* (n^o de septembre 1909). Après

avoir rappelé qu'avant la Révolution ni l'histoire ni la géographie n'étaient habituellement matière à enseignement, M. Carcopino montre, d'après les doléances et les projets insérés dans la revue la *Décade philosophique*, d'après les documents officiels des Archives nationales (surtout les réponses faites à un questionnaire ministériel du 15 floréal an VII, dans le carton F¹⁷ 1340) et d'après une relation inédite d'un voyage pédagogique entrepris par les élèves de l'École centrale d'Évreux, de quelle bonne volonté et de quelle intelligence firent preuve ceux qui durent alors s'improviser professeurs d'histoire. Ce « discours » est une excellente contribution à l'histoire de l'enseignement au temps de la Révolution. L. H.

— Licurgo CAPELETTI. *Napoleone I*; 2^e éd. (Milano, Hoepli, 1908, in-16, xxiii-172 p., illustr.). — Le petit volume de M. Capeletti fait partie de la collection bien connue des manuels Hoepli, dont les neuf cents volumes constituent une espèce d'encyclopédie moderne à peu près complète. C'est un résumé, forcément sommaire, et emprunté à des ouvrages de seconde main, de l'histoire de Napoléon I^{er}. Il est assez complet cependant et « suffisamment impartial », comme le dit l'auteur lui-même, « pour ne plaire ni aux admirateurs enthousiastes de l'empereur ni à ses implacables ennemis, essayant de mettre l'histoire vraie à la place de la légende napoléonienne, qui a trop souvent étouffé la voie de la vérité et de la justice ». Le style du récit est parfois un peu bien familier, les « sources » citées un peu pêle-mêle (Capefigue à côté de Thiers et Gourdon de Genouilhac à côté de A. Sorel), mais l'appréciation d'ensemble de « l'homme de génie, mais d'un génie chimérique et égoïste » (p. 267), nous semble assez exacte. Malheureusement, il y a beaucoup de fautes d'impression dans les noms propres. Il faut lire, par exemple, *Chuquet*, *La Réveillère*, *Bottot*, *Linois*, *Thibaudeau*, *Soult*, *Kutusoff*, *Monge*, *Staps*, etc., pour *Cherquet*, *La Revillière*, *Brettot*, *Lénois*, *Tibadeau*, *Souit*, *Kutosoff*, *Mouge*, *Staabs*, etc. En 1799, Talleyrand ne portait pas de titre nobiliaire, surtout pas celui de duc (p. 67). R.

— *Supplément à la Correspondance de Napoléon I^{er}. L'Empereur et la Pologne* (Paris, Agence polonaise de la presse, 1908, in-18, 51 p.). — Dans une introduction d'une quinzaine de pages, M. Adam Skalkowski raconte l'espoir, toujours trompé, que la Pologne avait mis en Napoléon, pour lequel elle a prodigué son sang, attendant de lui la résurrection de la patrie. Il y a joint une douzaine d'arrêtés et de décrets relatifs à l'organisation de corps polonais et deux allocutions impériales (du 3 août 1809 et du 28 octobre 1813) qui n'ajoutent pas grand'chose à ce que nous savions déjà des sentiments de Napoléon sur ce sujet. R.

— Georges d'ESPARBÈS et Hector FLEISCHMANN. *1804-1805. L'épopée du sacre*, avec préface de Henry Houssaye (Paris, A. Méricant, [1908,] in-18, 324 p., illustr.). — M. Hector Fleischmann a déjà publié nombre

de volumes sur la Révolution et l'Empire, *les Filles publiques sous la Terreur*, *la Guillotine en 1793*, *Une maîtresse de Napoléon*; il nous annonce des ouvrages sur *Napoléon adultère*, *Joséphine infidèle*, *Marie-Louise libertine*. Pour varier un peu ces études très intimes, il traite aujourd'hui un sujet plus relevé, celui du sacre, et MM. d'Esparbès et Houssaye ont orné son volume d'une double préface élogieuse. On ne voit pas trop bien ce que, dans son style un peu grandiloquent, comme il sied d'ailleurs pour une *épopée*, l'auteur apporte de clartés historiques nouvelles sur ce sujet, si souvent déjà traité dans les dernières années. Les opinions politiques de M. Fleischmann semblent un peu flottantes, car on trouve dans son récit une apothéose de brumaire en même temps que de Robespierre, « avec lequel s'éteignit la dernière grande voix de l'éloquence française » (p. 277). « Le tronc révolutionnaire, échenillé, débarrassé de ses parasites, allait retrouver toute sa verdeur... Avec une méthode prudente, le premier Consul avait dépouillé l'arbre de 1793 de ce qui arrêtait la sève au cœur » (p. 38). Cette attention délicate à l'égard de « l'arbre de 1793 » ferait honneur assurément à Bonaparte, mais elle ne me semble pas assez démontrée par l'histoire pour que je me permette de l'en louer.

R.

— Albert SAVINE. *L'abdication de Bayonne, d'après les documents d'archives et les Mémoires* (Paris, L. Michaud, [1908,] in-18, 191 p.). — Ce nouveau volume de la *Collection historique illustrée* résume agréablement, d'après les récits de l'époque et des documents authentiques, les scènes de l'entrevue de Bayonne et leurs préliminaires, scènes où se marqua d'une façon si lamentable la déchéance des Bourbons d'Espagne et la brutalité de leur dompteur. La narration de M. Savine, richement illustrée (l'on remarquera surtout les dessins de Goya), partage équitablement le blâme entre tous les acteurs du drame. Au point de vue moral, on ne sait vraiment lequel est le plus méprisable, en cette circonstance, de la reine Marie-Louise, du prince des Asturies, de Manuel Godoi ou de Napoléon lui-même, dont le machiavélisme exploite d'une façon si éhontée les turpitudes de la maison royale. Le moins coupable, à coup sûr, et le plus à plaindre est encore le malheureux ahuri et trompé que les courtisans continuaient à appeler Sa Majesté le roi Charles IV.

R.

— Général-major B. R. F. VAN VLIJMEN. *Vers la Bérésina (1812)* (Paris, Plon, 1908, in-18, vi-327 p., cartes). — C'est la campagne de 1812, racontée d'après des livres bien connus (Fain, Gourgaud, Marbot, Vaudoncourt, Boutourlin, etc.), auxquels l'auteur a joint quelques documents inédits, d'origine hollandaise, provenant presque tous des généraux comte du Monceau et de Stuers. Son récit est purement militaire et ne renferme rien de bien neuf, si ce n'est qu'il rend un hommage mérité aux régiments hollandais qui se sont perdus, eux aussi, dans l'immense désastre. M. van Vlijmen est d'avis que si Napoléon était parti dès le 18 septembre, dans la direction nord-ouest, « on

n'aurait guère à forcer son imagination pour se figurer sa victoire finale » (p. 245). La grande faute, le « crime du roi Jérôme » et de Junot, ce fut de n'avoir pas empêché la jonction des deux armées russes; « cette faute, tout le génie de l'Empereur ne put la réparer » (p. 233). L'auteur proteste aussi contre les écrivains qui « se sont laissés entraîner par une profonde inimitié envers Napoléon en représentant le fameux passage de la Bérésina comme une débâcle » (p. 303). Ce sont des « contes de cigogne », et l'on a ainsi « falsifié l'histoire » (p. 304). Esprit très religieux, le général voit dans l'issue de la campagne un résultat de « la colère du Tout-Puissant », envoyant exprès pour « châtier » l'Empereur un hiver prématuré et rigoureux (p. 306-307). — P. 2, lire *Knesebeck* pour *Kniesbecke*; p. 5, *major de Schill* au lieu du *partisan Schiller*; même page, lire *duc de Brunswick* pour *prince de Hesse*.
R.

— *Soldats de Napoléon. Lettres du commandant Coudreux à son frère, 1804-1815*, publ. par Gustave SCHLUMBERGER (Paris, Plon, 1908, in-18, xviii-295 p.). — On ne trouvera que bien peu de faits intéressant l'histoire générale dans cette correspondance d'un jeune Tourangeau, né en 1783, qui sortit de l'École militaire de Fontainebleau, fit les campagnes de Prusse, d'Autriche et de Russie, de 1807 à 1812, et qui mourut au service, à Lyon, comme chef de bataillon, en 1823. Il est plus difficile encore de s'intéresser à sa personne; type de l'arriviste égoïste et gouailleur, il remplit ses lettres d'appels de fonds continuels à son frère, de détails sur ses chevaux, ses uniformes et son harnachement, se lamentant sur l'absence de jolies femmes, etc. D'ailleurs, même au point de vue de l'histoire des mœurs, on ne trouverait guère à citer, les éditeurs ayant supprimé « dans beaucoup de lettres... des détails trop intimes ». Quant aux sentiments politiques du commandant Coudreux, on ne peut mieux les faire connaître qu'en imprimant, à la suite l'un de l'autre, les deux passages suivants : « Nous avons eu le bonheur d'être présentés à Sa Majesté (Louis XVIII). Le Roi nous a reçus avec cette bonté et cette bienveillance qui n'appartient réellement qu'à lui seul... Nous avons répondu par des cris de : « Vive le Roi ! » qui partent du fond du cœur » (p. 228). Et un peu plus loin : « Les Bourbons avaient fait afficher des proclamations infâmes... Sa Majesté l'Empereur est rentré aux Tuileries... Dans notre ivresse, nous nous embrassions tous sans distinction de rang » (p. 245).
R.

— *Soldats de Napoléon. Journal de route du capitaine Robinaux, 1803-1832*, publ. par Gustave SCHLUMBERGER (Paris, Plon, 1908, in-18, x-333 p.). — Notations naïves d'un fils de paysan de la Sarthe, rédigées en un langage à la fois pauvre et pourtant prétentieux; il marque sur son carnet d'étapes les noms des localités qu'il traverse, les petites misères de chaque jour, froidures et chaleurs des saisons, les jours heureux comme celui de la campagne de 1805 où il a « le plaisir de voir pour la première fois le plus grand homme de l'Europe ». Sergent

en 1809, il arrive à être sous-lieutenant en 1812, passe capitaine à Leipzig, combat encore à Hanau où l'empereur lui « frappe légèrement sur l'épaule gauche », fait la campagne de France et se trouve à Montargis quand arrive la nouvelle de « l'abdication de Napoléon en faveur de Louis XVIII, dont nous ignorions même l'existence » (p. 191). Découragé par le roi, le 16 mars 1815, c'est l'empereur qui confirme cette nomination, et c'est pour lui qu'il se bat à Waterloo. « Cette malheureuse journée, s'écrie-t-il, peut être comparée à celle de Pharsale livrée par Brutus et Cassius dans la plaine de Marathon » (*sic*, p. 212). Je relève ce mot, entendu par Robinaux et noté par lui pendant la retraite, du général Reille à un autre général : « Quel malheur qu'il soit revenu de l'île d'Elbe ! Ils ajoutèrent que le diable eût bien dû l'emporter » (p. 215). — Signalons comme intéressants les chapitres consacrés par le bon capitaine au service des étapes, dans lequel il fut employé de 1825 à 1830 ; il y a là quelques bonnes observations sur la misère et la superstition populaires de l'époque. La révolution de Juillet fut saluée avec bonheur par le vieux brave, nommé capitaine de la garde nationale de son village ; il proclame que « le règne des ténèbres est passé et le fanatisme éteint à jamais » (p. 311). Il a dû déchanter, car il n'est mort qu'en 1854. Quand M. Jean Morvan donnera une nouvelle édition de son *Soldat impérial*, il pourra récolter, dans le *Journal de route* exhumé par M. Schlumberger, une série de traits caractéristiques pour la physionomie du troupiér d'alors.

R.

— *Mémoires du général Chlapowski sur les guerres de Napoléon, 1806-1813*, traduits par M. V. CHELMINSKI et le commandant A. MALIBRAN (Paris, Plon, 1908, in-8°, 356 p.). — Ces mémoires commencent au moment où Chlapowski fut nommé instructeur dans une garde d'honneur formée pour la réception de Napoléon I^{er} à son arrivée à Posen. Il prit part à la campagne de 1807, puis reçut sa nomination comme officier d'ordonnance de Napoléon. Chlapowski partit immédiatement pour Paris. — Il semble que l'une des causes qui firent prendre à Chlapowski du service auprès de Napoléon était l'espoir de voir celui-ci donner l'indépendance à la Pologne. Il ne remit sa démission et ne se retira définitivement du service en 1813 que lorsqu'il eut acquis la certitude que Napoléon abandonnait les Polonais, malgré leur dévouement pour sa personne. Chlapowski dut cependant, avant cette résolution définitive, douter bien souvent des intentions de l'empereur. S'il resta aussi longtemps à son service, c'est qu'il fut peut-être retenu par l'attrait que Napoléon exerçait sur son entourage et sur ses officiers ou plutôt encore pour mettre en pratique les paroles de Kosciuszko : « Placé près de l'empereur, on peut acquérir beaucoup de connaissances et d'expérience, l'on peut apprendre beaucoup de lui et ainsi devenir un bon officier. Sans de bons officiers, les Polonais ne peuvent aboutir à rien. » Et Chlapowski était Polonais avant tout. — Dans les récits que Chlapowski nous fait des campagnes de 1808 en Espagne, de 1809 en Autriche, de la campagne de 1812 et de celle de 1813 en

Saxe, auxquelles il prit part, si les détails qu'il nous en donne sont très intéressants, nulle part il n'y a d'appréciation. Il ne discute ni une tactique ni la conduite d'une bataille; il dit simplement, d'une façon très vivante, ce qu'il a vu. Il le dit clairement, nettement, en officier qui a conduit ses soldats au fort de la mêlée et qui, comme officier d'ordonnance de l'empereur, ne craignit jamais une mission dangereuse. Les mémoires de Chlapowski sont, en résumé, un récit bien informé. A. D.

— Capitaine HENNEQUIN. *Le corps d'observation des Alpes en 1815* (Paris, Charles-Lavauzelle, in-8°, 99 p.). — C'est une étude intéressante sur la campagne d'un mois du corps d'observation des Alpes en 1815. Ce corps avait pour but de concourir à la défense des frontières de la Savoie que menaçait une nouvelle invasion, pendant que la partie décisive se jouerait dans le nord de la France. La guerre de montagne exige une science particulière; aussi l'empereur plaça-t-il ce corps sous le commandement du maréchal Suchet qui eut sous ses ordres des officiers ayant comme lui l'habitude de cette guerre. L'auteur s'appesantit avec raison sur le combat le plus glorieux de la campagne, livré par le 14^e de ligne, commandé par le colonel Bugeaud, le jour même où l'on apprit la défaite de Waterloo. Celle-ci mit fin à la campagne. A. D.

— Comm^e H. DE SONIS. *Le 17^e corps à Loigny* (Paris, Berger-Levrault, 1909, in-8°, 464 p.). — Cette étude est d'ordre surtout militaire; elle a pour but de répondre aux attaques dont la conduite du général de Sonis, commandant du 17^e corps, a été l'objet après sa mort. Les erreurs de tactique reprochées au général de Sonis : dispersion de ses troupes, ignorance dans laquelle furent laissés les commandants de division de l'objectif qu'on se proposait, sont en grande partie la conséquence d'un service de renseignements mal organisé ou nul, d'un service d'état-major insuffisant, d'une dualité de commandement. Quoi qu'il en soit, avec le sentiment très élevé de son devoir, le général de Sonis se rendit à l'appel du général Chanzy, commandant le 16^e corps. Il fit preuve d'un grand courage dans son attaque impétueuse sur Loigny, mais, quoi qu'en pense l'auteur de l'étude, il aurait dû s'assurer que les troupes auxquelles il avait fait porter l'ordre de le rallier marchaient bien dans la direction qu'il avait indiquée. — A. D.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — INVENTAIRES. — Archives du château de Lérans. Invent. des documents de la branche Lévis-Mirepoix; t. III. Toulouse, Privat, in-4°, 660 p. — *Du Boscq de Beaumont*. Invent. somm. des archives des généalogistes de l'ordre souverain de St-Jean-de-Jérusalem (Malte) pour les trois langues de France. Vannes, impr. Lafolye, in-18, 117 p. — *Jordell*. Catalogue général de la librairie franç.; t. XIX (1900-1905), fasc. 1 : Jarotzky-Lyan. Per Lamm, 208 p. — *A. Prudhomme*. Invent. somm. des arch. départ. Isère. Série L; t. II. Grenoble, impr. Allier, in-4°, LXXXVII-389 p.

DOCUMENTS. — *Le Livre rouge de l'évêché de Bayeux*, éd. E. Anquetil; t. I. Bayeux, impr. Tuebœuf, ix-256 p. — *Chronique de Sainte-Holde*. Mémoire

contenant les choses les plus remarquables arrivées à l'abbaye de Sainte-Hoilde depuis sa fondation..., fait du temps de M^{me} Coquet, abbesse dudit monastère l'an 1709, éd. A. Bister. Bar-le-Duc, impr. Constant-Laguerre, 174 p. (Documents publ. par la Soc. de Bar-le-Duc). — Mémoires du capitaine Bertrand (Grande Armée, 1805-1815) recueillis et publ. par le colonel Chaland de La Guillauche. Angers, Siraudeau, 317 p. — Cahiers des procès-verbaux des séances de la Société populaire de Rouen (1790-95), éd. E. Chardon. Rouen, impr. Gy, in-4°, 368 p. — Pouillé de l'ancien diocèse de Noyon, éd. Chrétien; 3^e fasc. Montdidier, impr. Bellin, in-4°, p. 215-340 (Comité archéol. de Noyon). — V. Leblond. Documents pour servir à l'hist. de Beauvais et du Beauvaisis au XVI^e s. H. Champion, in-4°, XVII-276 p. (Publications de la Soc. acad. de l'Oise, II).

HISTOIRE GÉNÉRALE. — P. Azan. La campagne de 1800 en Allemagne; t. II. Chapelot, IV-395 p. — G. Bord. La conspiration révolutionnaire de 1789. Les complices; les victimes. Biblioth. d'hist. moderne, 83, rue des S^{ts}-Pères, XXII-448 p. — P.-D. Boulay. Le bienheureux Jean Eudes. Lethielleux, 480 p. — U. Coste. Le pouvoir législatif dans la constitution de 1793 (thèse). Pichon et Durand-Auzias, 129 p. — G. Ferrand. La colonisation militaire du maréchal Bugeaud, 1841-47 (thèse). E. Larose, VII-242 p. — H. Fleischmann. Dessous de princesses et maréchaux d'Empire. Libr. des Annales politiques et littér., 290 p. — J. Girard. 1870. Récits d'un combattant. L'armée du Rhin, le siège de Metz, la captivité. Brive, impr. Bressot et Guionie, XII-285 p. — L. Guimbaud. Un grand bourgeois au XVIII^e s. Auguste de Montyon, 1733-1820. Emile-Paul, XIV-408 p. — E. Picard. Hohenlinden. Charles-Lavauzelle, XIX-412 p. et 12 cartes. — P. Viard. Hist. de la dime ecclésiastique, principalement en France, jusqu'au décret de Gratien (thèse). Dijon, impr. Jobard, XI-266 p.

HISTOIRE LOCALE. — C^{te} d'Armancourt. Chartres. Notes héraldiques et généalogiques. Chartres, Société archéol., 299 p. — M. Audin. Bibliographie iconographique du Lyonnais; t. I, 1^{re} partie: portraits. Lyon, A. Rey, VI-221 p. — Berteaux. Étude histor. sur l'ancienne cathédrale, les évêques et les archevêques, les églises... de Cambrai, de 500 à 1798; t. II. Cambrai, impr. d'Halluin-Carlon, 394 p. — A. Besset. Un illustre Bourguignon. Noël Bouton, marquis de Chamilly, maréchal de France, 1636-1715. Mâcon, impr. Protat, X-67 p. — Borrey. Un épisode de la campagne de France. Le blocus de Besançon par les Autrichiens (1814). Charles-Lavauzelle, 109 p. — H. Boutavant. Notice sur la commune et la paroisse de Brain-sur-l'Authion. Angers, Germain et Grassin, in-16, 260 p. — F. Briffaud. Un receveur de finances sous la Révol. Le citoyen Hézon, receveur du district d'Évreux (thèse). Caen, Delesques, XI-405 p. — A. Chagny. Études sur la première annexion de la Bresse à la France en 1536. Bourg, libr. Jeanne d'Arc, 127 p. — M. Chaillan. Le roi René à son château de Gardane. Étude sur les conditions d'exploitation agricole en Provence au XV^e s. A. Picard, VII-229 p. — J. Dehaut. Prêtres victimes de la Révol. dans le diocèse de Cambrai, 1792-99. Cambrai, O. Masson, 692 p. — J. Desilve. Hist. de Quarouble. Valenciennes, Giard, 256 p. — Duine. Saint Samson. Rennes, Bahon-Rault, in-16, 40 p. — J. Hamon. La vie municipale dans les communes du canton de Passais pendant la Révol. (thèse). Rennes, impr. Oberthür, 316 p. — P. Lahargou. Le collège de Dax. Poussielgue, VIII-423 p. — J.-A. Le Paire. Hist. de la Ferté-Milon depuis l'orig. jusqu'au 21 sept. 1792. Lagny, impr. Grevin, VIII-339 p. — J. Louet. La chouannerie et le clergé constitutionnel dans un coin de Bretagne. Fougères, Gendron-Brissier, in-18, 307 p. — Marcaillhou-d'Ayméric. Notice histor. sur les villages composant le canton d'Aix (Ariège).

Foix, impr. Pomiès, 146 p. — *Marche*. Le passé glorieux d'Allassac. Brive, Impr. catholique, 388 p. — *N.-A. Michel et N. Pierrel*. Hist. de la paroisse du Tholy. Mattaincourt (Vosges), chez M. Grandidier, 228 p. — *C. Pouthas*. La constitution intérieure de l'Université de Caen au XVIII^e s. Caen, Jouan, 96 p. — *A. Prévost*. Hist. du diocèse de Troyes pendant la Révol.; t. II. Troyes, impr. Frémont, 707 p. — *T. Puntous*. Un diocèse civil de Languedoc. Les États particuliers du diocèse de Toulouse aux XVII^e et XVIII^e s. Giard et Brière, 458 p. — *J. Savina*. Les volontaires du Finistère et la prise des Tuileries (10 août 1792). Quimper, impr. A. Leprince, 85 p. — *L. Viala*. La question des grains et de leur commerce à Toulouse au XVIII^e s. Toulouse, Privat, 119 p. — *L. Yvert*. Les gardes mobiles du Loiret au siège de Paris (1870-71). Dujarric, in-18, 75 p.

N. B. — Sauf indications contraires, ces volumes sont in-8° et édités à Paris.

Allemagne. — M. Adolf HAUSRATH, ancien professeur d'histoire de l'Église à l'université de Heidelberg, est mort en cette ville le 1^{er} août dernier à l'âge de 73 ans. Sans compter toute une série de romans historiques signés du pseudonyme de George Taylor, il laisse plusieurs ouvrages de valeur sur l'histoire de l'Église au moyen âge (notamment un *Arnold von Brescia*, 1891; 2^e éd., 1895), sur l'histoire de l'exégèse et de la théologie au XIX^e siècle (*D. F. Strauss und die Theologie seiner Zeit*, 1876-78, 2 vol.; *Richard Rothe und seine Freunde*, 2 vol., 1902-1906), et surtout une brillante biographie de Luther (*Luthers Leben*, 1903-1904, 2 vol.), qui forme comme la contre-partie du *Luther* du P. Denifle. Il avait enfin publié l'an dernier le tome I d'une histoire critique de Jésus (*Jesus und die neutestamentlichen Schriftsteller*).

— Quelques jours plus tard, le 13 août 1909, est décédé M. Adolf KAMPHAUSEN, ancien professeur de théologie à l'université de Bonn, né le 10 septembre 1829. Après avoir activement secondé Bunsen, il s'était lui-même spécialisé dans l'exégèse biblique et avait publié des travaux importants sur l'Ancien Testament et la religion judaïque.

— *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, publ. par Georg SCHUSTER; 30^e année : 1907 (Berlin, Weidmann, 1909, 2 vol. in-8°, XII-410-574 et VIII-468-322 p.; prix : 56 m.). — Les bulletins historiques dont se composent ces deux volumes ont trait cette année à l'histoire ancienne des Égyptiens, des Assyriens, des Juifs, des Indiens, des Perses, des Grecs (jusqu'en 359 av. J.-C.) et des Romains, à l'histoire générale de l'Allemagne depuis l'époque mérovingienne jusqu'en 1273 et de 1740 à 1907, à l'histoire de la civilisation allemande et des divers états de l'Empire allemand, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Suisse, de l'Italie, de la France au moyen âge, de la Belgique, des pays scandinaves (Danemark, Suède, Norvège), des pays slaves méridionaux, de l'empire byzantin, de l'Islam, de la Chine, du Japon, du Canada, à l'histoire universelle et à l'histoire de l'Église des origines à 1517.

— *Meyers Kleines Konversations-Lexikon*; 7^e éd., t. VI (Leipzig et Vienne, Bibliographisches Institut, 1909, in-8°, 1052 p.). — Voici la

fin de cette nouvelle édition de la Petite encyclopédie Meyer dont nous avons déjà à plus d'une reprise signalé l'intérêt à nos lecteurs. Comme pour le *Grosses Konversations-Lexikon*, un important supplément (qui remplit les pages 969-1050) a permis aux nouveaux rédacteurs de compléter et de mettre à jour les renseignements entassés dans le reste de l'ouvrage.

— Wilhelm STIEDA. *Die Universität Leipzig in ihrem tausendsten Semester* (Leipzig, Hirzel, 1909, in-8°, xu-169 p.; prix : 2 m. 40). — Bien que l'auteur de cette intéressante notice se soit surtout appliqué à faire connaître l'état actuel de l'université dont on célébrait le cinquième centenaire en juillet dernier (voir plus haut, p. 235), on trouvera dans son livre un aperçu substantiel de la formation et de l'organisation du corps universitaire depuis l'an 1409 jusqu'à nos jours et de copieuses indications bibliographiques.

L. H.

Angleterre. — Le 18 août dernier est mort Sir Théodore MARTIN, bien connu par sa biographie en cinq volumes du prince Consort, époux de la reine Victoria (1874-1880). Né à Édimbourg le 16 septembre 1816, il allait avoir 94 ans.

— Ch. BASTIDE. *L'anglicanisme. L'Église d'Angleterre, son histoire et son œuvre; la diffusion de l'anglicanisme* (Foyer solidariste, Saint-Blaise et Roubaix, 1909, in-16, 159 p.; prix : 2 fr.). — Brochure où se trouvent brièvement résumés les ouvrages les plus récents publiés en Angleterre sur l'histoire de l'Église. L'auteur insiste avec raison sur ce fait que la Réforme a eu pour résultat de réaliser une idée plusieurs fois séculaire, celle de donner au royaume d'Angleterre une église vraiment nationale. L'anglicanisme est l'œuvre d'un gouvernement absolu, mais non arbitraire. Il a réussi parce qu'il était dans la tradition historique du peuple anglais; mais il n'a maintenu son hégémonie que par la force. Il a perdu beaucoup de terrain depuis la victoire du peuple sur la royauté au xviii^e siècle; une faible partie seulement de ce terrain a été reconquis par le catholicisme dont les progrès ne semblent pas très redoutables pour les églises protestantes.

Ch. B.

— Oscar BROWNING. *Despatches from Paris (1784-1790) selected and edited from the Foreign office correspondence; t. I : 1784-1787* (Camden Society, 3^e série, t. XVI, 1909, in-8°, x-278 p.). — Les dépêches dont on nous donne ici un choix ont été adressées par le duc de Dorset, ambassadeur d'Angleterre, ou, en son absence, par divers ministres anglais, dont Hailes est le principal. Le tome I s'arrête avec l'année 1787. Le procès du Collier, le traité de commerce, la première assemblée de notables, la construction du port de Cherbourg, les tentatives faites pour rendre la vie à la Compagnie des Indes orientales, les projets de Montgolfier pour la direction des ballons sont les principaux objets sur lesquels ces ministres s'attachent à renseigner leur gouvernement. Leurs dépêches sont plutôt brèves à l'ordinaire; une lettre comme

celle de Hailes du 18 octobre 1786 (p. 143-154) est une heureuse exception. Une note liminaire prévient que, par suite d'un accident, une partie de la copie prise par M. Browning a été défigurée à l'imprimerie et il a fallu débiter par un *erratum* de cinq pages. Ce n'est pas la seule aventure désagréable qui soit arrivée à cette publication. Il faut dire que l'annotation a été faite sans méthode, qu'elle est tout à fait insuffisante et parfois erronée ou contradictoire. M. de Breteuil est appelé de Tonnelier, p. 27, le *Tonnelieu*, p. 72; il est qualifié *premier ministre*, p. 27 (ce qui est inexact), et ministre de la maison du roi (ce qui est exact), p. 102. Le cardinal de Rohan est qualifié *archevêque* de Strasbourg (p. 71). — P. 7, on dit que M. de Rayneval mourut en 1822 et p. 93 en 1812 (ce qui est exact); que Barthélemy négocia les traités de Bâle en 1796 (p. 17); que l'édit de Nantes a été révoqué en 1675 (p. 160). Par contre, on ne nous dit pas qui est le *Simolin* mentionné p. 162 (M. de Sémonin), et ce n'est pas la seule omission fâcheuse que l'on doive constater. La plupart de ces fautes peuvent être encore réparées si l'on donne tous les soins nécessaires à l'index promis avec le tome II.

Ch. B.

— *The logs of the Conquest of Canada*, publ. par le lt-col. William Wood (Toronto, The Champlain Society, n° 4 des Publications de la Société, 1909, in-8°, xxvi-335 p.). — Les archives du Dominion à Ottawa possèdent la copie d'un grand nombre de carnets de loch, sur lesquels les capitaines commandant les navires de la flotte royale notaient chaque jour et chaque heure l'état du ciel et de la mer, la position de chaque navire, les rencontres qu'il faisait, les faits de guerre auxquels il prenait part; notes très sèches, tout à fait impersonnelles, mais précises dans leur extrême minutie. Dans ce fonds, le colonel Wood a choisi les carnets les plus notables des principaux vaisseaux qui prirent part aux campagnes de Louisbourg, Québec, Montréal (1758-1760). Il en a donné le texte intégral. Dans une importante introduction, il expose la situation de la flotte britannique et montre le rôle capital qu'elle joua dans la conquête du Canada. La comparaison entre les forces respectives des deux adversaires n'est pas toujours défavorable à la France. Chez nous, la science du constructeur de navires et de l'artillerie était peut-être supérieure à celle de l'Angleterre; mais l'administration était détestable, insouciance, routinière et parfois malhonnête. Il est à peine croyable que le service de pilotage n'ait jamais pris le temps de dresser une carte exacte du Saint-Laurent; on était si persuadé que la « Traverse du nord » était infranchissable à des navires de guerre qu'on laissa le capitaine Cook reconnaître tranquillement la rivière et trouver le chenal par où passa toute la flotte. Trois cartes, qui accompagnent le volume, permettent de suivre dans le plus menu détail les opérations maritimes qui, en rendant les Anglais maîtres de « quelques arpents de neige » au Canada, leur donnèrent aussi l'empire de la mer.

Ch. B.

Autriche. — L'histoire de l'art, spécialement de l'art italien, a perdu un de ses principaux représentants en la personne de M. Franz Wickhoff, décédé le 6 avril dernier à l'âge de 55 ans. On trouvera sur son œuvre des indications très complètes dans un article publié par M. J. von Schlosser dans les *Mitteilungen des Instituts für österreich. Geschichtsforschung*, t. XXX, n° 3.

Belgique. — L'université catholique de Louvain, fondée en 1834 par l'épiscopat belge et qui est théoriquement la continuation de l'antique université fondée en 1421 et supprimée en 1897, a célébré les 9, 10 et 11 mai 1909 son soixante-quinzième anniversaire. Un assez grand nombre d'universités et d'académies étrangères s'y sont fait représenter, et si l'on a remarqué l'abstention de l'université de Paris, qui a cependant entretenu jadis avec Louvain d'étroites relations, on a non moins remarqué la présence de délégués et d'adresses d'universités protestantes comme Halle et Genève (l'Académie de Calvin !), et d'autres orthodoxes. La Hollande célébra le jubilé de Louvain en lui restituant les lettres de fondation du pape Martin V qui avaient été perdues et qui ont été récemment retrouvées par l'évêque de Bois-le-Duc. Le recteur, Mgr Hebbelynck, a raconté l'histoire de la nouvelle université qui comptait, en 1834, 13 professeurs et 86 étudiants, et qui compte aujourd'hui 120 professeurs et 2,300 étudiants. Le cardinal Mercier a, dans un éloquent discours, célébré le rôle des universités en général et celui de Louvain en particulier. L'inauguration de l'exposition de Constantin Meunier et du monument de Juste Lipsé et l'exécution des *Beatitudes* de César Frank ont constitué la partie artistique de la fête. Parmi les Français qui ont pris part à ces cérémonies, citons MM. Bazin, de Franqueville, Lemoine, Baudrillart, Sabatier, Fournier, Audollent, Duchesne.

Égypte. — Le 2^e congrès international d'archéologie s'est tenu du 7 au 15 avril 1909 à Alexandrie et au Caire. Les journées du 7 et 8 avril, à Alexandrie, ont été une préface au congrès proprement dit dont les séances s'ouvrirent le 10. Le congrès s'occupa surtout de l'archéologie classique, bien que l'Égypte n'y ait point été oubliée. Mais elle fut surtout étudiée dans ses rapports avec le monde grec et romain. Ainsi MM. Fougères et Adolphe Reinach ont montré l'originalité de la civilisation égéenne et ses rapports avec la civilisation égyptienne. MM. Soutzo et Hommel ont parlé des rapports de l'Égypte avec la Chaldée. Des communications sur l'histoire grecque furent apportées par MM. Glotz, Radet, Sotiriadis. Dans la section de papyrologie, M. Jouguet a tiré des papyrus des renseignements précieux sur l'administration de l'Égypte à l'époque romaine. Dans la section d'art grec, nous signalerons surtout la communication de M. Fougères sur Sélinonte. MM. Schreiber, Breccia et Reinach ont cherché à prouver l'existence d'un art alexandrin original. MM. de Stern, Tomazeff, Pharmakowsky, Paris, Gsell, Toutain, M^{lle} Bérillon ont étudié l'in-

fluence de l'Égypte sur le monde grec et romain. L'histoire religieuse a été l'objet de communications importantes, en particulier de M. Toutain sur la déesse phrygienne Cybèle, de Mgr Duchesne sur les sanctuaires chrétiens d'Aboukir, de MM. Gaston et Jean Maspero, de MM. Politis et Van der Ven sur divers points de l'histoire du culte chrétien en Égypte. L'art byzantin a fourni à MM. Diehl, Ouspensky, Lambros le sujet de communications importantes, en particulier celle de M. Diehl sur les origines égyptiennes de l'art byzantin. La numismatique avec MM. Babelon, Th. Reinach, Svoronos, la géographie historique avec MM. Perdrizet et Van der Ven ont eu aussi une part intéressante dans le congrès. D'admirables excursions aux principaux monuments et champs de fouilles ont complété ce congrès. — La *Revue des questions historiques*, qui a donné un excellent compte-rendu de ses délibérations (n° de juillet), regrette qu'on n'y ait soulevé aucune question un peu générale qui aurait pu fournir matière à discussion. Les discussions ont été à peu près absentes du congrès.

États-Unis. — *Studies in history, economics and public law*, edited by the faculty of political science of Columbia University (New-York, Longmans; Londres, King). — T. XXXIII, n° 3 : *An Introduction to the sources relating to the germanic invasions*, par Carlton Huntley HAYES; 229 p., prix : 1 d. 50 (analyse des auteurs de l'antiquité, de César à Paul Diacre; c'est une étude descriptive plutôt que proprement critique). — T. XXXIV, n° 1 : *Transportation and industrial development in the Middle West*, par William F. GEPHART; 273 p., prix : 2 d. (étude sur les moyens de transport et leur influence sur le développement industriel dans la région de l'Ohio jusqu'en 1900). — N° 2 : *Social Reform and the Reformation*, par Jacob Salwyn SCHAPIRO; 160 p., prix : 1 d. 25 (tableau de la condition sociale en Allemagne au commencement du xvi^e siècle : les monopoles et les banques; introduction du droit romain; la révolte des paysans; l'attitude de Luther à l'égard de ce soulèvement. Plans de réforme proposés par les empereurs Sigismond et Frédéric IV, par Éberlin, Hipler et Geismayr). — N° 3 : *Responsibility for crime*, par Philip A. PARSONS; 194 p., prix : 1 d. 50 (de la criminalité, de la répression pénale et des remèdes tentés ou à tenter). — T. XXXV, n° 1 : *The conflict over judicial powers in the United States to 1870*, par Charles Grove HAINES; 180 p., prix : 1 d. 50. — *A study of the population of Manhattanville*, par Howard Brown WOOLSTON; 158 p., prix : 1 d. 25.

Hongrie. — La Hongrie vient de perdre son historien le plus populaire, M. Coloman THALY, mort subitement le 26 septembre à Zablát où il était en villégiature chez un ami. Avec lui disparaît l'homme le plus compétent pour l'époque de Tököly et de Rákóczi qui, pendant quarante-cinq ans, a exhumé des archives une masse considérable de mémoires, journaux, lettres, poésies et rapports concernant le soulèvement national de la fin du xvii^e et du commencement du xviii^e siècle.

Né en 1839, M. Thaly professa pendant quelque temps au lycée calviniste de Budapest. En 1867, il entra au ministère des honvéd (armée territoriale), mais bientôt après, élu député de Debreczen, il se consacra entièrement à ses recherches historiques. Son livre, *Anciennes chansons héroïques hongroises* (1864), avait établi sa renommée. Il y avait publié les poésies populaires des « Kurucz » (soldats de l'indépendance) de la fin du xvii^e siècle. Bientôt suivirent les monographies sur les généraux de Rákóczi : *Jean Bottyán* (1867), *Ocskay* (1880) réédité dernièrement avec luxe, ses *Contributions à l'histoire littéraire de l'époque de Tököly et de Rákóczi* (1872), ses *Études sur la littérature et la civilisation à l'époque de Rákóczi* (1885), la *Jeunesse de Rákóczi*, et de 1873 à 1889, l'*Archivum Rakocianum* en dix volumes (dont trois sur Bercsényi) et les *Journaux et papiers d'Esterházy*. Plusieurs voyages en Turquie, notamment à Rodosto, lieu d'exil de Rákóczi, et à Constantinople, où il fut enterré, lui ont permis de reconstituer le milieu dans lequel a vécu le héros de l'indépendance pour qui M. Thaly eut un vrai culte. C'est lui qui a découvert son tombeau dans l'église des Lazaristes français à Constantinople et c'est à son zèle infatigable qu'on doit le retour des cendres de Rákóczi, de Tököly et d'autres exilés. Une députation officielle à la tête de laquelle se trouvait M. Thaly ramena ces cendres en 1906 au milieu de l'enthousiasme général. M. Thaly a pu voir le couronnement de son œuvre. Pendant son dernier voyage en Turquie, il a encore découvert des documents français qui seront publiés prochainement. Son dernier livre est une édition d'une partie des mémoires de César de Saussure se rapportant aux dernières années de Rákóczi (1909). — M. Thaly était un des fondateurs de la Société historique (1867), président de la 1^{re} classe de l'Académie (sciences historiques et philosophiques) et président de la Commission historique. — I. KONR.

Italie. — Arrigo SOLMI. *Storia del diritto italiano* (Milano, Società editrice libraria, 1908, in-16, xxii-916 p.; vol. 15 de la *Piccola biblioteca scientifica*; prix : 10 fr.). — Ce petit manuel est un judicieux exposé de la formation du droit public et privé italien replacé dans le cadre des événements politiques et de l'histoire économique et sociale de la péninsule italienne depuis l'époque barbare jusqu'à nos jours. L'auteur divise sa matière en trois sections, correspondant 1^o à l'« époque romano-barbare » (476-1100), subdivisée elle-même en époques « byzantine » (476-751), « barbare » (568-888) et « féodale » (888-1100); 2^o à l'« époque de la renaissance » (1100-1748), subdivisée en « époque de l'autonomie » (1100-1492) et « époque des dominations étrangères » (1492-1748); 3^o à l'« époque moderne » (1748-1870). Grâce à ces divisions et subdivisions, il réussit à donner une idée claire de l'évolution du droit et à expliquer les raisons des modifications subies. Quelques paragraphes sont consacrés aux sources de l'histoire du droit italien, et des bibliographies très sommaires, mais suffisantes pour orienter les recherches, accompagnent le texte. L. H.

— *Nozze Fedele-De Fabritiis. Scritti di storia, di filologia e d'arte* (Napoli, R. Ricciardi, 1908, in-8°, 380 p. et 4 pl.). — Parmi les 32 mémoires qui composent ce luxueux recueil publié pour fêter le mariage de M. Pietro Fedele, un des meilleurs et des plus actifs représentants de la jeune école d'histoire du moyen âge italien, plusieurs offrent un très vif intérêt. Nous signalerons surtout l'étude de M. P.-F. KEHR (p. 1-24) sur deux privilèges faux de Pascal II pour les monastères de S. Pietro in Valle Tritana et de S. Salvatore delle Castelle, datés l'un et l'autre du 20 avril 1117 et fabriqués à l'aide d'un acte de même date pour le monastère de S. Vincenzo a Volturmo; celle de M. Pietro EGIDI (p. 363-377), qui apporte d'importantes précisions à la biographie de Francesco Baroncelli, le tribun romain (1353-1354); celle de M. Oreste TOMMASINI (p. 39-73) sur une épigramme inédite de Machiavel écrite à la nouvelle que François I^{er} venait d'être remis en liberté par Charles-Quint et de rentrer dans son royaume; celle de M. GUERRI (p. 209-220) sur les origines du Mont-de-Piété de Corneto au début du XVI^e siècle. A noter aussi quelques documents curieux, presque tous accompagnés de brefs commentaires : entre autres, un acte de Cola di Rienzo (1347), communiqué par M. SCHIAPARELLI (p. 135-146); le contrat de mariage de Gautier VI, duc d'Athènes, avec Béatrice de Tarente en 1322, communiqué par M. CAMOBRECO (p. 303-307); l'acte de concession du duché de Venosa à Gianni Caracciolo, sénéchal du royaume de Sicile, en 1425, communiqué par M. G. FORTUNATO (p. 87-100); l'inventaire du trousseau de mariage de Letizia Sinibaldi en 1474, communiqué par M. MONTICOLA (p. 81-85); un extrait du livre de comptes de la petite commune de Pieve a Favera (1474-1478), communiqué par M. Francesco EGIDI (p. 271-284); deux lettres inédites de G.-C. Trissino (1543) et de Paolo Giovio (1537), communiquées par M. B. CROCE (p. 75-79), etc. Quelques travaux intéressent la philologie et la littérature italiennes (à citer surtout celui de M. E. MONACI sur les éléments français dans la plus ancienne poésie lyrique italienne, p. 237-248); un mémoire juridique de M. ARANGIO-RUIZ (p. 147-166) a trait aux actions confessoires et négatoires; enfin, plusieurs études sont consacrées à des questions d'histoire de l'art et d'archéologie. La place nous manque pour analyser ici plus complètement cet excellent recueil qui fait autant d'honneur à ceux qui l'ont composé qu'à celui auquel il est dédié; il nous suffira de renvoyer le lecteur curieux de plus de détail au compte-rendu qu'en a publié M. Cipolla dans l'*Archivio storico italiano*, t. XLIII, p. 152-161. L. H.

— Paul-Fridolin KEHR. *Regesta pontificum Romanorum. Italia pontificia*; t. IV : *Umbria, Picenum, Marsia* (Berlin, Weidmann, 1909, gr. in-8°, xxxiv-336 p.; prix : 12 m.). — Avec ce volume, consacré à l'Ombrie, aux Marches et aux Abruzzes, M. Kehr achève le catalogue des actes pontificaux antérieurs à l'année 1198 délivrés aux provinces de l'Italie centrale. Les diocèses représentés ici sont ceux de Spolète, Terni, Rieti, Narni, Amelia, Orvieto, Todi, Foligno, Nocera, Assise,

Pérouse, Gubbio, Città di Castello, Camerino, Fermo, Ascoli Piceno, Rimini, Pesaro, Fano, Senigallia, Ancône, Umana, Iesi, Osimo, Fossombrone, Urbino, Cagli, Montefeltro, Aquila, Marsi, Valva-Sulmona, Chieti, Penne, Teramo; le total des actes répertoriés s'élève à 753, dont 398 étaient restés inconnus de Jaffé et de ses continuateurs. La moisson a donc été presque aussi productive que pour la Toscane (cf. *Rev. hist.*, t. XCIX, p. 447). On retrouve d'ailleurs dans ce nouveau volume la même érudition et la même méthode rigoureuse que dans les précédents : c'est là non seulement l'œuvre d'un diplomate averti, qui sait au besoin indiquer en quelques mots son opinion sur l'authenticité ou la portée d'un acte, mais une vraie mine de renseignements, souvent tout à fait neufs, sur les archives italiennes et sur l'histoire même de certains évêchés ou de certains établissements ecclésiastiques peu ou mal étudiés jusqu'alors. On se félicitera en outre de l'heureuse idée qu'a eue M. Kehr de réparer une omission que nous avions, pour notre part, vivement déplorée (voir *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 400) en plaçant à la fin de ce tome IV un index alphabétique des personnages ou des établissements religieux auxquels ont été expédiés les actes catalogués dans les quatre premiers volumes des *Regesta* et l'on enregistrera avec plaisir l'engagement pris ici par l'auteur (p. v) de terminer son *Italia pontificia* par un index chronologique complet qui permettra de parer aux inconvénients que présente à certains égards l'ordre topographique qu'il a adopté.

L. H.

Pays-Bas. — Le célèbre orientaliste M.-J. DE GOEJE, mort le 17 mai dernier à l'âge de 72 ans, avait contribué largement à la renaissance des études d'histoire arabe par ses nombreuses publications de textes, dont les principales sont une *Bibliotheca geographorum Arabicorum* en huit volumes (1870-1894) et une monumentale édition des *Annales de Tabari* en quinze volumes (1871-1904). La plupart de ses travaux sortent du domaine habituel de nos études; mais l'on trouvera sur l'homme et son œuvre une excellente notice de M. Henri Cordier dans le cahier de juillet du *Journal des savants* (p. 326-331) : il suffira d'y renvoyer le lecteur.

République argentine. — Sous le titre de *Renacimiento* a commencé à paraître en juin dernier à Buenos-Aires une nouvelle revue mensuelle qui se propose de faire une place à l'histoire; et, de fait, dans les trois premiers fascicules, nous relevons des articles de M. Vedia y Mitre sur la guerre du Paraguay en 1869, sur Funes et la constitution argentine de 1819 et une étude de M. J. F. Capello sur Toscanelli et son œuvre cartographique. Des notes bibliographiques doivent permettre de se tenir au courant de la production littéraire et scientifique de la République argentine.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.

GÉNÉRALITÉS.

- Baudrillart (A.)*, *A. Vogt* et *U. Rouziès*. Dictionn. d'hist. et de géogr. ecclésiastiques, 447.
Egelhaaf. Gesch. der neuesten Zeit (1871-1909), 151.
Foucart (G.). La méthode comparative dans l'hist. des religions, 181.
Hubert (H.) et *M. Mauss*. Mélanges d'histoire des religions, 181.
 Jahresbericht des Geschichtswissenschaft, 458.
Lichtenberger (H.). Wagner, 233.
Mauss (M.). Voir *Hubert*.
Meyer. Kleines Konversations-Lexikon, 458.
Omout (H.). Catalogue des mss. de la coll. Philipps acquis pour la Bibl. nat., 220.
Reinach (S.). Orpheus, 300.
Rouziès (U.). Voir *Baudrillart*.
 Socialisme (le) à l'étranger, 233.
Susta. Die röm. Kurie u. das Konzil von Trient unter Pius IV. Aktenstücke, 238.
Van Gennep. Religions, mœurs et légendes, 181.
Vidal-Lablache. Atlas général, 219.
Vogt (A.). Voir *Baudrillart*.

ANTIQUITÉ.

- Babelon*. Voir *Cagnat*.
Bodereau (P.). La Capsa ancienne et la Gafsa moderne, 362.
Bonnard (L.) et *Percepiéd*. La Gaule thermale, 359.
Cagnat. Étude sur le camp de la légion III Auguste à Lambèse, 363.
 —, *Babelon* et *S. Reinach*. Atlas archéol. de Tunisie, 361.
 —, *Jouguet* et *Lafaye*. Inscriptiones graecae ad res romanas pertinentes, 361.
Chapot (V.). La frontière de l'Euphrate, 360.
Crémieu (L.). La justice privée; son évolution dans la procédure romaine, 352.
Dubois (Ch.). Pouzzoles antique, 357.
Espérandieu. Les fouilles d'Alésia (1906), 358.

- Espérandieu*. Recueil des bas-reliefs de la Gaule rom., 358.
Gauchler. Rapport sur des inscriptions lat. découvertes en Tunisie, 361.
Gsell. Atlas archéol. d'Algérie, 361.
Gusman. La Villa d'Hadrien, 356.
Jouguet. Voir *Cagnat*.
Lafaye. Voir *Cagnat*.
Merlin (A.). Le temple d'Apollon à Bulla Regia, 362.
 — et *L. Poinssot*. Inscriptions d'Uchi Majus, 362.
Meyer (Ed.). Gesch. des Altertums, 396.
Moret (A.). Au temps des pharaons, 220.
Percepiéd. Voir *Bonnard*.
Poinssot (L.). Voir *Merlin*.
Reymond (M.). Grenoble et Vienne, 359.
Thédénat. Le forum romain, 356.
Toutain. Le cadastre de l'Afrique rom., 363.
 — Les cultes païens dans l'empire rom., 356.
Trapenard. L'ager scripturarius, 353.
Reinach (S.). Voir *Cagnat*.
Valette (P.). L'Apologie d'Apulée, 355.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE.

- Archiv für Reformationsgesch., 364.
Bailieu (P.). Königin Luise, 142.
Berbig (G.). Quellen u. Darstellungen aus der Gesch. des Reformationsjahrhunderts, 368.
Bergengrün (A.). Staatsminister A. von der Heydt, 148.
 Chroniken der deutschen Städte vom 14-16 Jahrh., 374.
Chroust (A.). Monumenta palaeographica, 236.
Clemen (O.). Flugschriften aus der ersten Jahren der Reformation, 366.
 — Voir *Hell*.
Döberl (M.). Voir *Montgelas*.
Dorschel (G.). Maria Theresias Staats- u. Lebensanschauung, 135.
Erhard (O.). Der Bauernkrieg in der Grafschaft Kempten, 373.
Fechner (H.). Wirtschaftsgesch. der

- preuss. Provinz Schlesien (1741-1806), 137.
- Frédéric le Grand*. Politische Correspondenz, éd. Volz, 136.
- Friedensburg*. Nuntiaturberichte aus Deutschland. Legation des Kardinals Sfondrato, 378.
- Gesch. der Handelskammer zu Frankfurt a. M., 149.
- Goldschmidt (H.)*. Zentralbehörden u. Beamtentum im Kurfürstentum Mainz (16-18 Jahrh.), 134.
- Götz (J.-B.)*. Die Glaubensspaltung im Gebiete der Markgrafschaft Ansbach-Kulmbach (1520-35), 368.
- Goyau*. L'Allemagne religieuse, 406.
- Hages*. Introduction to the sources relat. to the germanic invasions, 462.
- Hegler (A.)*. Beiträge zur Gesch. der Mystik in der Reformationszeit, publ. p. W. Köhler, 365.
- Heidrich (K.)*. Preussen im Kampf gegen die franz. Revol., 138.
- Helt (Georg)*. Briefwechsel, éd. O. Clemen, 365.
- Hötzsch*. Stände u. Verwaltung von Cleve u. Mark (1666-1697), 133.
- Hirn (J.)*. Tirols Erhebung (1809), 144.
- Huppertz (A.)*. Münster im Siebenjähr. Kriege, 135.
- Kalkoff*. Aleander gegen Luther, 374.
- W. Capito im Dienste Erzbischofs Albrechts von Mainz, 375.
- Klajze (H.)*. Graf Reinhold von Kroc-kow, 142.
- Knibb*. Gesch. der kathol. Kirche in Mühlhausen in Thüringen (1525-1629), 368.
- Koch (H.)*. Gesch. des Seidengewerbes in Köln (13-18 Jahrh.), 137.
- Köchl*. Die Bauernkriege im Erzstift Salzburg (1525-26), 371.
- Köhler (W.)*. Voir *Hegler*.
- Kolde (Th.)*. Beiträge zur Bayerischen Kirchengesch., 369.
- Krägelin (P.)*. Heinrich Leo, 147.
- Kusej*. Joseph II und die äussere Kirchenverfassung Innerösterreichs, 136.
- Laubmann (G.)*. Voir *Montgelas*.
- Meier (E. von)*. Französische Einflüsse auf die Staats- u. Rechtsentwicklung Preussens, 139.
- Der Minister von Stein, 140.
- Metnecke (F.)*. Von Stein zu Bismarck, 146.
- Weltbürgertum u. Nationalstaat. Studien zur Genesis des deutschen Nationalstaates, 146.
- Montgelas (M.-J. von)*. Denkwürdigkeiten (1799-1817), éd. G. Laubmann et M. Döbert, 144.
- Müller (N.)*. G. Schwartzdertz, 376.
- Ney (J.)*. Die Reformation in Trier, 374.
- Niemüller (H.)*. Reformationsgesch. von Lippstadt, 374.
- Nirrnheim (O.)*. Das erste Jahr des Ministeriums Bismarck u. die öffentliche Meinung, 150.
- Preu (G.)*. Chronique, éd. Fr. Roth., 373.
- Reichel (H.)*. Die Ereignisse an der Saône (1162), 236.
- Roth (Fr.)*. Voir *Preu*.
- Schapiro*. Social reform and the Reformation, 462.
- Schmidt (Wilh.)*. Die Kirchen- und Schulvisitation im sächsischen Kurkreise (1555), 374.
- Schneider (F.-J.)*. Die Freimaurerei u. ihr Einfluss auf die geistige Kultur in Deutschland am Ende des 18 Jahrh., 134.
- Schulze (Fr.)*. Die Franzosenzeit im deutschen Landen, 139.
- Schweitzer (P.)*. Der Donaufeldzug (1546), 377.
- Sommer (H.)*. Voir *Zedler*.
- Stieda (W.)*. Die Universität Leipzig in ihrem tausendsten Semester, 459.
- Stolze (W.)*. Der deutsche Bauernkrieg, 372.
- Valentin (V.)*. Frankfurt a. M. und die Revol. von 1848-49, 147.
- Van Gulk. Joh. Gropper*, 367.
- Vollertini (H. von)*. Forschungen u. Beiträge z. Gesch. des Tiroler Aufstandes (1809), 145.
- Volz*. Voir *Frédéric le Grand*.
- Wappler (P.)*. Inquisition u. Ketzerprocesse in Zwickau zur Reformationszeit, 376.
- Th. Münzer in Zwickau, 376.
- Windelband (W.)*. Der Anfall des Breisgaus an Baden, 143.
- Wopfner*. Acta Tirolensia. Quellen zur Gesch. des Bauernkriegs (1525), 370.
- Wrede (A.)*. Deutsche Reichstagakten unter Kaiser Karl V, 369.
- Zedler et H. Sommer*. Die Matrikel der Hohen Schule u. des Paedagogiums zu Herborn, 134.
- Ziekursch*. Das Ergebnis der friderizian. Städteverwaltung u. die Städteordnung Steins, 140.

ANGLETERRE ET COLONIES.

- Andrews (Ch. M.)*. British committees, commissions and councils of trade and plantations (1622-1675), 153.
- Bardoux (J.)*. Silhouettes d'outre-Manche, 238.
- Bastide (Ch.)*. L'anglicanisme, 459.
- Beer (G. L.)*. British colonial policy (1754-65), 154.
- The origins of the british colonial system (1578-1600), 152.

- Brisco (N. A.)*. The economic policy of R. Walpole, 165.
- Browning (O.)*. Despatches from Paris (1784-90), 459.
- Bryan (J. W.)*. The development of the engl. law of conspiracy, 166.
- Demimuid*. Saint Thomas Becket, 237.
- Fortescue*. The county lieutenancies and the army (1803-1814), 167.
- Hannay (D.)*. A short history of the royal navy (1689-1815), 237.
- Hasboch (W.)*. A history of the engl. agricultural labourer, 163.
- Hastings (G. W.)*. A vindication of Warren Hastings, 157.
- Hazelline*. Gesch. des engl. Pfandrechtes, 166.
- Hearnshaw*. Leet jurisdiction in England, 167.
- Henriques (H. S. Q.)*. The Jews and the engl. laws, 166.
- Hughes (Th.)*. History of the Society of Jesus in North America, 156.
- Jenkes*. The origin, the organization and the location of the staple of England, 164.
- Lewis (G. R.)*. The stannaries, 165.
- Lucas (C. P.)*. A history of Canada (1763-1812), 156.
- Maitland (F. W.)*. The constitutional history of England, 157.
- Ollion*. Notes sur la correspondance de J. Locke, 346.
- Osgood (H. L.)*. The american colonies in the 17 century, 153.
- Porritt (E. et A.)*. The unreformed House of Commons before 1832, 160.
- Putnam (B. H.)*. The enforcement of the statutes of labourers (1349-59), 162.
- Redlich (J.)*. The procedure of the House of Commons, 160.
- Round*. The Great Roll of Pipe (1179-80), 237.
- Smith (J. H.)*. Our struggle for the fourteenth colony. Canada and the american Revol., 155.
- Unwin (G.)*. The guilds and companies of London, 163.
- Vaughn*. The origin and early development of the engl. universities, 167.
- Wade-Evans*. Welsh medieval law. Being a text of the laws of Howell the Good, 165.
- Webb (S. et B.)*. Engl. local government (1689-1835), 159.
- White (A. B.)*. The making of the engl. Constitution, 158.
- Williams (J. B.)*. A history of engl. Journalism, 161.
- Wood (W.)*. The logs of the conquest of Canada, 460.

DANEMARK.

- Steenstrup*. Indledende Studier over de ældste Danske Stednavnes Bygning, 239.

ÉTATS-UNIS.

- Gephart*. Transportation and industrial development in the Middle West, 462.
- Meyer (E.-C.)*. Wahlamt u. Vorwahl in der Vereinigten Staaten von Nord Amerika, 408.

FRANCE ET COLONIES.

- Arnaud (R.)*. Le fils de Fréron, 121.
- Aubert (F.)*. Voir *Guillaume du Breuil*.
- Aulard*. Recueil des actes du Comité de Salut public, 115.
- Barenton (H. de)*. Jeanne d'Arc franciscaine, 222.
- Barine (Arvède)*. Madame, mère du régent, 337.
- Batz-Trenquelléon (Ch. de)*. Un aventurier gascon. Le vrai baron de Batz, 230.
- Bligny-Bondurand*. Cahiers des doléances de la sénéchaussée de Nîmes, 112.
- Boissy d'Anglas*. Louis XVII et ses descendants, 231.
- Bonet-Maury*. La liberté de conscience en France depuis l'édit de Nantes; 2^e éd., 233.
- Bord (G.)*. La fin de deux légendes : l'affaire Léonard ; le baron de Batz, 230.
- La franc-maçonnerie en France des origines à 1815, 348.
- Bossuet*. Correspondance, éd. *Ch. Urbain et E. Levesque*, 225.
- Bouchette (F.-J.)*, membre de l'Assemblée constituante (1753-1810). Lettres, éd. *Looten*, 118.
- Bouffet (H.)*. Bredom, 449.
- Bourgeois (É.)*. La diplomatie secrète au XVIII^e s. Le secret du régent, 340.
- Bourgoin (G.)*. L'agriculture, 227.
- Le partage des biens communaux, 114.
- Boutroux (P.)*. Voir *Pascal*.
- Bréard (Ch.)*. Cartulaires de St-Ymeren-Auge et de Briquibec, 221.
- Bridrey (H.)*. Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin, 112.
- Bruchet (M.)*. L'abolition des droits seigneuriaux en Savoie, 114.
- Brunschwig*. Voir *Pascal*.
- Buffenoir (H.)*. Le prestige de J.-J. Rousseau, 347.
- Capeletti (L.)*. Napoleone I, 452.
- Carcopino (J.)*. L'enseignement de

- l'histoire dans les écoles centrales de la Révol., 451.
- Cauchie (A.)*. Voir *Lesueur*.
- Charrier (J.)*. Claude Fauchet, évêque constitutionnel du Calvados, 118.
- Chelminski*. Voir *Chlapowski*.
- Chevalier (D^r U.)*. Souvenirs (1804-1853), 232.
- Chilly (L. de)*. La Tour du Pin, 117.
- Chlapowski*. Mémoires sur les guerres de Napoléon, éd. *Chelminski* et *A. Malibran*, 455.
- + *Chuquet (A.)*. Voir *Griois*.
- Combet (J.)*. La question économique à Nice pendant la Révol., 228.
- Contenson (L. de)*. Voir *Souigny*.
- Coudreux (Comm^e)*. Lettres à son frère (1804-15), éd. *G. Schlumberger*, 454.
- Darcy (J.)*. France et Angleterre. Cent ans de rivalité coloniale; l'affaire de Madagascar, 232.
- Daudet (E.)*. L'exil et la mort du général Moreau, 132.
- Daville (L.)*. Les prétentions de Charles III, duc de Lorraine, à la couronne de France, 335.
- Dedieu (J.)*. Montesquieu et la tradition politique anglaise en France, 346.
- Despatys*. La Révolution, la Terreur, le Directoire, d'après les mémoires de Gaillard, 125.
- Dominique (L.-C.)*. Un gouverneur général de l'Algérie : l'amiral de Gueydon, 232.
- Dorvaux* et *Lesprand*. Cahiers de doléances des bailliages de Boulay et Bouzonville, 351.
- Du Lac (R.)*. Le général comte de Précý, 122.
- Duprat (E.)*. Les origines de l'Eglise d'Avignon, 448.
- Esparbès (G. d') et Fleischmann*. 1804-1805. L'épopée du sacre, 452.
- Féret (P.)*. La Faculté de théologie de Paris, 345.
- Fischer (G.)*. Die Schlacht bei Novara, 333.
- Fleischmann*. Voir *G. d'Esparbès*.
- Fourastié (V.)*. Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Cahors, 112.
- Fournier (Joseph)*. Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Marseille, 112.
- Franklin (A.)*. Le duel de Jarnac et de La Châtaigneraie, 223.
- García (G.)*. La intervención francesa en México segun el archivo del mariscal Bazaine, 240.
- Geoffroy de Grandmaison*. Voir *La Forest*.
- Giraud-Mangin*. Voir *Rovère*.
- Gonnet (E.)*. Essai sur l'hist. du diocèse du Puy-en-Velay (1789-1802), 126.
- Griois (Général)*. Mémoires, éd. *A. Chuquet*, 131.
- Guillaume (P.)*. Recueil des réponses faites par les communautés de l'élection de Gap au questionnaire des Etats du Dauphiné, 113.
- Guillaume du Breuil*. *Stilus curie* Parlementi, éd. *F. Aubert*, 451.
- Handelsman*. Napoléon et la Pologne, 130.
- Hauser (H.)*. Les sources de l'hist. de France, xvi^e siècle, 222.
- Helmolt (H. F.)*. Liselottens Briefe an Sophie Dorothee von Preussen, 338.
- Hennequin*. Le corps d'observation des Alpes en 1815, 456.
- Henriot (G.)*. La réaction thermidorienne. Lettres de J.-S. Le Paige, 229.
- Hérelle (G.)*. Documents inéd. sur le protestantisme à Vitry-le-François, etc., 338.
- Jouve (M.)*. Voir *Rovère*.
- La Forest (C^{te} de)*. Correspondance, éd. *Geoffroy de Grandmaison*, 131.
- Lang (A.)*. The Maid of France, 62.
- Lange (M.)*. La Bruyère, critique des conditions et des institutions sociales, 339.
- Voir *Ruffey*.
- Larivière (Ch. de)*. La France et la Russie au xviii^e s., 343.
- Laval (V.)*. Voir *Rovère*.
- Le Brethon*. Voir *Murat*.
- Leclerc (G.)*. La juridiction consulaire de Paris pendant la Révol., 127.
- Le Paige (J.-S.)*. Lettres (an V), éd. *G. Henriot*, 229.
- Lepreux (G.)*. Gallia typographica, 447.
- Lesprand*. Voir *Dorvaux*.
- Lesueur (F.) et A. Cauchie*. Cahiers de doléances des bailliages de Blois et de Romorantin, 112.
- Lelaconnoux (J.)*. Les subsistances et le commerce des grains en Bretagne au xviii^e s., 349.
- Levainville (J.)*. Le Morvan, 401.
- Levesque (E.)*. Voir *Bossuet*.
- L'Hermitte*. Un modèle de statistique dans la Sarthe (an IX), 228.
- Longnon (A.)*. Nouvelles recherches sur les personnages de « Raoul de Cambrai », 221.
- Looten*. Voir *Bouchette*.
- Macdonald (F.)*. La légende de J.-J. Rousseau, 346.
- Maistre (Lⁱ-col.)*. Spicheren, 187.
- Malibran*. Voir *Chlapowski*.
- Mallet (E.)*. Les élections du bailliage secondaire de Pontoise en 1789, 351.
- Martin Saint-Léon (E.)*. Hist. des corporations de métiers, 451.

- Méneval (de)**. Marie-Louise et la cour d'Autriche (1814-1815), 231.
- Meyer (Paul)**. Documents linguistiques du midi de la France, 232.
- Mirot (L.)**. La chronique de Morigny, 449.
- Morrow Fling**. Mirabeau and the french Revol., 116.
- Moulin (P.)**. Département des Bouches-du-Rhône. Documents relatifs à la vente des biens nationaux, 113.
- Mourlot (F.)**. Recueil des documents économiques du district d'Alençon, 114.
- Murat et Le Brethon**. Lettres et doc. pour servir à l'hist. de Joachim Murat, 129.
- Napoléon I^{er}**. Supplément à sa Correspondance, éd. Skalkowski, 452.
- Navarre (M.)**. Le Comité de Salut public, 228.
- Pascal**. Œuvres, éd. Brunschvicg et P. Bouthoux, 224.
- Peltier (É.)**. Voir **Philippot**.
- Perroud (Cl.)**. Voir **Roland**.
- Philippot (sergent)**. Cahier (1793-1815), éd. E. Peltier, 230.
- Pingaud (L.)**. Jean de Bry, 121.
- Porée (Ch.)**. Cahiers de doléances du bailliage de Sens, 112.
- Ramin (H.)**. Notre très vieux Paris, 221.
- Reisel (V^{te} de)**. Grandes dames, tragédiennes et aventurières, 345.
- Renaux (C.)**. Le marquis Odon de Savoie. L'affaire du mariage (1034), 449.
- Réveillaud (E.)**. Véritables faits et gestes du seigneur Benjamin Prioleau, 223.
- Robespierre**. Discours et rapports, éd. Ch. Vellay, 229.
- Robinaux**. Journal de route (1803-32), éd. G. Schlumberger, 454.
- Roederer (P.-L.)**. Journal, éd. M. Vitrac, 129.
- Roland (M^{me})**. Lettres d'amour, éd. Cl. Perroud, 347.
- Romier (L.)**. Jacques d'Albon de St-André, 334.
- Rossel (F.)**. Autour d'un prêt hypothécaire. Voltaire créancier du Wurtemberg, 225.
- Rousseau (L.)**. Les relations diplom. de la France et de la Turquie au début du XVIII^e s., 342.
- Rovère**. Correspondance avec Goupilleau de Montaigu (1794-95), éd. M. Jouve et Giraud-Mangin, 119.
- Lettres à son frère Simon Stylite, éd. V. Laval, 120.
- Rozet de Mandres**. Les régiments de la division Margueritte à Sedan, 187.
- Rud'er (G.)**. La jeunesse de Benjamin Constant, 128.
- Ruffey (R. de)**. Hist. secrète de l'Acad. de Dijon (1741-70), éd. M. Lange, 339.
- Savine (A.)**. L'abdication de Bayonne, 453.
- Saint-André (Cl.)**. M^{me} du Barry, 344.
- Scheibe (A.)**. Die französ. Revolution, 226.
- Schelle**. Turgot, 226.
- Schlumberger (G.)**. Voir **Coudreaux, Robinaux**.
- Schmidt (Ch.)**. Les sources de l'hist. de France depuis 1789 aux Arch. nat., 116.
- Sagnac (Ph.)**. La révolution du 10 août 1792, 123.
- Sion (J.)**. Les paysans de la Normandie orientale, 401.
- Skalkowski**. Voir **Napoléon I^{er}**.
- Sonis (H. de)**. Le 17^e corps à Loigny, 456.
- Souvigny (C^{te} de)**. Mémoires, éd. L. de Contenson, 337.
- Thompson (J. W.)**. The wars of Religion in France, 333.
- Tuetey (A.)**. Les papiers des assemblées de la Révol. aux Arch. nat., 115.
- Urbain (Ch.)**. Voir **Bossuet**.
- Van Vlijmen**. Vers la Bérésina (1812), 453.
- Vellay (Ch.)**. Voir **Robespierre**.
- Vindry (Fleury)**. Les parlementaires français au XVI^e s., 332.
- Vitrac (M.)**. Voir **Roederer**.
- Wiens (E.)**. Fancan u. die französ. Politik, 336.
- Wittmer**. Ch. de Villers, 226.
- Zweig**. Die Lehre vom « Pouvoir constituant », 227.

ITALIE.

- Bandini (G.)**. Giornali e scritti politici clandestini della carboneria romagnola (1819-21), 384.
- Bonnesfons (A.)**. La chute de la républ. de Venise, 380.
- Cochin (H.)**. Voir **Dante**.
- Colocci (A.)**. Griscelli e le sue memorie, 394.
- Dante Alighieri**. Vita nova, trad. H. Cochin, 239.
- Fé d'Ostiani**. Brescia nel 1796, 379.
- Gauthiez (P.)**. Dante, 239.
- Kehr (P. F.)**. Regesta pontif. Roman. Italia pontificia, 464.
- Latorre (H. de)**. A la liberté, 392.
- Lumbroso (A.)**. Attraverso la Rivoluzione e il primo Impero, 380.
- Luzio (A.)**. I martiri di Belfiore, 393.
- Nuovi documenti sul processo Confalonieri, 385.
- Marradi (A.)**. G. Montanelli e la Toscana (1815-62), 388.

Mazzini. Lettres à Melegari, éd. D. Melegari, 386.

Melegari (D.). La jeune Italie et la jeune Europe. Lettre de J. Mazzini à L.-A. Melegari, 386.

Mormina Penna. L'idea sociale di G. Mazzini, 387.

Ottolenghi. Padova e il dipartimento del Brenta (1813-15), 381.

Paolillo. La setta dei carbonari di Barletta, 385.

Scritti di storia, di filologia et d'arte (nozze Fedele-De Fabritiis), 464.

Sforza (Giov.). La rivoluz. del 1831 nel ducato di Modena, 391.

Solmi (A.). Storia del diritto italiano, 463.

Tosta (C.). La rivoluz. piemontese (1821), 390.

Weil (M.-H.). J. Murat, roi de Naples, 382.

PAYS-BAS.

(BELGIQUE ET HOLLANDE).

Becht. Statistische gegevens betreffende den handelsoorzet van de Republiek der Vereenigde Nederlanden (1579-1715), 174.

Brom. Archivalia in Italië; Rome, 177.

Bussemaker. Archives de la maison d'Orange-Nassau, 177.

Colenbrander. Gedenkstukken der algemeene geschiedenis van Nederland (1795-1840), 178.

— Ontstaan der Grondwet, 179.

Eggen. De invloed door Zuid-Nederland op Noord-Nederland (16-17 eeuw), 173.

Görriis. Dr. Nuyens (1823-94), 179.

Hotz. Voir *Speelman*.

Jacobus Trajecti. Narratio de inchoatione domus clericorum in Zwollis, éd. *Schoengen*, 171.

Kernkampff. Documents hollandais des archives suédoises, 176.

Knuttel. Acta der Synoden van Zuid-Holland (1621-1700), 178.

Kolkert. Nederland en het Zweedsche Imperialisme, 176.

Krom. De populis Germanis antiquo tempore patriam nostram incolentibus Anglosaxonumque migrationibus, 169.

Ligtenberg. De armenzorg te Leiden tot het einde van de 16 eeuw, 173.

Manfroni (C.). Storia dell' Olanda, 168.

Pirenne (H.). Album belge de diplomatique, 238.

Poelman. Geschiedenis van den handel van Noord-Nederland gedurende het merovingische en karoling. tijdvak, 170.

Posthumus. De Geschiedenis van de Leidsche lakenindustrie, 171.

Reimers (H.). Friesische Papsturkunden aus dem Vatikan. Archive, 171.

Schoengen. Voir *Jacobus*.

Speelman (C.). Journaals der reis van den gezant der O. J. Compagnie Joan Cunaes naar Perzië (1651-52), éd. *Hotz*, 175.

Van Brakel. De Hollandische Handelscompagnieën der 17 eeuw, 173.

Watjen. Die Niederländer im Mittelmeergebiet, 175.

SUISSE.

Kreutzer (J.). Zwinglis Lehre von der Obrigkeit, 377.

Wotschke. Briefwechsel der Schweizer mit den Polen, 366.

TURQUIE.

Fehmi (Y.). Hist. de la Turquie, 186.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

	Pages
Louis BATIFFOL. Louis XIII et le duc de Luynes; <i>1^{re} partie</i> .	241
Henry HARRISSE. Sébastien Cabot, pilote-major de Charles- Quint (1512-1547).	1
Pierre LEHAUTCOURT. La capitulation de Laon (9 sept. 1870).	17, 265

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

G. CANTON. Napoléon et l'abbé Hanon, supérieur des Mis- sions étrangères et des sœurs de Saint-Vincent-de- Paul	88, 314
A. ESMEIN. Encore un historien de Jeanne d'Arc	62
Louis HALPHEN. Les biographes de Thomas Becket . . .	35
Robert MICHEL. Les chevaliers du château des Arènes de Nîmes aux XII ^e et XIII ^e siècles	45
Gabriel MONOD et Alfred LOISY. <i>L'Orpheus</i> de M. S. Reinach.	300

BULLETIN HISTORIQUE.

Les jubilé de Genève, par Gabriel MONOD	100
Antiquités romaines. Publications françaises, par J. Tou- tain	352
Histoire d'Allemagne. Publications relatives à l'histoire de la Réforme, par Alfred STERN	364
— De 1648 à nos jours, par Paul DARMSTAEDTER . . .	133
Histoire d'Angleterre, par Ch. BÉMONT.	152
Histoire de France. Époque moderne, par Henri HAUSER.	332
— Époque de la Révolution et de l'Empire, par Rod. REUSS	111
Histoire d'Italie. Époque contemporaine, par Georges BOURGIN	379
Histoire des Pays-Bas, par Th. BUSSEMAKER.	168

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Youssef FEHMI. Histoire de la Turquie. (E. Driault.) . .	186
--	-----

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1909.]

TABLE DES MATIÈRES.

473

Pages

G. FOUCART. La méthode comparative dans l'histoire des religions. (P. Oltramare.)	181
Georges GOYAU. L'Allemagne religieuse. Le catholicisme (1800-1870); t. III-IV. (E. Driault.)	406
H. HUBERT et M. MAUSS. Mélanges d'histoire des religions. (P. Oltramare.)	181
J. LEVAINVILLE. Le Morvan, étude de géographie humaine. (H. Hauser.)	401
MAISTRE. Spicheren, 6 août 1870. (A. Dreyfus.)	187
Ed. MEYER. Geschichte des Altertums; I, 2. (G. Maspero.)	396
E. C. MEYER. Wahlamt und Vorwahl in der Vereinigten Staaten von Nord Amerika. (Ch. Seignobos.)	408
ROZAT DE MANDRES. Les régiments de la division Margueritte et les charges à Sedan. (A. Dreyfus.)	187
Jules SION. Les paysans de la Normandie orientale. Étude géographique. (H. Hauser.)	401
A. VAN GENNEP. Religions, mœurs et légendes. (P. Oltramare.)	181

CORRESPONDANCE.

A propos de l'assemblée de Mantaille (879). Lettre de M. BRIENNE et réponse de M. LAUER	180
Les tarifs de la loi salique. Lettre de M. François RICCI	410

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

(Liste alphabétique.)

ALLEMAGNE.

1. Bayerische Akademie der Wissensch. Sitzungsberichte.	432
2. Deutsche Rundschau	208
3. Forschungen zur brandenburg. u. preussischen Gesch.	208
4. Göttingische gelehrte Anzeigen	209, 433
5. Hermes	434
6. Historische Vierteljahrschrift	207, 431
7. Historische Zeitschrift	208, 431
8. Mainzer Zeitschrift	434
9. Neues Archiv d. Gesellsch. f. deutsche Geschichtskunde.	210
10. Preussische Akademie der Wissensch. Abhandlungen	435
11. Preussische Akademie der Wissensch. Sitzungsberichte	435
12. Vierteljahrschrift f. Social- u. Wirtschaftsgeschichte	435
13. Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins.	210

	Pages
14. Zeitschrift für katholische Theologie	210
15. Zeitschrift für Kirchengeschichte	435

ANGLETERRE.

1. Athenæum (the)	211
2. Edinburgh Review	213
3. English historical Review (the)	436
4. Nineteenth Century (the)	212
5. Quarterly Review	212
6. Scottish historical Review (the)	213

AUTRICHE.

1. Mitteil. des Instituts für österr. Geschichtsforschung	437
---	-----

BELGIQUE.

1. Analectes de l'ordre de Prémontré	213
2. Analectes pour servir à l'hist. ecclés. de la Belgique	214
3. Annales de la Fédération archéol. et hist. de Belgique	214
4. Bulletin de la Société d'hist. et archéol. de Gand	214
5. Publications de la Société historique du Limbourg	215
6. Revue bénédictine	215
7. Revue de Belgique	216
8. Revue de l'Instruction publique en Belgique	216
9. Revue de l'université de Bruxelles	217
10. Revue d'histoire ecclésiastique	218
11. Revue générale	218

ESPAGNE.

1. Revista de archivos, bibliotecas y museos	438
--	-----

FRANCE.

1. Acad. des sciences morales et polit. Séances et travaux	193
2. Annales de Bretagne	428
3. Annales de l'est et du nord	205, 429
4. Annales des sciences politiques	422
5. Annales révolutionnaires	197, 420
6. Bibliographe moderne	200
7. Bibliothèque de l'École des chartes	417
8. Bulletin de correspondance hellénique	194
9. Bulletin de la Société de l'histoire de Paris	206
10. Bulletin italien	200
11. Correspondant (le)	201
12. Études. Revue fondée par des Pères de la C ^{ie} de Jésus	202, 423

TABLE DES MATIÈRES.

475

	Pages
13. Feuilles d'histoire	195, 418
14. Mélanges d'archéologie et d'histoire	194
15. Moyen âge (le).	417
16. Nouvelle revue historique de droit franç. et étranger	416
17. Révolution dans l'Aube (la)	206
18. Révolution de 1848 (la)	200
19. Révolution française (la)	199, 421
20. Revue (la)	423
21. Revue africaine	206
22. Revue bleue	424
23. Revue critique d'histoire et de littérature	204, 421
24. Revue de Bretagne	429
25. Revue de Gascogne	206
26. Revue de l'Anjou	430
27. Revue de l'histoire des religions	193, 416
28. Revue de Paris	203
29. Revue de synthèse historique	191, 413
30. Revue des Deux Mondes	204, 425
31. Revue des études historiques	415
32. Revue des Pyrénées	207
33. Revue des questions historiques	191, 414
34. Revue d'histoire moderne et contemporaine.	194, 418
35. Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée	197
36. Revue générale du droit	193
37. Revue hebdomadaire	427
38. Revue Henri IV	419
39. Revue savoisiennne	207
40. Société de l'histoire du protestantisme franç. Bulletin	194
41. Société des antiquaires de l'ouest. Bulletin	430

HONGRIE.

1. Budapesti Szemle	439
2. Revue de Hongrie	439
3. Századok	439

ITALIE.

1. Archivio storico italiano	441
2. Archivio storico lombardo	442
3. Atti e memorie della Deputazione di storia di Romagna.	442
4. Bullettino dell' Istituto storico italiano	442
5. Miscellanea di storia italiana	443
6. Nuovo archivio veneto	443
7. Rivista storica italiana.	444
8. Rendiconti della R. Accademia dei Lincei	444

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

<i>Allemagne</i> , par L. HALPHEN	235, 458
<i>Angleterre</i> , par Ch. BÉMONT, L. HALPHEN, G. MONOD	237, 459
<i>Autriche</i> , par G. CONSTANT	238, 461
<i>Belgique</i>	238, 461
<i>Danemark</i> , par G. BLONDEL	238
<i>Égypte</i>	461
<i>États-Unis</i>	462
<i>France</i> , par A. DREYFUS, E. DRIAULT, L. HALPHEN, H. HAUSER, G. MONOD, R. REUSS	219, 445
<i>Hongrie</i> , par I. KONT	462
<i>Italie</i> , par L. HALPHEN et G. MONOD	239, 463
<i>Mexique</i> , par H. LÉONARDON	240
<i>Pays-Bas</i>	465
<i>République argentine</i>	465
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	466

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

34^e ANNÉE. — TOME CII.

II. — Novembre-Décembre 1909.

SOMMAIRE.

Louis Batiffol. Louis XIII et le duc de Luynes; 1^{re} partie.

Pierre Lehautcourt. La capitulation de Laon (9 septembre 1870);
fin.

Gabriel Monod et Alfred Loisy. L'Orpheus de M. S. Reinach.

G. Canton. Napoléon et l'abbé Hanon, supérieur des Missions étrangères et des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul; *fin.*

Bulletin historique : Histoire de France. Epoque moderne, par Henri HAUSER. — Antiquités romaines. Publications françaises, par J. TOUTAIN. — Histoire d'Allemagne. Publications relatives à l'histoire de la Réforme, par Alfred STERN. — Histoire d'Italie. Epoque contemporaine, par Georges BOURGIN.

Comptes-rendus critiques. (Pour le détail, voir au verso.)

Correspondance. Les tarifs de la loi salique, par François RICCI.

Recueils périodiques et sociétés savantes.

Chronique et bibliographie.

FÉLIX ALCAN, Éditeur

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

PARIS, 6^e

203

Renouvellement d'abonnement du 1^{er} janvier 1910.

Cette livraison étant la dernière de l'année 1909, nous prions ceux de nos abonnés qui désirent se réabonner pour l'année 1910 de nous adresser leur renouvellement par l'intermédiaire de leur libraire ou du bureau de poste. — Tout abonné qui ne nous aura pas envoyé pour le 15 décembre un avis contraire recevra par l'intermédiaire de la poste une quittance du montant de son abonnement pour 1910.

AVIS IMPORTANT.

Les demandes de tirages à part d'articles doivent être adressées au secrétaire de la Revue en même temps que les premières épreuves.

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LES COMPTES-RENDUS

DE LA PRÉSENTE LIVRAISON.

- Ed. MEYER. Geschichte des Altertums (**G. Maspero**).
Jules SION. Les paysans de la Normandie orientale. — J. LEVAINVILLE. Le Morvan, étude de géographie humaine (**Henri Hauser**).
Georges GOYAU. L'Allemagne religieuse. Le catholicisme, 1800-1870 (**Edouard Driault**).
E. C. MEYER. Wahlamt und Vorwahl in der Vereinigten Staaten von Nord Amerika (**Ch. Seignobos**).

LES PROCHAINS NUMÉROS CONTIENDRONT :

- L. Batifol.** Louis XIII et le duc de Luynes; *fin*.
G. Bloch. Les théories récentes sur la plèbe romaine.
G. Bourgin. Santa Rosa et la France, 1821-1822.
E. Buron. Les prophètes de la révolution américaine.
G. Caudrillier. Le complot de l'an XII.
H. Cavaillès. Une fédération pyrénéenne. Les traités de lies et passeries.
V. Ermoni. La question nestorienne, à propos de la découverte d'un document.
C. d'Eschevannes. Journal de campagne du maréchal de Crissé (1761).
L. Febvre. L'application du concile de Trente et l'excommunication pour dettes en Franche-Comté.
P. Gaffarel. La réaction thermidorienne à Marseille, Aix et Tarascon.
C. Jullian. L'organisation et le gouvernement de la Gaule par César, Auguste et Tibère.
W. Kybal. Etude sur les origines du mouvement hussite en Bohême au XIV^e siècle : Mathias de Janov.
L. Lévêque. Le comte de Brienne (1595-1666).
A. Mathiez. Les philosophes et la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France à la fin du XVIII^e siècle.
J. Nouaillac. L'affaire de Mantoue en 1613. L'avis de Villeroy à Marie de Médicis (8 nov. 1613).
H. Prentout. Littus Saxonicum. Saxones Bajocassini. Otlinga Saxonica.
M. Rouff. Une grève de gagne-deniers en 1786.
Ph. Sagnac. La politique commerciale de la France avec l'étranger, de la paix de Ryswyk à la paix d'Utrecht (1697-1713).
H. Sée. La rédaction et la valeur des cahiers de paroisses pour la convocation des Etats-Généraux en 1789.
G. Yakschitch. Histoire d'un faux. Compte-rendu de l'assemblée tenue à Cucci (Monténégro) en 1614.

N.-B. — *La Direction de la Revue historique n'est pas responsable des manuscrits non insérés.*

REVUE HISTORIQUE

PARAISSENT TOUS LES DEUX MOIS PAR FASCICULES DE 15 A 16 FEUILLES
ET FORMANT TROIS VOLUMES DE 500 PAGES ENVIRON PAR AN.

Abonnements et administration : librairie FÉLIX ALCAN, Paris, 6*.

Bureau de la Rédaction : 108, boulevard Saint-Germain (librairie FÉLIX ALCAN), le mercredi, de 2 1/2 à 5 heures.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION :

Un numéro 6 fr.

Un an pour Paris, 30 fr. — Départements et étranger, 33 fr.

Les années écoulées se vendent séparément 30 francs, et par fascicules de 6 francs. Les fascicules de la première année se vendent 9 francs.

La reproduction et la traduction des travaux de la REVUE HISTORIQUE sont interdites.

Il sera rendu compte de tous les ouvrages et publications périodiques dont il sera envoyé un exemplaire au bureau de la REVUE.

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

PARIS A LONDRES

viâ ROUEN, DIEPPE et NEWHAVEN

Par la gare SAINT-LAZARE

SERVICES RAPIDES TOUS LES JOURS ET TOUTE L'ANNÉE

(Dimanches et Fêtes compris).

DÉPARTS DE PARIS-SAINT-LAZARE

à 10 h. 20 MATIN (1^{re} et 2^e Classes seulement) et 9 h. 20 SOIR (1^{re}, 2^e et 3^e Classes).

DÉPARTS DE LONDRES :

VICTORIA (C^{ie} de Brighton) à 10 h. MATIN (1^{re} et 2^e classes seulement).

LONDON-BRIDGE et VICTORIA à 8 h. 45 SOIR (1^{re}, 2^e et 3^e Classes).

Trajet de jour en 8 h. 40.

GRANDE ÉCONOMIE

BILLETS SIMPLES VALABLES PENDANT 7 JOURS. — BILLETS D'ALLER ET RETOUR VALABLES PENDANT UN MOIS

1 ^{re} Classe	48 fr. 25	1 ^{re} Classe	82 fr. 75
2 ^e Classe	35 fr.	2 ^e Classe	58 fr. 75
3 ^e Classe	23 fr. 25	3 ^e Classe	41 fr. 50

Ces billets donnent le droit de s'arrêter, sans supplément de prix, à toutes les gares situées sur le parcours, ainsi qu'à BRIGHTON.

Les trains du service de jour entre Paris et Dieppe et vice-versa comportent des voitures de 1^{re} Classe et de 2^e Classe à couloir avec W. C. et toilette ainsi qu'un wagon-restaurant; ceux du service de nuit comportent des voitures à couloir des trois classes avec W. C. et toilette. Une des voitures de 1^{re} Classe à couloir des trains de nuit comporte des compartiments à couchettes (supplément de 5 fr. par place). Les couchettes peuvent être retenues à l'avance aux gares de Paris et de Dieppe moyennant une surtaxe de 1 fr. par couchette.

EXCURSIONS

BILLETS D'ALLER ET RETOUR VALABLES PENDANT 14 JOURS

DÉLIVRÉS à l'OCCASION DES FÊTES de PÂQUES, de la PENTECÔTE, de l'ASSOMPTION et de NOËL

De Paris-Saint-Lazare à Londres et vice-versa

1^{re} Classe : 49 fr. 05 — 2^e Classe : 37 fr. 80 — 3^e Classe : 32 fr. 50

Pour plus de renseignements, demander le bulletin spécial du Service de Paris à Londres, que l'administration des Chemins de fer de l'Etat envoie franco à domicile sur demande affranchie adressée au Secrétariat de la Direction (Service de la Publicité), 20, rue de Rome, à Paris.

REVUE HISTORIQUE.

Novembre-Décembre 1909.

CHEMINS DE FER DU MIDI

BILLETS D'ALLER ET RETOUR INDIVIDUELS

POUR LES STATIONS DES PYRÉNÉES

Billets délivrés toute l'année avec réduction de 25 0/0 en 1^{re} classe et 20 0/0 en 2^e et 3^e classes dans les gares des réseaux du Nord (Paris-Nord excepté), de l'Etat, d'Orléans et dans les gares du Midi situées à 50 kilomètres au moins de la destination.

Durée : 33 jours, non compris les jours de départ et d'arrivée.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

Ces billets doivent être demandés 3 jours à l'avance à la gare de départ.

Un arrêt facultatif est autorisé à l'aller et au retour pour tout parcours de plus de 400 kilomètres.

AVIS. — Un livret indiquant en détail les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les excursions est envoyé franco à toute personne qui en a fait la demande au Service commercial de la Compagnie, 54, boulevard Haussmann, à Paris (IX^e arrond^t).

BILLETS DE FAMILLE

POUR LES STATIONS DES PYRÉNÉES

Billets délivrés toute l'année dans les gares des réseaux du Nord (Paris-Nord excepté), de l'Etat, d'Orléans, du Midi et de Paris-Lyon-Méditerranée, suivant l'itinéraire choisi par le voyageur, et avec les réductions suivantes sur les prix du tarif général pour un parcours (aller et retour compris) d'au moins 300 kilomètres : Pour une famille de 2 personnes, 20 0/0; de 3 personnes, 25 0/0; de 4 personnes, 30 0/0; de 5 personnes, 35 0/0; de 6 personnes ou plus, 40 0/0.

Exceptionnellement pour les parcours empruntant le réseau de Paris-Lyon-Méditerranée, les billets ne sont délivrés qu'aux familles d'au moins quatre personnes et le prix s'obtient en ajoutant au prix de 6 billets simples ordinaires le prix d'un de ces billets pour chaque membre de la famille en plus de trois.

Arrêts facultatifs sur tous les points du parcours désignés sur la demande.

Durée : 33 jours, non compris les jours de départ et d'arrivée.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

Ces billets doivent être demandés au moins 4 jours à l'avance à la gare de départ.

Voyages circulaires à prix réduits

Paris — Centre de la France — Pyrénées.

Trois voyages différents au choix du voyageur.

Billets délivrés toute l'année aux prix uniformes ci-après pour les trois itinéraires, 1^{re} classe, 163 fr. 50; 2^e classe, 122 fr. 50.

Durée : 30 jours non compris celui du départ.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

Provence — Pyrénées.

Prix.	{ 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e parcours....	68 fr. en 1 ^{re} classe; 51 fr. en 2 ^e classe
	{ 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e parcours	91 — 68 —
	{ 8 ^e parcours.....	114 — 87 —

Le 8^e parcours peut, au moyen de billets spéciaux d'aller et retour à prix réduits de ou pour Marseille, s'étendre de Marseille sur le littoral jusqu'à Hyères, Cannes, Nice ou Menton, etc., au choix du voyageur.

Durée : 20 jours pour les sept premiers parcours et 25 jours pour le huitième.

Faculté de prolongation moyennant supplément de 10 0/0.

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-16 à 3 fr. 50. — Volumes in-8 à 5, 7, 10 et 12 fr.

EXTRAIT DU CATALOGUE

HISTOIRE GÉNÉRALE

HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'EUROPE (1814-1878), par A. Debidour. 2 vol. in-8. 18 fr.
 LA QUESTION D'ORIENT, par Ed. Driault, préf. de G. Monod. 1 v. in-8. 4^e éd. 7 fr. *
 LA QUESTION D'EXTRÊME-ORIENT, par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX, par le même. 1 vol. in-8. 2^e éd. . . 7 fr.
 VUE GÉNÉRALE DE L'HISTOIRE DE LA CIVILISATION, par le même. 2 vol. in-16, avec 218 gravures et 34 cartes. . . . 7 fr.
 LE MONDE ACTUEL, par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 LA PAPAUTE, par J. Dollinger. 1 vol. in-8. 7 fr.
 QUESTIONS DIPLOMATIQUES DE 1904, par A. Tardieu. 1 vol. in-16. . . . 3 fr. 50
 LA CONFÉRENCE D'ALGERAS, par le même. 1 vol. in-8. 3^e éd. 10 fr.
 LA FRANCE ET LES ALLIANCES. *La lutte pour l'équilibre*, par le même. in-16. . . 3 fr. 50
 LA VIE POLITIQUE DANS LES DEUX MONDES, publiée sous la direction de A. Vialatte. 1^{re} année 1906-1907. 1 vol. in-8. 10 fr. — 2^e année 1907-1908. 1 vol. in-8. 10 fr.
 LE SOCIALISME A L'ÉTRANGER. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 ÉVOLUTION DU MONDE MODERNE. HISTOIRE POLITIQUE ET SOCIALE (1815-1909), par E. Driault et G. Monod. in-16. . 5 fr.

FRANCE

Révolution et Empire.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, résumé historique, par H. Carnot. in-16. . . 3 fr. 50
 ÉTUDES ET LEÇONS SUR LA RÉVOLUTION, par A. Aulard. 5 vol. in-16. Ch. 3 fr. 50
 LE CULTE DE LA MAISON ET LE CULTE DE L'ÊTRE SUPRÊME, par le même, in-16. 3 fr. 50
 CONTRIBUTION A L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA RÉVOLUTION, par A. Mathiez. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 LA THÉOPHILANTHROPIE ET LE CULTE DÉCADAIRE (1796-1801), par le même. in-8. 12 fr.
 CONDORCET ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par L. Cahen. 1 vol. in-8. . . 10 fr.
 LE CONVENTIONNEL GOUJON (1766-1793), par E. Thénard et R. Guyot. 1 v. in-8. 5 fr.
 CAMBON ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par Bornarel. 1 vol. in-8. 7 fr.
 LES CAMPAGNES DES ARMÉES FRANÇAISES (1792-1815), par C. Vallaux. in-16. 3 fr. 50
 MÉMOIRES D'UN MINISTRE DU TRÉSOR PUBLIC (1780-1815), par le C^{te} Mollien. 3 v. in-8. 15 fr.
 FIGURES DU TEMPS PASSÉ, par M. Dumoutin. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 NAPOLEON ET LA SOCIÉTÉ DE SON TEMPS, par P. Bonديو. 1 vol. in-8. . . 7 fr. *
 LA POLITIQUE ORIENTALE DE NAPOLEON (1806-1808), par Ed. Driault. 1 v. in-8. 7 fr.
 NAPOLEON EN ITALIE (1800-1812), par le même. 1 vol. in-8. 10 fr.
 LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU PREMIER CONSUL (1800-1803), par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 NAPOLEON ET LA POLOGNE, par M. Handedelman. 1 vol. in-8. 5 fr.

DE WATERLOO A SAINTE-HELENE (20 juin-16 oct. 1815), par J. Silvestre. 1 v. in-16. 3 fr. 50

Époque contemporaine.

HISTOIRE DE DIX ANS (1830-1840), par Louis Blanc. 5 vol. in-8. 25 fr. *
 HISTOIRE DU PARTI RÉPUBLICAIN EN FRANCE (1814-1870), par G. Weill. 1 vol. in-8. 10 fr.
 HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIAL EN FRANCE (1852-1902), par le même. 1 vol. in-8. 7 fr.
 HISTOIRE DU CATHOLICISME LIBÉRAL EN FRANCE (1828-1908), par le même. in-16. 3 fr. 50
 ASSOCIATIONS ET SOCIÉTÉS SECRÈTES SOUS LA DEUXIÈME RÉPUBLIQUE (1848-1851), par J. Tchernoff. 1 vol. in-8. . . . 7 fr.
 HISTOIRE DU SECOND EMPIRE (1848-1870), par Tazile Delord. 6 v. in-8. Chac. 7 fr. *
 HISTOIRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE, par Edg. Zevort. 4 vol. in-8 à 7 fr. :
 I. La présidence de M. Thiers. 2^e éd.
 II. La présidence du Maréchal. 2^e éd.
 III. La présidence de Jules Grévy. 2^e éd.
 IV. La présidence de Sadi Carnot.
 RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT EN FRANCE (1789-1870), par A. Debidour. in-8. 12 fr.
 L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET L'ÉTAT EN FRANCE (1870-1906), par A. Debidour.
 Tome I (1870-1889). 1 vol. in-8. 7 fr.
 Tome II (1889-1906). 1 vol. in-8. 10 fr.
 L'ÉTAT ET LES ÉGLISES EN FRANCE, par J.-L. de Lanessan. in-16. . . . 3 fr. 50
 HISTOIRE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE EN FRANCE (1598-1905), par G. Bonet-Maury. 2^e éd. 1 vol. in-8. . . . 5 fr.
 LE MOUVEMENT SYNDICAL EN FRANCE (1789-1906), par Paul Louis. 1 vol. in-16. 3 fr. 50
 RÉGIONS ET PAYS DE FRANCE, par J. Fèvre et H. Hauwer. 1 v. in-8 avec 147 fig. 7 fr.

COLONIES FRANÇAISES

LES COLONIES FRANÇAISES, par Paul Gaffarel. 1 vol. in-8. 6^e édition. . . 5 fr. *
 LA POLITIQUE COLONIALE EN FRANCE (1789-1830), par le même. 1 vol. in-8. . 7 fr.
 LA FRANCE HORS DE FRANCE, par J.-B. Piolet. 1 vol. in-8. 10 fr. *
 L'ŒUVRE DE LA FRANCE AU TONKIN, par A. Gaisman. in-16. 3 fr. 50
 L'ALGÉRIE, par M. Wahl et A. Bernard. 5^e édition. 1 vol. in-8. 5 fr. *
 LES CIVILISATIONS TUNISIENNES, par P. Lapie. 1 vol. in-16. . . . 3 fr. 50
 L'INDO-CHINE FRANÇAISE, par J.-L. de Lanessan. 1 vol. in-8 avec 5 cartes. 15 fr. *
 LE CONGO FRANÇAIS, par F. Challaye. in-8. 5 fr.
 LA FRANCE MODERNE ET LE PROBLÈME COLONIAL, par Chr. Schefer. I. 1815-1830. 1 vol. in-8. 7 fr.

CHEMINS DE FER DU NORD

PARIS-NORD A LONDRES (VIA CALAIS OU BOULOGNE.)

Cinq services rapides quotidiens dans chaque sens

VOIE LA PLUS RAPIDE

Services officiels de la Poste (viâ Calais).

SERVICES RAPIDES ENTRE PARIS, LA BELGIQUE, LA HOLLANDE, L'ALLEMAGNE, LA RUSSIE,
LE DANEMARK, LA SUÈDE ET LA NORVÈGE.

Voyages Circulaires à prix réduits en France et à l'Étranger avec itinéraire tracé au gré des voyageurs

Délivrance toute l'année de billets permettant d'effectuer un voyage empruntant les réseaux français, les lignes de chemins de fer et les voies navigables des pays européens. Le parcours ne peut être inférieur à 600 kilomètres.

La durée de validité est de 60 jours jusqu'à 2 000 kilomètres, 90 jours de 2 000 à 3 000 kilomètres, et de 120 jours au-dessus.

Billets de 14 jours pour LONDRES :

Délivrés certains jours de fête

Prix au départ de Paris : 1^{re} classe : **72 fr. 85** ;
2^e classe : **46 fr. 85** ; 3^e classe : **37 fr. 50**.

Billets d'une journée à LONDRES :

Délivrés les Samedis et Dimanches

Prix au départ de Paris : 1^{re} classe : **56 fr. 25** ;
2^e classe : **34 fr. 35** ; 3^e classe : **25 francs**.
Pour les trains consulter les affiches.

Billets de Vacances à prix réduits

Avantageux pour les Familles d'au moins trois personnes, effectuant un parcours simple minimum de 50 kilomètres.

FÊTES du Carnaval, de Pâques, de l'Ascension, de la Pentecôte, du 14 Juillet, de l'Assomption, de la Toussaint et de Noël.

Prolongation de la validité des Billets d'Aller et
Retour ordinaires.

Billets d'Excursion pour la Vallée de la Meuse.

Prix : 1^{re} classe, **42 fr. 35** ; 2^e classe, **31 fr. 25** ;
3^e classe, **23 fr. 20**. Validité : 15 jours.

Billets circulaires pour Pierrefonds, les Ruines de Coucy, les Bords de la Meuse, Grottes de Han et Roche- fort.

Prix : 1^{re} classe, **72 fr. 70** ; 2^e classe, **53 fr. 20**.
Validité : 30 jours.

Voyages circulaires divers pour visiter la Belgique.

Prix très réduits. Validité : 30 jours.

FÊTES de Pâques, de la Pentecôte, du 14 Juillet, de l'Assomption et de Noël.

Délivrance de Billets d'Excursion à prix très
réduits pour

LONDRES et BRUXELLES

Billets d'Excursion pour l'Écosse et le Pays de Galles.

Délivrés du 1^{er} Mai au 31 Octobre. Validité 45 jours.
Prix très réduits.

Billets circulaires dans le comté de Kent.

Délivrés au départ de Paris conjointement avec
des billets Paris-Douvres ou Paris-Folkestone.
Validité : 33 jours.

Billets d'Excursion du Dimanche pour Chantilly, Pierrefonds et Compiè- gne, Coucy-le-Château, Villers- Cotterêts.

A des prix excessivement réduits.

Bains de Mer et Villes d'Eaux.

Billets d'Aller et Retour collectifs pour Familles
d'au moins quatre personnes, valables 33 jours.
(Réduction de 50 % à partir de la quatrième
personne.)

Cartes d'abonnement de 33 jours. (Réduction de
20 0/0 sur le prix des abonnements ordinaires
d'un mois.)

Billets individuels hebdomadaires. Réduction de
20 à 44 0/0.

Billets individuels ou collectifs d'Excursion du
dimanche à des prix excessivement réduits (2^e
et 3^e classes). (Pour les Bains de mer seulement).

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT

BILLETS D'ALLER ET RETOUR

POUR LES STATIONS THERMALES ET HIVERNALES DES PYRÉNÉES

Toutes les gares du réseau de l'État délivrent, pendant toute l'année, des billets d'aller et retour, individuels ou de famille, à destination des gares du réseau du Midi desservant les stations thermales ou hivernales des Pyrénées (Pau, Cauterets, Luchon, Biarritz, etc.).

Les billets individuels comportent sur les prix du tarif général une réduction de 25 p. 0/0 en 1^{re} classe et de 20 p. 0/0 en 2^e et 3^e classes.

Les billets de famille ne sont délivrés que pour un trajet total d'aller et retour égal ou supérieur à 300 kilomètres. La réduction qu'ils comportent, par rapport au tarif général, varie entre 20 p. 0/0 pour deux personnes et 40 p. 0/0 pour six personnes et plus.

Les enfants de 3 à 7 ans paient demi-place.

Les deux sortes de billets sont valables **33 jours**; ils peuvent, à deux reprises, être prolongés de **30 jours**, moyennant le paiement, pour chaque période, d'un supplément égal à 10 p. 0/0 du prix initial du billet.

Les billets individuels et les billets de famille doivent être demandés, les premiers 3 jours, les seconds 4 jours avant la date du départ.

Excursions en Touraine

BILLETS DÉLIVRÉS TOUTE L'ANNÉE

Valables 15 jours avec faculté de prolongation de deux fois 15 jours moyennant un supplément de 10 0/0 pour chaque prolongation.

ITINÉRAIRE : PARIS-MONTPARNASSE — SAUMUR — MONTREUIL-BELLAY — THOUARS — LOUDUN — CHINON — AZAY-LE-RIDEAU — TOURS — CHATEAURENAULT — MONTOIRE-SUR-LE-LOIR — VENDÔME — BLOIS — PONT-DE-BRAYE — PARIS-MONTPARNASSE.

Faculté d'arrêt aux gares intermédiaires.

PRIX DES BILLETS : 1^{re} classe, **50 fr.** — 2^e classe, **38 fr.** — 3^e classe, **25 fr.**

Les enfants de 3 à 7 ans paient moitié des prix indiqués ci-dessus.

Les billets doivent être demandés **trois jours** d'avance à la gare de Paris-Montparnasse.

CHEMINS DE FER D'ORLÉANS

RELATIONS RAPIDES

ENTRE PARIS - BIARRITZ - DAX - PAU

ET AUTRES STATIONS THERMALES DU SUD-OUEST

Voitures directes : Sleeping-car, Lits-toilette, Compartiments-couche

BILLETS D'EXCURSIONS EN TOURAINE aux Châteaux des Bords de la Loire

ET AUX STATIONS BALNÉAIRES DE LA LIGNE

de SAINT-NAZAIRE au CROISIC et à GUÉRANDE

1^{er} ITINÉRAIRE

1^{re} Classe : 86 fr. — 2^e Classe : 63 fr.

DURÉE : 30 jours avec faculté de prolongation

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux et retour à Tours, Loches et retour à Tours, Langeais, Saumur, Angers, Nantes, Saint-Nazaire, Le Croisic, Guérande et retour à Paris, *via* Blois ou Vendôme.

2^e ITINÉRAIRE

1^{re} Classe : 54 fr. — 2^e Classe : 41 fr.

DURÉE : 15 jours sans faculté de prolongation

Paris, Orléans, Blois, Amboise, Tours, Chenonceaux et retour à Tours, Loches et retour à Tours, Langeais et retour à Paris, *via* Blois ou Vendôme.

Ces billets sont délivrés toute l'année.

CARTES D'EXCURSIONS EN TOURAINE

Ces cartes, délivrées toute l'année à Paris et aux principales gares de province, comportent la faculté de circuler à volonté dans une zone formée par les sections d'Orléans à Tours, de Tours à Langeais, de Tours à Buzançais, de Tours à Givères, de Buzançais à Romorantin et de Romorantin à Blois.

Elles donnent, en outre, droit à un voyage aller et retour, avec arrêts facultatifs, entre la gare de départ du voyageur et le point d'accès à la zone définie ci-dessus.

Leur validité est de 15 jours, non compris le jour du départ à l'aller, ni celui de l'arrivée au retour, avec faculté de prolongation à deux reprises de 15 jours moyennant supplément.

Des cartes de famille sont délivrées avec une réduction de 10 à 50 % sur le prix des cartes individuelles, suivant le nombre des membres de la famille.

CHEMINS DE FER DE L'EST

**Services les plus directs entre
PARIS, WIESBADEN, FRANCFORT-sur-MEIN et COBLENCE**

Paris, Wiesbaden, Francfort-sur-Mein

a. — Viâ Metz-Mayence.

ALLER		1 ^{re} , 2 ^e cl. (*)	1 ^{re} , 2 ^e cl. (**)	RETOUR		1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e classe (*)	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e classe (**)
		(W. R.)					
Paris-Est.	dép.	9 h m.	9 20 s.	Francfort-sur-Mein . . .	dép.	7 13 m.	8 23 s.
Metz.	arr.	4 03 s.	5 23 m.	Wiesbaden	dép.	7 21 s.	8 40 s.
Wiesbaden.	dép.	4 13 s.	5 36 s.	Metz.	arr.	Midi 31	1 55 m.
Francfort-sur-Mein . . .	arr.	9 49 s.	10 50 s.	Paris-Est.	dép.	Midi 40	2 07 s.
		9 58 s.	11 26 s.		arr.	6 38 s.	8 40 s.

(*) Voitures directes de 1^{re} et 2^e classe entre Paris et Francfort-sur-Mein. — (**) Voitures directes de 1^{re} et 2^e classe et wagons-lits entre Paris et Francfort-sur-Mein.
(W. R.) Wagon-restaurant de Paris à Nancy.

Durée du trajet : 12 heures environ.

b. — Viâ Avricourt-Carlsruhe.

En utilisant le train de luxe ci-dessous, on atteint Francfort-sur-Mein en 11 h. 1/2.

Paris-Est.	dép.	Orient-Express 7 30 soir	Francfort-sur-Mein . . .	dép.	Train Express 8 10 soir
	arr.	5 02 matin		arr.	10 53 s.
Carlsruhe	dép.	Train Express 5 12 matin	Carlsruhe	dép.	Orient-Express 11 07 soir
Francfort-sur-Mein . . .	arr.	7 45 s.	Paris-Est.	arr.	7 30 matin

Dans les trains d'Orient, le nombre de places est limité; les voyageurs qui désirent s'assurer des billets pour ces trains, doivent s'adresser à l'avance à la Compagnie internationale des wagons-lits, 3, place de l'Opéra, à Paris.

Le supplément perçu directement par cette Compagnie, est de 17 fr. 50 pour le trajet simple entre Paris-Est et Carlsruhe.

**c. — Paris, Coblenze et Ems par Metz-Trèves
ou par Longwy-Luxembourg.**

Viâ LUXEMBOURG.						Viâ METZ.		
		1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e cl.	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e cl.	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e cl.			1 ^{re} , 2 ^e cl.	1 ^{re} , 2 ^e cl.
		(c)	(c)	(d)			(a)	(b)
							W.-R. Paris à Nancy.	
Paris-Est.	dép.	8 10 mat.	1 55 soir.	9 15 soir.			9 s mat.	9 20 soir.
Trèves.	arr.	5 42 soir.	11 33 s	8 02 mat.			7 07 soir.	8 12 mat.
Coblence.	dép.	6 05 s	11 48 s	8 28 s			7 21 s	8 28 s
Ems.	arr.	7 58 s	2 23 mat.	10 19 s			9 05 s	10 19 s
	arr.	8 55 s	s	11 06 s			9 41 s	11 06 s

Viâ LUXEMBOURG.						Viâ METZ.		
		1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e cl.	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e cl.	1 ^{re} , 2 ^e cl.			1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e cl.	1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e cl.
		(c)		(a)			(b)	
							W.-R. Nancy à Paris.	
Ems.	dép.	8 04 mat.	10 12 mat.	7 58 mat.			10 12 mat.	7 57 soir.
Coblence.	dép.	8 47 s	11 19 s	8 38 s			11 07 s	8 43 s
Trèves.	arr.	11 21 s	2 34 soir.	10 27 s			1 03 soir.	10 39 s
Paris-Est.	dép.	11 39 s	2 49 s	10 34 s			1 17 s	10 55 s
	arr.	6 22 soir.	11 35 s	6 38 soir.			11 40 s	8 40 mat.

Durée du trajet de 10 h. 1/2 à 13 heures pour Coblenze et de 11 h. 1/2 à 11 heures pour Ems.

(a) Voitures directes (1^{re} et 2^e cl.) entre Paris et Metz d'une part, Metz et Ems d'autre part. — (b) Wagon-lits et voitures directes (1^{re} et 2^e cl.) entre Paris et Metz, et voitures directes entre Metz et Ems. — (c) Voitures directes entre Paris et Luxembourg. — (d) Voitures directes entre Paris et Luxembourg d'une part, Luxembourg-Ems d'autre part.

CHEMINS DE FER DE PARIS-LYON-MÉDITERRANÉE

VOYAGES A ITINÉRAIRES FACULTATIFS de France en Algérie, en Tunisie ET AUX ÉCHELLES DU LEVANT

ou vice-versa

Carnets individuels ou collectifs, 1^{re}, 2^e et 3^e classes, délivrés pour voyages pouvant comporter des parcours sur les réseaux métropolitains, algériens et tunisiens, ainsi que sur les lignes maritimes desservies par la Compagnie générale Transatlantique, par la Compagnie de Navigation mixte (Compagnie Touache), par la Société générale de Transports maritimes à vapeur ou par la Compagnie des Messageries Maritimes. Ces voyages doivent comporter, en même temps que des parcours français, soit des parcours maritimes, soit des parcours maritimes et algériens ou tunisiens.

Minimum de parcours sur les réseaux métropolitains : 300 kilomètres.

Les parcours maritimes doivent être effectués par les paquebots de l'une seulement des quatre Compagnies de navigation participantes; ils peuvent cependant être effectués à la fois par les paquebots de la Compagnie des Messageries Maritimes et par ceux de l'une quelconque des trois autres compagnies de navigation.

Validité : 90 jours; 120 jours lorsque les carnets comprennent des parcours sur les lignes desservies par la Compagnie des Messageries maritimes. Faculté de prolongation moyennant paiement d'un supplément.

Arrêts facultatifs dans toutes les gares du parcours.

Demander les carnets cinq jours à l'avance à la gare de départ.

Pendant la saison d'hiver, Paris et Marseille sont reliés par des trains rapides et de luxe composés de confortables voitures à boggies. Trajet rapide de Paris à Marseille en 10 h. 1/2 par le train « Côte-d'Azur-rapide » (1^{re} classe).

STATIONS HIVERNALES

(San Salvador, Bormes, St-Tropez, etc.)

*Billets d'aller et retour délivrés dans les gares P.-L.-M. aux familles
d'au moins trois personnes voyageant ensemble.*

1^{er} Du 15 octobre au 15 mai, valables 33 jours, 1^{re}, 2^e et 3^e classes. Minimum de parcours simple, 150 kilomètres.

2^e Du 1^{er} octobre au 15 novembre, valables jusqu'au 15 mai 1910, 2^e et 3^e classes. Minimum de parcours simple, 400 kilomètres (le coupon d'aller n'est valable que du 1^{er} octobre au 15 novembre).

Pour les stations ci-après des Chemins de fer du sud de la France (*via* Hyères ou Saint-Raphaël, San Salvador, Mont-des-Oiseaux, La Londe, Bormes, Le Lavandou, Cavalière, Cavalaire, La Croix, La Foux, Saint-Tropez, Sainte-Maxime, Plan-de-la-Tour.

Faculté de prolongation de une ou plusieurs périodes de 15 jours, moyennant un supplément de 10 % du prix du billet pour chaque période (pour les billets délivrés du 15 octobre au 15 mai).

Arrêts facultatifs aux gares situées sur l'itinéraire.

Demander les billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

ERNEST LAVISSE.

HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'À LA RÉVOLUTION

Publiée avec la collaboration de MM. :

BAYET, BLOCH, CARRÉ, COVILLE, KLEINCLAUSZ, LANGLOIS, LEMONNIER, LUCHAIRE,
MARIÉJOL, PETIT-DUTAILLIS, PFISTER, RÉBELLIAU, SAGNAC, DE SAINT-LÉGER,
VIDAL DE LA BLACHE.

Mise en vente du TOME VIII. 2^e PARTIE.

LOUIS XV

(1715-1774)

PAR

M. H. CARRÉ,

Professeur à l'Université de Poitiers.

Un volume in-8^o, broché 6 fr.

Conditions et mode de la publication : L'Histoire de France comprendra
18 volumes de 400 pages gr. in-8^o brochés à 6 fr.; reliés, 10 fr. (16 vol. parus).

L'Histoire de France sera complète en 72 fasc. d'environ 96 p. à 1 fr. 50
le fascicule (64 parus).

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

RÉCENTES PUBLICATIONS :

Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine,
par J. BARDOUX. Tome I : Les crises belliqueuses. 1 vol. in-8^o,
7 fr. 50. — Tome II : Les crises politiques. Protectionnisme et radi-
calisme. 1 vol. in-8^o. (Bibliothèque de philosophie contemporaine.) . . 5 fr.

**Histoire de l'empire ottoman jusqu'à la révolution de
1909,** par L. COLLAS et E. DRIAULT. 4^e édition. 1 vol. in-32 de la
Bibliothèque utile 0 fr. 60

Wagner, par Henri LICHTENBERGER, professeur-adjoint à la Sor-
bonne. 2^e édition. 1 vol. in-8^o de la collection Les maîtres de la
musique 3 fr. 50

La déclaration des droits de l'homme et du citoyen.
Texte authentique avec commentaire par Eug. BLUM, professeur agrégé
de philosophie au lycée de Lyon. Préface de G. COMPAYRE, de l'Institut.
4^e édition, revue, corrigée et augmentée d'une notice et d'un appendice. 1 vol.
in-8^o. (Récompensé par l'Institut.) 3 fr. 75

Finances féodales, par J.-M. FACHAN, sous-chef de bureau au
ministère des Finances. (Extrait de l'ouvrage :
Finances féodales et royales.) 1 vol. in-8^o 3 fr.

**Procès-verbaux de la Commission provisoire d'adminis-
tration des Allobroges.** Documents pour servir à l'histoire de la
Révolution en Savoie, par F. VERMALE
et S.-C. BLANCHOZ. Tome II. 1 vol. in-8^o. 3 fr.

**Registre des délibérations du Comité révolutionnaire
d'Aix-les-Bains.** Documents pour servir à l'histoire de la Révolution en
Savoie, par F. VERMALE et A. ROCHET. 1 vol.
in-8^o. 4 fr.

COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS

Capital : 150 millions de francs entièrement versés.

Siège social : 14, Rue BERGÈRE. — Succursale : 2, place de l'Opéra, Paris.

Président du Conseil d'Administration : M. Alexis ROSTAND, O. *

Vice-Président, Directeur : M. E. ULLMANN, *

OPÉRATIONS DU COMPTOIR : Bons à échéance fixe, Escompte et Recouvrement, Escompte de chèques, Achat et Vente de Monnaies étrangères, Lettres de Crédit, Ordres de Bourse, Avances sur Titres, Chèques, Traités, Envois de Fonds en Province et à l'Étranger, Souscriptions, Garde de Titres, Prêts hypothécaires maritimes, Garantie contre les Risques de remboursement au pair, Paiement de coupons, etc.

AGENCES : 33 Bureaux de quartiers dans Paris. — 13 Bureaux de Banlieue. — 150 Agences en Province. — 11 Agences dans les colonies et pays de protectorat. — 12 Agences à l'Étranger.

LOCATION DE COFFRES-FORTS : Le Comptoir tient un service de coffres-forts à la disposition du public, 14, rue Bergère ; 2, place de l'Opéra ; 147, boulevard Saint-Germain ; 49, avenue des Champs-Élysées, et dans les principales Agences. — Une clef spéciale unique est remise à chaque locataire. — La combinaison est faite et changée par le locataire, à son gré. — Le locataire peut seul ouvrir son coffre.

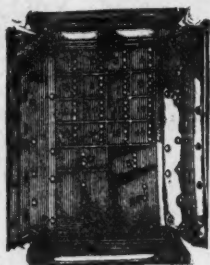
BONS À ÉCHEANCE FIXE. Intérêts payés sur les sommes déposées : De 6 mois à 11 mois, 2 0/0 ; De 1 an à 3 ans, 3 0/0. — Les Bons, délivrés par le COMPTOIR NATIONAL aux taux d'intérêts ci-dessus, sont à ordre ou au porteur, au choix du Déposant. Les intérêts sont représentés par des

Bons d'intérêts également à ordre ou au porteur, payables semestriellement ou annuellement suivant les convenances du Déposant. Les Bons de capital et d'intérêts peuvent être endossés et en par conséquent négociables.

VILLES D'EAUX, STATIONS ESTIVALES ET HIVERNALES. Le COMPTOIR NATIONAL des agences dans les principales Villes d'Eaux : Aix-en-Provence, Bagnères-de-Luchon, Bayonne, Biarritz, La Bourboule, Calais, Cannes, Châtel-Guyon, Cherbourg, Compiègne, Dax, Dieppe, Dunkerque, Épernay, Fontainebleau, Le Havre, Le Mont-Dore, Nice, Pau, Saint-Germain-en-Laye, Trouville-Deauville, Vichy, Tunis, Ostende, Saint-Sébastien, Monte-Carlo, Le Caire, Alexandrie (Egypte), etc. ; ces agences traitent toutes les opérations comme le siège social et les autres agences, de sorte que les Étrangers, les Touristes, les Baigneurs, peuvent continuer à s'occuper d'affaires pendant leurs villégiatures.

LETTRES DE CRÉDIT pour voyages. Le COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE délivre des Lettres de Crédit circulaires payables dans le monde entier auprès de ses agences et correspondants ; ces Lettres de Crédit sont accompagnées d'un carnet d'identité et d'indications et offrent aux voyageurs les plus grandes commodités, en même temps qu'une sécurité incontestable. Salons des Accrédités, Branch Office, 2, place de l'Opéra.

Garantie et Sécurité absolues



Compagnements depuis 5 fr. par mois

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

VIENNENT DE PARAÎTRE :

Histoire politique et sociale (1815-1909). Évolution du monde moderne, par E. DRIAULT et G. MONOD. 1 vol. in-16, avec gravures et cartes dans le texte 5 fr.

Napoléon & l'Europe. La politique extérieure du premier Consul (1800-1803), par E. DRIAULT. 1 vol. in-8° 7 fr.

La conférence d'Algésiras. Histoire diplomatique de la crise marocaine (15 janvier-7 avril 1906), par A. TARDIEU. Troisième édition, revue et augmentée d'un appendice sur Le Maroc après la conférence (1906-1909). In-8° . . . 10 fr.

Histoire du Catholicisme libéral en France (1828-1908), par G. WEILL, professeur-adjoint à l'Univ. de Caen. In-16 . . . 3 fr. 50

POUR PARAÎTRE EN NOVEMBRE :

La Chine nouvelle, par J. RODES. 1 vol. in-16 3 fr. 50

L'Europe et la politique britannique (1882-1909), par E. LEMONON. Préface de P. DESCHANEL, de l'Académie française. 1 vol. in-8° 10 fr.

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE PRÉSENT NUMÉRO :

Histoire des corporations de métiers, depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791, suivie d'une étude sur l'Évolution de l'idée corporative de 1791 à nos jours, et sur le Mouvement syndical contemporain, par Et. MARTIN-SAINT-LÉON, bibliothécaire archiviste du Musée social. 2^e édition. 1 fort vol. in-8°. (Couronné par l'Académie française.) . . . 40 fr.

Les prétentions de Charles III, duc de Lorraine, à la couronne de France, par L. DAVILLÉ, docteur ès lettres. 1 vol. gr. in-8°. . . 6 fr. 50

NN, *

payable
venant
pital
et

FESTIVALS

NATIONAL
s Vill
nières
urbou
erbourg
que, R
Le Mon
eu-Lay
Ostend
e Cam
agence
mme l
de ser
tes, la
occup
re.
ges. La
e Orl
près de
dit sou
ions et
és, en

L'Opéra